

Université d'été 2010

Éducation à la sexualité ? éducation sexualisée ?

Bordeaux, 10 11 & 12 septembre

Réf : SE 030 DP 11
Mars 2011

Centre de documentation du Planning Familial

4, square Saint-Irénée • 75011 Paris

Tel +33(0)1 48 07 29 10 • Fax +33(0)1 47 00 79 77

documentation@planning-familial.org • www.planning-familial.org

Sommaire

Introduction	3
Table ronde 1 : Relations filles-garçons : contextes et enjeux	13
Table-ronde 2 : Comment construire du politique à partir de notre pratique ?.....	35
Table-ronde 3 : Comment aller vers une éducation sexualisée ?	52
Synthèse des ateliers.....	70
Perspectives : travailler avec les jeunes sur l'éducation sexualisée ?	78
Clôture.....	95
Les Apéro-discussion	99

Introduction

Delphine BITTON, Présidente, Le Planning Familial Aquitaine

Bonjour,

En tant que Présidente de la fédération régionale d'Aquitaine, je vous souhaite la bienvenue et vais tout de suite passer la parole à nos intervenantes qui vont poursuivre cette ouverture, tout d'abord à la Présidente de l'association départementale de Gironde, Nicole BLET.

Nicole BLET, Présidente, Le Planning Familial 33

Bonjour. Je vais commencer par présenter Le Planning Familial de Bordeaux avec un petit historique. Créé en 1963, Le Planning Familial de la Gironde s'appelait, comme au niveau national, « La maternité heureuse, mouvement girondin pour Le Planning Familial ». Dans le contexte de l'époque – tout était interdit, même parler de la contraception et de l'avortement était puni par la loi – le Conseil d'Administration (CA) comptait tout de même 29 membres. Ils et elles diffusaient les informations utiles, de façon illégale mais sous couvert de l'adhésion à l'association, aux couples et aux femmes, afin qu'ils puissent vivre leur sexualité sans la crainte d'une maternité non désirée.

Ensuite, Le Planning bordelais a poursuivi son action, en suivant tous les changements au niveau national. La Maternité Heureuse devient Mouvement Français pour Le Planning Familial en 1960, puis mouvement d'éducation populaire en 1971. Dans les années 73-75, le Planning de Bordeaux a participé au mouvement avec le MLAC. En 1983, l'association bordelaise se **déclare** féministe, également suite à une décision du mouvement confédéral. C'est aussi durant cette période que l'association de Bordeaux embauche ses premières salariées.

Puis, la fin des années 80 et le début des années 90 marquent une période noire pour l'AD de Bordeaux : l'activité marche au ralenti, le CA passe de 18 à 5 membres, on constate une recrudescence de commandos anti-IVG, notamment devant le centre IVG de l'hôpital Saint-André. Ils mènent quelques actions spectaculaires, comme de bloquer l'accès des femmes aux centres IVG, de s'enchaîner aux grilles de l'hôpital ou encore en faisant irruption dans les salles d'opération. Des militantes féministes veulent réagir et pensent qu'il est indispensable de le faire avec Le Planning Familial. Aidées par la région Aquitaine, elles relancent le Planning de Gironde et reforment une équipe. L'association redémarre vraiment en 1993. Le Planning mène également des actions et suit le procès en 1996 à l'encontre de deux pharmaciens de la banlieue bordelaise qui refusaient de vendre des contraceptifs aux femmes, considérant que cela allait à l'encontre de leurs principes. Les pharmacies ont été condamnées pour refus de délivrance de contraceptifs.

Aujourd'hui, Le Planning de Bordeaux compte une cinquantaine d'adhérents dont une quinzaine de militantes bénévoles très actives. Deux salariées sont conseillères conjugales et une salariée à mi-temps s'occupe plus particulièrement du Théâtre Forum. Le conseil d'administration comprend environ 10 membres et se réunit au minimum une fois par mois. Nous organisons des réunions autour d'un repas regroupant l'ensemble des salariées, bénévoles, CA autour de différents thèmes : soit sur Le Planning (par exemple la préparation du congrès), soit sur des enjeux politiques nationaux (par exemple la loi Bachelot Santé et Territoire) soit sur des thèmes beaucoup plus généraux.

Nous participons également beaucoup aux manifestations qui ont lieu à Bordeaux, où nous nous rendons visibles en tant que Planning, avec des banderoles. Nous faisons ainsi partie de la contremanifestation qui s'est organisée récemment lors de la réunion nationale annuelle des anti-IVG et des cathos et étions présents aux manifestations sur les retraites.

Nous avons mis en place, avec la Maison des Femmes, l'accueil « Violence 33 » avec une permanence d'accueil pour les femmes victimes de violences une fois par semaine et participons également au collectif bordelais pour les droits des femmes.

Au niveau des activités classiques, nous proposons des permanences avec un accueil collectif, une permanence téléphonique, des animations en éducation à la sexualité dans les collèges et les lycées. Plus spécifiquement, nous organisons les activités de Théâtre Forum et, depuis l'an dernier, nous mettons en

place des interventions dans des écoles primaires avec un outil pédagogique sur les livres jeunesse. Nous réalisons également des formations, notamment une session à l'université, afin de sensibiliser des personnes-relais sur l'éducation à la sexualité, auprès des étudiants relais et une autre session de formation s'adressant à des professionnels de santé.

Voilà, un portrait rapidement brossé de l'histoire et l'actualité du Planning de Bordeaux. Nous sommes toutes et tous d'accord dans l'équipe sur la nécessité de continuer à lutter et à exister. Il y a encore malheureusement beaucoup de choses à faire, beaucoup d'acquis à préserver ou de combats à gagner. Il est vrai que, comme beaucoup d'autres antennes, nous avons beaucoup d'inquiétudes sur les financements et sur notre avenir.

La région Aquitaine et l'association départementale de Bordeaux organise l'université d'été cette année. Nous avons essayé de penser à tous les informations pratiques dont vous pourriez avoir besoin, qui sont dans vos malles de congrès. Nous sommes ensemble pour 3 jours pour travailler et pour réfléchir... mais Bordeaux est aussi une très belle ville et j'espère que vous aurez un peu de temps pour la découvrir.

(Applaudissements)

Delphine BITTON, Présidente, Le Planning Familial Aquitaine

Nous venons de voir en introduction un petit film assez humoristique, qui est un extrait du bonus du DVD *Les Beaux Gosses* de Riad SATTOUF. J'espère que cela nous amènera à réfléchir sur notre propre analyse de la pratique.

J'aimerais remercier le Président du Conseil général de Gironde, qui nous accueille dans ses locaux, représenté par M. Matthieu ROUVEYRE pour son aide et son soutien.

Je remercie également le Conseil régional d'Aquitaine, et son Président, représenté par Mme la Conseillère régionale Naïma CHARAÏ, une personne qui nous est d'un précieux appui dans nos luttes.

Je remercie aussi toutes les militantes et tous les militants de la région Aquitaine qui se sont investis dans la préparation de cette université d'été, en particulier l'AD de Bordeaux. Nous terminions à peine l'organisation d'un colloque régional, lorsque nous nous sommes lancées dans l'aventure et que nous sommes assez contentes d'avoir réussi à puiser dans nos forces vives pour accueillir l'ensemble du mouvement pour cette université d'été. Comme l'ont rappelé nos représentantes au Conseil d'administration national, j'espère que beaucoup d'entre vous profiteront de la gastronomie locale et des promenades dans l'agglomération bordelaise.

Lorsque notre fédération régionale a décidé d'accueillir l'université d'été, nous ne savions pas que le thème serait l'«Éducation à la sexualité». Lorsque nous avons commencé à réfléchir sur cette thématique au fil des différentes rencontres régionales, il nous a semblé qu'une région comme la nôtre était assez représentative des différentes problématiques qui se posent dans la pratique quotidienne des associations départementales du Planning Familial.

En effet, la fédération régionale Aquitaine regroupe cinq associations départementales représentant les cinq départements de la région, départements à caractère principalement rural. Les Landes, la Gironde et la Dordogne, sont des départements particulièrement étendus et les questions de l'accès aux soins et à l'information s'y posent de manière tout à fait criante. Par exemple, l'accès à la contraception est entravé par des questions de transports, d'obstacles géographiques, de désertification médicale, par des questions économiques de coûts qui se posent de manière accrue pour les jeunes mais aussi des freins socio-culturels. Certaines en viennent à penser que des solutions existent mais ne sont pas pour elles/eux.

Ces obstacles dans l'accès aux soins et à l'information à la fois pratiques et culturels relèvent de la même idée : ***l'éducation***.

En effet, l'éducation est ce qui donne à chacun et à chacune la maîtrise et le partage d'un savoir et, par ce partage et cette maîtrise, la possibilité de s'émanciper des freins personnels et du construit social qui nous enferment.

Fort justement, le Conseil régional Aquitaine, sensibilisé à cette question, a confié à la fédération Régionale du Planning Familial Aquitaine et au CRAES (Comité Régional d'Aquitaine d'Education pour la Santé) la mise en place d'une campagne d'information et de mobilisation des partenaires sur la question des grossesses non souhaitées. Dans notre région, les cinq associations départementales, si elles diffèrent par leur histoire, leur taille, leur fonctionnement et leurs habitudes, se rejoignent néanmoins dans une pratique éducative commune.

Il est vrai que la région Aquitaine a expérimenté très tôt la mise en place de la loi de révision générale des politiques publiques, alors expérimentale. Cela nous a posé de grandes difficultés auxquels nous pensions être les seul-es à être confrontés. Cependant, au final, cela s'est presque révélé une chance puisque notre fédération régionale, qui était déjà active, a mis en place un processus de régionalisation concertée afin de répondre aux problématiques qui se posaient.

Cette échelle régionale s'avère particulièrement intéressante pour notre université d'été puisqu'elle met en exergue les inégalités de traitement, les diverses réponses institutionnelles et l'énergie locale nécessaire pour mettre en place les directives nationales, différemment selon les départements. Je vous donnerai un exemple, qui rejoint ce que nous avons vu dans le film : la question des publics rencontrés dans le cadre de l'Education Nationale. Dans certains de nos départements, il n'y a quasiment pas de problème : les portes sont ouvertes et tout se passe dans la concertation et une collaboration vraiment étroite avec les établissements scolaires. Il est même possible de co-animer avec des membres de l'équipe éducative ou de recevoir une participation financière de leur part.

En revanche, dans d'autres départements c'est beaucoup plus difficile. Il faut montrer patte blanche et faire ses preuves, sans pour autant avec des gages de pérennisation des actions. Certains sont même en conflit ouvert. Les collaborations s'établissent presque à la sauvette, selon le bon-vouloir de certaines infirmières, professeurs ou proviseurs volontaires.

De l'aveu même de l'infirmier coordinateur des actions d'éducation à la sexualité des Landes, interrogé à ce propos lors d'une réunion de la Commission Régionale de la Naissance (CRN) le 5 juin dernier, l'éducation à la sexualité est le fait de la volonté d'une seule personne. Cela montre bien que dans une région comme la nôtre, l'éducation à la sexualité n'est pas perçue comme une nécessité sociale de premier ordre ; et nous supposons que les choses se posent de la même façon à l'échelle nationale.

Il nous semble qu'il existe un certain paradoxe. En effet, d'un côté, on nous demande d'avoir des actions très cohérentes, une pratique très concertée, très méthodologique, très professionnelle. Et d'un autre côté, on nous contraint à rentrer dans des « cases ». Finalement, comme si chaque établissement pouvait appliquer la loi de 2001 sur l'éducation à la sexualité à la carte, selon son bon vouloir : faire venir Le Planning Familial ou pas, prendre en compte ou non le caractère sexué des violences scolaires... En matière d'éducation à la sexualité mais aussi de la sensibilisation à l'égalité des sexes chez les jeunes, d'encouragement à l'émancipation des stéréotypes et des assignations de genre, les circulaires ne sont pas appliquées. C'est un peu : « Fais ce qu'il te plaît... »

J'espère que nous allons pouvoir débattre de ce paradoxe et y réfléchir durant ces trois jours d'université d'été.

En vous remerciant encore de votre présence, je vais passer la parole à M. Matthieu ROUVEYRE, qui représente le Président du Conseil général de Gironde

(Applaudissements)

Matthieu Rouveyre, Conseiller Général de Gironde, questeur de l'assemblée départementale

Madame la Présidente nationale, chère Madame Carine FAVIER ; Madame la Présidente de la fédération régionale Delphine BITTON ; Madame la Présidente de la fédération départementale Nicole BLET ; Madame Naïma CHARAÏ, conseillère régionale, Mesdames, Messieurs, je suis particulièrement honoré d'accueillir cette université d'été annuelle ici, dans les locaux du Conseil général.

Je dois le dire, cet honneur et ce plaisir je les partage avec le Président du Conseil général mais également avec l'ensemble des élus de notre institution. Dans le contexte actuel des difficultés auxquelles nous sommes confrontées, sans parler de la réforme des collectivités territoriales mais bien des difficultés financières qui nous entourent, je mesure toute la portée de cette rencontre.

C'est justement dans les moments délicats que nous devons être présents auprès de tous les citoyens, en particulier les plus fragiles, pour les aider et les accompagner. Nous devons poursuivre sans relâche les actions, nos actions et apporter tout notre soutien aux associations.

En tant que président de la commission Vie associative au Conseil général, je sais que les associations jouent un rôle fondamental. Je connais bien Le Planning Familial parce que je partage avec lui d'autres luttes. Ici, en Gironde, Le Planning Familial accomplit un travail extraordinaire, extrêmement utile pour les conseillers généraux. Je reviendrai sur ce point.

Nous vivons dans une société morcelée et trop souvent cloisonnée, où l'incompréhension et les peurs font hélas partie de quotidien, quand elles ne sont pas sciemment encouragées. Je ne vais pas faire de politique ici - même si d'une certaine manière nous en faisons tous un peu !- je vais plutôt revenir sur ce qui fait l'actualité.

J'ai en tête ce fameux reportage de Cathy Sanchez, « La cité du mâle » qui a été déprogrammé d'Arte, puis reprogrammé. À en lire les articles de presse, ce documentaire a suscité une vive émotion. Il dénonce notamment les situations dramatiques dans lesquelles les jeunes filles des cités en particulier peuvent se trouver.

En tant que conseiller général sur Bordeaux et élu du département, je suis en lien avec les collègues – qui relèvent de notre domaine de compétence – mais également les centres d'animation des quartiers. Une des premières discussions qui m'a vraiment interpellé en tant qu'élu, était une discussion qui se tenait entre responsables d'associations du quartier, du centre d'animation. Parmi les problématiques les plus importantes ressortaient des difficultés entre filles et garçons dès l'école maternelle. Selon les responsables sur le terrain, bien que l'on ait connu un certain apaisement il y a quelques années, il semble que ces problèmes entre filles et garçons, soient revenus de manière très importante. Une des responsables d'une école maternelle de mon canton, qui connaît les plus grandes difficultés, expliquait que les petits garçons tentaient déjà d'inférioriser les petites filles. Des difficultés se rencontrent donc dès l'école maternelle, puis dans les collèges et les lycées, bien que je connaisse moins ces derniers. Naïma CHARAÏ est sans doute davantage en contact avec les lycéens. Dans les collèges, on nous explique qu'il y a des séances d'initiation et que les filles acceptent parfois de rentrer dans ces séances d'initiation uniquement pour appartenir au groupe. L'Éducation Nationale a un rôle important à jouer sur ce sujet et qu'elle ne le joue peut-être parfois pas entièrement.

Sur le département de la Gironde, ce problème nous préoccupe réellement. Le magazine que nous distribuons chaque mois, comporte ce mois-ci une page sur « jeunesse et sexualité, des réponses à vos questions ». Je vais pour illustrer mon propos vous raconter une petite anecdote. L'année dernière, nous avons reçu des mails et des courriers de contestation assez véhéments adressés au Président du Conseil général après avoir distribué dans les collèges un magazine, qui soulevait en juillet 2009 la question de l'homosexualité dans un article intitulé « *Homosexuel-le, et alors ?* ». Nous avons reçu un déchaînement de courriers d'insultes à l'attention du Président du Conseil général. Ces personnes accusaient le conseil général de faire la propagande de l'homosexualité dans les collèges avec leurs impôts. Vous avez parlé tout à l'heure des commandos anti-IVG et un documentaire a été diffusé récemment sur des extrémistes.

Ce sont évidemment les mêmes réseaux que l'on retrouve pour toutes les discriminations racistes, homophobes, islamophobes ou sexistes, et que nous cherchons à combattre dans notre vie civile.

Nous sommes fiers de notre jeunesse, notre première richesse. Il convient justement de la respecter, c'est-à-dire aussi de l'écouter, de l'informer, de la soutenir dans ces moments d'apprentissage de l'existence. Le département en charge de la solidarité et de l'action sociale finance les centres de planification. Le Conseil général a, comme l'ensemble des collectivités territoriales, des compétences obligatoires et des compétences facultatives. Il est assez curieux de constater que le

financement d'associations comme Le Planning Familial ne figure pas parmi les compétences obligatoires. Cela signifie que le financement du Planning Familial dépend de la volonté politique. En effet, par définition, le CG doit financer en premier lieu les compétences obligatoires. Or aujourd'hui on s'aperçoit que les politiques obligatoires – dont la part va croissant et dans lesquelles ne figure donc pas l'aide au Planning familial – prennent tellement de place dans nos budgets que nos moyens d'action politique sur les politiques facultatives s'en retrouvent resserrés. Nous tenons les budgets à votre disposition.

En tant que président de la commission Vie associative, je suis particulièrement confronté à ces problèmes puisque je travaille sur des politiques volontaristes, facultatives. Ce resserrement, cet « effet ciseaux » où nos dépenses et nos domaines de compétences croissent plus vite que nos ressources, nous nous retrouvons vraiment confrontés à des difficultés financières importantes. Ce n'est parfois pas la volonté politique qui manque mais véritablement les moyens.

Dans le département de la Gironde, les élus sensibles à ces questions étant assez nombreux, nous pouvons travailler sur ces actions et ces dispositifs. Cependant c'est un combat qu'il faut également que vous meniez auprès de vos élus qui, quand ils disposent de marges de manœuvre, peuvent participer à l'aide aux associations et en particulier au Planning Familial. Il existe aujourd'hui en Gironde 25 établissements d'éducation familiale. La Maison départementale de la santé accompagne les publics en situation de précarité par des actions d'évaluation de l'État et met en place des dispositifs spécifiques de dépistage et de vaccination.

Les chiffres, que nous font remonter les associations comme AIDES par exemple montrent un certain relâchement dans des comportements de protection dans la sexualité. L'expérience du dépistage rapide nous montre qu'il existe encore des difficultés et des réticences à le mettre en place. J'ai le sentiment d'un certain retour en arrière, comme vous devez le constater dans vos actions et comme le montrait cet extrait du film *Les Beaux Gosses*.

Je me souviens, dans mes années lycée, de l'intervention du Planning Familial. Elle était tout de même moins caricaturale ! S'il y a eu des avancées grâce à vous, on a aujourd'hui le sentiment qu'il est nécessaire de reprendre l'ouvrage complètement.

L'accès à la contraception pour tous en particulier pour les plus jeunes, doit résulter d'une démarche médicale simple, accompagnée d'un véritable moment de dialogue et de prévention, respectueux de l'individu. Aujourd'hui la sexualité est trop souvent abordée sous un angle culpabilisateur et moralisateur. On assiste à un véritable retour de l'ordre moral. Ce recul a bien été analysé par rue89.com à propos du reportage sur la Cité du Mâle. Dorénavant la virginité apparaîtrait comme la seule clé pour la « paisibilité » des filles. Il est assez incroyable de voir que dans les quartiers, une fille qui est suspectée d'avoir eu des relations sexuelles, à tort ou à raison, puisse être livrée à la vindicte populaire ou stigmatisée voire menacée par les garçons. Nous devons communiquer sur la sexualité dans sa globalité et nous adresser aux jeunes dans leur ensemble. La sexualité concerne bien entendu tout le monde, mais c'est malheureusement, un domaine encore largement tabou. N'oublions pas que la sexualité est avant tout le symbole de l'amour, du partage et de l'échange.

Cette mission de santé publique d'éducation à la sexualité s'accomplit au quotidien dans les centres de planification de Gironde grâce aux médecins, aux conseillères conjugales et familiales, aux infirmières et bien sûr au Planning Familial.

À cet instant de mon propos, je tiens à vous saluer et à vous remercier, Madame la Présidente de la Fédération régionale Aquitaine et Madame la Présidente de l'association départementale du Planning Familial de Gironde. Mes pensées vont également à la Présidente nationale ainsi qu'à toutes les équipes et à toutes les personnes qui sont ici. Merci pour votre dynamisme, pour votre écoute, pour vos actions. Merci véritablement aux médecins et aux personnels de santé dont le travail n'est pas toujours simple. Vous accomplissez un travail remarquable. Le Planning Familial est très présent et représente un relais essentiel des politiques de prévention de santé publique. Le thème choisi pour cette université d'été, « *Éducation à la sexualité, éducation sexualisée ?* » a pour objectif de démontrer l'inégalité entre les filles et garçons, reflet, d'une démocratie responsable. Au-delà de la pure prévention, il s'agit de garantir un

accès pour tous à une information précise et claire sur toutes les questions liées à la sexualité. Ces journées offriront une réflexion collective qui, je n'en doute pas, apportera d'importantes contributions au débat. Nous ne pouvons qu'être enthousiastes face à une telle manifestation et à de si belles initiatives. Je tiens à vous remercier à nouveau pour votre soutien et pour les nombreuses actions menées par votre association, en particulier en Gironde. Puissent ces journées être synonymes de partage, de rencontre, d'échange, d'écoute et de respect. Merci.

(Applaudissements)

Delphine Bitton, Présidente, Le Planning Familial Aquitaine

Merci beaucoup. Je vais passer la parole à Mme Naïma CHARAÏ, qui est conseillère régionale.

Naïma Charaï, Conseillère régionale, déléguée à la solidarité, l'égalité femme/homme et la lutte contre les discriminations

Merci Delphine. Je voudrais tout d'abord remercier Carine FAVIER, la Présidente du Planning Familial d'avoir proposé au Conseil régional d'Aquitaine de participer à l'ouverture de vos universités d'été. Je remercie aussi Nicole BLET, la présidente départementale du Planning familial, Delphine BITTON et Fatma TOUROUVER de nous accueillir aujourd'hui au Conseil général de la Gironde. Mes remerciements vont également à Philippe MADRELLE, qui a mis les locaux du Conseil général à disposition pour que Le Planning Familial puisse travailler de manière sereine, intelligente, dans la convivialité et, comme le disait Matthieu ROUVEYRE, dans le partage.

Je voulais vous remercier d'avoir choisi notre région et le département pour votre université d'été. C'est toujours un grand plaisir pour le Conseil régional, pour Alain ROUSSET et pour moi-même d'être auprès du Planning Familial.

Comme Matthieu ROUVEYRE le disait tout à l'heure, nous avons mené des actions communes au cours des derniers mois. Il y a eu le rassemblement du 29 mai, où Le Planning Familial et les associations – notamment le Collectif bordelais des droits des femmes – organisaient une contremarche suite à l'appel à manifestation de l'association « SOS tout-petit » et à « la Marche pour la vie ». Si l'année dernière ces derniers étaient extrêmement nombreux et s'il est vrai que le collectif bordelais pour le droit des femmes avait peu mobilisé, cette année en revanche nous étions très nombreux et très nombreuses à manifester notre désaccord et à venir réaffirmer le droit à l'IVG pour les femmes.

C'est un grand plaisir pour moi d'être aux côtés du collectif et du Planning Familial. Vous avez prévu trois jours de travaux passionnants, de tables-rondes, de films, d'échanges. J'ai vu que votre première table-ronde traitait la thématique de la relation filles/garçons. Il est vrai, comme l'a dit Matthieu ROUVEYRE, que la décision d'Arte de déprogrammer le film *La Cité du Mâle* pour des raisons de sécurité – à la demande notamment d'une personne qui était dans le documentaire et qui a reçu un certain nombre de menaces – a provoqué une vive polémique. Ce sujet peut prêter à débat : faut-il céder à la pression de petits caïds et déprogrammer, à une heure de grande écoute, des sujets de société, qui font sens ? Je tiens à vous remercier car vous êtes vraiment au cœur des problématiques qui traversent notre société. La relation filles/garçons est en fait de plus en plus mise à mal. Je crois que cela ne concerne pas seulement les quartiers dits « populaires ».

Tourné à Vitry-sur-Seine dans le Val-de-Marne, ce documentaire a, il est vrai, revêtu une connotation très spéciale puisque c'est l'endroit où Sohane Benziane, une jeune adolescente a été assassinée, ce qui a provoqué un écho tout à fait particulier.

Toujours est-il qu'il faut interroger cette problématique de la relation filles/garçons dans l'ensemble de la société, et je crois que nous sommes concernés en tant que parents, qu'élus, mais aussi en tant que militants des droits des femmes, pour essayer de déconstruire ce qui pose problème ou interroge dans la relation filles/garçons et ce qui l'amène à la violence, aux insultes verbales.

J'espère que votre première table-ronde, dont le thème est tout à fait en adéquation avec les problématiques qui traversent notre société, donnera naissance à des idées nouvelles et qu'elle fera

émerger des propositions nous permettant de mettre en place des politiques publiques allant dans le sens du progrès et de l'égalité femmes/hommes.

Le Conseil régional est à vos côtés depuis de nombreuses années par le biais des conventions triennales avec la fédération régionale du Planning Familial. Je reviendrai sur ce point.

Nous allons mettre en place une campagne d'information et de sensibilisation à partir du 20 septembre sur l'éducation à la sexualité, l'accès à la contraception et l'accès à l'information sur l'IVG, sur le modèle de celle qui a été faite en Île-de-France. Nous avons proposé au Planning et au CRAES de participer au lancement de cette campagne, qui nous tient à cœur, et avons longuement travaillé avec eux, en partenariat avec l'ensemble des départements de l'Aquitaine, de la Communauté urbaine, des municipalités... afin de mettre en place une campagne de grande envergure sur l'ensemble du territoire aquitain, tant en milieu rural qu'urbain. Cette campagne visuelle a été construite en collaboration avec les jeunes Aquitains, dans le cadre du festival des lycéens et des apprentis, organisé chaque année par le Conseil régional et où Le Planning Familial est présent dans le cadre de l'espace « *Discrimination-Citoyenneté* ».

Les associations pour les droits des femmes se heurtent à de grands obstacles ; et la situation va aller de mal en pis avec la réforme des collectivités locales. Comme le rappelait Matthieu ROUYEYRE, par rapport au département, le Conseil régional a aujourd'hui des compétences propres et nous pouvons agir auprès des associations dans le cadre de la clause de compétences générales. Or celle-ci risque d'être supprimée dans la réforme et nous allons être contraints de nous recentrer sur nos compétences propres, ce qui signifie que nous aurons de plus en plus de difficultés à aider les associations comme Le Planning Familial.

La réforme des collectivités locales correspond en réalité à la mise à mort non seulement de l'ensemble des associations de France mais aussi de toutes les actions d'information, de sensibilisation, d'accès au droit, qui sont mises à mal par ce gouvernement. Il va donc falloir que nous restions extrêmement vigilants.

Pour revenir aux actions que nous menons auprès du Conseil régional et du Planning Familial, elles entrent dans le cadre d'une convention que nous avons voulue triennale pour sécuriser le parcours de l'Union régionale. Je crois que cette formule vous satisfait puisque vous n'avez pas de difficultés à faire des demandes année après année et que cela vous permet en même temps de vous situer dans une perspective de projet et non dans l'instantané et le quotidien.

Cette subvention a pour objet d'organiser la coordination et l'appui technique aux associations départementales, de développer des programmes d'action adaptés aux territoires afin d'améliorer l'accessibilité à l'information et à la prévention en matière de sexualité, de maîtrise de la fécondité, des IST et des violences sexistes, de faciliter l'accès à l'information sur la sexualité et la prévention des risques, de prévenir les comportements sexistes. Ces derniers représentent quelque chose d'extrêmement important et je tenais à vous féliciter pour l'action remarquable que vous menez auprès des établissements publics, notamment dans les lycées. Ce travail vous permet également de réaliser la formation initiale et continue des salariés et des bénévoles de la fédération.

Le Conseil régional d'Aquitaine est à la fois heureux et fier d'être auprès de vous aujourd'hui et pendant ces trois jours. Je vous souhaite de très bons travaux. Nous avons besoin de vous pour nourrir notre réflexion et pour alimenter les politiques publiques.

Merci à vous et bonne journée.

(Applaudissements)

Delphine Bitton, Présidente, Le Planning Familial Aquitaine

Merci beaucoup. Je vais passer la parole à notre Présidente, Carine FAVIER

Carine Favier, Présidente, Le Planning Familial

Tout d'abord, merci à la Fédération Aquitaine du Planning -tout particulièrement à l'AD de Bordeaux- ainsi que les collectivités territoriales aujourd'hui représentées d'avoir accompli tout ce travail. Merci de nous avoir accueillies, encouragées et de nous avoir aidées à trouver l'énergie pour réaliser cette rencontre : « *Éducation à la sexualité ou éducation sexualisée* ».

Pourquoi ce thème et pourquoi maintenant ?

Comme cela été souvent précisé dans nos écrits et notre communication, l'**éducation à la sexualité** fait partie des fondamentaux de notre mouvement. C'est l'activité de terrain la plus partagée dans les associations départementales, établissements d'information ou centres d'orthogénie. Au-delà du fait que l'éducation à la sexualité est certainement, en quantité, l'action la plus partagée, c'est aussi celle qui relève le plus de nos deux piliers que sont le féminisme et l'éducation populaire. En effet, elle engage à la fois dans une façon d'être et de construire avec les personnes et une façon de déconstruire les rapports sociaux.

Avant d'évoquer le contexte de nos interventions, je voudrais revenir sur le concept même d'éducation à la sexualité. Souvent les mots utilisés ont un certain sens pendant un temps puis changent et il est nécessaire de les re-interroger régulièrement pour savoir s'ils ont bien le même sens pour tout le monde. L'éducation à la sexualité peut être une expression utilisée dans le cadre de l'Éducation Nationale.

La circulaire du 17 février 2003 précise le contenu des séances d'éducation à la sexualité obligatoires de façon assez positive pour nous. L'éducation à la sexualité est définie non pas comme une transmission d'information mais comme une composante de la construction de la personne et de l'éducation du citoyen. Toutefois, il faut rester lucide. Depuis longtemps, voire depuis toujours, aborder la sexualité avec les jeunes fait l'objet d'un contrôle social. Dans le dossier préparatoire que vous avez reçu figure un article de Tamara CHAPLIN, qui soulignait le contrôle social qui persiste sur la reproduction, notamment sur le corps des filles et de la virginité, la permanence des rôles sociaux sexués, ou encore sur l'initiation des garçons ou la lutte contre les infections sexuellement transmissibles... La question de la sexualité comme un thème en soi et la question du plaisir et de la construction affective et sexuelle existaient peu jusqu'à ces dernières années et ne sont arrivées que récemment.

Dans l'ensemble de la société et au quotidien, il y a une transmission implicite de normes et de modèles de la sexualité, dont nous devons être conscient. Ces modèles font le quotidien dans la presse, à la télévision, dans les journaux, dans les discussions, dans le cercle social ou amical.

Quand nous intervenons dans nos classes auprès de jeunes – plus ou moins volontaires pour participer– nous sommes amenées à nous poser plusieurs questions : Sommes-nous là pour transmettre des informations ou pour transmettre des valeurs ? C'est une vraie question ! Sommes-nous là pour amener à changer les comportements ? On nous sollicite souvent en urgence en « pompiers » : « Au secours ! Il y a des violences dans notre établissement, est-ce que vous pouvez venir faire un tour pour tenter de calmer tout ça ? ». Dans ces cas-là, répondons-nous aux préoccupations des jeunes ou bien plutôt aux adultes qui les encadrent ? Comment nous situons nous par rapport à ces questions ?

Dans nos différents textes, en particulier dans le dernier « 4- pages » sur l'éducation à la sexualité, nous nous positionnons clairement en tant que mouvement féministe sur le rôle de l'éducation à la sexualité pour permettre une prise de conscience et un questionnement des rapports inégalitaires entre les femmes et les hommes : droits des femmes, égalité, conscience de son corps, apprentissage, sexualité, relations amoureuses, normalité, pornographie, violence, réduction des risques liés aux pratiques sexuelles...

Néanmoins, en tant que mouvement d'éducation populaire, sommes-nous toujours prêts à entendre les personnes qui viennent nous voir, sans jugement, sans vouloir imposer notre vision du monde ? Sommes-nous prêts à ne pas répondre seulement aux questions sociales que posent la sexualité, les violences sexuelles, la prévention santé mais aussi accompagner les jeunes pour aller vers des comportements qui favorisent leur bien-être et leur équilibre affectif et social ? Comment nous situons-

nous par rapport au contrôle social, à la commande de l'institution ? Je crois que ces questions ouvrent un champ de réflexion. Sommes-nous toujours capables d'instaurer des relations d'égal à égal permettant l'émergence de questionnements et la remise en cause du savoir ? Sommes-nous dans une position de professionnels allant donner des informations ou sommes-nous dans une position de questionnement, quitte à engager notre propre remise en cause ? Que savons-nous de la sexualité de ces jeunes que nous prétendons éduquer ?

En réalité, nous savons peu de choses car il y a peu d'enquêtes, peu d'études et peu d'éléments sur leur vécu. Aujourd'hui, comme cela a été souligné, il est possible de constater que l'hypersexualisation nous interroge. La confrontation à des contextes culturels que nous appréhendons mal, nous déstabilise, avec le risque de nous entraîner vers un relativisme culturel, en oubliant les personnes qui sont devant nous pour ne plus voir que leur « culture ». Tout ce nouveau contexte politique et social se révèle difficile. Et, parce que la violence sociale est dure pour les jeunes et les moins jeunes dans la société d'aujourd'hui, il faut que nous nous posions toutes ces questions dans notre pratique quotidienne. Ces problématiques restent en réflexion et demandent d'être ré-interrogées régulièrement.

Les ateliers proposés dans le cadre de cette université d'été seront l'occasion de dégager des éléments essentiels pour l'éthique et l'efficacité de nos actions. Nous souhaitons enrichir notre analyse de la pratique par l'apport des chercheurs au cours des tables-rondes. Comme l'a souligné Naïma CHARAÏ, il ne s'agit pas juste d'aller dans les établissements scolaires, il faut savoir pourquoi et de quelle manière nous y allons.

Quant à l'« **éducation sexualisée** », second thème de notre université d'été, tout le monde ne sait pas véritablement de quoi il s'agit.

Pour Le Planning, la différence repose sur une excellente remarque de Simone IFF, son ancienne présidente qui, dans son ouvrage de 1975 « *Demain, la société sexualisée* » proposait déjà comme projet l'intégration de toutes les dimensions de la sexualité dans l'éducation. L'éducation sexuelle n'est pas une éducation spécifique mais doit être intégrée à l'éducation en général. La question des rapports sociaux de sexe se pose dans tous les domaines, même si actuellement effectivement, comme le souligne Nathalie BAJOS, la sexualité cristallise le dernier domaine dans lequel le contrôle social est maintenu.

La réflexion du Planning sur la manière de prendre en compte les rapports sociaux de sexe au-delà du strict champ de l'éducation à la sexualité ne date donc pas d'hier. La réponse ne peut venir de notre seul mouvement. La co-construction de propositions concrètes doit se poursuivre avec nos partenaires. Les discussions dans le cadre des tables-rondes de l'université d'été devraient permettre d'avancer sur ce chemin. Ces partenaires, ce sont les infirmières scolaires, les professeurs, les éducateurs divers et variés mais aussi les syndicats et les mouvements de jeunesse, quels qu'ils soient. Pourquoi y allons-nous ? Qu'y faisons-nous ? Comment intervenons-nous ? Y sommes-nous invités et de quelle manière ?

La question de la mobilisation de l'ensemble des acteurs se pose aujourd'hui, en particulier dans le cadre de l'éducation nationale car la situation est loin d'être satisfaisante sur les possibilités qui nous sont données de développer ces actions.

Même si ce n'est pas forcément l'avis de l'Éducation nationale, la circulaire de 2003 qui comporte beaucoup d'aspects positifs et dont nous partageons l'angle, n'est toujours pas appliquée. Pour deux raisons : il n'existe pas de véritable volonté politique de faire de l'éducation à la sexualité ni de faire de l'éducation sexualisée. Nous en voyons pour preuve le peu de travail qui figure dans les manuels et la manière dont sont présentées ces questions. Les moyens nécessaires à cette circulaire, assez ambitieuse, n'ont jamais été donnés. Nous disposons donc d'un outil intéressant, mais qui n'est pas mis en œuvre.

Il existe par ailleurs des résistances à aborder la sexualité hors du contexte de la prévention des grossesses précoces ou des IST. Le Planning a un peu plus de difficultés à entrer dans les établissements scolaires pour parler d'autonomie, de plaisir, d'épanouissement... nous savons tous que nous tentons de trouver une porte d'entrée qui soit acceptable par l'institution pour pouvoir dire ce que nous avons envie de dire. La table-ronde avec les représentants institutionnels et syndicaux sera une bonne opportunité pour aborder cette question de la mise en œuvre et voir comment la développer, dans les mois qui viennent avec les mobilisations nécessaires pour faire avancer ces questions.

Enfin, il me semble que l'implication plus forte des personnes concernées, en l'occurrence des publics que nous voulons toucher est un objectif important de notre mouvement pour les années à venir. Je pense que le Planning a devant lui un travail de participation plus importante à faire auprès des jeunes qu'il rencontre, encore trop souvent considérés comme des publics auprès de qui on intervient plutôt que comme des personnes avec qui on construit quelque chose. Cela constitue un réel challenge ! Leur participation à la réflexion sur les contenus et sur les méthodes d'intervention nous paraît essentielle pour la construction des projets de demain. C'est le sens que nous donnons à la présence de syndicats lycéens et étudiants et de mutuelles étudiantes, comme la LMDE à ces journées.

Nous aurons la chance de bénéficier de deux temps sur des thématiques peu familières au Planning mais qui au demeurant devraient l'être davantage, à savoir le plaisir sexuel féminin et les sex-toys, et la transidentité. En effet, pour un mouvement qui fait une analyse genrée de la société, la question de la transidentité pose de manière très intéressante les questions du masculin, du féminin... Pour un mouvement qui se targue d'être dans le champ de la sexualité, il ne s'est pas beaucoup intéressé à l'émergence des sex toys comme contribution au plaisir féminin. Quoiqu'on en pense, nous n'avons pas suffisamment discuté ce thème et je pense que, globalement, nous ne nous intéressons pas assez au plaisir tout court. Mais nous allons y remédier pendant cette université d'été !

Pour conclure, vous avez peut-être appris le décès brutal de l'un de nos camarades, médecin militant à Grenoble et nous souhaitons lui dédier cette université d'été.

Danielle Gaudry

Bonjour. Ce médecin s'appelait Robert CHAMBRIAL. Il est décédé le vendredi 3 septembre et a été enterré hier.

Robert était une personne qui, quasiment depuis les débuts du Planning, contribue à faire progresser les droits des femmes de façon forte et constante. Il avait une idée très particulière de ce que devait être la place du médecin dans la lutte pour le droit des femmes, et a cheminé aux côtés du mouvement du MLAC, du Planning et de l'ANCIC. Avec des pratiques illégales mais qu'il jugeait complètement légitimes –il n'était pas le seul- mais lui particulièrement n'a pas simplement voulu trouver des solutions à des situations difficiles mais permettre aux femmes, dans leur ensemble, de choisir leur vie.

Il a su ne pas reproduire les normes sociales mais être acteur d'une construction des rapports sociaux de genre égalitaires. Médecin parmi les fondateurs de l'équipe du Planning de Grenoble, il a construit la pratique des IVG en centre autonome et s'est battu contre le démantèlement récent de ce centre autonome. Du reste, ses collègues hospitaliers ne lui ont pas fait de cadeaux à ce sujet.

Nous le saluons pour tout ce qu'il nous a permis de faire, de dire, d'écrire, absolument sans aucune oppression ni dépendance. Il n'aimait pas le pouvoir médical. Nous sommes tristes et nous gardons le souvenir de sa moustache, de ses blousons, de son sac à dos et de ses éclats de rire.

Merci Robert.

(Applaudissements nourris)

Delphine Bitton, Présidente, Le Planning Familial Aquitaine

Nous allons clore cette ouverture et commencer notre première table-ronde, qui portera sur les ***Relations filles-garçons, contextes et enjeux*** et sera animée par Marie-Pierre Martinet, secrétaire générale du mouvement.

Table ronde 1 : Relations filles-garçons : contextes et enjeux

Marie-Pierre Martinet (animatrice)

Nous allons donc démarrer cette première table-ronde par sur les relations filles/garçons dont l'importance a été largement soulignée dans l'introduction. Comme l'a dit Carine FAVIER, nous allons dans cette table-ronde, opérer un petit tour théorique autour de la question de l'éducation à la sexualité et des relations filles/garçons, afin de tenter de savoir ce qui se joue dans ces relations.

Je crois que nous pouvons, de manière assez partagée, poser en postulat que l'éducation à la sexualité est particulièrement marquée par trois éléments : La culture / Le social / Le politique au sens large de l'organisation de la cité et du vivre ensemble.

Cette construction individuelle de la vie affective et sexuelle s'élabore dans un environnement social et des facteurs déterminants et d'influence sont à l'œuvre. Nous en verrons quelques-uns avec Isabelle CLAIR et Virginie DESCOUTURES, toutes deux sociologues et membres du laboratoire CRESPA GTM. Virginie DESCOUTURES enseigne également à l'université Laval de Québec.

Les interactions entre filles et garçons vont être directement touchées par ces facteurs, nous proposerons à Vanessa WATREMEZ, doctorante à l'université de Toulouse le Mirail, au laboratoire de recherche Simone SAGESSE de nous en parler. L'impact de ces facteurs dans l'éventuelle augmentation de la « tension » – j'utilise à dessein le mot tension parce que, s'il y a violence, il y a aussi des tensions – et jusqu'où va la qualification de « violence » avec le sexisme et la violence de genre au collège ?

Enfin, l'éducation à la sexualité est un double processus, à la fois de transmission et d'intériorisation, comme le dit Philippe LIOTARD, sociologue chargé de mission de l'égalité à l'université Lyon I. Il a travaillé notamment sur l'hypersexualisation et l'influence des nouveaux médias et nouvelles technologies de l'information et de la communication.

On peut se demander, si, dans ce double processus de transmission/intériorisation, il existe toujours une place pour la transgression ? Les assignations et les normes faites à chacun des deux sexes sont tellement fortes que la marge de manœuvre individuelle peut être réduite. Si oui quelles sont-elles tout en ayant à l'esprit que chacun des deux sexes ne dispose ni des mêmes capacités culturelles, construites, ni des mêmes outils pour aller vers cette transgression ? Il semblerait que c'est autour de ces questions que se joue la question de l'égalité entre les femmes et les hommes et la lutte contre les stéréotypes de genre.

Nous allons commencer par Isabelle CLAIR et Virginie DESCOUTURES. Mesdames, c'est à vous !

Contexte social et culturel, Virginie DESCOUTURES & Isabelle CLAIR, sociologues

Isabelle CLAIR

Bonjour à tout le monde, merci de votre accueil. En ce qui concerne Virginie DESCOUTURES et moi, nous sommes ici pour vous parler des relations entre filles et garçons des classes populaires à partir d'enquêtes de terrain menées au cours des huit dernières années. C'est un sujet compliqué à présenter, car il est peu abordé par la sociologie alors qu'il fait régulièrement la une des journaux au gré de l'actualité.

D'un côté, – je ne vous apprends rien - la lutte féministe est souvent minimisée en France, car c'est bien, connu, ici « tout va bien », « la question du sexisme est résolue », « il n'y a plus d'inégalités entre les sexes » ! C'est un discours entendu assez fréquemment de la part de l'ensemble des acteurs de la société civile.

D'un autre côté, depuis les années 2000, le sujet est mis régulièrement sur le devant de la scène médiatique et provoque l'effroi général. Comme cela a été évoqué par M. ROUVEYRE et Mme CHARAÏ, la déprogrammation du documentaire sur Arte intitulé « *La cité du mâle* » et les réactions que

cela a suscité, a confirmé le caractère sensible et polémique du sujet. On se fait peur en mettant en avant un fait divers qui fait parler des affreux garçons issus de l'immigration, qui affichent ouvertement un sexisme décomplexé devant les caméras.

Mais on ne va pas les chercher n'importe où ! Non, on va les chercher à Vitry, dans le quartier où a été tuée Sohane Benziane... On les choisit bien, le casting est bon ! Il ne s'agit pas de dire qu'il n'y a pas de violence sexiste dans les cités. C'est à se demander si cela ne rassure pas tout le monde sur la situation en matière d'égalité entre les sexes dans l'ensemble de la société – et quand je dis « tout le monde », entendez « le monde blanc des classes moyennes et supérieures » essentiellement. C'est à se demander si, au fond, cette unanimité dans l'effroi ne condamne pas encore davantage ces garçons, du fait de leur appartenance sociale. Au fond, on ne cherche pas tellement à savoir si le sexisme est encore très présent dans l'ensemble de la jeunesse française.

À notre avis – et cela va être notre proposition – il existe tout de même une façon de faire le tri. D'une part, sortir de la logique du fait divers et aller voir ce qui se passe dans la vie ordinaire des jeunes qui vivent dans les cités HLM, en menant une enquête ethnographique, sans craindre de révéler la violence et les inégalités entre les sexes qui peuvent y avoir : le quotidien contre le fait divers. Mais cela comporte un écueil : celui de jouer le jeu de l'instrumentalisation politique ou de la stigmatisation de ces garçons.

D'autre part, une autre stratégie serait d'aller voir comment ça se passe ailleurs. Il y a d'autres jeunes, d'autres problèmes d'inégalités entre les sexes dans la jeunesse française. Ces autres jeunes sont complètement *invisibilisés* par la surexposition des jeunes des cités. De fait, on ne connaît presque rien d'eux. Du coup, tout ce qu'on entend, c'est que le sexisme dans la jeunesse n'aurait de réalité que dans les cités. Régulièrement, on renvoie ces jeunes des cités à tout ce qui les sépare. Nous allons essayer d'aller un peu à l'encontre de tout cela.

Virginie DESCOUTURES

Nous avons choisi de centrer notre propos sur un aspect seulement des relations entre filles et garçons.

Nous avons choisi d'aborder **la surveillance dont la sexualité des filles continue de faire l'objet** dans les années 2000. Nous avons constaté qu'elle était au centre des trois enquêtes que nous avons menées sur les relations amoureuses hétérosexuelles de jeunes âgés de 15 à 20 ans. La première a été réalisée par Isabelle CLAIR entre 2002 et 2005 dans quatre cités de la banlieue parisienne. J'ai mené la deuxième au printemps 2009 dans des cités situées dans Paris intramuros et Isabelle CLAIR mène actuellement la troisième depuis deux ans et demi dans des villages sarthois, en milieu rural, auprès de jeunes appartenant pour la majorité aux classes populaires sans aucun lien avec l'immigration.

Dans les trois cas, ce qui nous a frappées est que l'entrée des filles dans ce qu'on appelle la « sexualité pénétrative » est associée à de nombreux interdits et un fort sentiment de culpabilité. Dans les trois cas, le corps de filles donne prise à un ensemble de représentations et de pratiques de surveillance qui sont autant de rappels à l'ordre pour elles. Ce qu'on leur rappelle continuellement, c'est qu'au fond elles ne devraient pas avoir de rapports sexuels, et que l'ordre social repose pour une large part sur leur capacité à mettre à distance le désir masculin. Nous montrerons ce qui est commun aux trois lieux enquêtés et ce qui diffère d'un lieu à l'autre. Pour ce faire, nous suivrons un personnage qui servira de fil conducteur, celui ou celle qui assure cette fonction de surveillance. Qui le fait dans les banlieues ? Qui le fait dans les cités parisiennes ? Qui le fait à la campagne ? Et, bien sûr, comment expliquer sociologiquement que telle ou telle personne assure cette fonction ?

Isabelle CLAIR

Dans les cités de la banlieue parisienne où j'ai enquêté, celui qui joue le rôle de surveillant est le grand frère. Lorsque j'ai commencé mon enquête, je ne m'y attendais pas. J'ai essayé d'y aller sans a priori. Dans les entretiens et dans les propos avec les jeunes, j'ai été ébahie d'entrée de jeu, par l'omniprésence du « grand frère ». Au départ, je ne comprenais pas très bien qui c'était. Ce n'est pas si simple car il ne s'agit pas uniquement du grand frère biologique. Mais dès qu'il était question de la sexualité des filles, les filles « devenaient » des petites sœurs et il y avait un grand frère quelque part. S'il n'y avait pas de

grand frère, ça « posait des problèmes ».

Je vais vous citer deux extraits d'entretiens pour illustrer mon propos et vous montrer en quoi consiste cette figure du grand frère.

Une jeune fille que j'ai appelée *Pili*, ce n'est pas sa véritable identité, avait 15 ans au moment de l'entretien. Je la cite :

« Mon père m'avait fait une fête pour partir au collège, il y a deux ans, et il y avait tous mes cousins, des grands et des petits, on était tranquille, on parlait... J'ai commencé à parler, je ne sais plus ce que je racontais, et ils étaient tous là. Après, ils se sont mis à rigoler. Et après, mon père, il m'a envoyée un regard méchant, comme si c'était mon grand frère ! » Je précise que Pili n'a pas de grand frère ni de cousin qui joue le rôle de grand frère dans sa famille...

Deuxième extrait d'entretien... à partir de là, j'essaierai de discuter la présence de ce grand frère et le lien qui existe avec la surveillance de la sexualité des filles. C'est *Karim*, qui a 20 ans et qui me parle de sa petite copine *Médina*, dont il est très amoureux... Nous parlons projets de mariage. C'est lui qui en parle et donc je lui demande « *Ça va se passer comment quand tu vas décider de l'épouser ?* ». Il m'a répondu : « *La moindre des choses, c'est d'aller voir le frère en premier. Avant, il fallait aller voir les parents. Mais maintenant, il faut aller voir le frère. C'est ce que je pense. Je vais aller voir le frère, je lui explique, il dit oui ou il arrache tout. Même pas il dit non, il arrache tout direct.* »

Quand on entend ces deux extraits d'entretiens, deux parmi beaucoup d'autres, on entend cette centralité du grand frère sur cette question des relations entre les filles et les garçons, y compris dans le mariage et dans des interactions très informelles. Quand on entend parler de la figure du grand frère, qui a été très thématifiée, y compris par les politiques, on entend la figure de la tradition. Et dans les cités, les jeunes eux-mêmes en appellent à la tradition : le grand frère, c'est le grand frère du bassin méditerranéen, c'est le grand frère africain. Tous les jeunes d'origine maghrébine ou africaine seraient des grands frères, sachant que les cousins, même jeunes, pourraient jouer le rôle de grands frères. Et donc toutes les filles dans ces familles seraient sous ce joug. Ils reconnaissent et valident cette figure traditionnelle. De l'autre côté du périphérique parisien, tout le monde est bien d'accord avec cette figure qui ancre ces jeunes dans la tradition, l'ancien, le passé, une tradition qui souvent n'existe plus ailleurs, dans le pays d'origine.

Sauf que, quand on écoute bien ce qu'ils disent, ce n'est pas si clair. On voit bien qu'entre le père de Pili et Pili, il y a comme un décalage. Le père fait un rappel à l'ordre visuel sur son rapport avec les garçons et elle, elle ne reconnaît pas ce rappel à l'ordre de la part du père et l'associe immédiatement au rôle du grand frère. De la même manière, Karim explique bien, *attention, avant c'était les parents, le père, maintenant c'est le grand frère.*

La tradition a, d'une certaine manière, bon dos. On sent bien qu'il y a de l'invention dans la tradition. Mais comment ces normes se mettent en place ?

On peut déconstruire assez facilement cette idée d'une tradition un peu ancestrale, éternelle, qui se rejouerait inlassablement au sein des populations issues de l'immigration postcoloniale : car, en fait, ce n'est pas vrai que tous les aînés d'origine maghrébine et/ou africaine seraient des grands frères et qu'il n'y aurait qu'eux. J'ai rencontré beaucoup de jeunes issus de l'immigration européenne qui jouaient le même rôle dans les mêmes lieux. Par ailleurs, il y a des grands frères d'origine maghrébine ou africaine, y compris « des grands frères biologiques », qui n'en ont rien à faire et ne jouent pas le rôle de « grand frère ».

En regardant d'un peu plus près, n'importe qui n'endosse pas le rôle de grand frère. Dans mon enquête, ce sont quand même généralement des jeunes qui n'ont pas trop de moyens, qui ne sont pas très bien intégrés professionnellement et qui n'ont d'une certaine manière que leur corps – pour aller vite pour « capital » comme on dit en sociologie.

Leur capital, c'est la virilité. Ils sont riches « que de cela en quelque sorte ». C'est un pouvoir très local qui agit sur les filles. Ce qu'on repère assez vite, quand travaille sur ce terrain, c'est que les frères qui ne sont pas dans le contrôle de la sexualité des filles, sont ceux qui sont les plus favorisés dans d'autres

domaines et dont la virilité n'est pas mise en danger dans le reste de la société par le racisme ou l'échec scolaire. Les frères qui sont le plus dans ce contrôle sont dans la surenchère de « capital viril. » On voit bien qu'il existe une interdépendance entre la « pureté sexuelle » de la petite sœur et la virilité du grand frère. Quelque chose se joue là. Si les frères jouent ce rôle, ce sont des dominants. En termes de sexualité et de rapports sociaux de sexe, parce que par ailleurs ils ne le sont pas beaucoup dominants, donc ils ont tout intérêt à garder un rôle de domination sur les filles surtout sous le regard -des autres. S'ils ne le font pas, il y a une forme de réprobation sociale. Quelque chose de très fort se joue de ce côté-là, dont il faut toujours tenir compte : les dominants quelque part sont dominés ailleurs.

C'est ce que je reproche à cet « effroi unanimement partagé » : oui, il y a des rapports sociaux de sexe, des rapports sociaux de race, des rapports sociaux de classe. Mais tous ces éléments s'articulent ; on ne peut pas isoler ces rapports les uns des autres et il faut tous les prendre en charge. Dans un deuxième temps, l'enquête de Virginie vient confirmer ce constat.

Virginie DESCOUTURES

La comparaison sur d'autres terrains permet d'avoir, d'une certaine manière, la confirmation que le grand frère est une tradition réinventée. En prenant un autre terrain, dans un autre espace, mais avec des jeunes issus des mêmes populations des cités d'habitat social où Isabelle CLAIR a enquêté, c'est-à-dire issus de l'immigration post coloniale et des classes populaires, il se trouve que la figure du grand frère a disparu dans les cités d'habitat social à Paris intramuros.

J'ai réalisé cette deuxième enquête dans l'Est parisien, dans le 20^e. Pour ceux qui connaissent Paris, c'était entre Belleville et le quartier Saint-Blaise/Porte de Montreuil auprès de populations comparables à celles de la banlieue parisienne. Il s'agissait également de jeunes appartenant aux classes populaires et issus de l'immigration post coloniale.

Ce qui frappe dans les résultats est que l'on retrouve un discours très proche de celui des jeunes de banlieue en ce qui concerne le fait que la sexualité des filles est problématique et doit être surveillée. Mais pourquoi donc ? Cependant la figure du grand frère pour assurer cette surveillance disparaît. Ce qui nous a principalement étonnés est que, du fait de la révélation de cette figure en banlieue, nous nous attendions à la retrouver à Paris. Eh bien non. Donc si le discours des jeunes parisiens sur la sexualité des filles porte, comme en banlieue, sur leur moralité sexuelle, leur surveillance s'exerce de manière moins forte.

Comment expliquer cela ? Pour aller vite, nous avons identifié deux éléments d'explication. D'une part, la mobilité des filles à Paris s'exerce dans un espace beaucoup plus ouvert qu'en banlieue et d'autre part la mobilité des garçons dans Paris s'exerce dans un espace davantage surveillé par la police que dans les cités de banlieue. À Paris, les filles que j'ai rencontrées sont « en voyage », si on peut dire. Elles sont plus mobiles, c'est-à-dire que la structure de la ville est ainsi faite que leur coiffeur par exemple va être dans un quartier en dehors de l'arrondissement, le lycée dans le quartier d'à côté, les boîtes de nuit à plusieurs kilomètres, il faut prendre le métro pour aller au cinéma... Dans tous les cas, elles peuvent aisément circuler grâce au métro ou aux bus et elles ont de bonnes motivations pour le faire, motivations qui les protègent de la suspicion de la part des garçons. Elles vont quelque part pour faire quelque chose de dicible et de légitime, ce qui protège leur « moralité » ou en tout cas, leur réputation. Une fois passées deux ou trois stations de métro, elles s'engouffrent dans la masse anonyme. À Paris, les seuils de sortie du quartier sont peu délimités, et en tout cas beaucoup moins délimités que dans les banlieues. Les filles sont du coup beaucoup moins contrôlables que dans les cités de banlieue et donc de fait, sont moins contrôlées. Par conséquent, on attend moins des garçons qu'ils exercent ce type de contrôle.

Un petit bémol : moins de surveillance ne veut pas dire qu'il n'y en a pas. Je vais vous donner deux anecdotes. J'ai conduit un entretien avec une jeune fille en fin de journée et l'entretien a duré jusqu'à 21 heures. Elle sort du café et je sors quelques minutes après, le temps de ranger mon dictaphone. Je vois qu'elle est près du métro et qu'il y a huit ou neuf garçons, des petits, qui sont en train de la chamailler un peu. Je lui fais signe que je peux intervenir ; elle me fait signe que non, tout va bien. Nous nous retrouvons un peu plus tard et elle m'explique qu'en effet, les petits étaient en train de la rappeler

à l'ordre, de lui dire « *Qu'est-ce que tu fais là ? Tu ne devrais pas être dans la rue à cette heure-là...* », etc. Comme c'était des petits, elle a pu user de son autorité et faire mine de rentrer. Ce que nous dit cette anecdote est que malgré tout Nadia était un peu trop proche du quartier et qu'elle a été rattrapée par la logique de l'interconnaissance villageoise (c'est-à-dire le fait que tout le monde se connaisse), particulièrement en raison de son sexe, étant une jeune fille. Si nous avions été un peu plus loin, peut-être que cela ne serait pas arrivé.

La deuxième anecdote est celle de la surveillance qui m'a été directement adressée puisque j'ai été régulièrement questionnée et suspectée par les jeunes que j'ai rencontrés. Est-ce que j'étais mariée ? Est-ce que mon mari était d'accord pour que je traîne comme ça dans la rue ? Mon travail était suspecté. Ce que les jeunes voyaient en moi, c'était évidemment une femme qui est présente dans l'espace public et dont la moralité sexuelle pouvait être mise en cause. Il est important de dire, comme Isabelle l'a dit tout à l'heure, qu'il ne s'agit pas seulement de rapports sociaux de sexe mais de rapports sociaux de race et de classe.

Dans les banlieues, je n'ai pas seulement incarné cette figure d'une femme dont la moralité sexuelle pouvait être mise en cause dans l'espace public ; j'ai également incarné la figure de blanche, d'enquêtrice, de figure policière. Blanche, bourgeoise, et enquêtrice, puisque j'avais un dictaphone et que je leur posais des questions. J'étais donc tout de suite un flic. J'ai donc aussi été convoquée dans ce rôle-là. Il ne s'agit pas simplement d'une paranoïa venant des jeunes ; d'autres enquêtes menées sur Paris confirment la forte surveillance policière dont font l'objet ces garçons, particulièrement à Paris. Le contrôle au faciès existe bel et bien, de même que la criminalisation des jeunes populaires. Les garçons des cités de banlieue le savent bien. Pour cela, ils redoutent les gares et les trains. Dans leurs cités, ils ne craignent pas grand-chose, ce qui les éloigne aussi d'un certain espace public. Dès qu'ils sont dehors, en contact possible avec d'autres populations, ils se savent visibles et, *a priori*, suspects.

En revanche, les quartiers parisiens où j'ai enquêté restent « ouverts à tous les vents », y compris les vents extérieurs. Les policiers circulent énormément à Paris, en vélo, ils sont constamment présents et toute sortie des jeunes en dehors de Paris peut aussi signifier un risque pour eux.

Dans cette comparaison Paris/banlieue, il est important de voir que la frontière entre le monde des classes laborieuses, dangereuses, et les classes moyennes et supérieures, blanches majoritairement, se fait à la gare, où s'effectue le contrôle policier. Dans Paris, la frontière est plus poreuse. Ou elle est partout. Il y a à Paris davantage de population en demande de sécurité donc davantage de contrôles policiers. Pour pouvoir parler de surveillance de sexualité, il faut aussi parler des espaces dans lesquels on est situé.

Je laisse la parole à Isabelle qui va évoquer le troisième terrain, le milieu rural.

Isabelle CLAIR

Pour conclure le point de Virginie DESCOUTURES, je vais revenir sur la possibilité de mobilité pour les filles, couplée à la plus difficile mobilité des garçons qui en fait à elles deux amoindrent la surveillance, qui devient plus diffuse. La figure du grand frère ne cristallise plus cette surveillance, qui du coup est moins incarnée et plus mise en difficulté.

S'agissant de la troisième enquête, je la mène depuis deux ans et demi dans la Sarthe, en milieu rural. C'est un nouveau décentrement. Dans mon projet global, il sera suivi par des enquêtes dans les classes moyennes et supérieures, mais il faut me laisser le temps de continuer à avancer ! Il est important de mettre les choses en perspective.

Dans ce décentrement, si on reste sur la jeunesse (15-20 ans), on change de population puisqu'on passe dans le milieu rural et à des jeunes qui n'ont aucun lien avec l'immigration dans l'ensemble de mon corpus, comme c'est souvent le cas dans cette région-là. J'ai toujours la comparaison en tête, puisque c'est l'obsession, et ce qui m'a frappée quand je suis arrivée, lors de mes premiers mois d'enquête et de mes premiers entretiens, c'est la liberté – au moins orale – avec laquelle les filles parlaient de sexualité, de leur sexualité. Y compris quand il y avait des garçons avec nous et que nous discutons sous les abribus par exemple. Elles parlaient, y compris sur un discours subversif, en évoquant leur entrée dans

la sexualité pénétrative plus jeune que la moyenne nationale (autour de 15 ans), en disant que c'était elles qui éventuellement prenaient les initiatives.

Puis, en relisant mon journal de terrain et en surmontant ma surprise devant l'écart entre les discours des deux zones géographiques, je me suis quand même rendu compte qu'il y avait quand même un élément commun : le balancier constant entre : « la pute » et « la fille bien ». Elles-mêmes, lorsqu'elles tenaient un tel discours, qui avait l'air très émancipé, très libre – et qui l'était à certains égards, puisqu'elles ont un discours et une pratique – avaient toujours un sentiment de culpabilité, s'autoqualifiant de salopes. En fait, tout un processus très compliqué se joue autour de tout cela. Cette ambivalence, le fait qu'elles avaient à la fois ce discours de liberté sexuelle – qui contrastait vraiment avec celui que j'avais pu entendre dans les cités de banlieue et que Virginie avait pu entendre dans les cités parisiennes – et cette même référence aux normes de la culpabilité de la sexualité des filles. Je ne développerai pas ce thème mais il se manifeste d'une multitude de façons. La manière dont se résout cette ambivalence repose sur le fait que la sexualité de ces filles est possible parce qu'en réalité, elle est encadrée. Les filles peuvent avoir assez tôt une sexualité génitale, pénétrative visible, mais dans le cadre du couple. Il ne s'agit pas de coucher pour coucher ; cela n'est pas possible. On couche parce qu'on est amoureux. Ce point est très important. Comme les filles de cités, d'ailleurs, mais là la visibilité est également très importante. La sexualité doit être restreinte dans le cadre du couple. C'est très bien comme instance de surveillance puisque c'est non seulement une instance de surveillance du petit copain mais aussi de tout le monde puisqu'à partir du moment où on sait qu'on est en couple, il faut donner des preuves de loyauté.

Une anecdote : une fille qui se fait draguer en boîte ne dit pas comme défense « *Tu ne m'intéresses pas, je n'ai pas envie* » mais « *mon copain est derrière* ». C'est systématique dans tous les entretiens. Le couple sert à protéger, à donner une légitimité auprès des amis et de la famille. Il est très vite imbriqué dans la famille. Les premiers rapports sexuels ont d'ailleurs lieu à la maison et principalement dans la maison familiale des filles. Du coup, on ne parle jamais de sexualité en famille, cela ne se fait pas, mais par contre, il est possible de parler du couple. L'autre objet dont on parle – et dont on parle même beaucoup mais pas avec n'importe qui – c'est la contraception.

La contraception est formidable, dans la mesure où c'est un sujet qui, sous prétexte de prévention et de santé, permet de parler de sexualité de façon acceptable socialement. La contraception est chargée de beaucoup d'autres choses. Comme il s'agit de sexualité, il y a une notion de morale qui vient s'immiscer. Parler de contraception et demander à pouvoir aller chez le gynécologue pour avoir la pilule, c'est aussi faire la confession à la mère de ses premiers rapports sexuels. Après, une fois que l'adolescente est entrée dans la sexualité, la mère joue un rôle de surveillance sexuelle. Cela ne se dit pas dans ces termes-là bien sûr mais s'exprime souvent uniquement dans les moments de crise, par exemple à l'occasion d'un retard de règles : « *Mais t'es vraiment qu'une salope, qu'est-ce que tu fais ? Tu fais vraiment n'importe quoi* », etc. Pour les filles qui sont à l'internat, c'est le texto envoyé de la mère la fille de type : « *Tu as bien pris ta pilule ce soir ?* », avec toujours, un message implicite derrière « *Tu ne l'as pas prise, tu n'as pas fait ce qu'il faut* ». Il y a donc toujours un discours moralisateur derrière.

Ce qui m'a intéressé dans cette comparaison, c'est que le curseur de l'interdit n'est pas situé au même endroit. Dans les cités, c'est la virginité ; surtout dans les cités de banlieue où la pression sur la virginité est plus importante que dans les cités parisiennes. Bien sûr, tout cela n'est pas simple et peut évoluer, ne restant pas que dans des interdits anthropologiques et religieux ancestraux.

Dans les campagnes sarthoises, ce n'est pas la virginité qui importe, c'est le risque permanent de la grossesse. Ce n'est pas la même chose, je ne dis pas qu'être surveillée par son grand frère ou par sa mère revient au même. En revanche, ce qui est sûr, c'est qu'il y a quand même une constante, cette surveillance qui s'exerce sur la sexualité des filles, que j'ai perçue empiriquement, sur laquelle il est intéressant de travailler et de suivre l'évolution.

Dans mes premiers entretiens dans les cités de banlieue, la figure du grand frère était partout, tout le temps, revenant sans cesse... On me parlait d'un cousin dans certaines situations, en évoquant quelque chose qui était lié à sa sexualité. Le cousin devenait le grand frère... Il y avait plein de lapsus et de glissements. Dans les campagnes, la figure qui revient est celle de la mère, mais c'est exactement les

mêmes glissements se produisent. Dans les conversations, « *mes parents-ci, mes parents-là* » mais dès qu'on parle de sexualité, c'est la figure de la mère qui revient. D'un point de vue anthropologique, les choses coïncident. C'est la raison pour laquelle nous insistons sur le décentrement et les causes véritables de l'origine de telle figure à tel endroit et de telle autre figure ailleurs. Pour les cités, le grand frère est le grand frère méditerranéen et la tradition. À la campagne, c'est plutôt la mère, qui contrôle la contraception plus que la sexualité.

En revanche, la mère dans les cités et le grand frère dans les zones rurales restent in-interrogés. Il est intéressant de comprendre pourquoi dans les cités ce sont les grands frères et non les mères ou d'autres personnes. Pour aller vite, ce sont les grands frères qui sont dans l'espace public. Les pères, stigmatisés par le chômage ou appartenant au monde ouvrier, rejeté, sont ailleurs, dans un autre univers. Ce qui ne signifie pas qu'ils ne sont pas là, mais pour ce qui relève de la gestion quotidienne de la sexualité, ce n'est pas eux, ce sont les grands frères. Dans les villages où je vais, les mères ont davantage d'autorité et d'une forme de pouvoir que dans les cités. Elles ont davantage de marge de manœuvre économique dans la sphère domestique, dont elles ont toujours la charge. Leur rôle est renforcé, notamment en ce qui concerne la sexualité.

Virginie DESCOUTURES

Le fil directeur de notre analyse, que nous avons essayé de vous présenter, est l'importance de la prise en compte de l'espace et de la mobilité comme un espace sexué. La nécessité de la prise en compte de ces espaces et de la comparaison des terrains pour relativiser l'explication culturaliste à deux niveaux :

- D'une part la figure du grand frère méditerranéen *versus* la mère rurale et la réinvention d'une tradition dans un contexte social bien particulier
- D'autre part le fait que la sexualité des filles n'est pas problématique uniquement dans les populations issues de l'immigration. Les filles sont culpabilisées aussi dans d'autres milieux.

Merci beaucoup de votre attention.

(Applaudissements)

Marie-Pierre Martinet, animatrice

Merci beaucoup à toutes les deux. Nous regrettons de ne pas disposer de plus de temps car je pense que nous avons envie d'aller beaucoup plus loin. Nous pourrions nous donner rendez-vous une fois votre 3^{ème} enquête terminée. Il sera intéressant de savoir si on retrouve ce « surveillant » dans d'autres catégories sociales. Il est fort probable que oui.

Petite précision, il nous a semblé intéressant, dans la construction de la table, l'ensemble des interventions **les unes à la suite des autres** de manière à avoir une vision plus globale et sans couper la dynamique, et de lancer le débat ensuite.

Vanessa WATREMEZ, d'Artémisia, va intervenir sur le sexisme, derrière lequel surgit la violence, laquelle et la manière dont elle se peut manifester

Sexisme et violences au collège, Vanessa Watremez, Artémisia

Je vais vous parler d'homophobie et de sexisme car ces thèmes sont extrêmement liés. J'utiliserai le terme LGBT (Lesbiennes, Gays, Bi et Trans) mais je vais centrer mon intervention sur les lesbiennes et les gays.

Les thématiques liées à l'homophobie et à la lesbophobie au sein de l'école sont à ce jour fortement occultées, tant le tabou est présent et aussi parce que les thématiques apparaissent trop souvent comme anecdotiques ou marginales. Mon propos, au contraire, visera à pointer la nécessité à introduire des actions de prévention et de lutte contre la lesbophobie et l'homophobie à l'école. En faire l'économie revient à laisser les jeunes LGBT isolés face aux problématiques qu'ils rencontrent au collège et au lycée. Ce serait aussi oublier un pilier essentiel du sexisme, qui construit la domination masculine et les

inégalités entre les sexes. Pour finir, je développerai quelques pistes d'interventions possibles dans les établissements scolaires, inspirées de la pratique du Québec. Nous verrons que ces questions concernent tout le monde, quelle que soit son orientation sexuelle.

Avant tout, pourquoi ne pas parler d'homophobie et de lesbophobie à l'école ? (Je définirai les termes tout à l'heure). Entre 5 et 10 % de la population est strictement homosexuelle, ce qui sous-entend un plus grand pourcentage de personnes avec des relations homosexuelles à un moment de leur vie qui, selon des études, s'élève à 37 % des hommes et 20 % des femmes. De plus à peu près 50 % des hommes et 28 % des femmes auraient déjà ressenti de l'attrait sexuel pour une personne de même sexe.

Pourquoi en parler à l'école ? La prise de conscience de l'homosexualité intervient en général entre 12 et 17 ans. Les enfants grandissent en l'absence d'informations positives sur l'homosexualité et sont affectés très jeunes par l'homophobie et la lesbophobie. Par exemple, un jeune gay sur quatre fait une tentative de suicide. D'autre part, il est essentiel d'en parler à l'école parce que dans chaque classe des élèves se sentent attirés par des personnes de même sexe et dans chaque école il y a des enseignantes lesbiennes ou des enseignants gays dont la majorité cache leur orientation sexuelle, une multitude de raisons expliquant ce comportement.

La violence physique et verbale à l'encontre des LGBT est présente dans les cours de l'école et, comme nous le verrons, les deux tiers des parents réagissent de manière négative à l'annonce de l'homosexualité de leur enfant. L'école doit pouvoir être un lieu d'accueil et de soutien.

Je vais vous montrer l'importance d'introduire cette thématique au sein de l'école et établir des liens avec le sexisme.

Avant tout, il faut saisir que l'homophobie et la lesbophobie appartiennent au même système inégalitaire et hiérarchique entre les sexes qui participe à construire les inégalités entre les sexes et à les faire apparaître comme étant naturelles. Il faut faire une différence entre l'homophobie dont peuvent être victimes les garçons et la lesbophobie dont peuvent être victimes les filles.

L'homophobie, dont sont victimes les garçons, apparaît comme un pilier essentiel de la construction de la masculinité, de la virilité. Seront la cible de tels actes les garçons qui seront jugés trop efféminés – qu'ils se définissent ou pas comme gays – et ne correspondant pas aux modèles de la norme de la masculinité. Les insultes « *pédé* » et « *femmelette* » fusent dans les cours de l'école et ces insultes rappellent que, pour être un homme, il faut se démarquer de la norme de la féminité qui est fortement dévalorisée. Être gay est alors associé plus facilement au féminin. Dans un tel contexte, s'afficher comme gay peut très vite devenir stigmatisant, voire dangereux. Lutter contre l'homophobie nous apparaît qui plus est naturel et absolument essentiel pour déconstruire les stéréotypes de sexe.

La lesbophobie quant à elle apparaît très nettement comme étant un moyen de contrôler les femmes afin qu'elles ne s'écartent pas des normes de la féminité et qu'elles ne s'échappent pas du « marché hétérosexuel ». Elle ne traduit pas que le simple rejet des lesbiennes ou le déni et l'effacement des relations amoureuses entre femmes ; elle décrit bien plus. La peur et la haine envers les lesbiennes s'expriment parce que celles-ci transgressent les normes de la féminité et de la masculinité, en étant sexuellement et socialement indépendantes des hommes.

Déroger à ces normes de genres – masculin et féminin – va inéluctablement conduire à des rappels à l'ordre. C'est de cette manière que la lesbophobie concourt à renforcer la naturalité des catégories de sexe, constituant un moyen de réaffirmer ce que doit être une « vraie » femme et la bonne sexualité. La lesbophobie est en fait utilisée pour réaffirmer et montrer du doigt ce qu'est la norme du genre dans un système inégalitaire entre les sexes. La stigmatisation fonctionne auprès de l'ensemble des filles : pour trouver sa place, il va falloir correspondre à ce qui attendu d'elles et ne pas s'écarter du bon chemin. Au final, la lesbophobie renforce les normes de la féminité pour toutes.

Avant d'aller plus loin, il est nécessaire de définir l'hétérosexisme. L'hétérosexisme promeut la supériorité de l'hétérosexualité. Les discours et les pratiques hétérosexistes créent l'illusion que tout le monde est hétérosexuel en occultant la diversité réelle des orientations sexuelles. L'hétérosexisme pose de la sorte qu'il est plus normal et acceptable d'être hétérosexuel que d'être gay, lesbienne, bisexuel ou

trans. Comme le racisme ou le sexisme, ou toute forme d'oppression, l'hétérosexisme va accorder des privilèges au groupe dominant (ici, les hétérosexuels), et priver les minorités sexuelles des droits de la personne les plus fondamentaux. Ce qu'il faut retenir, c'est que l'hétérosexisme est omniprésent dans les manuels scolaires, les programmes, les discours des enseignants, les relations amicales... Le modèle de relation fille/garçon va s'afficher comme modèle unique et il va y avoir une invisibilité des relations homosexuelles. Cet hétérosexisme va créer chez les jeunes le sentiment qu'ils sont anormaux, différents ou marginaux parce que leur réalité n'est pas incluse dans les modèles normatifs qui leur sont présentés.

Lesbophobie, homophobie, hétérosexisme et sexisme sont fortement imbriqués. Il n'est pas possible de traiter l'un sans l'autre, sous peine que les actions et interventions ne s'attaquent pas à la racine du problème. La non-conformité au genre masculin ou féminin qui engendre des violences homophobes ou lesbophobes. Beaucoup de garçons pensent qu'un garçon n'est pas sensible alors qu'un « pédé » l'est forcément. Les jeunes apprennent très tôt à se conformer aux modèles de genre. Cet apprentissage les conduit à gommer en soi des valeurs et comportements qui du reste peuvent être positifs parce qu'ils ne correspondent pas à leur sexe.

Les garçons ou les filles qui ne vont pas se conformer à ces diktats seront la cible d'insultes, de moqueries ou de violence de la part de leurs pairs, qui vont leur rappeler la norme. C'est en cela que lesbophobie et homophobie concernent tous ceux et celles qui tendraient à ne pas se conformer aux prescriptions de genre.

Je vais continuer en vous parlant plus spécialement de la réalité des jeunes gays et lesbiennes dans les collèges et lycées. Rappelons qu'homosexualité n'est pas le contraire d'hétérosexualité mais que les deux orientations constituent un pôle d'un même continuum. Comme l'hétérosexualité, l'homosexualité n'est pas un choix. Personne ne choisit son orientation sexuelle ; en revanche, vivre son orientation sexuelle est un choix.

Regardons comment l'homophobie et la lesbophobie se traduisent à l'école. Les jeunes LGBT se sentent souvent différents des autres et vivent cela de manière isolée, au moment où ils interrogent leur orientation sexuelle. C'est la peur d'être rejetés et exclus par leurs familles et amis qui souvent va les conduire à cacher leur orientation sexuelle. Et à raison. L'homophobie et la lesbophobie sont très présentes ; s'afficher, c'est s'exposer à des risques.

Notons d'une part que l'homophobie est généralement plus importante chez les jeunes que chez les adultes et d'autre part qu'elle est plus courante chez les hommes que chez les femmes. Cela peut sembler peu surprenant, sachant que l'homophobie est un pilier fort de la construction de la masculinité. Ce sont ceux et celles qui vont avoir une vision traditionnelle du genre qui seront les plus virulents.

Les discriminations peuvent prendre différentes formes : des insultes, sarcasmes et autres moqueries, qui vont saper la confiance en soi ; l'étiquetage comme « tapette » ou « gouine » qui stigmatise les jeunes qui ne se conforment pas aux normes de sexe ; le harcèlement, les intimidations, les menaces d'agression qui vont créer peur et insécurité ; et enfin l'agression physique ou le viol.

L'enquête « Homophobie à l'école » de SOS Homophobie en 2002 a interrogé 712 personnes dont 67 % de gays et 31 % de lesbiennes. Selon ses résultats, 58 % des personnes interrogées ont rapporté des actes homophobes (38 % au collège et 33 % au lycée). Il est fait état qu'on relève une quasi absence de réponse par l'institution.

Lesbophobie, homophobie et hétérosexisme vont entraîner des conséquences, que ce soit dans la famille, à l'école ou envers leurs amis. Et produire des conséquences sur le développement de l'estime de soi, sur le sentiment d'identité et sur les compétences sociales des jeunes. Il faut donc parvenir à leur offrir des modèles positifs, auxquels ils peuvent s'identifier afin de construire leur identité.

En intervention, il faut avoir conscience de la réalité du suicide et des violences envers les adolescents. On note une prévalence plus élevée de problématiques chez les jeunes gays, lesbiennes et bisexuels que chez les jeunes hétérosexuels qui connaissent des difficultés sur un autre plan. Les problématiques qu'ils rencontrent ne sont pas inhérentes à l'homosexualité mais résultent bien de l'homophobie, la

lesbophobie et de l'hétérosexisme dont ils sont la cible.

D'autres conséquences sont l'isolement social, le décrochage scolaire, une consommation abusive de drogues et d'alcool, des comportements sexuels à risques, des dépressions, des suicides...

Je vais m'attarder sur le dernier point : le suicide.

Beaucoup d'études ont étudié les taux de suicide chez les jeunes. Il en ressort en général qu'un tiers des tentatives est lié aux questionnements des jeunes sur leur orientation sexuelle, dépassant largement le taux chez les hétérosexuels. En France, une étude de l'INSERM a montré que les gays ont 13 fois plus de risques de faire une tentative de suicide que les garçons hétérosexuels. Il existe moins d'études sur les lesbiennes mais il semblerait que la situation soit similaire. Par exemple, une étude menée au Canada et en Colombie britannique montre que 38 % des lesbiennes auraient tenté de mettre fin à leurs jours, contre 8,2 % des hétérosexuelles. La crainte d'être identifié comme gay ou lesbienne puis stigmatisé va devenir un motif important d'anxiété, de dépression et d'idéalisation suicidaire chez les jeunes.

En revanche, on retrouve ces risques seulement chez les jeunes qui sont rejetés par la famille et l'école. La construction de l'identité est positive chez les autres.

Selon les travaux disponibles, cette situation serait aussi liée aux attitudes négatives vis-à-vis des homosexuels, au harcèlement et aux violences envers les LGBT. Le risque diminue lorsque les jeunes se sentent intégrés à l'école et soutenus par la famille et le développement de l'estime de soi est déjà meilleur.

En général, pour les jeunes LGBT, le défi consiste à se forger une identité saine et intégrée malgré les stéréotypes négatifs et les préjugés, souvent sans le soutien de la famille et de la société.

C'est dans ce cadre que l'école, qui est parfois le seul relais qui puisse exister, a vraiment un rôle primordial à jouer.

Je vais maintenant aborder quelques pistes d'interventions, dans les grandes lignes. Bien qu'il soit très difficile d'intervenir sur ce système à l'école, ceux qui sont intéressés peuvent rester en contact avec moi.

Tout d'abord, il ressort de travaux réalisés au Québec que la formation auprès du personnel encadrant semble incontournable dans la lutte contre l'hétérosexisme, l'homophobie et la lesbophobie tant leur rôle est central. Cela commence par la lutte contre les insultes, qui relève du devoir citoyen d'enseignant. Les jeunes ont besoin de savoir que leurs sentiments amoureux sont normaux et sains.

Ensuite, cela passe davantage par un savoir-être face au sujet que par un savoir-faire. Les attitudes et les valeurs auront un effet plus déterminant sur les jeunes que les connaissances transmises. Il est important dans ce sens que le personnel encadrant ait déconstruit ses propres préjugés, mythes et stéréotypes sur ces questions, notamment en relation avec l'hétérosexisme dont un peu tout le monde est empreint. Cela passe par exemple par le fait de les amener à utiliser plus fréquemment le terme de « partenaire » plutôt que de se référer systématiquement au couple homme/femme. Mais il revient aussi au personnel encadrant de savoir et de comprendre que la lutte contre l'homophobie et la lesbophobie passe aussi par la lutte contre le sexisme et vice-versa, le tout étant fortement imbriqué comme nous l'avons vu. Par exemple, la construction de l'identité de genre chez les garçons passe par l'homophobie. Le poncif « *On n'est pas des pédés, on n'est pas des femmelettes* » traduit la nécessité de se distinguer des filles pour affirmer son appartenance au sexe masculin.

Rappelons que l'école est l'une des clés essentielles de l'épanouissement, où chaque élève devrait pouvoir se sentir en sécurité et développer sa personnalité. Néanmoins la réalité des LGBT n'est pas reconnue ni même évoquée – si ce n'est en des termes négatifs – alors que le soutien des enseignants et des parents sont deux facteurs prépondérants de protection, notamment pour prévenir les dépressions chez les jeunes gays et lesbiennes, qui en conduisent certains et certaines au suicide. Malgré cela, et en dépit d'une part des objectifs de la politique globale de la promotion de l'égalité des chances du ministère de l'éducation nationale – où il a mis l'accent sur la lutte contre les violences racistes, antisémites, sexistes et homophobes – et d'autre part du plan *Santé jeunes* de 2008 – dont un des objectifs vise à lutter contre la souffrance psychique liée à l'homosexualité – l'intervention au sein des

établissements scolaires s'avère encore très marginale.

Dans ce cadre, les associations ont leur place pour intervenir dans les établissements scolaires.

Le but central de telles interventions serait bien évidemment de lutter contre l'homophobie et la lesbophobie. Mais aussi de favoriser l'inclusion dans le respect et la diversité et surtout de lutter conjointement contre le sexisme pour s'attaquer à la racine du problème.

Les objectifs secondaires pourraient être d'aider les jeunes qui les vivent à mieux comprendre ces réalités et à favoriser leur épanouissement ; de les aider à mieux discerner les mythes de la réalité et à développer le respect de l'acceptation et la solidarité envers les jeunes LGBT. Il s'agit en somme de changer le regard sur l'homosexualité, de déconstruire les préjugés, d'amener à rejeter tout acte d'homophobie et de lesbophobie en prenant conscience de leurs effets. Un dernier objectif secondaire pourrait consister à aider les jeunes à prendre conscience que la problématique concerne tout le monde. Pour cela, il est important, au moment de l'intervention, de faire saisir les liens existant avec le sexisme, c'est-à-dire les pressions à se conformer au rôle de sexe.

Pour développer des outils pour déconstruire les mythes et les préjugés, on utilise un texte intitulé « *Le voyage inversé* » demandant aux élèves volontaires de fermer les yeux. On leur raconte une histoire où ils prennent un train et arrivent dans un monde où tout est inversé. Dans ce monde, c'est l'homosexualité qui prime et on leur donne des exemples : vous êtes invités à Noël dans votre famille et on vous demande si vous allez amener votre copain pour un garçon ou votre copine pour une fille... Il existe, essentiellement au Québec, une multitude d'outils sur Internet comparables pour prendre conscience de l'hétéronormativité qui règne dans nos sociétés.

En conclusion, parler de l'orientation sexuelle dans les milieux de la jeunesse peut soulever des débats comme celui sur la crainte de faire du prosélytisme. Comme nous l'avons vu, si l'orientation sexuelle n'est pas un choix, la vivre si. Ainsi la peur de faire du prosélytisme en abordant l'homosexualité avec les jeunes est-il un fantasme qui concourt à laisser l'homosexualité dans le tabou. Au contraire, en parler c'est promouvoir le bien-être de chacun et chacune dans le respect de la diversité humaine. Les établissements scolaires, les institutions et les associations ont la responsabilité éthique et légale d'intervenir afin de créer un environnement sécuritaire et exempt de discriminations pour tous les jeunes.

Or, quand on veut aborder ces thématiques, des objections surgissent. J'en évoquerai trois.

La première consiste à demander pourquoi un traitement spécial serait accordé aux jeunes LGBT. Il ne s'agit pas d'un traitement spécial. Je citerai Michel DORÉ qui travaille sur ces questions-là au Québec. Selon lui, les jeunes LGBT ne requièrent pas un traitement spécial mais méritent autant que les autres le respect, l'empathie, la compréhension, l'acceptation ainsi que la reconnaissance de leurs potentiels et des problématiques engendrées par l'homophobie. Parler et reconnaître l'homosexualité auprès des jeunes, c'est rétablir l'équilibre et leur offrir véritablement le même traitement qu'aux autres.

La deuxième objection est celle selon laquelle parler d'orientation sexuelle reviendrait à parler essentiellement de sexualité. L'homosexualité est un concept bien plus large que la sexualité. Elle définit l'individu dans son rapport à soi, aux autres et au monde. Parler d'homosexualité, c'est aussi parler d'amour, d'attraction, de désir, de couple, de parentalité, d'identité, de rapports sociaux de sexe. Tout comme les relations hétérosexuelles, les relations amoureuses homosexuelles ne sauraient se réduire à la seule dimension des comportements sexuels.

La dernière objection, que j'ai un peu évoquée tout à l'heure, consiste à se demander si en parlant d'homosexualité on ne va pas en faire la promotion. Parler de la diversité des orientations sexuelles ne fera pas plus augmenter le nombre de jeunes LGBT que le fait d'aborder les questions de la sexualité ne va encourager les jeunes à devenir actifs sexuellement. Simplement, certains jeunes percevront un environnement plus ouvert et accueillant, qui leur permettra de s'accepter tels qu'ils sont.

Il apparaît important de proposer des interventions laissant une place suffisante à ces questions mais aussi d'introduire ces notions dès que nous sommes amenés à parler de sexisme ou de sexualité. Il paraît illusoire d'en faire l'économie sachant comment le tout est imbriqué.

(Applaudissements)

Marie-Pierre Martinet (animatrice)

Merci Vanessa Watremez. Nous avons toujours à apprendre des travaux et des recherches universitaires menés ainsi que des liens qui peuvent être établis entre terrain et sociologie. Le Planning Familial essaie de faire ces liens depuis longtemps. Tout est lié : les nouvelles technologies, les constructions identitaires, la question de l'éducation, le double processus, la transmission...

Philippe Liotard, vous avez travaillé sur les rôles sexués et les stéréotypes de genre via la question de l'hypersexualisation des jeunes dans les médias, les technologies de l'information... Peut-être faut-il dédramatiser l'effet de ces techniques sur une forme de dérive ou de déshumanisation de la sexualité des jeunes ?

Hyper sexualisation : rôles et stéréotypes. L'exemple de la pornographie, Philippe Liotard, Université de Lyon I

Je souhaitais, pour introduire mon propos, vous présenter une photo de Britney Spears sur la couverture du magazine américain *Rolling Stone* en 1999. J'avais choisi cette photo parce que Britney Spears est à l'origine d'un phénomène qui a fait couler beaucoup d'encre et qui correspond à un des thèmes sur lesquels on m'avait demandé d'intervenir : la notion d'hyper sexualisation.

Avec Britney Spears et cette mode de femme-enfant érotisé(e), on a assisté à une accélération du processus d'érotisation des jeunes filles. Britney Spears est jeune quand elle commence à chanter ; elle a 18 ou 19 ans quand elle sort cet album qui fait parler d'elle, où elle produit des clips très érotiques. Et surtout, elle pose avec un petit short, le nombril largement à l'air, puisqu'elle est en soutien-gorge et elle tient dans les bras une peluche des « télétubbies ». Il y a vraiment cette articulation entre l'enfant et la femme.

C'est intéressant parce que toute la discussion sur l'hypersexualisation vient de cette couverture jugée scandaleuse au début des années 2000. C'est à partir de ce moment-là qu'au Québec notamment, en 2002-2003-2004, on va commencer à utiliser cette notion d'hypersexualisation » pour traduire ce qu'on perçoit comme une évolution sociale : la manière dont la sexualité va jouer un rôle grandissant chez les jeunes, particulièrement les filles. Je vais essayer d'intégrer quelques réflexions à partir de cette notion d'hypersexualisation, à partir de la pornographie, en partant de ce qui inquiète les adultes, qu'ils soient parents, politiques ou de l'éducation nationale... Je m'interroge d'emblée sur ce qu'est l'éducation à la sexualité.

De quoi parle-t-on, quand on parle d'éducation à la sexualité ? Déjà, spontanément, implicitement, on comprend qu'éduquer à la sexualité c'est avoir une action positive en direction de la jeunesse. Quand on éduque, on a une action positive. Or quand je parle d'éducation, il est vrai que j'utilise une définition plus large, de type anthropologique où l'éducation correspond à un double processus :

- D'une part, la transmission d'une culture par les générations adultes sur les jeunes générations, pouvant prendre différentes formes parmi lesquelles l'éducation familiale, l'école, la socialisation par les pairs, la religion, etc.
- Mais d'autre part c'est aussi un processus d'intériorisation. Le travail des jeunes générations consiste en effet à apprendre, à « incorporer » un certain nombre de ces éléments.

D'emblée, il est évident qu'il peut y avoir un « clash » car la transmission se fait toujours par rapport à des orientations, des projets, des idéaux alors que l'incorporation, l'appropriation, l'apprentissage se font en fonction de ce que les jeunes veulent bien apprendre ou ont envie d'apprendre. C'est le problème de toute éducation, particulièrement en matière de sexualité. Je vous rappelle très rapidement que les jeunes filles « éduquées », étaient jusqu'à il y a peu de temps celles qui ne savaient rien sur la sexualité ! Une jeune fille « de bonne famille » ne savait rien et c'était son mari qui l'éveillait à la sexualité dans le cadre légal du couple. Cela correspondait à une époque avant que Le Planning Familial

– depuis 54 ans et avec tout le travail qu’il a accompli, militant pour la contraception et jouant un rôle clé de véritable agent historique de la transformation sociale – ne rende acceptable quelque chose, qui ne l’était pas auparavant.

Je reviens au double processus. Si la sexualité contribue bien évidemment à la reproduction de l’espèce, elle ne s’y limite pas puisque c’est aussi une réalité culturelle qui se traduit par des pratiques sociales. La question est donc : peut-on éduquer à la sexualité ?

Dans toute culture, la sexualité donne lieu à un contrôle, à un regard et à des valeurs. Le fait de considérer la sexualité comme des pratiques sociales qui s’expriment dans des techniques allant au-delà de la simple technique de reproduction et qui s’accompagnent de discours, de valeurs, d’idéaux, de représentations, nous amène à penser que l’éducation à la sexualité est loin d’aller de soi. C’est une banalité. Néanmoins, le fait de penser l’éducation à la sexualité nous amène également à nous interroger sur l’impact que l’on peut avoir sur quelque chose qui s’apprend qu’on le veuille ou non. Que les adultes, les religieux, les grands frères le veuillent ou non, la sexualité s’apprend, et ce, avant même qu’elle se pratique. Cela signifie qu’en matière d’éducation, l’éducation va nous conduire à intérioriser des choses sous un certain nombre d’influences, parmi lesquelles des influences diffuses, sur lesquelles nous avons très peu de moyens d’action. On peut penser que ces influences diffuses seraient la source des stéréotypes – notamment de genre – alors que l’éducation adulte permettrait, comme je l’ai entendu dire tout à l’heure, de dépasser les stéréotypes et de casser les normes sociales.

Cela reste à discuter. Je vous propose la définition du stéréotype suivante : « *Idee ou opinion toute faite, acceptée sans réflexion et répétée sans avoir été soumise à un examen critique* ». Je décortique. « *Idee ou opinion toute faite* » : autrement dit spontanée. « *Acceptée sans réflexion* » : donc quelque chose de spontané et pris tel quel. « *Et répétée sans avoir été soumise à un examen critique* » : il y a une perpétuation de l’idée ou de l’opinion, qui peut être celle d’une personne ou d’un groupe.

L’intérêt du stéréotype est que l’on s’aperçoit tout de suite qu’il n’y a pas que les jeunes qui en ont. Par exemple, les adultes ont des idées toutes faites sur la sexualité des jeunes, sur la sexualité ou la violence des jeunes des quartiers dont parlait Isabelle CLAIR tout à l’heure... Si nous voulons arriver à déconstruire, le travail de l’éducation consiste également à travailler à l’examen critique de nos propres réactions spontanées face par exemple à des jeunes filles qui se promènent dans une tenue qui nous paraît un peu choquante. Qu’est-ce qui fait que nous trouvons les tenues de ces jeunes filles choquantes ? Quels sont nos propres stéréotypes ? Quelles sont nos propres réactions spontanées, que nous acceptons sans critique et que nous allons renforcer en discutant avec nos amis qui partagent le même point de vue que nous ? Le stéréotype est alors partagé par le groupe.

Cela nous amène à interroger tous les stéréotypes et pas seulement ceux des jeunes qu’il faudrait transformer pour aller vers le bien, vers le mieux. Mais ces stéréotypes ont aussi un impact dans la mesure où ils vont déterminer des manières d’agir, de penser et de sentir, qui vont contribuer à la transmission de la culture. Dans ce cadre-là, l’hypersexualisation, la pornographie, l’homophobie seraient des manifestations traduisant l’existence et la reproduction de ces stéréotypes. De plus, ce serait quelque chose qu’il est possible de partager. Cela signifie donc qu’il s’agit de vecteurs éducatifs. La pornographie comme l’homophobie sont des éléments qui participent à éduquer, c’est-à-dire à transmettre des valeurs, des normes, des idéaux. On peut le déplorer, le critiquer, le combattre ; il n’empêche que ces éléments ont un impact éducatif dans le sens où ils contribuent à transmettre une culture avec des normes, des représentations stéréotypées, etc.

J’ai travaillé sur ce constat : on s’aperçoit qu’il y a des transformations dans l’évolution de l’apparence, dans les systèmes de contrôles, qu’il existe différents modèles... Certaines de ces transformations inquiètent. En écoutant Isabelle CLAIR tout à l’heure, j’ai perçu des ruptures. Il me semble qu’en matière de sexualité, d’inquiétude, il y a des choses qui depuis 25 ou 30 ans ont marqué des ruptures.

Première rupture : le sida, au milieu des années 80. Michel FOUCAULT meurt en 1984, d’une maladie qu’on ne connaît pas alors, qu’on ne dit pas. Ce n’est pas très vieux.

Deuxième rupture : les inquiétudes nées d’Internet et de la diffusion des nouvelles technologies qui vont avec, la rapidité de l’accès aux informations, diffusion des images, possibilité d’échapper au

contrôle parental. J'ai pensé à la troisième rupture en écoutant l'intervention de Virginie et d'Isabelle tout à l'heure. Elles ont évoqué la résurgence, au début des années 2000, des débats. Quelque chose me semble jouer dans les transformations dans lesquelles nous sommes prises et sur lesquelles nous n'avons pas encore de prise : le 11 septembre 2001. Quelque chose a durci les positions de type civilisationnel, avec les forces du bien et les forces du mal, l'opposition entre les bons et les méchants... Souvenons-nous du discours de Bush. Cette cristallisation s'est effectuée autour du fait de se positionner comme étant du côté de l'Occident ou du côté de l'Islam, par exemple. On peut le déplorer ; toujours est-il que cela joue un rôle dans les représentations collectives, qui sont alimentées par la presse, sujet auquel je vais arriver en passant par le biais du débat et des interventions à la question des enjeux.

Quels sont les enjeux ? En fait, l'enjeu est double.

Tout d'abord, il y a un enjeu en matière de connaissances.

Que connaît-on sur la sexualité ? Il y a peu de choses qui existent sur les jeunes, cependant les quelques travaux dont nous disposons font apparaître qu'il n'y a pas tellement lieu d'être inquiet car il existe des systèmes de régulation, de contrôle. En revanche, en lisant la presse, en regardant la télévision, en s'intéressant à ce qui se passe autour d'un documentaire qui n'étant pas diffusé donne lieu à tous les fantasmes et à toutes les interrogations, tout ce qu'on sait, c'est que c'est quelque chose qui produit un certain type de connaissances et qui va jouer sur le registre de l'émotion. Ce registre de l'émotionnel laisse penser que tout ce qui va se passer chez ces jeunes – qui ont été, comme l'a dit Isabelle CLAIR sélectionnés et choisis dans un casting pour les propos qu'ils tiennent – correspond à des vérités générales. Ce qui n'empêche pas non plus de prendre conscience qu'il existe effectivement un sexisme, une homophobie, une violence, parfois très grande, entre les garçons et les filles dans différents contextes.

Cet enjeu de production de connaissances suppose d'aller contre les idées reçues et contre les stéréotypes diffusés par les médias. Nous sommes tous plus ou moins enlisés dans ces stéréotypes, dont il faut se départir, ce qui n'est pas facile. Je ne sais pas si vous avez le même sentiment mais il me faut parfois me dégager de l'émotion que j'ai ressentie en regardant un reportage pour me poser les vraies questions : de quoi parle-t-on ? Qu'est-ce qu'on me montre ? Comment le reportage a-t-il été construit pour me montrer ce qu'on me montre ? Dans quel but ? Cela implique de prendre du recul sur ce qui est montré. En effet, nous ne sommes pas dans la production scientifique qui, elle, va justement chercher à produire des connaissances contre des évidences en allant voir ce qui se passe.

Comment articuler cet enjeu de connaissances et le travail fait par une association comme Le Planning Familial ? Certes, il est bien de savoir ce que disent les jeunes garçons de leurs camarades filles dans les quartiers de Paris, de banlieue, du centre-ville de Lyon ou de Montpellier... Maintenant, à quoi cela sert-il quand on veut intervenir auprès des jeunes ?

Quand on est face aux jeunes qui vont interagir, on a aussi des positions à tenir en tant qu'intervenants – et pas seulement en tant que personnes sachant des choses que les jeunes ne savent pas et elles-mêmes prises dans leurs propres œillères. Or il me semble, si j'ai bien écouté Carine FAVIER tout à l'heure et si j'ai bien lu des documents du Planning, qu'une des postures des intervenants consiste à ne pas se positionner en tant que personne supposée savoir. Tout le monde essaie, mais ce n'est pas facile, surtout quand on sait !

Ainsi, analyser une réalité pour intervenir diffère-t-il d'une analyse pour produire de la connaissance. Quelqu'un qui fait une thèse va décrire une réalité et interpréter les mécanismes qui peuvent l'expliquer. On ne va pas lui demander de savoir ce qu'on va faire avec sa thèse ni ce à quoi elle peut servir au Planning Familial ou au Conseil général pour sa politique de vie associative dans les quartiers.

Produire de la connaissance suppose qu'on interroge le scientifique, éventuellement à partir de questions qui se posent sur le terrain. Je pense que Le Planning, comme d'autres structures, a une capacité à poser des questions à des sociologues, à des psychologues. Mais ces intervenants n'auront pas forcément les mêmes réponses parce que les questions qu'ils se posent quand ils vont sur le terrain ne sont pas les mêmes. L'intérêt de ce type de rencontre est justement de pouvoir, par la rencontre et

l'interaction, repartir en se questionnant. Il serait bien d'aller par exemple voir ce qui se passe dans les classes en matière de sexisme ou d'homophobie, ou de voir comment se construisent les violences, ou comment les filles perçoivent les violences dont elles sont victimes...

Or je m'aperçois que, finalement – d'après un petit travail qui a été fait à Lyon où les filles objectivaient les violences par des réponses sur des grilles sur lesquelles elles cochaient ce qu'elles avaient subi –, les filles ne perçoivent pas de violence dans les collèges. Pour elles, ce ne sont pas des violences. Pourquoi ? L'intérêt de l'interrogation derrière, c'est que ce que nous, adultes, percevons comme violence objective par rapport à notre compréhension de la violence n'a rien à voir avec la violence perçue par les jeunes filles. Il est intéressant de voir pourquoi. Dans les cas dont je vous parle, les jeunes filles interrogées, de troisième ou de seconde, répondaient en disant que ce n'étaient pas des violences parce que les garçons le faisaient « pour rire » et que ce qui comptait était l'intention, qui n'était pas méchante. Elles n'aimaient pas ce qu'elles subissaient mais c'était « pour rire ». Donc on s'aperçoit que la violence n'est pas identifiée par rapport à l'acte mais par rapport à l'intention. Cela permet aussi de déconstruire les mécanismes qui font que certaines perceptions des jeunes ne sont pas les nôtres. C'est peut-être important de le savoir, surtout quand on fait une intervention expliquant aux filles « *Si vous êtes victime de violence...* » alors que la fille, elle, dit « *Ben non, ce n'était pas méchant !* ».

On peut effectivement être surpris par la violence de certains propos mais ce qui m'intéresse en tant que sociologue, quand je vois le débat autour de Rue89 et de la déprogrammation du documentaire d'Arte, n'est pas tellement ce qui est rapporté, ce qui est dit, ce qui paraît horrible. Ce qui m'intéresse est de savoir quelle fonction cela joue chez ces jeunes. Que signifie cela pour eux, dans une société dans laquelle ils aspirent à une élévation sociale, à être bien ? Quelle peur traduit chez eux ce repli sur des stéréotypes de conjugalité et de sexualité, alors qu'ils n'ont pas que ce modèle ? Ils ont, à côté, tout un modèle d'émancipation, d'accès aux plaisirs. Que peut-on penser de ces jeunes dont on pourrait justement croire qu'ils traversent une phase de transgression de l'ordre établi ? Face à cette possibilité qu'ils ont de transgresser l'ordre établi, ils se replient sur un ordre encore plus rigide que celui de leurs parents ou grands-parents ! C'est cette interrogation qui est réellement intéressante, au lieu de se borner à dénoncer en disant que les mecs sont sexistes, homophobes.

Je crois que nous avons besoin d'un dialogue entre acteurs de terrain mais aussi avec les jeunes. Le travail qui se fait dans l'interaction, dans l'enquête, dans l'entretien est aussi un travail qui doit permettre de faire émerger des choses en dehors du contexte du terrain lui-même. Je m'explique. On joue forcément un rôle en allant faire une enquête dans un quartier en étant identifiée comme une enquêtrice blanche, comme Virginie DESCOUTURES l'a bien mentionné tout à l'heure.

Il me semble que la connaissance peut aussi émerger de contextes qui se produisent. Ce ne sont pas forcément des contextes de recherche au sens strict, avec un protocole, mais des contextes d'intervention qui vont permettre de construire ou de produire des espaces de parole inhabituels. Un gamin interviewé joue aussi un rôle. S'il est face aux copains ou si les copains savent qu'il est en interview et qu'ils l'attendent dehors, cela influe forcément. Certains effets, connus en sociologie, sont contrôlables.

On parle beaucoup des filles, mais le malaise des garçons est terrible. C'est terrible de devenir un garçon quand on est dans l'obligation de jouer un rôle qui ne nous correspond pas : faire le caïd, le costaud, etc. Imaginez ce que peut être le malaise des garçons quand ils regardent des films pornos, fussent-ils « classiques », hétérosexuels ! Qu'est-ce que cela peut représenter pour des jeunes qui justement sont dans l'incapacité d'en parler à quiconque, et surtout pas à leurs copains ? Ils ne peuvent qu'être angoissés. Il peut parfois arriver que des choses se disent, hors du contexte cadré de la classe, une classe dans laquelle on intervient, non pas trois fois deux heures dans l'année, mais une fois deux heures tous les six ans, c'est la moyenne, je crois ! Je sais que des représentants du rectorat sont présents, je les taquine un peu mais je sais que le rectorat fait ce qu'il peut ! Ce n'est pas parce qu'on fait ce qu'on peut qu'on fait ce qu'on doit ! Ce n'est pas une provocation...

En termes de connaissance, des dispositifs de parole désaxés pourraient par exemple permettre de faire émerger une parole qui va s'extérioriser à l'occasion d'une discussion entre deux ou trois caïds qui, sortis du cadre, vont pouvoir, cinq ou dix minutes, parler d'eux. Peut-être nous dirions-nous alors que

finalement ces gars ne sont pas des monstres mais juste des garçons qui se posent des questions pas seulement sur « *comment choper une fille* » mais sur « *Comment ça se fait que je n'arrive pas à avoir de filles amoureuses de moi* » ? Là, ils changent de registre, entrant dans celui de l'affectivité. On sait bien que justement ces modèles qui dominent ne sont pas ceux de la pornographie avec des filles qui sont seulement des salopes et des traînées qui ne pensent qu'au sexe et qu'il faut donc contrôler et surveiller.

Le modèle dominant reste bel et bien le modèle du couple, comme nous l'avons vu. L'enjeu, pour les garçons comme pour les filles est d'accéder au couple. Ce modèle n'est mis en question ni pour la question de la sexualité – puisque c'est au contraire le lieu de la sexualité légitime –, ni pour la question des violences alors qu'on sait que le couple est un lieu à risque pour les violences. Je rejoins Isabelle CLAIR quand elle disait qu'il faut se méfier de l'effroi partagé par tous. De la même manière, il faut se méfier de l'espace du couple, présenté comme un modèle, qui semble admis par tout le monde comme l'espace dans lequel on va pouvoir être heureux. Maintenant, on sait que ce n'est pas le cas ! Malheureusement beaucoup de gens ont fait l'expérience que le couple était un espace dans lequel on ne pouvait pas être heureux durablement. Toujours est-il que cela reste quelque chose de fort. Non, non, cela ne sent pas le vécu, cela résulte d'études sociologiques !

Intervenante de la salle :

On n'est jamais neutre !

Philippe Liotard

Produire de la connaissance est une chose, interroger les stéréotypes en est une autre ; et interroger les stéréotypes dont on est porteur en est encore une autre.

Je terminerai sur le couple – et sur la surveillance – en disant que le couple est LE lieu de la surveillance, où il n'y a plus besoin des grands frères puisqu'il y a une auto-surveillance réciproque. Nous avons mené une étude à Lyon parmi des couples d'étudiants – L1, L2, L3, donc 18, 20 et 21 ans – dont les résultats se sont révélés très surprenants, bien qu'ils ne m'aient pas tellement surpris. Les gens imaginaient que les filles étaient davantage victimes de violence, plus surveillées... En fait, il n'y a dans ces couples de jeunes aucune différence liée au sexe dans les comportements de surveillance, de violence, de dépréciation verbale. Il est vrai que si des violences physiques et sexuelles ont été identifiées, elles demeurent très rares quantitativement parlant. Mais les filles aussi mettent des claques à leur copain ; et c'est admis, à un moment donné, dans le contexte. Les filles prennent des claques aussi et trouvent cela normal aussi. Il s'agit d'une interaction liée au couple.

Ce qui me semble important est de déconstruire ce qui se passe dans ce couple. Cet espace légitime où on en arrive à ce que certaines pratiques violentes – dont certaines peuvent même du point de vue du code pénal être identifiées comme des viols – ne soient pas perçues comme telles parce que se produisant dans le cadre du couple et soient considérées comme admises dans ce cadre-là, justement. C'est cela qui est réellement important : qu'est-ce qui fait que quelque chose qui est tellement admis spontanément par la société devient le lieu dans lequel on n'a pas conscience que ce qui se passe peut manquer de respect, priver l'autre de liberté ? Par exemple les remarques sur la façon de s'habiller, *tu as encore pris du ventre...* Au nom de quoi se permet-on de dire à son compagnon qu'il a encore pris du ventre !? Publiquement qui plus est ! (*réactions dans la salle*)

Cet espace du couple nous amène à nous interroger. Comme vous l'avez perçu dans les situations d'interactions, la virginité est aussi quelque chose qui permet de garantir le fait qu'on sera dans un couple dans lequel on aura « une fille bien ». Cela renvoie à des valeurs et, finalement, à des choses qui me semblent centrales par rapport à tout ce que nous avons pu évoquer depuis le début. Parler de sexualité, d'apparence vestimentaire et corporelle, de couple, d'émotion, d'affectivité, renvoie chaque fois à quelque chose qui s'avère central chez les jeunes à qui on s'adresse quand on intervient en collège et en lycée : la construction de soi. Cette construction de soi se fait, nous le savons, par les autres, au travers du regard des autres, par ce que les autres vont nous renvoyer et par ce que nous allons chercher à leur renvoyer.

Dans ce dispositif de construction identitaire, la sexualité joue bien sûr un rôle en termes d'orientation (je suis normal/pas normal par rapport à ce que j'ai entendu), en termes de préférences, mais aussi en termes de morale. Il a été dit tout à l'heure que les filles s'auto-qualifiaient de « salopes » quand elles couchaient. Oui, la question se pose en termes de morale également : le fait de savoir si ce que je fais est bien par rapport aux représentations que j'ai de ce qu'est devenir un homme ou devenir une femme, de ce qu'est devenir un homme bien ou devenir une femme bien... La question pèse sur les comportements que je vais devoir adopter pour correspondre à ces images, même si elles ne me correspondent pas vraiment.

Ma conclusion sera sur ce point : dans cette perspective de construction de soi, dans un environnement culturel, dans des contextes sociaux particuliers, je pense, en tant qu'intervenant mais aussi en tant que chercheur, que le plus gros enjeu est d'être attentif à l'ensemble des souffrances qui sont produites par ce dispositif de construction identitaire.

Je vous remercie.

(Applaudissements)

Marie-Pierre Martinet (animatrice)

L'intervention de Philippe LIOTARD donne le sentiment que rien n'est possible pour changer la façon dont on se perçoit, comme s'il y avait une réassignation permanente. En repensant à ce qui s'était passé avec le chanteur OrelSan et je me souviens d'un de nos débats en CA sur ce point. En entendant les interviews menées auprès des jeunes – notamment des jeunes filles – qui venaient d'écouter ses textes, les réactions étaient : « *Ouais mais de toutes façons c'est du deuxième degré* », « *Ouais mais de toutes façons il ne le dit pas pour de vrai* »... La question que nous nous étions alors posée était : Qu'est-ce qu'un discours sur le renforcement de l'assignation et sur le rôle de dominées que de tels textes leur renvoient, que dire aux filles si elles acceptent qu'on parle d'elles comme ça ? Nous en discuterons dans le débat suit. Surtout, n'hésitez pas à poser beaucoup de questions aux quatre intervenants afin que nous puissions aller plus loin sur les sujets qui nous préoccupent.

Participante

Bonjour. Je remercie Le Planning Familial d'avoir invité le Centre Hubertine Auclert, centre francilien de ressources pour l'égalité femmes-hommes de la région Île-de-France. Je tenais à préciser que je suis à l'origine chercheuse en sciences politiques, que j'ai travaillé sur le genre. J'ai écouté vos différentes interventions un peu de ce point de vue-là. Vous êtes des spécialistes en matière de sexualité ; moi je suis plutôt une spécialiste en matière d'égalité et de genre.

J'ai été très intéressée par la première intervention, que j'ai beaucoup aimée mais les premiers mots m'ont quelque peu choquée, notamment l'idée qu'on stigmatisait un peu trop les jeunes des banlieues. Je suis tout à fait d'accord sur le fait que la surveillance n'existe pas que dans ces milieux-là. Cependant, ce que j'entends de vos interventions, c'est qu'il y a toujours un côté où on doit dire que ces garçons-là sont peut-être aussi victimes. De la même façon, dans la dernière intervention, il y a toujours l'idée « *Regardez ! Quand même, les garçons sont peut-être aussi victimes ; il y a de la souffrance chez les garçons* ». Je suis tout à fait d'accord avec ce point, que j'ai lu et en ai vraiment pris conscience pour la première fois dans « *La domination masculine* » de BOURDIEU.

Cependant, il y a quand même une chose. En tant que sociologue moi-même, j'ai beaucoup lu de travaux sur les classes sociales et je dois dire qu'en les comparant aux travaux sur l'égalité femmes-hommes, je trouve quand même chez BOURDIEU peu de réflexions sur la difficulté d'être dans le rôle du riche ou dans le rôle du dominant. Je trouve qu'il se produit toujours – même de la part des chercheurs et des gens qui sont habitués à cela – comme un retour, comme si on voulait questionner cette idée, comme si on se demandait si on a vraiment raison de dire que les femmes sont toujours dans la position de la victime et de dominées. Il y a toujours un questionnement, une non-légitimité de l'inégalité femmes-hommes et du fait que les femmes sont toujours discriminées. Cela m'interroge vraiment.

Participant

J'aurais une question pour Isabelle CLAIR et Virginie DESCOUTURES par rapport au rôle des grands frères. Dans notre pratique, nous entendons beaucoup de jeunes filles en parler et je m'interroge sur l'origine des pressions. Est-ce la famille qui va dire au grand frère de surveiller sa petite sœur parce qu'elle-même ne peut pas le faire pour X ou Y raisons ? Ou est-ce à l'intérieur du groupe de pairs, entre eux, que les jeunes décident qu'il faut absolument contrôler les jeunes filles ?

Participant

Tout d'abord, je pense qu'il faudrait que nous travaillions sur l'enjeu de la surveillance des filles – qui se retrouve partout – et sur la manière dont nous travaillons dans nos interventions sur cet enjeu. Y compris par rapport au fait que les filles elles-mêmes intègrent l'idée qu'elles doivent faire l'objet de surveillance. Ensuite, la dernière intervention évoquait les questions de la pornographie et de la connaissance par rapport à la sexualité, en affirmant que nous aurions des connaissances que nous nous « retiendrions » d'apporter afin de rester à l'écoute. Nous n'apportons pas des connaissances, des savoir-faire, des modes. Nous ne sommes pas dans la sexologie, ni dans des pratiques, ni dans des normes ou des modèles de pratiques... Et cela s'applique peut-être à tout le milieu occidental. On n'en parle pas ! Même nous, qui faisons de l'intervention sur la sexualité, ne parlons pas vraiment de la pratique sexuelle quotidienne. Nous parlons des rapports entre les personnes. Il n'y a pas d'éducation sexuelle sur la pratique proprement dite, « *qu'est-ce que je fais de ma verge...* » etc. Tous ces questions-là, les gens les découvrent dans leurs premiers rapports sexuels – ou ne les découvrent jamais ! – et continuent à s'interroger. L'attraction de la pornographie sur les jeunes n'est-elle pas liée au fait qu'il y a une visibilité de pratique ? La pornographie produit-elle un impact sur les pratiques de ceux qui s'y intéressent et, si oui, lequel ? N'aurions-nous pas intérêt à réfléchir à une parole plus concrète sur la pratique ?

Participant

Par rapport à l'intervention de Claudie BONINO et à ce que tu disais tout à l'heure Marie-Pierre, je pense que l'approche de genre amène dans le féminisme la dialectique. Se demander ce que dit OrelSan aux femmes de la place qu'elles doivent occuper est une chose ; il ne faut toutefois pas oublier de se demander aussi ce qu'OrelSan dit aux hommes de la place qu'ils doivent occuper. Quand on oublie un des deux volets, on retombe à mon avis dans un sexisme qui nous victimise.

Isabelle CLAIR

Je vais commencer par répondre à la question sur le rôle des grands frères.

La pression vient-elle de la famille ? Je pense que les choses ne fonctionnent pas comme cela. Ce n'est pas forcément une personne, par exemple le père, qui délègue le pouvoir. En fait, tout ça ne va pas de soi, des luttes d'autorité se produisent dans la famille. Entre le père et le grand frère, éventuellement entre la mère et le grand frère, les grandes sœurs et les grands frères, et même les petites sœurs et les grands frères... Même si le rôle du grand frère cristallise quelque chose de réel et fort, je ne suis pas rentrée dans le fait que tout cela n'est pas acquis complètement. Par exemple, une lutte d'autorité entre un père et un grand frère où ce dernier a finalement gagné sur la question de la sexualité m'a été relatée. Il peut y avoir sur cette question – et de manière aussi forte uniquement sur cette question-là – une délégation de pouvoir, pas forcément consentie mais objectivement repérable. Je pense qu'il n'y a pas forcément une pression. Éventuellement, les grands frères sont chargés de cette mission, souvent par les pères, et dans la famille. Cependant ce n'est pas simple et ne fait pas l'objet d'un consensus.

S'agissant de la seconde question, vous n'avez pas apprécié mes premiers mots mais moi j'ai beaucoup apprécié votre intervention ! Je pense que c'est un des endroits où le bât blesse et qu'il s'agit d'une question très compliquée. Juste pour clarifier les choses, je tiens à me distinguer de Philippe LIOTARD, qui répondra ensuite à sa façon. Pour moi, parler de « stigmatisation des garçons des cités » et dire « Attention ! D'autres rapports sociaux que les rapports sociaux de sexe viennent les croiser et posent des problèmes » est différent de dire « les filles aussi donnent des claques à leur copain ». Je conçois que mon propos puisse susciter un malaise, toutefois j'espère qu'il n'est pas du même type que

celui qui émane du commentaire de Philippe LIOTARD.

Nous travaillons sur les cités ; nous observons des violences entre les sexes. Ce qui me pose problème est qu'on ne le dise pas, sous prétexte de ne pas stigmatiser. C'est quelque chose que j'ai entendu, y compris venant de chercheurs-es féministes. Il est vrai que la question est compliquée et que nous marchons sur des œufs. Ici, nous sommes au Planning Familial et c'est assez facile ; toutefois, selon les publics et parce qu'à certains moments, il y a une telle instrumentalisation politique, cela relève presque de l'ordre de l'indicible. Quoi qu'il en soit, si je travaille sur ces questions, c'est pour parler des violences que j'observe, où qu'elles soient, y compris quand ça ne me fait pas plaisir et quand ça peut être instrumentalisé. Elles existent, nous les décrivons. C'est une des composantes de l'autonomie des scientifiques par rapport à d'autres : nous jouissons de cette liberté d'écrire, n'ayant ni butin ni opprimés à défendre. En revanche, deux approches théoriques se confrontent. Dans la première, on voit la domination masculine comme le principal clivage et le principal rapport social, les autres lui étant subordonnés. La domination masculine est toujours être mise en premier, au risque, plus politique que théorique, d'être relativisée par les autres facteurs, toujours est-il que l'ennemi principal était le patriarcat.

Dans la seconde approche, il s'est produit une évolution de cette pensée, évolution qui s'avère compliquée à mener dans le camp féministe et plus largement dans le camp de la gauche. Cette évolution consiste à dire que peut-être les rapports sociaux se croisent, le dominant d'une situation peut être dominé ailleurs. Il y a aussi des supers dominants, dont le malaise est sûrement à décrire. Il est vrai que les jeunes de cités sont dominants dans certaines interactions par rapport aux filles, mais que certains sont très dominés par ailleurs. J'ai alerté sur ce qu'on appelle maintenant l'« intersectionnalité », idée selon laquelle il faut penser les rapports sociaux d'une façon générale, se recoupant les uns des autres. Même si j'entends le discours qui consiste à refuser de stigmatiser, je pense qu'il est primordial, y compris pour contrer les instrumentalisation qui peuvent être effectuées, d'avoir une voix dissonante dans les deux sens pour dire qu'il existe des inégalités de sexe, de classe, de race. Nous avons un peu enfoncé le clou parce que c'est un message essentiel et qui n'est pas simple.

Philippe LIOTARD

À la réaction qui a suivi immédiatement mon intervention, sur l'impossibilité d'une réassignation totale des rôles, je répondrai qu'au contraire tout est possible. L'enjeu de l'éducation consiste justement à, sans arrêt, construire les conditions pour construire. Il y a une réassignation, bien qu'il soit parfois plus simple de se conforter sur des modèles sécurisants. En effet, prendre de la liberté, c'est aussi prendre des risques par rapport au groupe, à la famille et par rapport à des choses qu'on a apprises. Je citerai l'exemple de la question de l'accès au plaisir des jeunes filles et des jeunes femmes. Elles se positionnent souvent d'elles-mêmes – sans parler de la rumeur ou de la réputation – dans la tension entre « *je dois être une fille bien* » et « *je risque d'être une salope si je me comporte comme ça, ou simplement si j'aime avoir du plaisir ou si je m'autorise à avoir telle pratique* »... Des choses difficiles se jouent dans cette question. À un moment donné, cela suppose peut-être, afin d'aller dans le sens de la liberté qu'on s'octroie, de prendre des risques en termes de rupture sociale, avec les conséquences que cela peut entraîner dans certains groupes et dans certains contextes en termes de stigmatisation. Comme l'a dit Isabelle CLAIR, ce n'est pas aisé, d'autant que certaines questions sont difficiles à poser. J'ai peut-être été maladroit dans mon discours, d'autant que je n'ai pas suivi le fil de ce que j'avais prévu de dire. Toujours est-il que je partage complètement ce que dit Isabelle CLAIR, ne voulant à aucun moment rentrer dans les idées convenues qui consistent à dire qu'effectivement les femmes sont victimes de violences et qu'il faudrait oblitérer les violences dont sont victimes les hommes. Que les femmes soient majoritairement victimes de violences physiques et qu'elles soient dominées socialement et économiquement est une évidence. Ce n'est pas le problème.

Réactions vives dans la salle

« Comment ça, ce n'est pas le problème ?! » C'est le « ce n'est pas le problème » qui pose problème !

Philippe LIOTARD

Je précise : ce n'est pas le problème qui était posé dans votre intervention. Il est clair qu'à aucun moment je ne peux cautionner les positions masculinistes qui se développent – notamment au Québec – de manière extrêmement violente. Le problème qui était posé portait sur la genèse de la violence. Les femmes sont davantage victimes de violence, c'est un fait. Qu'elles sont davantage victimes de violence au sein du couple est également un fait. C'est constaté ; on le sait depuis longtemps et via de nombreux angles d'attaque (associatifs, sociologiques, etc.). Au-delà de ce constat, ce qui m'intéresse moi est d'étudier la genèse de cette violence et de comprendre la souffrance des garçons, non pas pour les plaindre mais pour comprendre ce qui, à un moment, va faire que leur souffrance va prendre l'expression de la violence.

Participante

C'est un privilège !

Philippe LIOTARD

Je ne sais pas si être plus fort physiquement constitue un privilège. Il est vrai qu'en lisant la presse et les faits divers, les violences graves, se traduisant par des poursuites pénales, sont indéniablement majoritairement produites par des hommes sur les femmes. Ce qui m'intéresse est la genèse de cette violence. À mon avis, il est important de saisir, dans l'interaction hommes-femmes, ce qui fait que la réponse violente va être privilégiée par les hommes et de quelle manière on peut lever les conditions de cette réponse. Des jeunes peuvent être tout à fait d'accord avec nous du point de vue discursif et rentrer dans des mécanismes de violence par jalousie par exemple. On en revient à OrelSan. Il est primordial d'identifier les mécanismes afin de pouvoir les déconstruire. Juger, dénoncer, c'est fait et doit continuer à être fait. Mais ce n'est pas suffisant, sinon il n'y aurait déjà plus de violence.

Je me place sur un terrain qui est peut-être plus difficile parce que je n'ai pas non plus les réponses. Je suis intervenu non en tant que sociologue mais en tant qu'intervenant à l'établissement pénitentiaire pour mineurs de Meyzieux sur la question de l'égalité. L'égalité est toujours au centre de tous les propos que je peux tenir. Elle est l'objectif, la fin de l'éducation. Si l'égalité était là, les problèmes dont nous discutons ne se poseraient pas. Parmi les jeunes emprisonnés, je n'ai vu que des garçons ; les filles ne sont pas venues. Il était frappant de voir comment les garçons sont pris dans cette violence – qui se sent viscéralement chez certains même s'ils ne la disent pas – réponse qu'ils ne veulent pas produire et contre laquelle ils n'ont pas de réponses. Bien sûr, il y a du militantisme, des défenses féministes. Si on est violent dans une relation conjugale ou amoureuse, ce n'est pas de l'amour. Néanmoins, je me dis que s'il n'y avait pas d'amour, il n'y aurait pas cette violence... S'il n'y avait pas quelque chose qui fait justement qu'à un moment donné ce que l'on éprouve ... *Remous dans la salle, interventions simultanées inaudibles*

Marie-Pierre Martinet (animatrice)

C'est effectivement un sujet extrêmement compliqué, y compris à expliquer. Je crois que Philippe a un peu de mal à exprimer les choses dans le calme et de manière précise. Laissons-le aller jusqu'au bout, même si ce n'est pas toujours facile à suivre. Le raisonnement semble assez subtil et fin. Accrochons-nous !

Philippe LIOTARD

Je ne veux pas rester trop longtemps sur ce point ; il y avait aussi une question sur la pornographie. Dans une logique militante et de dénonciation, je comprends votre discours et je le situe comme tel, dans une défense liée à des inégalités de fait, objectives, enregistrées. Ce propos se situe du côté de la dénonciation et de la défense des femmes victimes de violence. Là-dessus, il n'y a aucun problème. À Lyon, je travaille régulièrement avec des associations de femmes victimes de violence. Par ailleurs, si on considère que l'homme violent n'aime pas être violent – en mettant de côté tous les effets de l'amour ou de l'intense émotion qui submerge aussi bien les femmes que les hommes dans des circonstances particulières, par exemple la jalousie – qu'est-ce qui va l'amener à produire de la violence ? C'est ça qui

pose problème à mon avis. Cette incapacité à se contrôler face à des stimuli qui sont tellement violents pour la personne elle-même qu'ils l'amènent à réagir de manière violente. Quelqu'un qui n'aime pas, qui n'est pas impliqué affectivement – à moins d'avoir un intérêt particulier, par exemple pour dérober un téléphone portable – n'a aucune raison d'être violent. Il y a une violence quand on est dans la haine, dans l'amour, dans des éléments qui sont affectivement très intenses.

Participante

Ou dans un besoin de domination.

Philippe LIOTARD

On n'a pas de besoin de domination, c'est vrai. Je termine sur la pornographie et après je ne dirai plus un mot !

Participante

Nous ne vous avons pas fait venir pour cela !

Philippe LIOTARD

C'est peut-être ma façon de parler ou de formuler les choses, mais je pense qu'il y a des problèmes qui doivent être posés en tant que tels et non pas être évacués d'un revers de main ou par le biais d'un slogan.

Sur la question de la pornographie, une première donnée est que je ne peux que constater qu'elle apporte une réponse à une demande de modèle des jeunes, une réponse aux questions qu'ils se posent et auxquelles ni l'éducation nationale, ni Le Planning Familial, ni personne d'autre ne leur apporte de réponse.... Comme vous l'avez dit tout à l'heure, c'est difficile. Le film est l'exemple même de la caricature de ce que nous n'aimerions surtout pas voir dans les écoles. La pornographie est une réponse, technique, à la question : Comment on fait ? Tous les gamins se posent cette question, depuis comment on met la langue quand on embrasse à plus loin. La pornographie apporte une réponse.

Deuxième donnée sociologique, nous savons que la pornographie est consommée de façon importante par les jeunes, de plus en plus tôt. Nous savons aussi que, culturellement, c'est une référence. Cela ne signifie pas forcément que filles et garçons vont se comporter en pornographes ou rejouer les scènes qu'ils voient mais cela implique qu'ils ont déjà une vision de la sexualité par la pornographie. Le véritable problème qui se pose est de ne pas en parler. L'enjeu éducatif consiste à parvenir à créer des moments d'expression venant des gamins. Ce n'est pas nous qui allons projeter des films pornographiques mais si certains termes – comme godemiché –, qui traduisent certaines pratiques viennent dans le débat et sont associés à des jugements de valeur, à des représentations négatives, on ne peut pas ne pas les prendre en compte. Si nous ne pouvons pas saisir ces termes, nous ne pouvons par conséquent pas utiliser la pornographie comme un élément de la discussion sur lequel nous pourrions peut-être poser la seule parole adulte, le seul cadre à partir duquel nous pourrions déconstruire ce qui se joue dans la pornographie, que ce soit en termes de techniques, de représentations stéréotypées ou de domination. Il y a pour moi un enjeu dans l'appropriation de la pornographie comme un élément de débat et de discussion. Cela m'a toujours surpris que la pornographie ne soit pas abordée alors que pour les jeunes elle constitue la référence en termes de sexualité.

Carine FAVIER

Ce n'est pas vraiment une question mais plutôt une réaction à nos réactions. Tout d'abord, il me semble que tout le monde a ri quand j'ai demandé si, en tant que mouvement d'éducation populaire nous étions capables d'écouter des discours avec lesquels nous ne sommes pas d'accord et d'essayer de les comprendre. Je ne suis pas sûre que oui et il faudrait que nous réfléchissions à cela.

Deuxièmement, je sens un glissement sur une naturalisation des hommes alors que nous refusons celle des femmes. Je crois qu'il faut faire attention, dans la dénonciation des violences et dans la description de la réalité, au fait qu'effectivement la question de la domination joue un rôle dans les violences, que c'est un type de relation qui s'instaure, etc. Toutefois – et je sais que cela existe dans notre tête et dans

une partie de notre position –, si nous pensons que les hommes sont fondamentalement méchants et violents et que les femmes sont fondamentalement gentilles, et je regrette que nous entendions régulièrement, il est normal que nous voyions encore de telles réactions face à des tentatives de comprendre ce qui fait que les hommes sont violents.

Le fait que nous ayons des difficultés à travailler avec la question des hommes violents et avec le vécu des hommes sur la question de la violence montre que nous ne sommes pas à l'aise sur ce positionnement et qu'il faut que nous continuions à le travailler. Cela ne veut pas dire que nous ne restons pas, concrètement, dans le temps militant, aux côtés des femmes victimes de violences, travaillant avec elles. Nous devons réfléchir : naturaliser d'un côté implique de naturaliser de l'autre. Les deux vont de pair et il faut garder ce point en tête car de temps en temps des glissements se produisent.

Participante

Je me demande s'il est possible d'aborder ces problématiques, comprenant les problèmes de rapports de genre, etc. sans évoquer la question des normes familiales ? Le couple tel qu'il nous est servi, hétérosexuel et complètement intégré dans notre éducation de manière quotidienne, donc incontournable, est aussi une organisation de société. Il en est même le pilier fondamental. Or cette société est non seulement patriarcale mais, de plus, repose très fortement sur la domination d'une classe sur l'autre. Je trouve cette organisation aliénante pour les hommes et pour les femmes. Doublement aliénante pour les femmes. Il me semble que dans nos pratiques nous abordons très peu les normes familiales et tout ce qui se passe à leur niveau en matière éducative. On parle du couple hétérosexuel, de l'organisation sociale de la famille... Or j'ai l'impression que la famille est l'endroit où l'on a le moins de lien social, parce qu'on est dans une organisation limitée qui est, en ce moment de difficultés sociales, le repli qu'on nous propose. En effet, aujourd'hui, on voit les demandes institutionnelles exercer un poids de plus en plus fort sur ce lieu soi-disant sécurisant. Parallèlement, il se produit un repli individuel car non seulement il n'y a plus aucun lien social dans la famille mais en plus c'est l'endroit où il y a le plus de violence. Nous sommes avant tout des êtres sociaux ; néanmoins je pense que c'est à ce niveau-là qu'on se construit le moins bien. N'aurions-nous pas intérêt à poser ces éléments, voire à les théoriser davantage ?

Marie-Pierre Martinet (animatrice)

Je crois malheureusement qu'aucun des intervenants n'est en capacité de compléter la réflexion sur ce sujet. Il y a peut-être des pistes à creuser. La question est déjà de savoir ce qu'on entend par « famille ». Quand on parle du couple, ne s'agit-il pas déjà d'une « famille » ?

Demain, nous poursuivrons la réflexion lors d'ateliers.

Merci à nos quatre intervenantes et intervenant. Ce débat est loin d'être clos.

La projection du film de Régis SAUDER « *Nous, Princesse de Clèves* » aura lieu au cinéma l'Athénée municipal à 20 H, tandis que l'atelier-discussion sur la transidentité qui se tient ici finira à 20 heures.

Table-ronde 2 : Comment construire du politique à partir de notre pratique ?

Regards croisés d'une politologue et d'une conseillère conjugale et familiale

Danielle Gaudry (animatrice)

Après les ateliers de ce matin, nous allons pouvoir passer à la seconde table-ronde. Avant de commencer, je voulais vous rappeler que le centre de documentation est présent avec un stand librairie. Un dossier documentaire intitulé « *Éducation à la sexualité* » constitue un complément au dossier préparatoire de l'université d'été. Vous avez également la nouvelle version de l'aide-mémoire législatif sur le même sujet. Nous vous invitons à l'utiliser largement quand vous serez de retour dans vos associations départementales.

Comme vous avez pu le lire sur le programme, le titre de la table-ronde : « *Comment construire du politique à partir de nos pratiques* ».

Nous allons fonctionner sous forme d'interviews de deux intervenantes, avec cinq questions. Nous pensons que cette table-ronde ouvrira beaucoup plus de débats qu'elle ne donnera de réponses. Mais au Planning, nous avons l'habitude d'ouvrir les débats et de donner rarement des réponses. Nous comptons bien sûr sur la salle pour réagir et enrichir cette réflexion. Ce sont vraiment des questions posées à nos intervenantes, suivies de participations de la salle les plus larges possibles.

Je poserai deux questions à nos invitées ici présentes que je vais vous présenter : Claire RICCIARDI, membre de la commission Éducation à la sexualité, Le Planning Familial 13, qui travaille depuis de nombreuses années avec son association sur les animations en milieu scolaire et Janine MOSSUZ-LAVAU, sociologue, directrice de recherche à Sciences Po, chargée de cours à l'Institut Politique de Paris et à l'université de Fribourg en Suisse avec un cours intitulé « *Genre et sexualité* » et auteure de nombreux livres dont le dernier s'appelle « *Guerre des sexes, stop !* », et qui nous a fait l'honneur de sa présence.

Petite introduction, le titre est « *Comment construire du politique à partir de nos pratiques* ». De quelles politiques allons-nous parler ? Le Planning Familial a-t-il une vision spécifique du politique ? Ce terme, au Planning Familial, est reconnu comme une valeur positive alors que dans d'autres espaces le mot politique a une représentation plutôt négative. Je ferai juste une petite remarque : il est écrit « du politique », au masculin, en évoquant le contenu, le sens, le fond. Alors que le terme « LA politique », représentation féminine, est plus technique, plus stratégique, plus organisationnelle, plus superficielle. Claire, peux-tu en quelques phrases nous parler de ce qu'évoque la politique ?

Claire RICCIARDI, Commission Education à la Sexualité

Je vais donner un exemple de ce que je peux en dire, qui sera à confronter avec d'autres exemples qui seront exprimés par la suite. C'est pour cette raison que je vais un peu être le punching-ball de ce que l'AD porte ! D'après les situations qui nous sont rapportées, qu'elles soient collectives ou individuelles, quand on dit « politique », cela revêt un sens plus général. Il s'agit de savoir comment on amène ces situations à un message, une revendication, par la mise en commun des expériences.

Janine MOSSUZ-LAVAU, politologue, directrice de recherche à Science Po

Je rappellerai – en tant que sociologue politologue je suis un peu là pour ça – la grande notion de politique et son histoire rapide. À l'origine, la politique a deux sens : en anglais le terme « *Policy* » définit les actions des pouvoirs publics – ce que nous appellerions aujourd'hui les politiques publiques - et le mot « *Politics* » désigne tous les débats, combats, discussions, actions des partis politiques, des associations et de tous les acteurs qui essaient de peser sur cette politique qui est faite par les pouvoirs publics. Quand je suis entrée à Sciences Po, la politique était composée par les institutions, les partis et

les comportements politiques. Puis il y a eu le mouvement féministe.

Les choses ont commencé avant 1970, d'abord notamment grâce à l'action du Planning Familial, suivi par les associations féministes. Le slogan, tel que lancé par le MLF, a été « *Le personnel est politique !* ». Subséquemment, nous avons finalement dû donner à politique aussi le sens de ce qui est privé, personnel, y compris de l'ordre de l'intime, en particulier parce qu'il fallait faire des lois permettant de conquérir l'autonomie que les femmes demandaient et la dissociation entre sexualité et procréation. Aussi, aujourd'hui, la politique touche à tout ce qui concerne les problèmes de société et les mœurs et donc directement à ce que le Planning entreprend, propose et réussit ou pas à faire accepter.

Danielle Gaudry (animatrice)

Merci. Nous allons passer à la première question :

« *Les demandes d'intervention qui nous sont faites en tant que Planning ne sont-elles pas prévention de risques sanitaires et/ou sociaux plutôt que changement de l'ordre des genres ?* ».

Claire, que répond le Planning à cette question ?

Claire RICCIARDI

Ce matin, dans l'un des deux ateliers où je suis allée a émergé la problématique sur « la première fois » avec la question de savoir ce qu'on en fait et comment on y répond. Sans parler de la technique d'animation, on a pu sentir à la fois un manque et un besoin d'information et de réflexion sur cette thématique. On peut s'engager directement sur cette thématique mais il est aussi possible de partir, sur cette même question, des propos d'Isabelle CLAIR et Virginie DESCOUTURES sur le contrôle de la sexualité des femmes. Les deux possibilités existent pour parler de la première fois. Comment choisit-on d'aller d'un côté ou de l'autre ? Et pourquoi ? C'est aussi un choix de notre part. Car ces alternatives aboutissent à deux débats complètement différents. L'une consiste à travailler plutôt les questions que soulèvent les jeunes qui relèvent de l'intime, le « ça fait mal », et la manière dont on y répond et l'autre à travailler à partir d'une grille d'analyse politique : le contrôle de la sexualité des femmes.

Je voudrais à ce sujet raconter une anecdote. Nous avons fait à l'AD une formation sur le *counselling* et l'écoute rodgerienne avec Catherine TOURETTE TURGIS. Cette formation nous a conduites à faire des mises en situation de groupe. J'animais le groupe « rodgerien », c'est-à-dire le groupe dans lequel l'animateur est à l'écoute. J'ai également appliqué une autre technique d'animation, selon laquelle le groupe était extrêmement cadré, avec un travail par petits groupes. J'avais préparé des questions parce que je pensais qu'elles allaient mener à quelque chose dont j'avais envie que nous discussions, par exemple la place des filles et garçons, des hommes et femmes, etc. Quand j'ai mis en place mon animation, je me suis entendue dire que c'était une animation de type maoïste ! Cette anecdote nous ramène au sujet du politique ! Il est vrai que je crois qu'il faut aller sur ces deux directions ; il n'y en pas une qui est bonne et l'autre qui est mauvaise. Laquelle choisir ? Et pourquoi ?

Le Planning a-t-il vocation à choisir plutôt la question d'amener l'information, qui rejoint celle de l'éducation populaire ? Une participante disait par exemple que si les informations sur la contraception sont faciles à obtenir sur internet, en revanche, les réflexions sur le fait qu'une femme arrive – ou pas – à imposer le préservatif ne s'y trouvent pas. Donc je vais plutôt essayer de dialoguer sur la difficulté de la négociation autour du préservatif que sur la manière de mettre le préservatif. C'est aussi cela la question « comment on amène le politique ». Si nous avons beaucoup de séances d'éducation à la sexualité, il nous est possible de tout aborder. Mais quand nous disposons de moins de temps, c'est-à-dire le plus souvent : deux, c'est déjà pas mal, trois c'est génial mais le plus souvent c'est une seule. À quoi donner la priorité dans ces conditions ? Allons-nous plutôt nous attacher à l'explication de la pilule en elle-même ou tenter d'apporter des éclaircissements sur d'autres points : Qui la donne ? Est-ce que ce sont les médecins ? Est-on obligé de la prendre ? Pourquoi ? Qu'en est-il de la pression subie ?

Danielle Gaudry (animatrice)

Merci. Claire. Janine, avez-vous des réponses à cette question ?

Janine Mossuz-Lavau

Je vais répondre à la fois sur la question de la prévention des risques sanitaires et sociaux et les changements de l'ordre des genres. En effet, quand vous menez une animation avec des personnes, ou une action quelle qu'elle soit pour donner des informations et des explications sur les questions de prévention sanitaire et autres, s'exprime –ou est encouragée à s'exprimer- la reconnaissance de l'autonomie et du libre-arbitre en matière de sexualité des filles et des femmes.

Je pense que la grande révolution du XX^e siècle pour les femmes –et pour les hommes – a résidé au niveau de la dissociation de la sexualité et de la procréation. C'est effectivement à partir du moment où les femmes peuvent choisir de ne pas tomber enceintes ou d'avoir des enfants au moment où elles le souhaitent, où elles peuvent avoir une activité professionnelle rémunérée, que les femmes peuvent accéder à une réelle autonomie - autonomie auxquelles les générations précédentes n'avaient pas accès. Maîtriser la procréation permet véritablement d'affirmer une réelle égalité des genres. Ainsi, même le pharmacien qui délivre la boîte de pilules participe à l'affirmation de l'égalité des genres. La maîtrise de la procréation rejait sur l'ensemble de leur vie, allant bien au-delà des indications purement sanitaires et sociales.

Danielle Gaudry (animatrice)

Avant que vous ne réagissiez, nous allons traiter la deuxième question.

« Sommes-nous en droit d'afficher nos objectifs politiques dans nos actions d'éducation à la sexualité vis-à-vis des jeunes et vis-à-vis des autres adultes éducateurs ? ».

Claire RICCIARDI

À cette question sur le droit, je répondrai que c'est selon la loi. On nous sollicite en tant que Planning Familial... Or il est vrai que nous-mêmes, nous définissons notre association comme intervenant sur les risques sexuels des personnes hétérosexuelles – davantage que sur la sexualité. Il est donc normal que l'on nous sollicite pour parler de contraception. Il serait positif, avant, de présenter qui nous sommes, le champ sur lequel nous travaillons, celui de la sexualité et celui des rapports entre filles et garçons et de la place des hommes et des femmes dans la société. C'est un peu l'héritage de l'association, des grands combats que nous avons menés, et que nous devons poursuivre. La contraception a effectivement représenté à la fois une belle invention et une grande victoire ; cependant, maintenant, nous devons nous questionner sur qu'il faut en faire, notamment « l'injonction à la contraception ». Il y a 40 ans, il fallait se battre pour avoir la pilule. Dorénavant la question porte sur le fait que si une jeune fille ne prend pas la pilule, elle est qualifiée d'inconsciente, de « fille qui ne se rend pas compte ! » Ce raisonnement vaut aussi parfois pour des adultes ! Nous sommes bien, historiquement parlant, dans une période différente. Et Le Planning Familial est dans l'obligation d'aborder ces thèmes.

Ensuite se pose vis-à-vis des jeunes la question de la place de l'animatrice. Si on considère que l'animatrice et les personnes du groupe sont au même niveau, chacun-e peut aussi donner son avis. C'est un peu compliqué à gérer dans les animations, car celui ou celle qui anime un groupe de parole peut alors s'exprimer d'égal à égal. Or il est parfois un peu compliqué d'être deux animatrices, avec un statut différent, c'est à dire l'une qui animerait le groupe et veille au respect de autres et à l'écoute, et l'autre, qui serait à égalité dans le débat, adoptant une position différente. Être à la fois en position d'animation de groupe et au même niveau que les membres du groupe est parfois difficile techniquement. Je crois qu'il est important, autant auprès des jeunes qu'auprès des adultes qui nous sollicitent, de bien rappeler quels sont les objectifs de l'association.

Janine MOSSUZ-LAVAU

Claire a très bien décrit les objectifs de l'association et la manière dont vous intervenez. Moi, il me semble que la ligne politique que je perçois chez Le Planning est tout de même quelque peu sous-tendue par la laïcité... Sur ce plan, je pense que le principe de laïcité doit être réaffirmé dans la mesure où toute soumission à des préceptes religieux – sachant que nous en rencontrons de plus en plus autour

de nous – reviendrait à entériner une soumission ou une infériorité des femmes. Je pense que cela constitue vraiment un problème auquel vous êtes toutes confrontées à un moment ou à un autre. Certaines cultures adhérant à ce modèle de femme soumise à l'homme, il s'agit de s'y prendre avec beaucoup de tact et de délicatesse et je sais que ce n'est pas évident de ne pas aborder ce sujet frontalement. Je pense par exemple au genre de choses qui se faisaient dans le début des années 70. Vous vous souvenez que Marx avait immortalisé le slogan « *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !* ». Au début de ces années-là, le journal « *L'Anti normes* » (dont le titre était à lui seul tout un programme !) avait mis en exergue sur sa Une « *Prolétaires de tous les pays, caressez-vous !* » ! Il n'est bien sûr pas question d'en arriver là, cependant je pense qu'il y a quand même une façon d'amener le fait que la laïcité est quand même importante et doit être respectée quelles que soient les appartenances que l'on peut avoir par ailleurs. Je vous souhaite donc bien du plaisir sur ce sujet !

Danielle Gaudry (animatrice)

Merci pour le plaisir, Janine !

Voulez-vous que je vous relise les deux questions ou êtes-vous déjà dans le débat ? Je vois que le débat part très fort dans la salle ! Nous n'avons pas beaucoup de temps, donc passons à la première question de la salle. Ou au premier commentaire, ce ne sont pas forcément des questions...

Participante

Je voudrais formuler une première observation sur la deuxième question. Dans les réponses que vous avez apportées l'une et l'autre, d'abord Claire puis Janine qui a parlé de laïcité, je n'ai pas entendu le terme de féminisme. Or il me semble que la première chose qui caractérise politiquement notre mouvement, Le Planning Familial, est que c'est une association féministe.

Participante

Il est vrai que la question est justement de savoir à quel moment on place le mot « féminisme » dans nos interventions...

Participante

Je vais faire un rapprochement entre les deux questions. Je trouve drôle de poser les choses en termes de droit, alors qu'il me semble évident que Le Planning va faire des interventions avec ses propres grilles d'analyse et notamment la question du contrôle de la sexualité des femmes. Quand nous faisons de l'éducation populaire, c'est bien ce que nous essayons de faire : donner les moyens aux gens de décrypter ces normes sociales, religieuses...

C'est pour cette raison que je ne suis pas d'accord avec la question de la laïcité. Nous ne sommes pas qu'un mouvement laïc nous sommes bien plus que cela. Il n'y a pas que la question des religions ; il y a les normes sociales, politiques qui contribuent au contrôle de la sexualité des femmes. Je souhaite aussi revenir sur la question de savoir si nous faisons de l'information ou si nous faisons de la politique. L'information est politique ! Je trouve aussi rigolo que nous nous posions cette question. Bien sûr qu'à certains moments nous allons davantage être centrées sur l'information, et à d'autres davantage sur l'analyse des rapports de domination... Quoi qu'il en soit, dans tous les cas, nous faisons du politique. Comme je le rappelais dans le groupe où j'étais, l'information EST politique. Pendant des années, le clitoris a été ignoré. Maintenant, faire de l'information sur le clitoris EST politique ! Faire de l'information sur l'ensemble des méthodes de contraception et pas seulement l'injonction à la pilule EST politique ! De toute façon, si dans la manière même dont nous allons faire de l'information, nous ne partons pas avec l'idée que nous véhiculons aussi notre approche, notre grille d'analyse, je ne sais pas ce que nous faisons. Je pense que nous partons forcément imprégnées de notre manière de procéder et de notre grille d'analyse des rapports de genres et que, après, tout n'est question que de déclinaison : l'information sur la pilule, etc. Je ne suis pas d'accord pour dissocier les choses. Dans une animation d'une heure et demie ou de deux heures, il est clair que nous faisons au mieux mais que nous ne pouvons pas tout dire. En revanche, nous devons avoir bien conscience que nous sommes imprégnées de notre approche face au public en face de nous.

Participant

Quand on existe et qu'on parle, on parle forcément avec ce qu'on a en soi. Avec toutes les connaissances qu'on a. Et on essaie de faire passer des messages à partir de ce que l'on pense. Forcément, on ne peut pas être en dehors d'un parti pris, même avec tact et délicatesse. On ne peut pas être neutre. Les gens qui nous disent qu'il faut rester neutre ne le sont justement pas du tout. Ils veulent faire passer d'autres messages, qui ne sont pas du tout les nôtres.

Danielle Gaudry (animatrice)

Autrement dit tu penses que nous arrivons avec tous nos stéréotypes et que nous les faisons bien passer ?

Participant

Nous essayons quand même de dépasser nos stéréotypes.

Participant

Tu as quelque part raison, nous arrivons avec nos stéréotypes ... Il n'est pas question d'afficher une quelconque supériorité mais ce sont des méthodes que nous essayons de nous appliquer à nous-mêmes. Il n'y a pas que nous qui sommes politiques. Les conseillères conjugales et familiales – puisque c'est notre statut – font de la politique. Quand on a supprimé le clitoris des femmes pendant des milliers d'années, c'était politique. Bien qu'on dise souvent de nous que nous sommes « hard » avec nos changements de mentalité, etc. Je crois que nous devons non seulement ne pas avoir de complexes mais que nous devons expliquer en quoi nous assumons ce côté éminemment politique. Les outils mêmes avec lesquels nous arrivons me semblent subversifs. Il faut bien comprendre la portée du fait que nous nous positionnions comme mouvement d'éducation populaire, avec tout ce que cela comporte, y compris le fait que ces outils recréent du lien social. C'est une notion qui me semble un peu difficile et que je n'arrive pas à me formuler parfaitement à moi-même. Toujours est-il que je n'arrive pas à mener un entretien sans avoir un objectif clair dans ma tête : celui de recréer du lien social.

Peu importe si par moments, j'ai fait des approximations... Ce qui me semble important et politique est que je crois qu'un des premiers objectifs, en animation ou en entretien, est de recréer du lien social, surtout dans la période politique que nous traversons, où les liens sociaux ont été complètement délités. La pensée dominante tend à nous faire croire que nous nous en sortirons individuellement et non collectivement. En tant que conseillère conjugale et familiale dans l'entretien ou en tant qu'animatrice, j'ai l'impression, à ce moment-là, de parler de l'éducation populaire, y compris du positionnement. Je dirai que la première de mes ambitions consiste à recréer du lien social. Certes, j'ai aussi d'autres ambitions, plus féministes. Toujours est-il que la principale consiste à recréer du lien social poussant chacun à réfléchir à l'être humain, à se demander ce que c'est que d'être un citoyen ou une citoyenne. Et, au fur et à mesure que des informations nous arrivent, il s'agit en tant que citoyenne ou citoyen de confronter nos idées et d'échanger sur ce qu'est notre place dans cette société, si elle est satisfaisante ou pas... Et ce, aussi bien sur la sexualité que sur les autres problématiques que l'on peut nous demander d'aborder au cours de nos animations. Il faut absolument que nous intégrions la notion de lien social, qui influe sur notre positionnement de conseillères conjugales et familiales. Nous ne sommes pas des expertes ; nous ne sommes là que pour créer et nouer ce lien.

Participant

Bonjour. Je suis relativement nouvelle dans ce combat. Je rêve de pouvoir maîtriser comme la plupart d'entre vous, toute cette sociologie autour du Planning Familial. Cependant je pense qu'il y a peut-être dans la salle d'autres personnes qui, comme moi, ont une histoire totalement différente et ne connaissent pas trop l'histoire des femmes ici. Je suis en train de l'apprendre. J'ai rejoint Le Planning parce que je suis confrontée à des mamans ou à des femmes d'une autre culture, puisque je suis mauricienne. À l'île Maurice, par exemple, la loi définit le viol comme l'acte sexuel que l'on ne veut pas avoir en dehors du mariage. Or nous savons que 80 % des viols ont lieu à l'intérieur du couple. Aussi cette question, « comment construire du politique à partir de notre pratique ? », m'amène-t-elle à me

demander si nous ne devons pas penser d'abord à comment déconstruire avant de reconstruire autour de l'ancienne politique ? Il ne s'agit bien sûr pas de déconstruire complètement, d'autant que l'histoire du politique en France est très importante. On ne construit pas le politique ; il existe, à partir de notre pratique.

Participante

Ce n'est pas facile de parler après les choses graves qui viennent d'être dites. Tout à l'heure Claire se demandait quand il était possible d'introduire la notion de féminisme ? Si on se demande quand on peut placer ce terme, cela ne pourrait-il pas laisser croire qu'on en a honte, comme d'un gros mot ? Cela peut donner l'impression d'utiliser un gros mot quand on se demande à quel moment on va pouvoir le placer dans l'animation. Nous, nous nous disons que c'est un beau mot ; nous sommes très fières d'être féministes et d'expliquer aux jeunes ce qu'est le féminisme. Nous commençons par le placer !

Carine Favier

Je n'ai pas envie d'expliquer aux jeunes ce qu'est le féminisme. J'ai envie de construire les nouvelles années avec les jeunes, pour définir ce que va être le féminisme des années futures. Je pense que c'est ce que nous disait notre copine mauricienne. Si nous sommes obligées, pour être féministes, de connaître l'histoire du féminisme du début à la fin, comme cette histoire était bouclée pour toujours et non en devenir, je n'ai rien à faire ici. Je pense que ce qui est important est qu'aujourd'hui nous avons une histoire – sachant que nous ne sommes pas très efficaces pour la transmettre – mais la vraie question est de construire le futur, ensemble, avec des personnes qui n'ont pas cette histoire. Sinon, nous sommes larguées. Les gens qui portent cette histoire vont bientôt partir à la retraite et qu'allons-nous faire demain si nous ne construisons pas ensemble une nouvelle histoire, intégrant des différentes connaissances en histoire, et le sentiment de ce qu'il faut faire pour que la question des femmes avance. Il nous faut rester très vigilantes : nous ne sommes pas là pour porter quelque chose qui va rester immuablement identique mais pour le remettre en question, le reconstruire à partir de la pratique. Les filles que nous rencontrons aujourd'hui, les situations que nous rencontrons aujourd'hui dans les établissements scolaires ne sont plus celles d'il y a 20 ans. Que devons-nous faire ? Leur parler comme il y a 20 ans ? Ou essayer de voir comment se posent aujourd'hui pour ces jeunes la question de la sexualité ou la question des droits ? Attention de ne pas vouloir garder intactes, sous cloche, l'histoire et les valeurs et de chercher à les refiler telles quelles aux nouvelles générations. Il nous faut déconstruire aussi. Pour reconstruire, avec les éléments nouveaux qui apparaissent dans le panorama de la France et qui ont autre chose à dire que nous. Sachons les écouter parce qu'il est vrai que nous avons quand même un peu tendance, dès que quelque chose est dissonant par rapport à ce que nous pensons, à réagir de façon violente.

Participante

Le Mouvement Français pour Le Planning Familial est devenu Le Planning Familial. La disparation du mot « mouvement » m'inquiète quelque peu. Ne questionne-t-elle pas la place du politique dans notre pratique ? Ce changement d'appellation n'est-il pas le signe d'un glissement vers une pratique différente, plus technique ?

Janine MOSSUZ-LAVAU

Je voudrais dire quelques mots sur la question du féminisme. Doit-on prononcer le mot tout de suite ? Est-ce un gros mot ? Et autres questions. Ce que je constate chez les jeunes filles et jeunes femmes que j'ai pu interroger dans mes enquêtes, c'est que, malgré tous les efforts que nous pouvons faire et tout ce que nous pouvons raconter, le mot féminisme est encore empreint d'une certaine connotation négative et mal perçu par un certain nombre d'entre elles. Elles disent « je ne suis pas féministe mais... » et elles énoncent un chapelet de critères qui montrent qu'en fait elles le sont. Cependant le mot ne passe pas toujours bien parce qu'il reste dans l'esprit d'un certain nombre d'entre elles attaché à une forme de guerre contre les hommes...

Or, comme le disait Carine, ce n'est plus le féminisme d'il y a 20 ans : ces jeunes filles et femmes sont dans une relation qui n'est pas forcément conflictuelle. Elles ne voient pas les garçons comme des

adversaires mais plutôt comme des partenaires potentiels. De ce point de vue, les choses ont évolué et il faut en tenir compte pour, avant d'employer le mot tel quel, peut-être d'abord expliquer que le féminisme est avant tout l'égalité entre les hommes et les femmes. Il y a des choses très simples et très basiques à dire, sur lesquelles tout le monde est d'accord. À partir de là, si ces jeunes femmes et jeunes filles ont envie d'en savoir plus, nous pouvons leur en dire plus. Toujours est-il que certaines choses tout à fait élémentaires font que le mot peut changer de sens parce qu'on leur a expliqué de manière très simple ce qu'il signifie. Je me souviens d'une fille qui me disait qu'elle n'était pas féministe, le couteau en les dents ! C'était une jeune et cette image m'avait frappée car pour elle le féminisme c'était ça : « c'était le couteau entre les dents » ! On comprend qu'après nous puissions être connotées d'une certaine façon si nous employons ce mot alors que si nous l'expliquons les choses passent très bien.

Par ailleurs, je voulais revenir sur une expression qui a été prononcée plusieurs fois : l'injonction à la pilule. Elle a été employée de manière peut-être un peu négative, comme si une pression était exercée sur les filles pour qu'elles prennent la pilule et comme si ce n'était pas bien. J'ai eu une expérience inverse quand j'ai mené mon enquête sur la vie sexuelle en France.

Chez beaucoup de très jeunes que j'interviewais, j'ai été très étonnée de voir qu'il y avait une résistance ou tout au moins des obstacles à la pilule, qui faisaient qu'elles n'en voulaient pas. Il s'agissait d'éléments assez nouveaux par rapport à ce que nous avons pu vivre à d'autres moments.

Parmi ces éléments :

- les dégâts collatéraux de l'écologie c'est-à-dire « moi je mange bio donc je ne vais pas prendre des hormones qui vont me dérégler » ;
- le discours des fumeuses selon lesquelles on leur avait rabâché que pilule et cigarette ne faisaient pas bon ménage. Donc, puisqu'elles n'avaient pas l'intention d'arrêter de fumer, elles ne prendraient pas la pilule ;
- peut-être plus justifié, le discours de certaines filles disant préférer ne pas prendre la pilule parce que, sachant qu'elles ont peur du sida, cela leur permettait d'obliger leur copain à mettre un préservatif alors que si elles la prenaient il ne se sentirait pas obligé de le faire. Cela rejoint ce que nous disions tout à l'heure sur la négociation du préservatif, qui n'est pas évidente ;
- Et, dernier élément qui m'avait beaucoup surpris mais qui apparaît comme assez logique aujourd'hui est que la pilule, qui dans notre génération était vécue comme une libération, est aujourd'hui vécue par beaucoup de jeunes femmes comme une contrainte. Il faut y penser. Si je sors en boîte et que je ne suis pas sûre de rentrer dormir chez moi, est-ce que j'emporte ma plaquette dans mon sac ? Qu'est-ce que je fais si je l'ai oubliée ? C'est vécu comme un casse-tête chinois par beaucoup.

Tous ces facteurs concourent à ce que soit mal perçue cette « injonction à la pilule », que nous sommes pourtant obligées de faire encore et toujours, en continuant à nous battre contre ces obstacles. Parce que toutes ces nanas, à un moment ou à un autre, ont été obligées de passer par la case IVG.

Danielle Gaudry (animatrice)

Je rappelle que le Mouvement ne pense pas que l'IVG ou l'avortement soit quelque chose de négatif. Ils font partie d'une histoire et on peut en apprendre beaucoup. C'est aussi une manière de se construire.

Nous allons passer à la troisième question, que je vais poser à nos interviewées :

« Vers quel militantisme-action peut-on renvoyer les jeunes que nous rencontrons ? Quelle forme de politisation proposons-nous ? ».

Claire, peux-tu répondre à cette question ?

Claire RICCIARDI

Vers quel militantisme ? Que sommes-nous en capacité de proposer, au Planning Familial, quand des gens ont envie de faire quelque chose avec nous ? Cette question ne date pas d'hier et je ne vais certainement pas y répondre toute seule là maintenant ! Après le petit débat de tout à l'heure, je demanderai aussi sur quoi ces personnes veulent travailler et quels points de motivation communs nous trouvons avec eux et elles. Il est vrai que moi je trouve que parler d'histoire est très enrichissant quand on fait des groupes. Décliner les bagarres historiques est intéressant pour se demander quelles batailles nous menons maintenant. Toujours est-il que l'histoire se construit : chacune pourrait raconter une histoire du Planning différente parce que nous y sommes rentrés à des moments différents pour des raisons différentes.

À une époque, l'enjeu était le droit de choisir sa maternité, grand combat qui a fédéré beaucoup de monde. Le clitoris a été le cheval de bataille de l'AD 13 pendant un moment : il fallait que les filles connaissent le clitoris et toutes nos interventions parlaient de la vulve ! C'était un peu ce qui nous portait et c'est bien sûr une question politique. Ça l'est d'ailleurs toujours ; le fait que cela soit passé ne veut pas dire que cela ne reste pas présent. Cela signifie qu'à chaque fois de nouveaux éléments se rajoutent. Nous en avons toujours plus à faire.

C'est vrai que personnellement, je suis (en tant qu'exemple) assez d'accord avec la position exprimée sur l'histoire du lien social. Quand je dis « Parlons politique, parlons féminisme », c'est parce que nous avons été beaucoup dans l'individuel et il a fallu que l'individu prenne sa place, que chaque femme et chaque homme puisse se sentir libre. À cela, il faut maintenant rajouter le fait qu'effectivement nous devons nous interroger sur ce qu'il advient du lien social et nous demander autour de quoi s'agrègent dorénavant les enthousiasmes et les colères. Certes la question de la justice et de l'égalité homme/femme reste assez sensible pour les jeunes que nous recevons mais il est également vrai qu'à côté, d'autres questionnements surgissent.

Je vais encore citer une anecdote. Après « *Les bureaux de Dieu* », on m'avait demandé d'aller animer un groupe de femmes dans une ville un peu éloignée de Marseille. Un certain nombre d'entre elles était en insertion dans un foyer et il s'avère qu'elles étaient justement hyper motivées sur la question de l'égalité. C'était à 100 km de Marseille, et j'avais donc du mal à projeter la manière dont nous allions pouvoir organiser quelque chose dans cette ville, où je n'étais que ponctuellement. Elles m'ont alors proposé d'appeler *Ni putes ni soumises*, qui renvoyait moins l'image d'une association centrée sur la diffusion d'information et l'écoute que Le Planning Familial. Le même problème se pose dans les établissements scolaires.

Je trouve qu'il faudrait créer des relais dans les collèges et lycées quand nous organisons des discussions sur les violences, la vie dans les collèges, les comportements des élèves entre eux, à l'égard des enseignants. Quand nous faisons des animations, puisque nous ne pouvons aller partout, nous avons besoin de faire appel aux adultes de l'établissement. Je trouve personnellement que nous avons du mal à relayer dans certains endroits où s'opère.

Danielle Gaudry (animatrice)

Tu soulignes là tes difficultés face à quelqu'un qui souhaite militer pour Le Planning, à organiser ce militantisme ? Et de nous dire que les partenariats te semblent importants ?

Janine, qu'as-tu à nous dire sur ce militantisme et cette offre de militantisme ?

Janine MOSSUZ-LAVAU

Militantisme qui n'est pas dans la consommation...

Je voudrais d'abord dire une chose générale sur les jeunes. Ceux qui veulent s'engager veulent le faire sur des choses concrètes, c'est-à-dire pour des actions qui font vraiment bouger ou changer les éléments de société qui sont autour d'eux. Les objectifs du Planning sont, sur ce plan, assez clairs : ils voient qu'ils peuvent s'engager sur l'égalité homme/femme, sur tout ce qui est porté par Le Planning par rapport au droit à disposer de son corps. Ils s'engagent, et je pense que nous ne pouvons que les

encourager à le faire. Ils s'engagent dans des associations de défense du droit au logement, des droits de l'homme, dans ce genre de choses parce qu'à côté ils désertent totalement les partis. En France la dernière étude réalisée montre que 34 % de l'ensemble des français ne font confiance ni à la droite ni à la gauche pour assurer l'avenir du pays. Sur ce pourcentage, les jeunes sont encore plus nombreux. Ils se retrouvent donc dans des engagements ou des structures qui au moins leur semblent susceptibles de faire bouger les choses. Le Planning peut leur offrir un débouché dans la mesure où il leur garantit de changer les choses, par le biais de petites actions par ci par là ou de plus grandes actions, notamment au niveau du droit à disposer de son corps mais aussi dans les relations hommes/femmes. C'est ce qu'on appelle maintenant la participation non conventionnelle, qui caractérise les jeunes. La participation conventionnelle, comme par exemple la participation électorale, a chuté d'une façon totalement catastrophique mais tout ce qui est participation non conventionnelle et engagement dans des structures non directement qualifiées comme étant politiques représente leur avenir.

Danielle Gaudry (animatrice)

Merci Janine. Donc vous, la salle, que proposez-vous aux jeunes qui veulent s'engager au Planning ?

Participante

Je n'ai pas trop de réponses mais je voudrais néanmoins évoquer deux petites pistes.

Tout d'abord, peut-être existe-t-il une confusion entre proposer un militantisme au Planning et faire des adhésions ? Pour moi, la question des adhésions se pose en termes de développement du partenariat avec des organismes ou acteurs qui soutiennent notre action et notre discours sans forcément être obligés de participer concrètement à nos actions. Or, ces deux notions me semblent souvent être mélangées. Je pense qu'il s'agit de deux choses différentes. Il me semble que sur le terrain, dans les AD, nous sommes capables d'accueillir quelqu'un pour qu'il participe à nos activités. En général nous sommes très sympas ! En revanche, en ce qui concerne le partenariat, nous avons parfois du mal à assurer la pérennité et à trouver des partenaires qui vont nous soutenir et dans la durée et sur des choses concrètes.

Second aspect, une étude a montré qu'en matière de militantisme les jeunes préfèrent l'action humanitaire justement parce qu'elle bouge. Non seulement elle est concrète et visible mais elle apporte des réponses assez rapides à leurs propres préoccupations. Il est vrai que Le Planning se situe beaucoup sur des actions de type réunions/discussions, un peu statiques, et que les effets de notre action ne sont parfois pas visibles immédiatement. L'appropriation de ce que nous faisons se révèle en fait très lente et nous avons souvent des témoignages de personnes qui disent qu'il faut s'accrocher pour rester chez nous.

Participante

J'ai plutôt un questionnement, que nous avons abordé plusieurs fois dans notre AD et que, je pense, nous partageons tous. Je suis toujours étonnée que nous soyons capables d'accueillir des jeunes, soit dans les structures soit en allant au-devant d'eux dans les animations collectives, et de tenir un discours sur l'autonomie et la réappropriation de soi, alors que nous n'y arrivons pas sur le politique. Finalement, nous n'arrivons pas à faire venir les jeunes ou de nouveaux militants, pas forcément jeunes, ni à leur transmettre cette autonomie politique et cette envie de militer avec nous. Je pense que l'envie de militer existe ; toujours est-il que nous avons du mal à proposer des choses. Ce qui pour le coup m'effare est que nous voyions autant de jeunes et qu'aussi peu restent dans nos structures en tant que militants, bénévoles ou salariés. Je veux parler des très jeunes.

Je ne veux pas dire qu'il n'y a pas de jeunes chez nous, seulement il y a une frontière entre les jeunes que nous voyons et les jeunes qui militent. Je suis arrivée au Planning j'avais 18 ans, pour une pilule du lendemain, et j'y suis restée. Ce que j'ai trouvé au Planning m'a convenu et je pense que cela marche pour plein de jeunes mais pas tant que ça par rapport au nombre de jeunes que nous voyons. Certes, des jeunes militent au Planning ; seulement s'agit-il de jeunes qui sont passés par Le Planning en tant que « bénéficiaires » – (ou « usagers ») comme vous voudrez ?

Si nous arrivons très bien à communiquer sur l'autonomie du corps, qu'en est-il de leur autonomie à venir avec nous ? Leur laissons-nous, au sein du Planning, l'occasion de passer du stade de quelqu'un qui vient demander une information à celui de quelqu'un qui va peut-être un jour la diffuser ? C'est ce qui m'interpelle et c'est dans ce sens-là que je parle d'autonomie.

Participante

Je voudrais parler de mon expérience personnelle en tant que jeune militante du Planning. Je me considère comme jeune militante et par mon âge et par mon implication récente. Je dirai que c'est l'aspect formation qui m'a permis de m'impliquer durablement et de manière concrète au sein du mouvement. J'ai eu la possibilité de suivre la formation de CCF très peu de temps après mon adhésion et sans cela je ne pense pas que je serais restée. Selon moi, l'accès à la formation des bénévoles constitue un moteur de l'implication et de l'envie de s'engager au sein du mouvement. Cela a été le mien. Or il n'est pas facile pour les petites AD d'accéder aux formations en interne, d'autant qu'au sein du mouvement, elles sont de plus en plus proposées aux professionnels et aux partenaires. Il faudrait travailler sur ce point des formations.

Participante

Je suis contente d'être ici parce qu'une multitude d'idées émerge toujours ! Tout d'abord, l'approche sous l'angle de l'action humanitaire m'a beaucoup plu. Effectivement, les jeunes veulent avoir une action humanitaire. Un homme sur deux est une femme et, si on se réfère à toutes les enquêtes sociologiques, il y a encore péril en la demeure en ce qui concerne la place des femmes dans la société. L'humanitaire peut donc effectivement constituer une accroche.

Mon deuxième point porte sur l'importance des mots. Dans ma pratique, je constate que chacun met des choses derrière les mots : féminisme, politique... Il est vrai que ces deux mots sont remplis de représentations. Devons-nous vraiment nous y accrocher ? Le fond n'est-il pas plus important ? N'est-il pas plus important de donner aux filles qui disent « je ne suis pas féministe mais... » – alors qu'en fait tout ce qui les concerne, tout ce qui les révolte, tout ce qu'elles veulent montrer qu'elles le sont – l'occasion de travailler sur ces représentations ? C'est valable pour les garçons aussi. Ne devons-nous pas nous accrocher davantage sur le fond, quitte à mettre un peu à distance les mots ? Peut-être ne faut-il pas dire que telle ou telle chose est politique et laisser les jeunes s'exprimer sur la manière dont ils veulent changer les choses ?

Nous sommes largement identifiées comme féministes à l'extérieur du Planning, tout le monde sait que nous ne sommes pas neutres. Peut-être parfois nos mots rebutent-ils un peu ?

Je pense que nous ne devrions pas nous y accrocher. Dans ma pratique d'entretien, il m'arrive de m'apercevoir qu'une personne donne un certain sens à un mot et s'y accroche. Elle attache une importance à la définition qu'elle a attribuée au mot et elle estime qu'elle doit nous convenir aussi. Si nous ne faisons que de l'opposition, nous renforçons l'opposition et n'autorisons pas la réflexion et l'adhésion. Je pense que je vais avoir des idées à proposer sur des actions humanitaires !

Danielle Gaudry (animatrice)

Je suggérerai au mouvement d'organiser dans le futur un grand débat sur ce que sont les actions humanitaires par rapport à celles que nous menons. C'est quand même quelque chose de particulier. Sans m'accrocher aux mots, je crois que chacun a un sens ou plusieurs, dont il faut débattre.

Catarina - La Mutuelle des Étudiants (LMDE)

Je suis évidemment ravie qu'on nous ait invitées. Vous parlez des jeunes, nous représentons une grande partie de la jeunesse. J'ai participé aussi à la mobilisation du Planning lors de la coupe de ses budgets ; j'ai pu voir alors qu'énormément de jeunes s'étaient mobilisés à la fois en signant la pétition et en sortant dans la rue quand nous avons réclamé le rétablissement des crédits.

Quand on explique ce que sont le féminisme et l'égalité, tout ce que nous revendiquons au niveau de la liberté à disposer de son corps, l'autonomie, je pense qu'il est important de souligner que les jeunes ont

envie de se mobiliser et de gagner des droits. C'est l'impression que nous avons de notre côté et c'est ce que montrent les enquêtes. J'ai entendu parler de la formation. Je crois que c'est un élément essentiel pour l'explication et l'information que nous allons pouvoir véhiculer auprès des jeunes. Il s'agit aussi de créer ou de rétablir du dialogue entre les générations. Le devoir de transmission est important. Construire quelque chose de nouveau pour la suite mais aussi se servir du passé qui a conduit à la mobilisation et au(x) mouvement(s) féministe(s).

Le partenariat a également été évoqué. Notre partenariat avec Le Planning Familial, qui dure depuis quelque temps, nous semble un élément essentiel. Nous organisons des campagnes communes et avons notamment créé à l'attention des jeunes le guide « *Il n'y a pas que la pilule dans la vie* » où nous expliquons les différents moyens de contraception et faisons passer des messages, qui sont politiques, sur le féminisme, sur l'égalité, sur la liberté à disposer de son corps. Je pense qu'il ne faut jamais oublier de passer ces messages politiques car ils justifient toute notre action.

Nous tenons aussi des permanences communes dans les universités pour informer les étudiants sur les droits des femmes. S'ouvrir aux jeunes, c'est aussi aller vers eux. Les jeunes sont évidemment ouverts, et leur mobilisation repose en partie sur l'information que peut diffuser Le Planning Familial dans leur direction. Je pense que c'est de cette manière que nous leur ferons de la place et que nous permettrons au mouvement de continuer et de s'enrichir en jeunes. Leur engagement repose également sur des actions, des mobilisations. La mobilisation du 6 novembre (manifestation unitaire prévue sur le droit à l'IVG)

Participante

J'ai envie de poser une question qui rejoint non seulement le politique mais aussi la pression que nous subissons en permanence aujourd'hui en tant qu'association : la politique des appels d'offres, la recherche de crédits... Toutes ces contraintes ne donnent pas très envie de venir militer au Planning. Nous pourrions presque en oublier notre fond politique, qui, néanmoins, demeure très présent dans les demandes de subventions que nous rédigeons. Je pose de temps en temps la question aux copines de l'AD : si nous étions à nouveau, comme à une certaine époque, confrontées à la nécessité de faire des IVG clandestines, le ferions-nous, en nous mettant hors la loi ? Nous y autoriserions-nous ? Avons-nous encore cette « subversivité » ? C'est une question que nous devons nous poser dans cette société, et pas uniquement au niveau du droit des femmes. Il y a plein de choses sur lesquelles je pose souvent la question, y compris aux élus politiques : accepterions-nous d'être hors la loi ? Un élu d'une commune accepterait-il d'être hors la loi, de refuser les appels d'offres ? Selon moi, cette question rejoint le débat de tout à l'heure sur le fait de nous présenter féministes ou pas.

Je ne vois pas comment je passerais des trucs par en dessous, niant ce que je suis fondamentalement politiquement. Si je suis féministe, c'est que j'ai des raisons profondes de l'être. Quand je suis en entretien ou en animation, je ne cache pas qui je suis. Cela s'appellerait de la manipulation. Je ne créerais pas un espace d'échange sain, si je cachais qui je suis. Qui plus est, cela n'autoriserait pas mes interlocuteurs à être ce qu'ils sont. Je crois que le « débat démocratique » et constructif de liens sociaux repose sur la **présentation** claire de qui on est et de jusqu'où on pourrait aller. Nous ne sommes pas subversives pour être subversives ; nous avons de bonnes raisons de l'être. C'est le grand débat d'aujourd'hui autour de la nature des conseillères conjugales et familiales ; si notre formation n'est pas la même que les autres, il y a bien une raison.

C'est comme si nous avions peur d'assumer notre subversivité parce que, en face, des institutionnels nous disent que si nous voulons continuer à toucher les crédits, il va falloir rentrer dans le moule. Avons-nous envie de rentrer dans le moule ? Le moule, c'est les normes, voilà !

Dominique Audouze

Je suis Dominique, de la confédération, chargée des actions internationales. Je vais épouser un angle un peu inhabituel, en l'illustrant par deux exemples.

Nous faisons partie d'une fédération, la Fédération internationale pour la planification familiale. (IPPF) Cette fédération produit des normes, des recommandations ; elle questionne et a des attentes par

rapport à ses membres. Il y a deux normes ou recommandations par rapport auxquelles nous nous trouvons extrêmement en difficulté à chaque fois.

La première est qu'il faut que les jeunes soient représentés dans les instances nationales du Planning, car une part importante du public auquel nous nous adressons. Ils ne sont pas que des objets ; ils sont des sujets et doivent être partie prenante. Les membres nationaux de la fédération internationale, donc Le Planning Familial sont invités à envoyer si possible unE jeune de 18 à 24 ans représentant l'organisation. C'est peut-être une norme avec laquelle vous n'êtes pas d'accord, toujours est-il qu'elle interroge sur la place des jeunes dans notre Mouvement et que nous n'avons jamais trouvé unE jeune de 18 à 24 ans à envoyer ni là ni ailleurs.

Une autre norme que je citerai, qui ne se limite pas à l'IPPF mais est une norme internationale extrêmement répandue, consiste à voir comment nous intégrons les bénéficiaires ou les usagers dans nos actions. Il ne s'agit pas qu'ils viennent militer. Il y a trois questions-clés : comment les usagers/bénéficiaires sont-ils associés à la définition des orientations, à leur mise en œuvre et à leur évaluation ? Je suis toujours extrêmement gênée quand je reçois des questionnaires car je ne peux absolument pas dire si notre mouvement a mis en place – ou non – des procédures qui font que les usagers/bénéficiaires participent pleinement à la définition des actions qui s'adressent à eux. Ou même à leur évaluation. Je n'ai pas l'impression que nous demandons aux jeunes leur avis sur la manière dont nous gérons nos séances d'éducation à la sexualité, ni que nous réfléchissions avec eux sur la conception desdites séances, ni qu'ils soient appelés à participer à l'évaluation de ces actions.

Quant à l'implication en tant que militant en vue de réaliser des actions, nous la pensons uniquement en termes de « pourquoi ne viennent-ils pas ? », « ne leur faisons-nous pas de place ? ». Je m'interroge d'autant que nous avons un discours sur l'autonomie. Dans d'autres pays, des jeunes sont formés pour aller effectuer des séances d'éducation à la sexualité auprès de leurs pairs. Pourquoi les dynamiques des pairs, tendant à accompagner les jeunes à s'organiser eux-mêmes, qui semblent pourtant bonnes pour les Africains, ne le seraient-elles pas pour nous ?

Les jeunes n'ont pas forcément besoin de venir militer au Planning. Peut-être qu'ils pourraient créer des espaces au sein de leur collège ou de leur lycée. Les « clubs UNESCO » sont vieux comme le monde et je me demande pourquoi en France il n'existe pas une dynamique avec des « clubs égalité », où des jeunes que ces questions intéressent se mobiliseraient pour organiser des débats et travailler cette question de l'égalité dans les rapports hommes/femmes.

Danielle Gaudry (animatrice)

Il existe une autre norme, à l'IPPF, celle de la parité. Nous avons toujours beaucoup de mal à assurer la parité femmes/hommes au Planning !

La dernière question est :

« Où se trouvent les espaces pour amener nos constats de terrain vers la visibilité, vers un lieu d'action et de décision ? ».

Claire RICCIARDI

Si nous faisons quelque chose pour résoudre un cas particulier, pour apaiser une souffrance, et que nous nous limitons à cela, nous n'avons accompli que le quart du travail que nous sommes censées effectuer. C'est le cas par exemple si nous arrivons à résoudre une question de place pour une IVG mais que nous ne faisons pas remonter les difficultés rencontrées pour la résoudre. Pour donner de la visibilité, il est nécessaire de trouver des réseaux d'information, de mobiliser des réseaux de communication. Nous avons développé ces réseaux au niveau national et il est important d'arriver à les développer au niveau local. Quant aux lieux d'action et de décision, les premiers concernent les partenariats avec d'autres collectifs de défense des droits et de mobilisation. La présence dans les lieux où les décisions se prennent représente un travail extrêmement complexe. Je trouve qu'il n'est pas facile de créer des liens, de mettre les mains dans le cambouis notamment avec éluEs ou dans les Conseil général pour faire avancer des dossiers. Cela me semble pourtant faire partie intégrante de la question politique car il nous faut effectivement mobiliser afin d'instaurer le rapport de force et, après, avancer par petits pas... C'est le côté négatif de « la politique » : grappiller, défendre les acquis...

Danielle Gaudry (animatrice)

Claire a le droit de s'interroger par rapport à une action de lobbying, avec des relations avec les hommes et les femmes politiques, élus ou pas. Je comprends ses difficultés.

Janine MOSSUZ-LAVAU

S'agissant de la visibilité, il se trouve que nous sommes dans une société où être visible, être entendu, faire prendre en compte nos propositions dépend beaucoup du tapage médiatique. Or quelles sont les relations et les actions du Planning en direction des médias, que ce soit la presse écrite, les radios, la télévision ? Si nous voulons vraiment toucher les gens, il faut qu'ils entendent parler de nous par les moyens de communication qu'ils écoutent ou qu'ils regardent tous les jours.

Concernant les autres actions qui pourraient être engagées, sachant qu'il est question de toucher les jeunes et que, pour une grande part, l'information ne se transmet plus au sein des familles mais dans le cadre scolaire, il faudrait que le Planning soit beaucoup plus présent qu'il ne l'est actuellement dans les collèges et dans les lycées. Quelles sont les relations et les actions du Planning, vis-à-vis du ministère de l'Éducation nationale ou du ministère de la Santé notamment, qui permettraient d'amplifier la présence du Planning ? J'ai été pendant deux mandats membre de l'Observatoire de la parité. Nous avons pour mission de préparer la loi sur la parité et de suivre son application mais aussi de s'occuper de tout ce qui concernait l'égalité hommes/femmes dans la société. L'égalité hommes/femmes est directement le sens de l'action du Planning or je ne sais pas s'il y a un lien avec l'Observatoire de la parité afin qu'il mette en évidence dans son rapport tout ce qui devrait encore être fait et qui n'est pas assez soutenu. Je pense aussi à la HALDE, qui reçoit de plus en plus de plaintes pour discriminations hommes/femmes. Enfin, il y a toutes les instances régionales, avec lesquelles les liens sont plus fréquents et plus systématiques parce que beaucoup de financements se jouent à ce niveau-là.

Claire RICCIARDI

Je voudrais rajouter un complément à ce que j'ai dit auparavant et revenir sur la question du lobbying. Quand, en parlant du Conseil général, j'ai dit que c'était compliqué, c'était par rapport à l'aspect « pince-fesse » des relations. Cela étant dit, nous avons invité le Conseil général des Bouches-du-Rhône, qui nous soutient mais qui apporte aussi le tiers de notre financement. Ce lobbying donne des résultats.

Danielle Gaudry (animatrice)

Avant d'apporter un certain nombre de commentaires ou de réponses, nous allons poser la dernière question, qui s'inscrit dans la droite ligne de ce que nous venons d'évoquer :

« Quels moyens le Planning se donne-t-il et quelle est la prise en compte dans la vie publique des inégalités de genre ? ».

Claire RICCIARDI

Le Planning Familial se mobilise fortement sur les inégalités de genre, et de plus en plus. Comment procède le Planning ? Son action se voit-elle ? Quel type d'organisation(s) pouvons-nous adopter nous-mêmes ou proposer aux autres ? Il est vrai que la mixité et la non-mixité soulèvent beaucoup de questionnements, souvent utilisés comme une mise en évidence de tensions. Aussi devons-nous, avec les gens que nous plaçons en situation de non-mixité quand nous proposons ce type de fonctionnement, nous interroger sur ces inégalités de genre. Pourquoi nous mettons-nous parfois en mixité et parfois pas ? Est-ce parce que nous ne devons pas dire les mêmes choses ? Toujours est-il que c'est un type d'organisation qui peut questionner les inégalités de genre.

Que faisons-nous par ailleurs pour questionner les inégalités de genre ? Il est vrai que nous réalisons beaucoup de formation de professionnels. Je crois que c'est nécessaire car le discours tendant à déprécier l'utilité du débat sur l'égalité se banalise de plus en plus. Il est important de pouvoir le travailler finement, en établissant ce qui se passe vraiment et ce que Le Planning véhicule. L'éducation nationale véhicule beaucoup de messages vers les filles et les garçons. Des études viennent d'ailleurs corroborer le fait que les filles atteignent un bon niveau d'études mais ne le concrétisent pas forcément au-delà, dans la vie professionnelle. Arriver à travailler avec des professeurs afin de savoir comment ils

perçoivent ce qu'ils font devrait représenter un de nos chantiers majeurs. Nous devrions constituer des groupes de travail avec les éducateurs afin de détecter dans leurs attitudes à quels moments ils contribuent à perpétuer les inégalités.

Nous devrions également nous interroger sur nous-mêmes, bien sûr.

Janine MOSSUZ-LAVAU

J'essaierai tout d'abord de replacer ce qui vient d'être dit sur les inégalités de genre dans notre société d'aujourd'hui. Je pense que tout le discours que peut développer Le Planning doit tenir compte de quelque chose d'important : les inégalités de genre sont aujourd'hui beaucoup moins criantes qu'elles ne l'étaient il y a trente ou quarante ans. D'énormes progrès ont été réalisés. Cela étant dit, il y a encore beaucoup d'inégalités aujourd'hui et nous ne sommes pas allées jusqu'au bout, et cela n'avance pas assez vite. C'est pourquoi nous nous indignons aujourd'hui. Si nous voulons toucher un public large, je pense qu'il faut ne pas tenir un discours victimaire, misérabiliste, consistant à dire que toutes les femmes sont des victimes. Ce n'est pas vrai ; toutes les femmes ne sont pas des victimes même s'il existe un cœur de volcan en ébullition absolue : la question des violences. Nous sommes tout de même dans un pays où entre 25 et 49 ans 84 % des femmes travaillent ou cherchent du travail, où elles sont de plus en plus autonomes. Or qui dit autonomie dans la vie socioculturelle dit aussi, dans beaucoup de cas, autonomie dans les rapports de couple, dans la vie intime et donc dans la sexualité. Nous ne sommes plus à l'époque de Zaza GABOR – actrice américaine platinée que les moins de 50 ans peuvent ne pas connaître, qui disait qu'elle n'avait jamais détesté un homme au point de lui rendre ses diamants ! Nous ne sommes plus dans ce schéma-là ; nous sommes passées à un schéma d'autonomie et je pense qu'il faut en tenir compte dans le discours sur les inégalités de genre. La route est encore longue mais nous venons de loin, il faut s'en souvenir !

Danielle Gaudry (animatrice)

La parole est à vous, militants et militantes du Planning, sur ces deux questions.

Participante

Je voudrais intervenir sur l'avant dernière question et la manière dont nous pouvons donner de la visibilité aux constats que nous faisons sur le terrain. Cette question n'est pas seulement technique mais se pose de manière d'autant plus aiguë aujourd'hui que des tentatives ont lieu pour essayer de nous écarter. En effet, nous savons parfaitement que, dans les régions, notamment sur l'ARS et sur les conférences territoriales de santé qu'elle est en train de mettre en place, seules cinq associations seront invitées. Si nous ne nous battons pas pour représenter ce que nous sommes, nous ne figurerons pas au bataillon. Or c'est tout de même là que se décideront les futures politiques de santé publique. Non seulement il faut se poser la question de la manière dont nous pouvons continuer à faire ce que nous faisons plus ou moins bien suivant les régions, avec les repères que nous avons, mais il faut que nous prenions conscience que les repères changent et nous avons intérêt à véritablement exister. Ceci est valable pour nous mais on constate le même phénomène pour d'autres associations qui, comme la nôtre, s'engagent dans le politique, par exemple SOS Femmes qui se voit écartée de la représentation sur la violence dans certaines régions.

Bien que nous nous soyons vraiment appliquées sur la constitution de notre dossier et que nous soyons intervenues auprès de certaines personnes, le Planning n'a pas été retenu pour les conférences territoriales de la santé au niveau régional. Nous espérons encore qu'il le sera au niveau départemental. Le fait est qu'il existe aujourd'hui des consignes de l'État pour écarter un certain nombre d'associations, dont nous. Le Planning a beau être fort à certains endroits, et tant mieux. Nous n'avons pas de problèmes avec nos élus parce qu'ils sont de gauche ; toutefois dès qu'on travaille avec des représentants de l'État, c'est une autre paire de manches. Nous rencontrons même des problèmes avec anciennement la délégation des Droits des femmes ! Des associations comme l'INAVEM, qui fait essentiellement de la conciliation, sont mises en avant contre la violence alors que SOS Femmes est renvoyée dans ses pénates. Avec moins de subventions, qui plus est. Il s'agit donc non seulement d'une question matérielle mais d'une question d'urgence et d'actualité.

Danielle Gaudry (animatrice)

Nous avons bien sûr conscience que nous pouvons être complètement utilisées par les instances politiques. L'image du Planning peut ainsi pour diverses institutions s'avérer valorisante à certains moments, où elles nous utilisent, et pas à d'autres. Comment être nous-mêmes et ne pas être instrumentalisées ?

Carine Favier

Je voudrais juste répondre aux questions de Janine sur un certain nombre de dossiers dont le bureau, la présidente et la secrétaire générale sont en charge. Parmi ces dossiers, la question des relations avec la presse. Si un gros travail a été effectué ces dernières années, il reste encore beaucoup de choses à développer. Se pose en particulier la question de notre visibilité par notre site web, domaine dans lequel nous sommes encore quelque peu en retard, quand on sait que 50% des jeunes vont chercher les informations sur le web... Mais nous travaillons beaucoup à son amélioration.

Il est intéressant d'analyser le lien entre la place que nous occupons par rapport aux médias et le degré auquel nous sommes capables d'exprimer ce que nous réalisons. Quand les membres du bureau ou du conseil d'administration qui participent à des rencontres vont voir les politiques et les institutions, ceux-ci mesurent ce qu'il y a derrière notre discours. Or s'ils n'ont pas de données sur ce que vous faites ni sur ce que vous désirez que nous défendions, ils sont affaiblis. Et les politiques le sentent. Si nous arrivons en déroulant tout ce qui ne va pas, en étant capables de leur opposer des éléments réels, nous serions en meilleure position. Nous ne serions pas susceptibles d'être instrumentalisées ni manipulées, nous pourrions défendre dans le rapport à la politique ce que nous avons à défendre.

J'ai pu le vérifier : les politiques sentent vite les failles. Ils sentent vite aussi si nous sommes mobilisées, si nous sommes capables de réagir rapidement, de leur fournir des éléments à partir de notre expérience sur le terrain, éléments qui vont avoir un certain poids.

Nous devons continuer à développer cette stratégie ; c'est ce qui se fait sur les établissements d'information (EICCF/titre 1) – que Françoise Laurant continue. Les associations départementales doivent absolument nous solliciter et nous informer sur leurs besoins, voire nous donner des coups d'épéon quand c'est nécessaire.

Mon point suivant concerne l'éducation nationale, avec laquelle nous sommes engagés dans un projet de conventionnement.

Nous restons extrêmement vigilantes sur ce que nous allons signer. Nous sommes d'accord pour signer un cadre facilitant l'intervention aux niveaux régional et départemental, la mobilisation, la participation à un travail commun... Cependant nous ne voulons pas non plus être les garants et la caution de la politique de l'éducation nationale sur cette question. Aussi lisons-nous et relisons-nous les conventions avant de les signer, afin d'éviter malentendu et ne pas se retrouver enfermées. Si nous ne sommes pas d'accord avec certains éléments, nous refusons de signer et rediscutons... Si nous arrivons à instaurer un réel rapport de force, avec une réelle mobilisation dans les départements et dans les régions, le ministère pourra bouger un peu les lignes. *A contrario*, s'il sent que c'est nous qui sommes demandeurs, il ne les bougera pas.

Etre dans la représentation, il est vrai, n'est pas toujours très sympathique. Mais nous devons aller porter collectivement notre pratique afin qu'elle se transforme en revendication politique.

Dernier point : l'Observatoire de la parité, où Le Planning est présent depuis plusieurs années. D'abord représenté par Françoise Laurant, notre ancienne présidente, il l'est aujourd'hui par Geneviève Couraud, élue du Planning qui continue l'action. Elle est en relation avec le bureau pour pouvoir porter les revendications du Planning au sein de l'Observatoire.

Danielle Gaudry (animatrice)

Nous avons encore deux ou trois interventions inscrites. Ensuite nous clôturerons le débat. Nous allons bien sûr nous écouter jusqu'à la fin... L'université d'été n'est pas terminée !

Participante

Je voudrais rajouter trois choses qui font selon moi partie des priorités du Planning.

La première concerne le développement des partenariats.

À mon sens, si les associations départementales ne se réunissent pas et ne travaillent pas ensemble, il leur sera très difficile, seules, d'avoir de la visibilité. Ensemble, nous sommes plus fortes. C'est quelque chose auquel je crois. Or nous sommes souvent tentées de travailler en faisant cavalier seul...

Deuxième point, la formation des militants. L'objectif est de pouvoir peser sur les politiques de pouvoirs publics ; certains savent le faire, d'autres moins. Il serait intéressant que l'on puisse mutualiser cette possibilité, ce qui relève de la responsabilité du mouvement en interne.

Mon troisième point porte sur l'approche collective des questions de sexualité, de santé sexuelle et reproductive. Nous disposons d'un outil magnifique qui est l'entretien collectif. Mais dans certaines AD, ces démarches sont remises en question. À mon avis, à tort. En effet, il nous permet d'aller vers une dynamique des pairs. Nous parlons de visibilité, de peser sur les politiques publiques... Si je suis seule à dire quelque chose, que je rencontre 40 personnes à qui jusqu'en parle, puis qu'elles en discutent à leur tour et ainsi de suite... Il se produit une dynamique. L'approche collective entraîne vraiment une démultiplication des messages et s'appuyer sur la dynamique des pairs constitue selon moi un mode de pression hors pair. À mon sens, elle est très précieuse dans le mouvement.

Participante

Je vais essayer d'être synthétique bien que le point que je souhaite soulever mériterait un grand débat.

Toutes les réflexions qui ont eu lieu avant étaient certes fort intéressantes. Cependant, quand j'entends ce que vous dites sur l'éducation nationale, sur la HALDE, je crois que nous avons du mal à nous rendre compte que nous sommes à la fois dans un contexte de désengagement financier de l'État, comme nous n'en avons jamais connu, et à la fois de changement idéologique de société... Or, dans ce processus en cours, le Planning ne représente qu'un élément minuscule.

J'aimerais que nous ayons un débat sur un contexte qui me semble primordial.

En effet, si Le Planning a des interlocuteurs à l'heure actuelle, il s'agit en priorité de représentants de l'État. Or ce gouvernement prône une politique nataliste et se targue partout qu'en France le taux de natalité autour de 2 enfants par femme est supérieur à celui du reste de l'Europe.

Mais grâce à qui ? Grâce à quoi ? Et comment, nous, Le Planning, nous nous inscrivons dans cette politique nataliste ? Il faut que nous interroguions l'État sur ce qu'il souhaite faire dans ce grand changement de société car nous avons vraiment un rôle à jouer. Nous devons également nous interroger sur le fait que nous soyons manipulées ou pas. Nous courons le risque de nous entendre dire un jour que la pilule, basta, que Le Planning peut « dégager » et qu'il faut que la France fasse des enfants autant que le gouvernement en voudra...

Comme ma collègue le disait, il faut faire attention sur les questions de parité et rester méfiant sur ce que l'État raconte. Entre autres sur l'ouverture des maisons closes...

Participante

Je voudrais ré intervenir sur un point qui me semble important, auquel j'estime qu'il n'y a pas eu de réponse : notre nouvelle appellation, dont le mot « mouvement » a disparu, ce qui selon moi a complètement gommé l'aspect de notre militantisme.

Participante

Ce n'est peut-être pas un hasard...

Participante

Ce n'est peut-être effectivement pas un hasard, mettant davantage en exergue l'aspect service. C'est une direction qui m'inquiète et qui inquiète notre AD. Je trouve qu'il est important d'en débattre et que cela

ne l'a pas été assez. La question a été soulevée tout à l'heure, par rapport à notre visibilité ; je pense que nous sommes en plein dans le sujet.

Participante

Je voudrais juste plaider pour qu'ensemble, nous ayons une démarche de dialogue avec les politiques. Pourquoi ? Nous sommes dans une situation politique qui est verrouillée, avec des résistances masculines très fortes dans le partage du pouvoir. Le projet de loi sur les collectivités territoriales à l'horizon 2014 va considérablement diminuer le nombre de femmes qui seront élues dans les collectivités territoriales. De plus, la présence des femmes dans les hémicycles ne constitue pas toujours une garantie de soutien à nos idées, d'égalité entre les femmes et les hommes. Ce que je voudrais plaider ici est bien entendu de défendre la parité, mais aussi de faire -ce que nous faisons au sein du mouvement- c'est à dire de l'éducation populaire à l'égard de nos interlocuteurs politiques !

En effet, il faut considérer qu'ils sont en mesure d'entendre la parole que nous portons ici au Planning. Je ne suis pas d'accord quand j'entends dire qu'ils sont incapables de l'entendre, même s'il m'arrive de le penser. Je crois qu'il faut parler avec les politiques comme nous parlons avec nos autres interlocuteurs. Nous sommes porteurs d'idées qui sont des idées fortes et ces idées-là, indépendamment de ce que nous représentons comme force éventuelle, je pense qu'ils sont en mesure de les comprendre. Nous devons nous armer de courage, d'outils et de responsabilité pour aller convaincre les politiques. Je sais que tout le monde ne partage pas mon point de vue ici, toutefois, sincèrement c'est celui qui est le mien aujourd'hui au regard de ce que je vois mettre en place autour de moi et autour de nous tous.

Danielle Gaudry (animatrice)

Juste un petit mot de clarification de Marie-Pierre. Ensuite nous concluons avant le repas.

Marie-Pierre Martinet

La question de la visibilité a été évoquée à deux reprises. Pour mémoire, sachez que c'est le mouvement qui a décidé, il y a deux ans de passer du nom « Mouvement Français pour Le Planning Familial » à celui de « Le Planning Familial ». Il y a eu un vote en CA sur le changement de nom.

Concernant la question de la visibilité, le nom n'est pas seule gage de visibilité. C'est plutôt ce que l'on défend au Planning Familial et la manière dont on le porte qui prime. Certes, avoir cette cohérence graphique constitue un outil sur lequel nous pouvons nous appuyer et contribue aussi à construire cette visibilité. Cependant, sans aller jusqu'à dire que la question de la visibilité (logo, nom...) ne sont que qu'un détail, ce qui importe est d'abord ce que nous défendons. Quand on dit « Le Planning Familial », ça parle à tout le monde.

Je crois que notre identité va largement au-delà d'un seul mot ; elle s'étend à la manière dont nous travaillons. La question du mouvement est intrinsèque au Planning Familial tel qu'il s'appelle aujourd'hui.

Danielle Gaudry (animatrice)

La table-ronde se termine. Nous reprendrons à 14 heures pour les ateliers.

Table-ronde 3 : Comment aller vers une éducation sexualisée ?

Véronique Séhier (animatrice)

Nous allons commencer notre troisième table-ronde, qui a pour titre « *Comment aller vers une éducation sexualisée ?* ».

Je vais d'abord vous présenter les intervenants qui sont ici à la tribune.

Tout d'abord, Béatrice GAUTHIER du SNICS-FSU (le syndicat national des infirmiers et conseillers de santé- Fédération Syndicale Unitaire) est infirmière au lycée de Montfort-sur-Meu en Ille-et-Vilaine.

Ensuite, M. FALLER du SNPDEN (Syndicat National des Proviseurs Des Établissements d'éducation Nationale) qui est proviseur au lycée Pape Clément à Pessac.

À ma droite, Ingrid DARROMAN représente le SNES/FSU. (Syndicat National de l'Enseignement Secondaire) Elle est conseillère principale d'éducation (CPE) au lycée professionnel Lautréamont de Tarbes.

À ma gauche, Gwenaëlle POMARÈS, responsable du pôle prévention et citoyenneté au service des actions éducatives du Conseil général des Bouches-du-Rhône.

Cette table-ronde, nous l'avons intitulée « *Comment aller vers une éducation sexualisée ?* ». Pourquoi ?

Aujourd'hui, notre objectif consiste à pouvoir passer d'une éducation à la sexualité à une éducation sexualisée. Il est vrai que la circulaire 2003, sur laquelle nous nous appuyons, dit très clairement : « *L'évolution des mentalités et des comportements, du contexte social, juridique et médiatique dans le domaine de la sexualité ainsi que des connaissances scientifiques liées à la maîtrise de la reproduction humaine, a conduit les pouvoirs publics à développer l'éducation à la sexualité en milieu scolaire comme une composante essentielle de la construction de la personne et de l'éducation du citoyen.* ».

C'est bien le point sur lequel nous nous situons et dont nous allons débattre aujourd'hui.

Nous n'ignorons pas que dans les établissements scolaires, si la mixité entre les filles et les garçons existe de fait, elle reste très peu interrogée en tant que telle. Les salles de classe sont souvent le théâtre de la reproduction de rôles sociaux stéréotypés masculins et féminins. Autour de l'éducation, gravite une multiplicité d'acteurs : le personnel de l'Éducation Nationale mais aussi le personnel de santé, les parents, les associations qui interviennent, Le Planning Familial,

C'est à partir de tout cela que nous allons aujourd'hui tenter de dégager des pistes de travail de coopération. L'objectif est vraiment de faire avancer ces sujets et de mieux travailler ensemble pour la suite.

Avant de démarrer, je voudrais excuser un de nos partenaires qui n'a pas pu assister à cette table-ronde, Jean-Marc Roirand, secrétaire général de la Ligue de l'Enseignement. Dans le dossier participants-tes que vous avez trouvée en arrivant, figure le manifeste de la Ligue de l'Enseignement – dont vous savez que Le Planning Familial est membre – qui contient un texte intitulé « *Faire société* ». Nous avons invité Jean-Marc Roirand pour qu'il puisse venir nous en parler. Nous verrons comment retravailler cette question avec la Ligue de l'Enseignement.

Je vais d'abord laisser la parole à Ingrid Darroman sur la question : « *Comment aller aujourd'hui vers une éducation sexualisée ?* ».

Ingrid DARROMAN, SNES/FSU (syndicat National de l'Enseignement Secondaire), CPE

Bonjour,

Je voudrais tout d'abord remercier Le Planning Familial d'avoir invités le SNES-FSU sur ce sujet à son université d'été. Il est évidemment nécessaire que nous travaillions toutes et tous ensemble sur ces questions. Le mot d'ordre du contexte de mobilisation que nous vivons actuellement avec la question de la retraite – et en particulier de la retraite des femmes, qui nous touche spécialement – est justement

« *Toutes et tous ensemble !* ». Il est important que nous nous retrouvions dans la rue lors des mobilisations mais également que nous nous retrouvions dans nos pratiques professionnelles.

Juste un petit mot au nom du SNES, que je représente aujourd'hui. Nous espérons que cette intervention ne sera qu'un début de travail commun sur cette question d'éducation à la sexualité.

Je vais faire une petite entrée en matière sur l'état des lieux de l'éducation à la sexualité dans l'éducation nationale. Je suis allée sur le site Internet de mon ministère et de mon académie, comme si j'étais un personnel lambda de l'Education Nationale, ayant envie de faire de l'éducation à la sexualité dans son établissement scolaire et que je voulais trouver de l'information sur le sujet. Dans un premier temps, sur le site de l'académie de Toulouse, je tape « éducation à la sexualité ». Je n'obtiens pas beaucoup de résultats... En continuant à chercher, dans « action éducative » et les différents onglets, je ne trouve toujours pas. Finalement, dans « ressources professionnelles » je trouve des éléments mais uniquement au niveau des personnels de santé.

Ensuite j'ai essayé de chercher d'autres mots-clés : égalité filles/garçons, égalité des chances, etc. Et là, je trouve l'égalité des chances filles/garçons parmi les actions éducatives, entre le développement durable et les risques majeurs ! Mais tout de même avant la sécurité routière, je tiens à le signaler ! Pas satisfaite, je vais sur le site du ministère où existe une partie dédiée aux ressources professionnelles, www.educsol. Je cherche... Je clique sur « Vie scolaire - action éducative », victoire, c'est le bon ! Je vais sur l'item 1 : apprentissage de la responsabilité. Je fais défiler. Ouf ! L'égalité filles-garçons figure parmi les valeurs républicaines ! Je descends... Je retrouve toujours le développement durable, je trouve la sécurité, et puis, en bas, la santé où, juste en dessous de « conduites addictives », je découvre enfin « éducation à la sexualité » ! Cela pose le contexte dans lequel nous, personnels de l'éducation nationale, travaillons. Et cela montre bien comment l'éducation nationale voit l'éducation à la sexualité et nous transmet la nécessité impérieuse de travailler sur l'éducation à la sexualité ! Cette anecdote n'est peut-être pas, au final, tant une anecdote que ça.

Venons-en à la définition de l'éducation à la sexualité, telle qu'elle est donnée par notre ministère et telle que nous avons des injonctions de la traiter dans les établissements scolaires. Selon le site www.eduscol, il s'agit d'une *composante de la construction de la personne et de l'éducation du citoyen*. Elle est également un *apprentissage de l'altérité, des règles sociales, des lois, des valeurs communes, ancrées à la fois dans les enseignements et dans la vie quotidienne des établissements scolaires*. Elle vise à *permettre aux jeunes d'adopter des attitudes de responsabilité individuelle, familiale et sociale*. Suivent la loi de 2001 sur l'IVG et la contraception, la circulaire de 2003 et les objectifs : limiter les grossesses précoces, les violences, les **préjugés** sexistes, homophobes et favoriser l'égalité femmes-hommes. Je ne vous cache pas que je cherche toujours les notions de bien-être, d'épanouissement personnel et de plaisir... À moins que mon ordinateur fonctionne mal, cette page sur l'éducation à la sexualité ne dit RIEN des objectifs d'épanouissement personnel, du plaisir, des objectifs d'égalité filles-garçons, véritables objectifs de l'éducation à la sexualité. Excusez-moi mais je ne me suis pas encore appropriée le terme d'éducation sexualisée... Voilà comment l'institution de l'Éducation nationale place l'éducation à la sexualité dans ses priorités pour les établissements scolaires.

Ensuite, le site met tout de même des ressources à la disposition de tous les personnels, y compris ceux qui n'ont pas forcément suivi de formation mais qui s'intéressent à ces questions. Il existe deux guides. Le premier, paru après la circulaire de 2003, parle de l'éducation à la sexualité dans les collèges et les lycées. Le second, est un guide du formateur. Ce guide d'intervention et de l'intervenant propose des séquences à mettre en place, selon les niveaux et le contexte de l'établissement dans lequel on évolue et suivant les besoins de nos élèves.

Toujours est-il que nous n'avons absolument pas d'enquête ou même de recueil des données sur ce qui se fait dans les établissements scolaires en France ni sur ce qui est réellement mis en place. Nous ne disposons d'aucun outil de mutualisation du travail effectué dans les établissements scolaires sur ces questions-là. Notre institution ne nous donne ces moyens-là à aucun moment. Tel est l'état des lieux que nous dressons de l'éducation à la sexualité aujourd'hui. Il existe des freins importants sur cette question.

Je vais énumérer les freins avant de formuler les propositions que nous avons sur ce que nous

pourrions faire ensemble à l'avenir pour que l'éducation à la sexualité devienne vraiment une éducation sexualisée. Il faut que nous arrivions à vraiment traiter la question des stéréotypes de genre afin que l'éducation à la sexualité fasse véritablement partie de l'éducation à la citoyenneté.

Freins à l'éducation à la sexualité

- Les formations ne sont absolument pas uniformes au niveau national.

Elles existent mais ne sont pas du tout conçues de la même façon. Suivant les intervenants qui sont face aux personnels qui ont émis la demande d'une formation sur l'éducation à la sexualité, les personnels de Lille, de Toulouse ou de Lyon ne reçoivent pas la même formation et par conséquent ne travaillent pas de manière identique; bien que leur objectif soit le même.

Il n'est pas question d'uniformiser nos pratiques mais d'avoir des fils directeurs dans ce qu'on peut faire avec nos élèves une fois qu'on est formé... quand on a eu la chance de l'être.

Je prendrai comme exemple l'académie de Toulouse. Nous avons trois sessions d'éducation à la sexualité : niveaux 1, 2 et 3.

La capacité d'accueil du niveau 1 ne dépasse pas 20 personnes alors qu'il existe 45, 50 voire 60 demandes par an. Ainsi, les 60 membres du personnel qui ont la volonté de réaliser quelque chose dans leurs établissements scolaires ne peuvent pas, parce qu'à un moment donné la formation ne leur est pas ouverte. Ils n'ont pas la possibilité de la faire.

Quant au niveau 3 de la formation, cela fait deux ans qu'elle n'a pas eu lieu par manque de moyens. Or son objectif consiste à approfondir des notions éminemment importantes sur la question du genre, sur la transsexualité, l'homosexualité. Ce niveau a tout de même été ré instauré, face à la forte demande des personnels de réactualisation de la formation. Mais cela a été instauré de nouveau, uniquement face à la pression des personnels des établissements scolaires ; et non d'une volonté institutionnelle.

- Les moyens financiers

Faire venir des intervenantes ou des intervenants du Planning familial coûte de l'argent aux établissements scolaires. Par exemple, sur un établissement de 25 classes regroupant 700 élèves, faire une seule séance par an et par niveau (au lieu de trois) conduit à un total de 50 séances. À 35 € la séance, cela présente un investissement de 1 750 €. C'est simple : le comité d'éducation à la santé et à la citoyenneté ne dispose pas d'assez d'argent.

- La mise en réseau

Outre ces freins institutionnels, la mise en réseau pose également problème. En effet, l'institution qui propose une formation aux personnels enseignants d'éducation et d'orientation les relâche ensuite dans la nature, ne leur redemandant à aucun moment, trois ou quatre ans après la formation, de revenir pour mutualiser le travail qu'ils ont accompli, pour faire de l'analyse de pratique. Or nous savons toutes et tous que l'éducation à la sexualité reste tout de même un sujet sur lequel nous avons besoin de revenir, de retravailler, de discuter, d'approfondir les choses. Il n'y a aucune mise en réseau.

Dans mon académie par exemple, 30 personnes formées dans mon département réclament cette mise en réseau afin de pouvoir aller organiser des formations et des séances avec les élèves dans d'autres établissements scolaires. Il leur a été répondu que les moyens d'envoyer quelqu'un d'un lycée pro dans un collège pour faire de l'éducation à la sexualité n'existent pas. L'institution nous dit d'y aller si nous voulons, de nous débrouiller pour nous rencontrer, pour mutualiser...

Je vous parle aussi bien des interventions que des outils dont nous pouvons nous servir : il n'y a aucune mutualisation de nos outils. Un jeu qui s'appelle « *Mais qu'est-ce qu'elles veulent encore !* » coûte environ 60 €. Trois ou quatre établissements voisins pourraient s'associer pour l'acheter. Concrètement, les centres de documentation pourraient être des lieux dans lesquels ces outils qu'on ne connaît pas seraient disponibles, permettant de les découvrir. Ce système n'est toujours pas à notre disposition.

- La volonté individuelle

Il faut quand même dire que, dans les établissements scolaires, tout repose sur ce facteur. Ce sont les individus qui mettent en place les actions éducatives or, quand ils sont mutés, les choses ne sont pas forcément pérennes.

Par ailleurs, il ne faut pas se voiler la face : la question de la sexualité est taboue dans la société mais elle l'est aussi dans le milieu de l'éducation nationale. C'est évident... Certes, à un moment donné il y a nécessité de faire de l'éducation à la vie sexuelle et affective avec nos élèves ; mais il y a surtout besoin de former les personnels à la nécessité de travailler sur cette question-là.

Les enseignants, les conseillers d'orientation, les CPE, les assistants d'éducation ne sont pas forcément des personnels ouverts à ces questions.

Leviers pour l'éducation à la sexualité

- Les mobilisations actuelles

Je reviens sur les mobilisations, déjà évoquées, qui depuis quelque temps se font sur les droits des femmes. Il prévaut actuellement sur ce sujet un contexte de lutte et de mobilisation dont nous devrions à un moment donné, milieu militant que nous sommes, être en capacité de nous servir pour rebondir dans nos établissements scolaires.

- Les réseaux

Nous pouvons par exemple nous appuyer sur le réseau du Planning. À condition de le connaître ! Ce n'est pas parce qu'on passe un concours dans l'éducation nationale ni parce qu'on va être enseignant, qu'on connaît obligatoirement tous les acteurs de l'éducation populaire. En revanche, nous devons pouvoir nous appuyer sur ce milieu. Il y a également toutes les autres associations qui peuvent travailler sur ces questions, de lutte contre l'homophobie... Il faut que nous, personnels de l'éducation nationale, nous puissions nous appuyer dessus. Par ailleurs, la généralisation depuis quelques années des missions égalité femmes-hommes dans les rectorats devrait aussi constituer un point de soutien. Certaines académies nomment dans les établissements scolaires des référents sur l'égalité filles-garçons qui peuvent constituer des piliers autour desquels mettre en place des actions éducatives.

- Perspectives à l'éducation à la sexualité

Finalement, malgré ce triste état des lieux, certaines choses se font. Si d'autres ne se font pas, c'est qu'il y a, à un moment donné, une carence au niveau de l'institution de l'Éducation nationale, un manque de volonté. La perspective serait la construction d'un réseau militant autour de ces questions. Je précise : la perspective d'un réseau militant de l'Éducation Nationale, qui serait constitué par les associations intervenant dans les établissements scolaires, dont Le Planning Familial. Et les syndicats. Rien ne nous empêche en effet de nous mettre autour de la table et de dresser nous-mêmes l'état des lieux que l'éducation nationale ne veut concrètement pas dresser, force est de le constater. À nous donc de dresser un bilan, de nous armer aux niveaux départemental, académique et national sur ce qui se fait dans les établissements scolaires, sur ce qui ne se fait pas, de déterminer les freins et la manière dont nous, militantes et militants, allons à un moment donné formuler des propositions. Mettons-nous autour de la table, dressons un bilan et construisons ce réseau d'éducation à la sexualité et un projet éducatif.

Ce projet éducatif sera de l'éducation sexualisée. Ce sera un projet portant l'égalité filles-garçons, la déconstruction des stéréotypes attachés aux questions de genre, d'homophobie, de transphobie, d'éducation à la citoyenneté, de respect de l'autre...

Ce projet sera un vrai projet éducatif militant.

Nous les avons, nos projets éducatifs ; je les ai dans mes textes de congrès, vous les avez dans les vôtres... Et nous savons bien que Le Planning Familial tout seul, le SNES/FSU tout seul, le SNCI/CFSU, le SNPDEN tout seul, le SGAN/CFDT tout seul (puisque Thierry CALAIRE est dans la salle) n'y arriveront pas.

C'est en nous posant autour d'une table et en mettant en commun nos revendications, ce que nous

estimons nécessaire pour la jeunesse d'aujourd'hui et nos envies que nous arriverons à dresser cet état des lieux et à la construction d'un projet, à la mise en place d'un réseau aux échelons départemental, académique et national. Nous pensons foncièrement que le niveau départemental est important dans la construction d'un réseau militant. Les Plannings familiaux, les associations, les syndicats sont structurés de façon départementale, régionale et nationale. Il faut des réunions nationales certes, mais aussi impulsées par la base, par le local. Car c'est à la base que les choses se passent.

En conclusion, je vais juste citer un passage de *Demain, la société sexualisée. Le combat du MFPPF* paru en 1975 :

« Notre objectif à tous et toutes, c'est quand même de leur donner les moyens de vivre pleinement leur sexualité dans le plaisir et de libérer les personnes de l'angoisse d'une grossesse non désirée, leur permettant ainsi de procréer de manière consciente. ».

Cet objectif de 1975, je crois qu'il est toujours le nôtre et que c'est tous ensemble et tous ensembles qu'il faut que nous arrivions à l'atteindre.

Véronique Séhier (animatrice)

Merci. Nous allons pouvoir travailler ensemble sur les perspectives et je crois que vous allez trouver dans la salle des gens qui seront prêts à se mettre autour de la table avec vous sur ces questions-là. Nous avons évoqué tout à l'heure, parmi les freins, le fait que dans l'éducation nationale le travail reposait effectivement avant tout sur des volontés individuelles... Je voudrais maintenant donner la parole à Jean Faller, qui est proviseur et qui à ce titre est non seulement animateur d'une équipe mais aussi membre du SNPDEN (Syndicat National Des Proviseurs de l'Éducation Nationale).

Jean Faller, SNPDEN, proviseur

Merci. Bonjour, je vais tout d'abord vous rappeler ce qu'est le SNPDEN, Syndicat National Des Personnels de Direction de l'Éducation Nationale. Ce syndicat, jadis membre de l'ancienne FEN, est maintenant membre de l'UNSA Éducation. C'est aussi une organisation syndicale qui regroupe environ la moitié des 12 000 personnels de direction qui existent en France. Nous sommes donc immensément majoritaires, ce qui n'est pas uniquement un avantage mais représente aussi une lourde responsabilité. Organisation syndicale liée à la plupart des mouvements pédagogiques, nous connaissons bien Le Planning Familial avec qui nous travaillons très souvent et depuis longtemps. Ceci étant, le concept d'éducation sexualisée que vous mettez en œuvre et que vous imaginez actuellement est pour nous un peu mystérieux, ne résout pas beaucoup de problèmes et soulève en revanche une foule de questions.

Je vais essayer de poser certaines de ces questions et peut-être de lancer quelques pistes de recherche avant de conclure sur qu'il semble à notre avis nécessaire d'accomplir pour faire avancer cette question fondamentale de l'éducation sexualisée ou de l'éducation à la sexualité.

Moi qui suis un ancien du métier – il faudra que je travaille deux ans de plus, hélas ! C'est comme ça mais au moins cela me fait plaisir d'être dans mon métier donc cela ne me coûte pas... – j'ai connu quand j'étais au lycée, juste après 1968, ce qu'on appelait « l'éducation sexuelle », qui était bel et bien vue comme une révolution, à l'époque !

C'était quoi ? C'était un cours structuré, assuré par le professeur non pas de SVT - de sciences naturelles à l'époque - et c'était manifestement un enseignement assez mécanique et qui ne rentrait pas trop dans les détails.

Et puis ensuite, avec l'évolution de la société, les acquis et les conquêtes sociales, est arrivée une notion qui dure encore et qui est sans doute en devenir, appelée l'éducation à la sexualité. Elle est toujours intégrée dans les programmes mais n'est plus assurée seulement par les enseignants mais aussi par les personnels sociaux, médicaux, de l'éducation, des établissements ainsi que par des organismes extérieurs. Parmi ceux-ci, notamment donc Le Planning Familial avec qui nous travaillons très régulièrement et depuis fort longtemps.

Au fil des années, le droit a mis en place dans le domaine de la sexualité des dispositions que nous considérons au fond comme claires, précises, voire progressistes. Je prends peut-être des risques en

prononçant ce mot là mais tant pis ! Dans le domaine de l'éducation, il existe de nombreuses instructions concernant l'éducation à la sexualité qui pourraient faire penser que désormais les choses sont claires et entrent dans le cadre d'un débat apaisé. C'est là que les choses se compliquent !

En fait, l'introduction dans ce débat de valeurs morales et la question de ce que peut ou doit être la sexualité dans une société, font de ce débat contradictoire un enjeu moral, philosophique mais aussi politique et même parfois politicien. Ainsi survivent encore aujourd'hui, bien qu'atténuées, des pesanteurs sociales issues du passé. Par exemple, dans un passé heureusement révolu, la fille-mère subissait la réprobation sociale. Maintenant, on parle pudiquement de « famille monoparentale ». Toujours est-il que la méfiance et la condamnation implicite d'une sexualité épanouie – parfois vécue comme une faute – existent encore. Ce n'est pas nouveau.

Dans les établissements scolaires, nous constatons que les dispositions sur ce sujet sont parfois mal vécues par les familles. En effet, toutes catégories sociales confondues, celles-ci considèrent parfois les interventions de l'institution (l'infirmière ou autre) comme une manière de bafouer l'autorité parentale. Les choses se compliquent encore avec le poids des convictions religieuses et de la montée des communautarismes. Je pense à la jeune fille brûlée vive à l'essence il y a quelque temps.

Le débat sur l'éducation à la sexualité est loin d'être clos et, si l'on voulait mettre en place une éducation sexualisée, peut-être faudrait-il prendre en compte non seulement les difficultés incontestables vécues encore aujourd'hui par les filles et d'autre part, celles vécues par les garçons ou encore celles liées à l'orientation sexuelle. Peut-être faudrait-il envisager l'éducation à la sexualité en termes législatif et réglementaire, mais aussi en terme anatomique, philosophique, sociologique, historique. En matière de sexualité humaine, il existe des constantes, des ruptures.

Cela, l'Education Nationale sait le faire.

D'un point de vue légal et réglementaire, il existe dans le domaine de l'éducation à la sexualité un corpus réglementaire abondant, des instructions plutôt claires selon moi. On pourrait donc penser que, la loi étant faite pour être appliquée et non pas pour être interprétée, qu'il n'y aurait qu'à s'y conformer strictement. C'est bien entendu, en cas de crise que les choses se compliquent. L'exemple classique de la jeune fille mineure en détresse qui souhaite obtenir une contraception ou une IVG est tout à fait prévu par la réglementation. Cela lui assure soit la pilule du lendemain grâce à notre infirmière scolaire soit une aide pour une IVG et cela si nécessaire dans le secret vis-à-vis de la famille.

Il est à noter que dans ce cas le proviseur ou le principal, encore victimes aujourd'hui de leur image de « père du régiment », ne sont sans doute pas les mieux placés pour recevoir ce genre de confidences ou traiter ce genre de problèmes. Cependant il y a dans l'établissement des personnels dont c'est le métier et qui disposent de moyens d'action. Je pense bien entendu aux infirmières scolaires dont le rôle est fondamental et dont je regretterai ici publiquement le manque criant. Elles sont munies d'attributions réglementaires et de moyens pour résoudre ces problèmes.

De ce point de vue, les choses sont claires. Je citerai l'exemple de l'article L 534-1 du code de la santé publique qui dispose que : « *Le consentement des titulaires de l'autorité parentale ou, le cas échéant, du représentant légal n'est pas requis pour la prescription, la délivrance ou l'administration de contraceptifs aux personnes mineures* ». De même, l'article 2212-7 du même code stipule que c'est le droit d'une femme mineure non émancipée que de ne pas recueillir le consentement de ses parents avant de subir une IVG.

Ces deux dispositions – que doivent adopter tous les personnels y compris les personnels de direction – ainsi que la conduite qui en découle peuvent sembler suffisantes. Sauf que ce serait oublier que dans beaucoup de cas, il s'agit de situations complexes, souvent très conflictuelles dans la famille. Et bien entendu si l'établissement traite le cas, sans en informer les parents serait vécu, dans tous les milieux comme une atteinte inacceptable à l'autorité parentale ou aux convictions des uns et des autres. On peut dans ce cas comprendre les doutes des chefs d'établissements confrontés à la fois aux dispositions du code de la santé publique, dont je viens de parler et à celles du code de l'éducation, dispositions qui peuvent sembler tout à fait contradictoires à nombre d'entre eux. Par exemple une des dispositions du code de l'éducation énonce que les familles doivent absolument être informées de ce qui se passe à l'école et que c'est, dans l'immense majorité des cas, le devoir des personnels de direction de

transmettre cette information. Sauf peut-être dans ce genre de cas précis qui dans le passé portait le nom de « délégation de paternité ». Excusez-moi du peu ! Les personnels de direction se retrouvent donc partagés entre la conviction qu'il faut promouvoir l'éducation à la sexualité et une contradiction interne quant à l'application des différentes dispositions réglementaires. On le voit, l'éducation à la sexualité n'a pas réglé grand-chose et peut-être qu'une éducation sexualisée devrait-elle prendre en compte une formation des familles.

Au risque de me faire huer puisqu'il y a des représentants de Poitou-Charentes dans cette salle, je conclurai en évoquant un exemple récent qui a fait réagir notre organisation. Je tiens à citer cet exemple pour bien montrer que c'est, à mon avis, ce qu'il ne faut pas faire si l'on veut que l'éducation sexualisée réussisse.

Je parle bien entendu de l'initiative de la région Poitou-Charentes de distribuer, sans la moindre concertation avec les établissements et les personnels de direction des « Pass Contraception » aux élèves, ce qui nous avait fait écrire dans un texte national « *les bonnes intentions ne dispensent pas du respect du droit* ». En effet, si l'accès à la contraception ne peut être qu'encouragé, une telle initiative, quelque peu politicienne, aurait pu en cas de recours des parents mettre gravement en cause la responsabilité des chefs d'établissements. L'enfer est souvent pavé de bonnes intentions !

Je vous remercie de votre aimable attention.

Véronique Séhier (animatrice)

Cette question du Pass Contraception a déjà fait l'objet d'un large débat au niveau de notre association. Peut-être reviendrons-nous sur ce sujet.

Je vais maintenant demander à Béatrice GAUTHIER de nous donner le point de vue d'une infirmière membre d'un syndicat qui travaille sur ces questions. Nous avons beaucoup évoqué la question de cette éducation à la sexualité mais aussi les écueils liés à l'organisation actuelle de l'Education Nationale. Il est vrai qu'en tant qu'infirmière vous rencontrez moult difficultés aujourd'hui et que l'éducation à la sexualité ne figure pas parmi vos priorités. Je vous laisse le soin de nous raconter tout cela...

Béatrice GAUTHIER, SNICS-FSU, infirmière scolaire

Je voudrais d'abord remercier vivement Le Planning Familial de nous avoir invités, en tant que syndicat majoritaire des infirmières dans l'éducation nationale. En effet, nous représentons 62 %. Notre syndicat est très attaché au projet professionnel de la profession et aux réponses que nous nous devons d'apporter dans le cadre de nos missions envers les élèves.

Des choses importantes ont été dites. Je voudrais néanmoins rappeler que le fondement du recrutement des infirmières à l'éducation nationale repose sur la contribution à la réussite scolaire des élèves. L'éducation sexualisée a donc des incidences chez les jeunes dans leur développement et les différentes étapes qu'ils franchissent, particulièrement au collège et au lycée. Il contribue un peu à perturber la scolarité à différents moments car des questionnements tout à fait normaux se posent et parfois des problèmes plus ou moins importants surgissent. Souvent la place des infirmières est d'abord, comme définie dans la circulaire de 2001 définissant leur mission, d'accueillir, d'écouter et si besoin d'orienter, de travailler avec nos partenaires. Tout cela doit s'effectuer dans un cadre que les décrets professionnels sur le rôle de l'infirmière prévoient, c'est-à-dire le secret professionnel et la protection de l'intimité.

C'est parce que les jeunes vont bien identifier le rôle de l'infirmière, qu'ils feront appel à elle, qui est une professionnelle de santé de premier recours. C'est à nous d'installer une relation de confiance et de proximité qui permet de répondre à leurs préoccupations, à partir des plaintes somatiques ou à partir de leurs questionnements. Il est essentiel de savoir que cette protection de l'intimité existe car elle permet d'instaurer la confiance et le soin global.

Il est évident qu'il faut sortir de la caricature des injonctions et des prescriptions normatives. Une prise en compte plus complète de la demande entre en jeu ; nous devons l'aborder chacun dans sa spécificité.

La loi du 13 décembre 2000 a donné la possibilité aux infirmières de délivrer la contraception d'urgence. Cela a permis de répondre à des demandes qui arrivaient dans les établissements, collèges et

lycées, et de travailler en relation avec Le Planning Familial en particulier. Nous travaillons de concert pour préserver, quand les mineurs le souhaitent, la confidentialité des réponses que nous devons leur apporter. Nous avons bien sûr, dans ce cadre, à travailler aussi avec les familles puisque nous remplissons parfois un rôle de médiation. Vous n'ignorez pas qu'il est difficile, quand on est adolescent, de parler de ces questions avec les parents, qui ne les perçoivent pas forcément bien ou qui ont du mal à voir leurs jeunes grandir. Il nous revient alors de les remettre en lien et de remédier à ces questions.

Nous avons plus de 14 millions de passages d'élèves par an à l'infirmerie, parmi lesquels un nombre important de questionnements sur la sexualité. Ces questions portent souvent sur la transformation du corps, la norme : « Est-ce que je suis normal ? », « Mon corps est-il conforme à ce qu'il doit être ? »... Il est essentiel de répondre à ces « petites » questions pour rassurer et permettre aux jeunes d'appréhender ces transformations de la meilleure façon possible.

Selon les établissements et les possibilités qui sont laissées aux infirmières, ces éléments individuels se mettront en place plus ou moins bien. En lycée, nous avons beaucoup plus la possibilité de travailler à temps plein, ce qui permet aux jeunes à la fois de nous identifier et de venir nous voir à tout moment. Cela contribue également à un meilleur travail en équipe dans les établissements, où nous repérons ce qui ne va pas et collaborons avec les enseignants et avec la vie scolaire, tout en respectant le secret professionnel. Nous sommes amenées également à construire des séances d'éducation à la sexualité. Nous pouvons mettre en œuvre des actions au sein des comités d'éducation à la santé et à la citoyenneté, durant lesquelles il est possible de faire intervenir les partenaires extérieurs, en particulier Le Planning. Quand les conditions sont optimales, c'est-à-dire quand nous arrivons à nous connaître, quand l'équipe est stable, quand les élèves ont bien repéré les fonctions des uns et des autres, nous avons la possibilité d'apporter des réponses qui conviennent aux élèves. Mais bien évidemment, ce n'est pas le cas partout. Dans les collèges, la situation est généralement plus compliquée. D'une part les mineurs ont souvent un lien plus problématique avec leurs parents et d'autre part les infirmières ne sont pas présentes en permanence. Vous imaginez bien qu'une seule journée par semaine de présence dans l'établissement ne facilite pas tout ce travail de suivi, d'équipe, de lien (avec les partenaires), d'organisation et d'impulsion de séances d'éducation à la sexualité.

Cela conduit bien sûr à la question des moyens, qui produit indéniablement des effets directs non seulement sur la qualité du travail que nous pouvons réaliser en commun et sur la qualité des réponses que nous pouvons fournir aux jeunes mais aussi et surtout sur la crédibilité de nos actions vis-à-vis d'eux. Si nous ne pouvons pas, sur une année, construire un projet qui tient la route, les jeunes, très vite, ne font plus confiance aux adultes et aux professionnels autour d'eux.

Je pense qu'il était essentiel de souligner ces points. Par ailleurs, je voulais dire que tout cela a bien sûr un lien avec la réussite scolaire. Un problème de rapports sexuels non protégés perturbera non seulement la jeune fille concernée mais aussi, souvent, la classe. Les choses se disent entre copines d'abord et l'anxiété est un peu diffuse. Il est important qu'il y ait des adultes en capacité de répondre, au plus vite et dans les meilleures conditions pour les jeunes, chacun en articulation avec les autres.

La prévalence de conditions optimales permet aussi, bien évidemment, d'organiser des suivis. Dans ma pratique il m'est arrivé de suivre des jeunes pendant les trois années du lycée, ce qui permet d'envisager des progressions dans la relation de confiance que l'on tisse, en direction d'une véritable autonomie.

S'agissant des séances d'éducation à la sexualité, je rejoins ce que disait ma camarade : il est essentiel d'une part que ces séances ne soient pas considérées comme faisant partie du pré carré de la santé et d'autre part que les personnels puissent avoir accès à la formation qui est indispensable car l'approche de l'éducation à la sexualité est relativement complexe et touche différents aspects du développement du jeune.

Cela ne s'improvise pas.

Véronique Séhier (animatrice)

Merci. Nous avons bien compris que derrière cette question de l'éducation sexualisée il y avait à la fois des problèmes liés aux moyens, de formation et de travail en équipe. Le travail en réseau a également été

évoqué.

Je voudrais maintenant donner la parole à Gwenaëlle POMARÈS, qui travaille au Conseil général des Bouches-du-Rhône, qui est un partenaire du Planning Familial 13 – ce n'est pas le cas de tous les Conseils généraux, qui ne sont pas toujours impliqués.

Sur cette question d'éducation sexualisée, quand on parle de moyens, on pense bien sûr aux collectivités territoriales pas seulement en termes de moyens financiers – même s'ils ont bien sûr leur importance – mais aussi en termes d'éducation du citoyen. Je pense qu'il est important que vous vous expliquiez sur les raisons de votre engagement sur ces actions au niveau de votre Conseil général.

Gwenaëlle POMARÈS, responsable du pôle prévention et citoyenneté, actions éducatives, Conseil Général 13

Bonjour à toutes et à tous.

Avant de commencer, je voudrais comme mes collègues remercier chaleureusement Le Planning Familial pour avoir invité mon institution pour son expérience sur les actions éducatives. Je voudrais aussi en profiter, sans être trop lèche-bottes non plus, pour adresser un hommage au Planning Familial des Bouches-du-Rhône et à Claire Ricciardi, avec qui nous travaillons en collaboration. Merci Claire !

Il me semble que la vraie question qui se pose consiste à se demander ce que peut bien venir faire un Conseil général au milieu du débat sur l'éducation à la sexualité alors qu'il est généralement coincé entre ses sacs de ciment et ses poutres, invariablement rattachés à la compétence obligatoire qu'il a dans la construction des collèges et absolument pas dans le domaine éducatif.

À ce titre, je voudrais commencer par une anecdote, qui a son importance.

En 2003, une collégienne d'un collège que je ne nommerai pas, a fini dans une benne à ordures, mise là par ses petits camarades, « parce que c'était une fille ». Cet incident, qui est remonté aux oreilles de notre éluE à l'éducation, une femme, mais peut-être cela n'a-t-il pas d'importance. Elle a décidé que c'était suffisamment insupportable pour que le Conseil général tente de faire quelque chose pour remédier à des dérives qui conduisaient à une augmentation des violences dans les rapports entre les filles et les garçons dans les collèges des Bouches-du-Rhône. L'incident de la benne n'était que le premier d'une longue liste.

Cette élue a donc mandaté ses équipes pour essayer de trouver une solution. Ces équipes étant elles-mêmes beaucoup plus habituées aux poutres et aux sacs de ciment qu'à l'éducation à la sexualité ou aux assignations de genre, elles se sont très naturellement tournées vers le tissu associatif local et vers les professionnels plus proches de ces questions. Dès les premiers mois de la rentrée 2003-2004, nous avons pu proposer à 9 collèges sur les 135 collèges publics du département, que nous croyions particulièrement concernés par la question, ce que nous avons appelé des « actions éducatives ». Il s'agissait surtout d'un partenariat occasionnel entre les responsables de l'établissement scolaire, les associations en question et le Conseil général. Ce partenariat a pris la forme d'une subvention auxdites associations pour mener une action éducative pour sensibiliser les enfants aux relations filles-garçons.

Cette opération a rencontré un vif succès et, de l'avis même des personnels de l'éducation nationale présents dans ces 9 établissements, a largement porté ses fruits. À un tel point que d'autres établissements se sont manifestés, par un effet boule de neige. Six ans plus tard, nous sommes passés de ces 9 établissements à 91 établissements sur 135. Nous développons une thématique en soi dans les actions éducatives, qui s'appelle « *Relations filles-garçons, égalité de droits et respect entre nous* ». À ce jour, c'est la thématique la plus sollicitée par les établissements scolaires.

Qu'est-ce qu'une action éducative ? Nous avons, petit à petit, élaboré une politique éducative sur les messages et valeurs que nous voudrions faire passer aux enfants, dans leur construction en tant que futurs individus et citoyens. Nous nous sommes tout naturellement tournés, encore une fois, vers les professionnels du tissu associatif. Il s'agit en fait d'un échange constant, où ils nous apportent beaucoup dans l'élaboration de la programmation. De cette programmation, nous avons tiré un guide des actions éducatives que nous proposons, à chaque rentrée scolaire, aux 135 collèges publics du département.

Ceux-ci choisissent les actions correspondant à leurs besoins. Ensuite, en fonction des moyens – qui sont les nôtres et qui ne correspondent forcément pas à la demande ! – nous demandons aux associations d'intervenir tout au long de l'année dans ces collèges.

L'objectif de la thématique filles-garçons – comme je la nomme affectueusement pour en avoir la responsabilité – est de susciter une réflexion sur les rapports de pouvoir, de prévenir les situations de violence, d'instaurer un climat de respect mutuel entre les sexes et de promouvoir une égalité plus grande entre les filles et les garçons. Donc, cela va bien au-delà de l'éducation sexualisée ou à la sexualité, de l'aspect technique des choses que peuvent être la contraception, l'avortement...

Je vous ai dit qu'en 2004-2005 cela concernait 9 actions pour 18 collèges et pour un montant – je vais tout vous dire ! – de 83 000 €. À ce jour, donc 6 ans plus tard, nous en sommes à 90 collèges, 290 interventions et 297 000 € consacrés uniquement aux relations filles-garçons. Je transmettrai vos applaudissements à mon institution et à M. Guérini. (*inaudible*) Pour finir de faire mousser mon institution, je dois préciser que ces actions éducatives sont aussi ce que nous appelons chez nous : protection de l'enfance, prévention des violences, transport et citoyenneté (ce qui est moins riant, j'en conviens !) et rencontre des différences (l'ex-lutte contre les discriminations). J'ajouterai que c'est bien sûr un découpage très arbitraire puisque tout est dans tout : nous parlons aussi des filles-garçons lorsqu'on aborde la protection de l'enfance ; nous parlons aussi forcément des filles-garçons dans la lutte contre les discriminations... Ce découpage administratif ne doit pas masquer l'objectif transversal de l'action éducative qui, à notre avis, constitue un enjeu fondamental dans la construction de relations harmonieuses entre les genres dans notre société.

Cela a peut-être l'air merveilleux vu de là où vous êtes, cependant ce n'est pas parfait ! Il y a beaucoup d'écueils et nous bataillons beaucoup. Je n'évoquerai pas la réforme des collectivités territoriales et l'absence de moyens, je pense que c'est clair pour tout le monde... Il y a des actions qui ne fonctionnent pas mal, même si elles pourraient fonctionner mieux et tendre vers une meilleure efficacité des actions éducatives.

Le principal écueil se situe notamment au niveau des établissements. Car ce sont les établissements, pour l'instant, qui choisissent les actions éducatives censées correspondre aux problématiques rencontrées. Je ne vous cacherai pas qu'un collège qui se trouve à Aix-en-Provence n'a pas forcément les mêmes difficultés qu'un collège qui se trouve dans les quartiers Nord de Marseille... Ce qui ne signifie pas que le collège d'Aix-en-Provence n'a pas de difficultés ni qu'il ne connaît pas de problèmes de relations filles-garçons. Seulement, elles sont d'un autre type. Il est donc impératif de tenir compte du territoire au cœur duquel le collège est implanté.

Ce point est très intéressant et nous permet de répondre à une demande très ciblée. Le problème est que pour faire caisse de résonance, il faut que le collège soit ouvert. Or à ce jour les collèges restent des établissements un peu fermés, un peu repliés sur eux-mêmes, probablement pour d'excellentes raisons.

Une première piste de réflexion consisterait à investir les comités d'éducation à la santé et à la citoyenneté (CESC). Ils ont le mérite de faire venir des parents d'élèves et des fédérations de parents d'élèves mais aussi le tissu associatif de proximité, les institutions concernées, les membres non seulement de l'équipe administrative mais aussi pédagogique de l'établissement... Si nous développons ces CESC et que nous discutons en leur sein d'un projet d'établissement dans lequel il serait question des filles-garçons, il y aurait un plus grand impact des actions éducatives sur l'ensemble de l'établissement. Et pas uniquement sur trois classes de quatrième et six heures dans une année scolaire, ce qui s'appelle du saupoudrage et qui est ridicule ! (*applaudissements*)

Arrêtez d'applaudir, cela me fait flipper et je ne sais pas si je ne vais pas finir au Pôle Emploi, à dire des trucs pareils !

À ce jour, on constate par exemple que le choix d'une action éducative est le fait d'un personnel de l'établissement qui se sent particulièrement concerné par l'action en question : il s'agit souvent de l'infirmière, de l'assistante sociale ou du CPE. Le problème est que ce n'est par conséquent l'affaire que de cette personne et de la classe impliquée. Si c'était l'affaire de l'établissement, il y aurait peut-être une chance de mettre un terme à l'imperméabilité entre la vie scolaire et les disciplines. En effet, on peut

traiter des rapports filles-garçons en SVT mais aussi en français, en anglais ou en EPS. Figurez-vous qu'on en parle même en mathématiques !

Donc nous pourrions travailler à ce que ce soit, globalement, au sein de l'établissement, l'affaire de tous.

Au-delà de l'établissement, et parce qu'il est inutile de taper constamment sur la même institution, il faut que ce soit l'affaire de tous au sein des institutions, au sein d'un département, au sein d'une région... Il est ridicule de continuer à considérer l'enfant comme un élève de primaire, comme un collégien, comme un lycéen de telle heure à telle heure et de nier sa condition d'enfant qui va et vient au cœur d'un territoire et qui, au fur et à mesure de sa scolarité, rencontre des adultes susceptibles de participer à son éducation et à son éducation à la sexualité. Pour ce faire, il est nécessaire que ces adultes-là se sentent concernés et qu'ils soient formés. Il nous semble également impératif de commencer à travailler le plus tôt possible dans la scolarité de l'enfant.

Cependant – et je vais le dire d'autant plus facilement que nous entretenons ce genre de partenariat avec la ville de Marseille, qui n'est pourtant pas tout à fait de la même couleur politique ! –, je me demande pourquoi la ville n'aurait-elle pas aussi dans son périmètre d'intervention la formation des adultes, des actions aux enfants, avec l'aide du tissu associatif local, en partenariat avec le Conseil général. Tout cela, bien sûr, dans une bonne entente et un partenariat sain et efficace...

L'idée, vous l'aurez compris, vise à dépasser les clivages politico-institutionnels - ce qui n'est pas gagné - afin de mettre en cohérence les moyens déployés. L'autre idée est d'arrêter de réinventer en permanence le fil à couper le beurre, de se plaindre du manque de moyens. Oui, nous manquons de moyens. Même au niveau des institutions locales, nous ne savons pas de quoi demain sera fait. Nous déplorons constamment – et c'est une réalité - que l'État se décharge systématiquement sur les collectivités. Nous regrettons le manque de réactivité de l'Inspection académique, du Rectorat, des établissements... Oui, nous nous plaignons de tout cela. Le problème est qu'il faut faire avec. Ce que je suis venue vous dire ici est que, certes, le système a ses défauts ; mais c'est la situation avec laquelle nous sommes tenues de composer. Certes, on peut mieux faire ; mais on peut aussi faire avec ce qu'on a qui, après tout, n'est déjà pas si mal.

Merci de votre attention.

Véronique Séhier (animatrice)

Merci Gwenaëlle POMARÈS.

J'en profite pour glisser le fait que nous avons justement évoqué, en préparant cette table-ronde, cette question des partenariats et je tiens à souligner que Le Planning est actuellement en train de travailler au niveau du ministère de l'Éducation Nationale à l'élaboration d'une convention qui nous permettrait de fixer un cadre de travail avec l'Éducation Nationale en général mais aussi, du coup de mieux définir des partenariats. Nous en sommes aux balbutiements de ce travail.

Je vais vous laisser la parole à la salle, car vous allez avoir très certainement beaucoup de questions et de réactions à ces interventions.

Participante

Ma question s'adresse aux trois syndicalistes qui ont toutes peu ou prou abordé le sujet.

J'aimerais que vous puissiez nous dire quelle est la position de votre syndicat en ce qui concerne l'accompagnement des jeunes filles qui veulent avorter et la confidentialité par rapport à leurs parents. Est-ce que les principes définis dans la loi permettait, les appliquez-vous dans vos propres structures ? Au sein de vos organisations syndicales, incitez-vous vos membres à le faire ? Vous comprenez bien que cela constitue un de nos soucis importants.

Participante

Ce n'est pas une question mais plutôt une remarque par rapport à ce qu'a dit M.FALLER sur le Pass Contraception. Comme je le lui ai déjà dit en tête-à-tête, je ne peux pas laisser dire certaines choses. Il y a eu une concertation au niveau de la région autour du Pass Contraception, qui a été suivie d'un coup

médiatique dans une période pré-électorale. Toujours est-il que c'est un fait que le Pass Contraception avait été discuté en préalable avec l'Éducation Nationale, entre autres lors d'un colloque que nous avons organisé le 6 octobre 2009. Le Pass n'a été proposé qu'au printemps ; c'est vous dire le temps qui s'est écoulé. L'Éducation Nationale, qui était invitée, n'a pas répondu à notre invitation et a, au dernier moment, envoyé une infirmière, « en dédommagement » je dirai, sous prétexte que la Région était présente et allait présenter son Pass Contraception. Vous voyez que nous sommes dans des stratégies politiques qui vont au-delà des besoins des lycéennes dans les zones rurales et que le Rectorat n'a pas joué la transparence.

Véronique Séhier (animatrice)

Merci. Quelle est la réponse à la question aux syndicats ? Qui prend la parole ?

Béatrice GAUTHIER

C'est effectivement une question à laquelle nous sommes régulièrement confrontées et interpellées par nos collègues infirmières. L'essentiel pour une infirmière est de répondre à la détresse de la jeune fille dans la situation dans laquelle elle se trouve. Il est vrai que ce n'est pas toujours très simple mais nous essayons de répondre à la demande du jeune. Nous avons également interpellé les services juridiques du ministère, particulièrement au sujet des jeunes de moins de 15 ans pour lesquels se pose souvent un problème qui n'est pas vraiment traité par la loi. En effet, d'après la manière dont la loi est rédigée, on peut considérer qu'un rapport non protégé peut être assimilé à un viol. Ces questions nous sont remontées. Néanmoins, la plupart du temps, les infirmières assument – et nous les encourageons à le faire - leurs responsabilités, qui ne sont alors pas simples à ces moments-là et qui consistent d'abord à répondre à la demande du jeune, en essayant de travailler autant que possible en lien avec la famille. Si ce n'est pas possible, il n'est pas question de trahir la jeune fille. Cela serait très grave pour une infirmière.

Jean FALLER

Tout d'abord, je n'alimenterai pas la polémique et la politique de Poitou-Charentes ; ce n'est ni le lieu ni l'endroit. Je crois que c'est une affaire qui est exemplaire pour tout le monde et que de ce point de vue-là elle aura été utile parce que j'ose espérer que ce genre de dysfonctionnement n'arrivera plus.

Concernant le secret professionnel, je crois avoir dit tout à l'heure de manière assez explicite ce qu'il en était. Je répète que pour nous la loi et la réglementation sont claires. Il n'y a pas à hésiter sur ce point sauf que, comme je l'ai également dit, il est parfois très difficile de l'appliquer selon les cas rencontrés sur le terrain. Toujours est-il qu'en tant qu'organisation syndicale nous ne pouvons, vis-à-vis de nos adhérents que leur dire ce qu'est la loi et certainement pas nous mettre dans des situations délicates. J'ai moi-même été confronté à titre personnel, en tant que proviseur, à ce type d'action ; je peux vous dire que ce n'est pas simple. On ne peut pas se contenter de dire à une famille qui vient demander des explications « la loi c'est comme ça, point à la ligne, vous n'avez pas à discuter ». C'est un genre de méthode qui ne résout aucun problème. Nous disons donc effectivement à nos adhérents qu'il faut respecter la loi. J'ai cité deux articles importants, qui sont tout à fait clairs. Nous leur disons également qu'il faut qu'ils se protègent car cela peut-être l'origine d'un certain nombre de soucis. Il y a d'ailleurs déjà eu des recours dans ce domaine de la part des familles. Il ne faut pas oublier que lorsque ces affaires prennent une dimension importante, c'est toujours sur le chef d'établissement, et éventuellement sur d'autres personnes, que cela retombe. Notre rôle en tant que syndicat consiste justement à faire en sorte de ne pas envoyer nos adhérents au casse-pipe, pardonnez-moi l'expression.

Ingrid DARROMAN

S'agissant du SNES, il est vrai que je n'ai pas explicité, au début de mon intervention, le SNES est le syndicat national des enseignements de second degré, qui appartient à la fédération syndicale unitaire majoritaire dans les collèges et les lycées. Concernant les consignes, soyons clairs. Notre mandat syndical sur l'éducation à la sexualité dit : systématisation de l'éducation à la sexualité dans les établissements scolaires, avec des personnels formés et travail avec les associations d'éducation populaire dont Le Planning Familial.

Il est cependant vrai que les personnels que nous syndiquons (les enseignants, les conseillers d'orientation, les CPE, les AED...), quand ils sont confrontés à ce type de question, par exemple une interruption volontaire de grossesse pour une mineure, passent souvent le relais aux personnels infirmiers et aux assistantes sociales. Il n'existe donc finalement pas de consigne syndicale. Je ne dis pas qu'il n'y a aucun dysfonctionnement. Je ne dis pas non plus qu'aucun enseignant ne prend son téléphone à un moment donné pour appeler la famille. Ce que je dis est que le syndicat n'a pas de positionnement *stricto sensu* sur cette question-là. Peut-être va-t-il falloir que nous nous dotions d'un mandat, ce qui – je pense que mes camarades le confirmeront – ne devrait pas poser de problème.

En fait, nous ne nous posons pas cette question car la réponse nous semble aller de soi puisque la fédération syndicale unitaire a milité pour que la loi de 2001 soit votée et que les mineures aient accès à l'IVG. Tout cela fait partie de nos combats et nous ne nous sommes pas construits de mandats sur ces questions-là. Quant à la question sur les infirmières scolaires, il arrive que celles-ci soient sollicitées sur le terrain pour l'accompagnement de mineures – qui doivent être assistées d'un adulte quel qu'il soit – dans le cadre d'une interruption volontaire de grossesse. Pendant que l'infirmière accompagne l'élève à l'hôpital pour avorter, cette dernière n'est par définition pas présente dans l'établissement scolaire. Or les vies scolaires éditent des lettres d'absence qui sont envoyées aux familles. La question est : comment doit procéder le personnel d'éducation (CPE et assistants d'éducation), en collaboration avec le chef d'établissement, afin que cette lettre d'absence ne soit pas envoyée à la famille ? Je n'ai pas de réponse de syndicaliste à vous apporter à cette question.

En revanche, j'aurai une réponse de professionnelle, en tant que conseillère d'éducation : nous parlons de ces questions touchant à la responsabilité dans des réunions de CPE de mon académie, nous les faisons remonter au chef d'établissement et c'est lui qui prend – ou pas – la décision. Le cas échéant, sachant que le cadre légal **énonce** que la famille n'a pas à être au courant, nous sortons la lettre de l'imprimante, la mettons à la poubelle et n'en laissons aucune trace dans le livret scolaire ou dans le bulletin trimestriel.

Véronique Séhier (animatrice)

Merci. C'est une réponse claire.

Delphine BITTON

J'aurais une remarque et deux questions dont la première s'adresse à M. FALLER. Vous avez fait référence au code de l'éducation qui, je le rappelle, réunit l'ensemble des lois concernant l'éducation nationale qui ont été votées. Vous avez par ailleurs expliqué qu'un certain nombre de dispositions et d'autres lois, votées dans d'autres cadres, en particulier celui de la santé, étaient en contradiction. J'aimerais savoir pourquoi votre syndicat ne demande pas la mise en conformité des lois pour résoudre ces contradictions ?

Ma deuxième question s'adresse à Ingrid DARROMAN, du SNES, qui a proposé quelque chose qui me semble tout à fait intéressant, à savoir que pour remédier à l'opacité sur ce qui se passe réellement au niveau des établissements, une sorte d'état des lieux soit dressé au niveau départemental, établissement par établissement. J'aimerais savoir si votre syndicat serait prêt à s'associer à cette démarche ?

Enfin, ma remarque porte sur le fait que je trouve que la tribune reflète bien un état d'esprit et une réalité que nous pratiquons très souvent. À savoir, ce sont les collectivités territoriales – que ce soit le Conseil général ou le Conseil régional – qui font bouger les établissements, qui les obligent à s'ouvrir. Ce sont elles qui les forcent à sortir de ce qui, depuis que la loi de 1989 oblige les établissements à « être dans l'autonomie », a abouti à une **certaine** confusion entre autonomie et isolement, barricades, château-fort...

Ingrid DARROMAN

Je suppose que cette allusion à l'autonomie et aux barricades est dirigée vers moi... Je vais donc y répondre... Les relations des personnels de l'éducation nationale et des associations d'éducation populaire ne sont pas forcément tout le temps simples. Il n'est pas évident de voir quelqu'un de

l'extérieur intervenir dans sa classe, parler à ses élèves... Je le dis parce que c'est la réalité, je n'invente rien. Ces questions relèvent aussi de l'ordre du ressenti des personnels et de leur pratique professionnelle, ce qui est important si nous voulons travailler ensemble. Il faut que nous sachions ce que nous voulons les uns et les autres et que nous connaissions la manière dont nous vivons nos pratiques professionnelles. Ne serait-ce que pour faire en sorte que nos élèves ne soient pas confrontés à deux discours dans une même journée, le matin avec leur enseignant et l'après-midi avec un intervenant extérieur.

Il est vrai qu'il existe des difficultés à travailler ensemble. D'autant que nous construisons les actions mais n'avons pas souvent de moments de concertation. Nous envisageons fréquemment de réaliser une évaluation de nos projets afin de les recadrer l'année d'après mais nous n'en prenons jamais le temps. Ou encore, quelqu'un s'en va et l'action s'arrête. Il est important de faire attention à nos pratiques justement pour qu'il n'y ait de forteresses assiégées ni d'un côté ni de l'autre. L'objectif demeure évidemment que nos élèves bénéficient du meilleur service public qui soit. S'agissant des démarches sur les états des lieux, je vais être très concrète.

En juin 2010 nous avons élaboré dans mon syndicat, comme nous le faisons tous les ans, un planning de formation syndical. En tant que groupe femmes et en tant que groupe de lutte contre l'homophobie, nous avons formulé une demande sur la nécessité d'un stage sur l'éducation à la sexualité, stage pour lequel je pense que nous demanderons à des personnes du Planning familial d'intervenir. Je vous en donne l'intitulé : « Corps du prof, corps de l'élève - Enjeux et pratiques de classes et d'établissements – Éducation à la sexualité – Représentation du genre – Orientation et parcours scolaires et professionnels : Quelles conséquences et quels enjeux dans nos pratiques syndicales et professionnelles ? ».

Nous avons choisi d'organiser ce stage les 29 et 30 mai 2011 parce que l'objectif était d'avoir le temps, avant sa tenue, de réaliser, avec nos sections départementales et académiques, l'état des lieux des établissements scolaires tant du côté égalité filles-garçons que du côté éducation à la sexualité. À ce moment de l'année, nous pourrions disposer d'un bilan pour voir ce qui se passe sachant que l'objectif final de ce stage consiste à essayer d'avoir des références sur ces questions.

Je vous accorde que cet objectif est ambitieux. Peut-être n'y arriverons-nous pas en 2011 ; mais il n'y a pas de raison. Il ne faut pas manquer d'ambition. Si nous ne nous attelons pas à la tâche, il est sûr que nous n'arriverons pas à atteindre notre but.

Nous sommes prêts à réaliser cet état des lieux et nous allons le faire. Cependant, le SNES/FSU, le SNICS ou le SNDPEN ne sont pas les seuls acteurs. D'autant qu'il ne faut pas oublier que, si nous parlons aujourd'hui des collèges et des lycées, le premier degré est également concerné. L'éducation à la sexualité ne commence pas qu'au niveau de la sixième ! Nous sommes prêts.

Béatrice GAUTHIER

Je voudrais réagir à propos de l'utilisation des termes « barricades » et « château-fort »... Si nous sommes tous là aujourd'hui, c'est que nous ne voulons pas rester dans un château-fort !

Tout d'abord, il est vrai qu'il est important d'articuler les actions des partenaires, avec ce que font déjà les établissements. Ceux-ci ayant une bonne connaissance de leur population, ils arrivent souvent, au bout d'un peu de temps, à bien identifier les besoins des élèves. Il faut également du temps pour travailler ensemble en amont pour que les interventions des partenaires puissent trouver une cohérence. Donc améliorons les conditions pour travailler davantage ensemble. Cela ne doit pas poser de problème, puisque ces échanges génèrent un enrichissement.

Véronique Séhier (animatrice)

Je vais demander à M. FALLER de faire une réponse rapide, si nous voulons encore prendre des questions.

Jean FALLER

Je vais faire trois réponses rapides aux trois questions qui m'ont été posées.

À Mme BITTON, de la région Aquitaine, qui me demandait comment il se fait que notre syndicat ne demande pas la mise en cohérence des différents codes législatifs, je répondrai : Bigre ! Vaste problème, comme aurait dit l'autre... C'est notre action syndicale au quotidien.

Néanmoins, les choses ne sont pas simples et c'est un énorme travail. Sur ce sujet, qui figure parmi les plus importants que nous avons à traiter, il faudrait faire évoluer non pas le code de la santé publique mais sans doute le code de l'éducation pour que cela devienne un peu plus gérable non seulement pour les personnels de direction mais aussi pour tous les personnels qui ont à intervenir.

S'agissant de la possibilité de travailler dans le cadre des propositions faites par le SNES, ma réponse est affirmative. Nous avons beau ne pas appartenir à la même fédération, nous sommes des partenaires au quotidien et travaillons ensemble – pas toujours la main dans la main, je vous l'accorde – mais toujours ensemble. Sur des projets tels que ceux qui ont été décrits tout à l'heure, d'une telle envergure, je ne vois personnellement aucune opposition à ce que la collaboration puisse continuer.

Enfin, concernant le rôle des collectivités locales, je suis un peu plus mal à l'aise. Si on écoutait ce que font les collectivités locales, il y a longtemps que les problèmes seraient réglés. Mais si c'était si simple, cela se saurait ! Je crois que si nous devons travailler avec les collectivités locales de cette manière, ce n'est pas demain que nous arriverions à faire bouger l'action éducatrice.

Il faut que chacun travaille en fonction du cadre législatif qui existe. Or le cadre législatif qui existe prône l'autonomie de l'établissement. C'est le statut d'établissement public local. Ben oui, un collège ou un lycée ne se gèrent pas comme une école primaire. Il faut avoir une concertation avec les équipes de direction et avec les équipes enseignantes. Si la proposition qu'on leur fait ne leur convient pas, on la laisse tomber et on cherche une autre façon de travailler. C'est par le partenariat réel et non par la suggestion que doivent s'envisager les rapports entre l'établissement et les collectivités locales.

J'ajouterai que la réforme des collectivités locales, qui va passer je crois au mois d'octobre, risque effectivement de beaucoup changer les choses. Auparavant, les collectivités telles que les Conseils généraux et les Régions avaient ce qu'on appelle en droit administratif la compétence générale. Cela signifiait qu'elles pouvaient s'occuper de ce qu'elles voulaient dès lors que l'on considérait que c'était utile pour le département ou la région. Les choses ne vont pas être différentes, mais il va y avoir un retour au principe dit de spécialité. Une collectivité, un Conseil général ou une région pourront et devront s'occuper de ce qui leur est donné comme obligation par la loi et de rien d'autre. Il est possible que le débat à l'Assemblée amène un certain nombre d'amendements qui feront bouger ces lignes. Je dirai pour terminer que, dans les régions encore plus que dans les Conseils généraux, lorsqu'il y a des organes de concertation avec les représentants des personnels et les représentants des établissements, les choses sont beaucoup plus faciles que dans les collectivités où de tels organes n'existent pas. Dans ces collectivités – je vais encore être provocateur –, les services des Conseils généraux administrent en rond, sans s'occuper réellement de ce qui se passe à l'intérieur des établissements.

Participant(e)

Peut-être avez-vous donné la réponse tout à l'heure mais je n'ai pas entendu : est-ce que oui ou non une infirmière scolaire peut sortir de son établissement pour accompagner une mineure pour une IVG ?

Béatrice GAUTHIER

La réponse a été donnée : c'est oui.

Participant(e)

Ce n'est pas ce qu'on nous renvoie. Quel argument opposer lorsqu'on nous répond que l'infirmière ne peut pas pour des questions d'assurance ?

Béatrice GAUTHIER

La loi prévoit que la mineure choisit un adulte pour l'accompagner. Elle choisit assez souvent l'infirmière, parce qu'elle la connaît. Dans les établissements, des assurances existent. Ce qui prime est vraiment de répondre à la situation de la jeune fille.

Participante

On m'a dit que cela dépendait du rectorat.

Béatrice GAUTHIER

Non. Pas du tout. Ça se passe dans l'établissement. J'ai 15 ans d'expérience et nous nous arrangeons pour être assurés. Par exemple, nous utilisons le véhicule de l'établissement. C'est une responsabilité que nous prenons, pour répondre à la demande de la jeune fille. C'est tout.

Participante

Cet après-midi, nous avons abordé la manière de travailler avec nos partenaires dans le cadre des lycées. L'idée de créer des réseaux a été soulevée, suscitant un questionnement par rapport à la participation – ou pas – de l'enseignant ou de l'infirmière aux animations. Je voudrais savoir, dans le cadre de votre pratique, comment vous travaillez avec le Planning entre autres. J'aimerais également savoir comment nous pourrions, dans le cadre des comités de santé, associer des jeunes à notre action afin de porter notre discours sur la contraception et établir des relais auprès de leurs pairs ? Cette démarche a-t-elle déjà été envisagée ? Sinon, est-ce que vous y pensez ?

Participante

Je voudrais poser une question à Gwenaëlle POMARÈS, du Conseil général. Êtes-vous élue ou administrative ?

Gwenaëlle POMARÈS

Grands dieux ! Je suis administrative.

Participante

En fait ma question, qui est en lien avec ce que disait M. FALLER sur la réforme des collectivités locales, s'adresse davantage aux élus.

Nous savons qu'il y a des difficultés dans certains Plannings familiaux, entre autres celui de l'Aude. En revanche, je vois que dans votre département les choses semblent fonctionner. Je ne sais pas comment vous vous y prenez ; peut-être avez-vous un secret... À votre connaissance, les élus de la commission santé (ou sociale, je ne sais pas comment vous les appelez dans les Bouches-du-Rhône) interpellent-ils les présidents des Conseils généraux, par exemple dans le cadre de leur conférence nationale ? Les questions sur l'éducation à la santé et l'éducation à la sexualité sont-elles un peu discutées entre les élus des commissions santé et sociales ?

Véronique Séhier (animatrice)

Je prends la troisième question, qui sera la dernière.

Thierry Cadart, SGEN CFDT

Merci. Je vais être très bref. Tout d'abord, je suis militant de l'AD 32 et aussi secrétaire général du SGEN/CFDT. D'habitude j'essaie de ne pas mélanger les casquettes mais le sujet de l'université d'été et celui de cette table-ronde ont piqué mon intérêt.

Je suis très content que vous m'ayez invité et d'avoir entendu le débat. J'ai bien compris qu'il y avait une invitation de la part du Planning à un travail avec les acteurs de l'éducation nationale sur cette question. La réponse du SGEN-CFDT est bien évidemment oui, trois fois oui ! Nous sommes tout à fait prêts à travailler sur cette question. Je voudrais faire deux petites remarques sur les débats qui viennent d'avoir lieu.

La question des moyens pour l'école qui est revenue plusieurs fois. S'il est vrai que nous nous heurtons à la question des moyens, il faut bien faire comprendre que ce n'est pas qu'une question de moyens financiers ; il s'agit aussi des moyens que nous nous accordons, de notre volonté de politique éducative. Nous avons aussi ce combat à mener. Je ne suis pas certain que si demain les moyens financiers étaient ré-alloués, toutes les missions de l'école le seraient également, y compris celle de l'éducation à la sexualité.

En deuxième point, je dirai qu'il faut aussi poser la question de la formation des personnels de l'Education Nationale. Question fondamentale et Ô combien dramatique aujourd'hui ! À notre époque où la formation professionnelle des enseignants se réduit comme peau de chagrin. C'est un combat que je n'arrive pas à nous pardonner d'avoir perdu car les jeunes collègues connaissent aujourd'hui des situations catastrophiques, c'est ma parole de syndicaliste qui le dit. On est surtout en train d'installer des collègues dans une conception de leur métier très restrictive et il va falloir ramer après pour les inciter à se rallier aux missions que nous voudrions leur faire partager.

Pour répondre à la question « Comment aller vers une éducation sexualisée ? », je crois que la vraie réponse, comme l'a bien dit Mme POMARÈS, ne se limite pas à l'infirmière scolaire ou à la CPE mais doit concerner toute la collectivité éducative autour d'un projet d'établissement.

Véronique Séhier (animatrice)

Nous avons donc une question en suspens : celle autour de l'éducation par les pairs que nous débattons certainement davantage lors de la table-ronde prévue demain. Quelqu'un souhaite-t-il en toucher un mot très rapidement ?

Ingrid DARROMAN

Je veux bien vous parler de ma pratique professionnelle en tant que conseillère d'éducation faisant de l'éducation à la sexualité.

Sur la région toulousaine, l'association *Les Écoliers* a monté un projet qui s'appelle *Eurosutra*.

Il s'agit d'un projet européen, financé par la communauté européenne donc, sur la sexualité des jeunes en Europe, l'éducation à la sexualité, les stéréotypes de genres. Ce projet s'adresse en particulier aux associations d'éducation populaire mais, finalement, il s'adresse aussi à tous les groupes de jeunes intéressés par ce projet.

Dans mon établissement scolaire, nous nous sommes emparés de ce projet, sur lequel une classe travaille avec l'association *Les Écoliers*, qui organise des rencontres entre des groupes de jeunes qui ont envie de travailler sur ces questions de sexualité et de genre et des sociologues et/ou des chercheurs avec qui ils peuvent collaborer. Nous construisons des choses mais nous avons aussi besoin de regards extérieurs sur le travail accompli avec nos élèves. Ainsi, depuis quasiment un an, les élèves de cette classe travaillent à l'élaboration d'un questionnaire sur la sexualité des adolescents aujourd'hui, avec leurs mots de jeunes et avec des préoccupations qui ne correspondent pas forcément aux nôtres, des adultes. Ils posent des questions : « À quel âge tu as eu ton premier rapport ? C'était où ? C'était quand ? C'était comment ? Est-ce que tu as déjà eu un rapport homosexuel ? Est-ce que tu as déjà simulé la plaisir ? »...

Les élèves vont distribuer le questionnaire à leurs camarades, le leur expliquer, le dépouiller, et construire une exposition sur la réalité de leur sexualité. Par le biais de l'action de ces élèves auprès des autres élèves, nous allons travailler pour que ces jeunes forment d'autres jeunes. Ils vont pouvoir parler entre eux des questions auxquelles ils ont répondu, des résultats... Ils vont pouvoir avoir des camarades comme référents sur ces questions, justement parce que ces camarades-là auront travaillé sur ces questions de sexualité, lu sur la question pour l'approfondir... Du coup, peut-être que le fait qu'un groupe d'élèves s'approprie un projet d'éducation populaire et essaie de le retranscrire dans le milieu éducation nationale – milieu dans lequel ils passent finalement le plus de temps, d'autant que dans mon établissement ils sont là du dimanche soir au vendredi soir et vivent donc véritablement dans l'établissement scolaire – permettra de responsabiliser des jeunes sur ces questions et de leur donner envie de transmettre des connaissances à d'autres.

Vous pouvez aller sur *eurosontra.fr*, sur *Facebook* où se retrouvent tous les gens qui s'intéressent à ce projet... Je pourrais vous faire passer tous les contacts. C'est vraiment un projet très intéressant et suffisamment large pour y faire plein de choses.

Concernant la pratique professionnelle avec les associations, je suis dans un établissement scolaire où nous nous auto suffisons car nous avons suffisamment de personnel formé pour former nos élèves. Je milite avec Le Planning Familial mais dans un autre cadre. Néanmoins, quand il y a des portes ouvertes, des campagnes sur les questions de contraception ou d'IVG, l'information passe. Nous nous appelons entre militants.

Pour rendre l'action plus globale sur les établissements scolaires en général, l'existence, la mission et le rôle du Planning familial ne sont pas forcément clairs dans la tête de tous les personnels de l'éducation nationale. Ils ne savent pas obligatoirement qui appeler ni comment faire.

Thierry CADART

Je voudrais apporter une précision sur les CES et ma voisine aussi.

Il est vrai que nous pouvons travailler dans les séances en présence de l'infirmière, du Planning et des enseignants. Les pratiques sont très diverses. On peut avoir l'impression que l'infirmière est trop au centre de ces activités. Je soulignerai néanmoins qu'en milieu rural par exemple, l'accès aux soins ou au Planning peut parfois s'avérer très difficile, l'infirmière prend alors effectivement beaucoup sa place dans ce domaine.

Véronique Séhier (animatrice)

Je suis désolée mais nous devons vraiment conclure cette table-ronde car non seulement j'ai d'autres informations à vous donner après mais un autre atelier doit se dérouler dans cette salle.

Je laisse à Gwenaëlle Pomarès le soin de conclure.

Gwenaëlle POMARÈS

Pour répondre à votre question, oui, les élus sont particulièrement sensibilisés à l'éducation à la sexualité, surtout depuis que le Conseil général a été signataire, en 2009, de la charte d'application pour l'égalité entre les hommes et les femmes dans la vie locale. Cette charte est placée dans son application sous l'autorité de l'Observatoire au droit des femmes, qui est rattaché au Conseil général des Bouches-du-Rhône et dont la présidente est Geneviève Couraud.

Je ne peux pas laisser M. Faller dire ce qu'il a dit tout à l'heure sans lui répondre.

Je trouve consternant que vous soyez arc-bouté sur un cadre légal. Je connais bien votre position ; je l'ai déjà rencontrée, pour avoir côtoyé près de 135 chefs d'établissements dans les collèges des Bouches-du-Rhône. J'appelle cela vouloir le beurre et l'argent du beurre. Je sais que quand on dispense des actions éducatives qui sont le fruit d'interventions d'associations de professionnels, vous appelez cela de l'ingérence. En revanche, quand le Conseil général vous donne des subventions pour financer vos projets d'établissements en monnaie sonnante et trébuchante vous appelez cela de la bonne intelligence. Je trouve cela consternant.

Je suis contente que la réforme à venir des collectivités territoriales, qui n'est pas encore faite, vous réjouisse. Je ne sais pas si elle réjouira autant les 135 chefs d'établissements en question des collèges publics, je doute qu'elle réjouisse les 170 000 collégiens des Bouches-du-Rhône.

Véronique Séhier (animatrice)

Sur la question du partenariat et la façon de travailler en réseau, le débat reste largement ouvert et n'est pas terminé.

L'atelier qui va suivre dans cet amphithéâtre est intitulé « *Plaisir féminin et sex toys* », avec Anne-Catline AMADEÏ. L'apéro discussion commence dans un quart d'heure. Vous avez le temps d'aller déguster un verre de Bordeaux offert par deux viticulteurs dans le hall et de revenir.

Synthèse des ateliers

Intervenante

Juste avant de commencer, trois petites informations :

La première concerne la mobilisation nationale du 6 novembre pour la défense de l'hôpital public et des CIVG. Vous avez reçu un mail dans vos AD et allez continuer à en recevoir toutes les semaines. Il y a un tableau à remplir si vous organisez des mobilisations. Si vous rencontrez des difficultés localement, il faut absolument que vous nous les fassiez remonter pour qu'on puisse avoir un état de lieux de la mobilisation dans le mouvement.

La deuxième information a aussi un lien avec le 6 novembre. La journaliste de Canal + qui réalise l'émission *Dimanche* + va faire un reportage qui sera diffusé avant le 6 novembre. Elle est à la recherche d'un témoignage d'une femme qui se trouverait hors délai et qui irait en Hollande pour avorter. Si vous avez dans vos AD une femme qui pourrait être intéressée pour témoigner, il faut contacter Marie-Pierre.

La troisième information sera la dernière. Celles et ceux qui sont au CA confédéral savent que nous avons abordé un débat sur un livre qui s'appelle « *Réflexion autour d'un tabou, l'infanticide* » écrit par un collectif de femmes de Toulouse. Ce livre pose la question de l'infanticide mais, aussi la question des délais, légaux de l'avortement, en lien avec la réflexion qui a lieu au sein du mouvement sur cette question. L'idée est qu'en décembre, au CA confédéral, il y ait un débat sur ce livre mais aussi sur la situation des femmes qui se retrouvent en délais dépassés et surtout sur les répercussions sur notre pratique, et sur la récente légalisation de l'avortement en Espagne. Ce livre est disponible depuis ce matin à la documentation. Il y en a un, voire deux par AD. Allez le chercher avant de partir.

Claire RICCIARDI (animatrice)

Bonjour.

Je suis à la tribune avec les membres de la commission éducation à la sexualité, dans l'ordre : Cindy, Vincent, Milena, et moi-même. Nous avons une nouvelle candidate pour la commission et d'autres qui m'ont parlé, aimeraient également s'investir dans la commission. Ça fait plaisir de voir que le travail accompli donne aux gens l'envie de postuler à la commission et de nous rejoindre. La commission est tout récente puisqu'elle n'a qu'un an. Dès sa création, elle s'est vu confier la mission de réfléchir au contenu et au déroulé de cette université d'été. Nous n'avons pas prévu de dispositif d'évaluation pour que les participantes et participants puissent faire un retour. Mais nous aimerions savoir si vous en avez été contents-tes ou non.

Il va maintenant y avoir une synthèse des ateliers. Quand nous avons pensé à la conception de ces journées, nous nous étions dit que ces ateliers représentaient une activité importante dans le Mouvement. Parallèlement, dans le questionnaire et dans les commentaires que nous avons un peu entendus, nous avons l'impression que certains thèmes n'étaient pas beaucoup abordés ni analysés et nous avons voulu leur consacrer beaucoup de temps dans les ateliers. J'espère que vous avez pu mettre ce temps à profit.

Par ailleurs, nous avons prévu, pendant toute l'université, de missionner des militantes, chargées d'écouter les échanges durant les ateliers, et de faire un retour sur la manière dont ces activités d'animation autour de la question de l'éducation à la sexualité étaient vécues. Sans parler du fait que nous n'avons pas encore abordé l'éducation sexualisée à proprement dit !

Nous allons vous présenter le petit compte-rendu synthétique que nous avons rédigé hier soir.

Ensemble, nous avons essayé de faire de l'analyse de la pratique dans le cadre des ateliers. L'analyse de la pratique redonne du sens à notre pratique, qu'elle lui permet d'évoluer et d'accompagner les transformations observées sur le terrain.

L'analyse de la pratique, telle qu'elle est proposée dans le projet pédagogique du Planning Familial et

qui doit faire l'objet d'un vote plus tard, se définit ainsi :

« L'analyse de la pratique est un principe fondamental. Elle se fait entre pairs. Elle doit avoir deux axes :

Premier axe : les objectifs du Mouvement. L'analyse de la pratique permet de nourrir nos objectifs politiques de nos actions de terrain, de questionner de manière permanente nos pratiques à la lumière de nos objectifs.

Second axe : le ressenti du professionnel qui apporte la situation à travailler. On ne peut le dissocier des objectifs sans abandonner l'apport de l'écoute active centrée sur la personne. ».

Nous avons quand même l'impression que l'étape qui met en regard l'adéquation de la pratique et les objectifs est celle que nous avons le plus de mal à mettre en œuvre et à mutualiser dans le Mouvement. Cette étape rencontre des freins.

Nous avons par exemple relevé que, si dans nos animations nous étions largement capables de chercher à expliciter le sens des paroles que nous donnent les personnes avec qui nous travaillons et que nous essayons dans ce cadre de libérer la parole, il s'avère que nous avons un peu plus de difficultés à faire preuve de la même exigence quand nous travaillons ensemble, entre nous.

Or nous avons relevé l'existence de « mots magiques » qui sont quelque peu « jetés » dans la discussion dès que nous nous heurtons à des difficultés ou que nous nous crispions sur un point. Tout d'abord, le mot « analyse de la pratique » lui-même semble résonner comme une sorte de « pratique magique », qui nous sauverait de toutes les difficultés. Les mots magiques qui sont souvent agités et que nous aurions besoin d'expliquer à la fois pour nous-mêmes et pour l'extérieur sont :

- « éducation populaire »,
- « genre »,
- « analyse de la pratique »,
- et « politique-relais ».

Certes, il est indéniable que la mise en œuvre de la pratique rencontre très certainement des difficultés d'ordre pratique et de moyens. Cependant il ne faut pas s'abriter derrière ces prétextes car il existe aussi des freins liés aux équipes, à la peur du jugement, à des lacunes au niveau de la formation.

La formation par les pairs a également été évoquée pour les jeunes, comme si elle était bien pour « les autres », c'est à dire aux publics auquel on s'adresse, mais pas pour nous au sein du Planning ! Peut-être devrions-nous envisager que ce que nous trouvons merveilleux de mettre en place pour les jeunes dans nos animations pourrait aussi être positif pour nous... Nous avons établi le même parallèle avec la question de la formation du relais, du partage, du regard positif sur l'autonomie de l'autre, etc.

Par exemple, nous avons beaucoup parlé de l'éducation nationale. Or, quand nous menons des projets avec des établissements, si dans les meilleurs des cas nous effectuons la préparation et l'estimation des besoins avec eux, au moment de la séance en face à face il n'est plus question ni de relais, ni de formation, ni de co-formation... Ils ne doivent pas être présents parce que c'est nous qui savons ! Avouez que c'est tout de même un peu paradoxal par rapport à notre discours sur la nécessité de formation et de politique-relais !

Pourtant, nous faisons de la co-formation : les personnes qui sont en co-formation au Planning viennent en animation, regardent et en parlent avec nous. Toujours est-il qu'au niveau de l'éducation nationale, c'est compliqué. Il est vrai que nous avons relevé que ce phénomène ne se produit pas qu'au niveau de l'éducation nationale. Toutes les AD qui réalisent des actions en milieu médico-social ou en maisons pour personnes handicapées ne rencontrent pas de problème particulier, à accepter la présence des éducateurs ou des personnels accompagnants. La question de la posture entre animateur-animatrice et entre militant-militante qui défend ses valeurs face à un groupe est souvent revenue sur le tapis.

En rédigeant la synthèse, nous avons également constaté qu'il était plus aisé de parler de difficultés particulières en face à face ou au sein de petits groupes (y compris en animations) alors que, dès que la taille du groupe augmente, les choses sont de plus en plus lissées.

Nous avons été interpellées, dans de petits groupes, sur des éléments de l'ordre du culturel et d'un besoin de savoir comment les aborder dans les animations. C'était assez curieux mais ces choses n'ont pas tellement émergées dans les retours d'ateliers pour la synthèse. Peut-être est-ce la peur d'être cataloguées en soulevant des questions sur certains thèmes. Il est important que nous arrivions à trouver une manière en cohérence à la fois entre la posture d'animateur qui entend et qui peut parler de certaines questions et la posture de militantes et militantes du Planning familial.

Voilà ce que nous avons tiré, sous forme de « bilan », des ateliers. Je vous laisse la parole.

Participant

Tu as parlé de renvoi à des questions culturelles. J'aurais besoin que tu précises le sens que tu accordes au mot « culturel ». S'agit-il de notre culture de militantes, ou d'animatrices ou bien d'écarts culturels au niveau des publics ?

Participant

J'ai aussi été un peu étonnée et n'ai pas non plus compris ce que tu as dit sur le culturel. Je pense que le Planning a toujours été et continue d'être traversé par les questions de société. L'atelier auquel j'ai participé était TRÈS traversé par le relativisme ou le non-relativisme culturel. La question de la culture a vraiment soulevé un débat. Il y a au moins un atelier où elle a fait l'objet d'un débat animé.

Participant

Je voudrais aussi parler de la référence au culturel. J'avais compris qu'il était question des différences culturelles dans le public que nous recevons. Ce sujet a été abordé aussi dans l'atelier où j'étais. Personnellement, je pense que cette question est fondamentale et j'estime que nous n'avons pas le droit de l'éviter. Étant donné le genre de public que nous accueillons, notamment en ce qui concerne les enfants, il faut partir de là où ils sont et donc de l'éducation qu'ils ont reçue et de la culture qu'ils ont. Cependant, partir d'eux ne veut pas dire tout accepter. Notamment, à mon humble avis, notre militantisme consiste à ne pas accepter toutes les normes qui correspondent à des normes de soumission des femmes.

Personnellement, j'ai beaucoup apprécié, dans le discours de Janine MOSSUZ-LAVAU hier, le fait qu'elle nous conseillait d'avoir, dans notre ligne politique, la défense de la laïcité.

Moi, j'ai cru entendre dans le public une réponse que j'ai peut-être mal comprise, mais qui disait que la laïcité n'était qu'une question parmi tant d'autres et que nous, au Planning, nous avons pour but de lutter contre les normes qui sont des normes de contrôle social sur le corps et sur la vie des femmes. C'est vrai. Mais j'ai tendance à croire, comme Janine MOSSUZ-LAVAU, que défendre la laïcité, c'est défendre quelque chose qui transcende tout, qui est justement au-dessus de toutes ces normes sociales dont il ne faudrait pas oublier que, finalement elles se sont construites pendant des centaines d'années à partir des trois religions monothéistes.

Il ne faut pas se leurrer.

Je pense que lutter pour notre indépendance intellectuelle, pour l'indépendance de nos liens sociaux vis-à-vis de normes vieilles de plusieurs centaines d'années et dictées par les religions monothéistes qui sont, quand on les regarde de près, toutes les trois aussi horribles en ce qui concerne la soumission des femmes, passe par la lutte pour la laïcité. En déclinant le mot laïcité dans une multitude de domaines, nous défendons le droit des femmes à l'indépendance dans tous les domaines.

Participant

Bonjour. J'étais dans le groupe « culturel », donc c'est peut-être moi qui ai un peu choqué certaines personnes hier... Pour rebondir sur la laïcité, c'est très bien de combattre, etc. et tout ça. Cependant, en Guyane ou en Martinique comme à l'île Maurice (puisque je suis mauricienne) la laïcité, c'est super mais on va très lentement dans « ces pays-là ». À l'île Maurice, on parle de « Family Planning », parce que c'est un pays anglophone. Ce terme n'englobe pas seulement les femmes mais aussi la famille. L'homosexualité, c'est tabou. C'est plus que tabou, là-bas, ce sont des démons. Chez nous, la sodomie

est interdite par la loi.

Coralie de l'AD 31 m'ayant soufflé l'idée qu'il serait peut-être intéressant de constituer un groupe interculturel, j'ai commencé à en parler un peu autour de moi et à demander aux Guyanaises, si cela les intéresserait. Bien sûr, cette démarche a un peu choqué parce que cela faisait un peu « stigmatisation », genre les filles d'ici d'un côté et des îles de l'autre... Néanmoins je pense que groupe interculturel veut aussi dire culture française, et il n'est pas question d'obliger les gens des îles à être dans ce groupe. C'était juste permettre que nous aussi, nous avançons, mais plus lentement parce que nous en sommes encore au stade où en était la France il y a 40 ans. Là-bas, la virginité d'une fille jusqu'au mariage est encore importante. Nous n'allons pas débarquer en clamant qu'il faut se battre et tout ; on ne peut pas dire les choses comme ça. Je synthétise parce qu'il y a tant de choses à dire... Je serais bien restée encore un mois avec vous !

Il faut aller très lentement, il faut glisser tout doucement nos idées, comme vous l'avez fait il y a 40 ou 50 ans... Tous ces combats, nous allons aussi les mener, avec vous bien sûr. Nous avons besoin de votre histoire mais nous avons aussi la nôtre. Nous ne pouvons pas arriver dans nos gros sabots.

À un moment donné, j'espère qu'on ne m'en voudra pas, Catherine et moi parlions de l'IVG. Je lui disais qu'à l'île Maurice, je ne connaissais pas. Quand je suis arrivée ici, j'étais époustouflée qu'on ait le droit de se faire avorter, dans de bonnes conditions. Quand elle m'a dit que c'était bien d'être venue en France, que cela m'avait ouvert les yeux, je lui ai répondu que ce genre de discours, dit innocemment, faisait quelque peu colonial. Genre « la France nous ouvre les yeux ». Je ne le sens pas comme ça mais cela pourrait être interprété ainsi. Vos idées, la laïcité, tout ça, c'est bien.

Moi, j'ai grandi dans un pays où il y a encore des écoles filles et des écoles garçons. Je me suis battue et, à 4 ans, je suis entrée dans une école dirigée par des religieuses européennes, où il n'y avait que des blanches. Il faut déjà se battre parce qu'on est une fille noire dans une école de filles blanches. Il y a tous ces combats, déjà à mener là-bas. Je vous rassure, pour l'instant, je me bats pour l'AD 82 ! L'île Maurice est loin et il faut d'abord se battre pour l'endroit où on est.

Mais pensez à ce petit groupe interculturel pour pouvoir avancer un peu plus lentement, tout en en faisant profiter au reste du mouvement. Merci.

Participante

Dans la continuité de ce que vient de dire la copine mauricienne, je ne suis pas non plus d'accord avec le fait que la laïcité soit l'alpha et l'oméga des valeurs que nous devons défendre au Planning. Il est vrai qu'elle a fait partie de nos valeurs ; néanmoins elle ne garantit pas nos valeurs féministes

Il ne faut pas oublier que, malgré la séparation de l'église et de l'État en 1905, nous avons été parmi les derniers pays occidentaux à obtenir le droit de vote pour les femmes. Ni que les premiers hommes politiques laïcs qui ont combattu pour la laïcité et qui l'ont mise en place étaient pour la plupart anti féministes. Ils assimilaient les femmes à une espèce de masse à laquelle on ne pouvait pas faire confiance ; elles étaient inféodées aux églises, plutôt monarchistes, conservatrices, etc.

Je le répète : la laïcité ne constitue absolument pas une garantie pour les valeurs féministes.

En même temps, je suis tout à fait d'accord avec la copine pour dire qu'affirmer face aux autres cultures que notre culture laïque est supérieure est quelque part une forme de colonialisme !

Participante

Je voudrais dire qu'il ne faudrait quand même pas confondre laïcité et colonialisme.

Participante

Je ne sais pas si nous étions censées entamer un débat sur la laïcité, mais j'ai le sentiment qu'il est bel et bien parti ! Mais de quelle laïcité parlons-nous ? Nous sommes parties du relativisme culturel et zou, direct dans la laïcité ! Pour moi, il y a déjà un premier problème : on réduit la laïcité aux questions de religions. Or la laïcité ne doit surtout pas être réduite à cela. La laïcité, c'est quand même avant tout les règles du vivre-ensemble. Quand on parle de la séparation de l'Église et de l'État, c'est surtout la

séparation du collectif et de d'individuel. Donc c'est une règle fondamentale du vivre-ensemble dans une société démocratique.

Réduire la laïcité à la religion revient aussi à assigner les gens à une culture, à une identité du fait de leur faciès. Dans l'atelier où j'étais, il y avait quand même des militantes qui parlaient d'intervenir en fonction de la culture de leur public ! Nous leur avons demandé comment elles connaissaient la culture des personnes qu'elles avaient en face d'elles ! Dans l'AD, nous avons une militante qui est là, à côté de moi, à qui les jeunes disent « Mais tu n'as pas honte, toi qui est musulmane, de parler de sexe ? » Mais comment savent-ils qu'elle est musulmane ? Parce qu'elle s'appelle Rania ? Parce qu'elle est bronzée et frisée ?

Si nous perpétons le même processus, nous assignons les jeunes à une culture, à une religion parce qu'ils s'appellent Rania ou Mohammed. Excusez-moi, mais là on est dans le délire, là ! On est dans le racisme et pas du tout dans la laïcité !

La religion a un impact très important sur la construction des sociétés, sur la construction de nos représentations. J'ai trouvé très intéressant ce qui a été dit précédemment à la tribune sur les représentations et les stéréotypes. N'oublions jamais que nous avons des stéréotypes et travaillons-les ! L'analyse de la pratique sert à ça aussi : à travailler nos stéréotypes parce que nous ne sommes pas au pays des « Bisounours ». Ce n'est pas parce que nous sommes au Planning que nous sommes indemnes de représentations, de stéréotypes et que les débats qui traversent la société ne nous touchent pas. Ils nous influencent forcément.

Je ne critique personne. Je dis simplement qu'actuellement l'idée du relativisme culturel sert la droite et l'extrême droite, qui l'exploitent à fond.

Ne nous laissons pas piéger ! Faisons attention et réfléchissons autrement qu'avec ce que nous balancent les media !

Nous sommes sur une ligne un peu dangereuse et la laïcité ne doit pas être comprise comme une histoire de religion ni être mise en lien avec la culture.

Participante

J'adhère complètement à ce qui vient d'être dit. La seule chose que je voudrais ajouter est que nous sommes un peu en train d'opposer les religions, alors qu'en fait la laïcité consiste à dire que le religieux n'est pas dans l'espace public. Or, aujourd'hui, les tentatives des religieux visent justement à s'immiscer dans l'espace public et à régenter celui-ci à la place de la démocratie. Il y a aussi des gens qui n'ont aucune religion. La laïcité donne la possibilité à chacun, dans son intime, de pouvoir avoir des convictions ou pas, des croyances ou pas.

Moi, quand je lis un livre comme *Pierre de patience* de Singué SABOUR, ça me renvoie aussi à ma condition de femme occidentale aujourd'hui en France. Quand une femme subit des violences en Afghanistan, dans un pays en guerre civile, ce sont les mêmes mécanismes qui agissent, même s'ils ne s'expriment pas de la même manière et même si on n'est pas ancré dans la même culture. À un moment, la laïcité nous permet de faire valoir la transversalité de nos valeurs et du combat féministe, où que l'on soit et dans n'importe quel pays.

Quant à ne pas, nous mouvement féministe, tenir compte des différences culturelles, voire commencer à les nier, voire à nous nourrir de la compréhension des mécanismes de domination... Aller voir dans les autres cultures nous permet aussi d'affirmer et d'affiner notre analyse.

Quoi qu'il en soit, le combat est transversal. Quel que soit le pays, quelle que soit la culture et quelle que soit la religion, on retrouve des dénominateurs communs. Après, à la limite, croire ou ne pas croire relève de l'intime. Or, aujourd'hui, on oppose les gens là-dessus ! Refusons d'entrer dans ce jeu et appuyons-nous sur l'outil extraordinaire, et pas uniquement pour les féministes, que nous avons dans notre pays – qui n'est d'ailleurs pas le seul pays laïc je vous le rappelle.

Tout cela montre que le mouvement est bel et bien traversé par les difficultés de la société.

Participant

À la liste des mots magiques, je rajouterai le mot « *laïcité* » ! Ce terme, qui est aussi un terme politique, suscite un débat très important. Cela montre bien, au vu des réactions, que dès qu'il y a un terme politique, comme le mot « féminisme », le même phénomène se reproduit...

Comment expliquer ce fait ? Comment le portons-nous et comment le faisons-nous vivre ensuite, dans nos pratiques ? Nous savons que nous n'avons pas toutes les mêmes positions sur le féminisme. Mais, quand nous vivons nos quotidiens d'animation, que faisons-nous de ce mot ? Quelle posture adoptons-nous ? Je pense qu'il faudrait non seulement travailler sur ce que représente la laïcité pour chacun mais aussi sur la manière dont elle se concrétise et se transmet.

Participant

Je ne vais pas rentrer dans la discussion, d'autant que cela fait un moment que Le Planning est traversé par ces questions et que nous disons qu'il faut que nous menions un débat de fond sur la question. Il faudrait que nous définissions le mot même de laïcité, parce que je suis sûre que nous ne mettons pas la même chose derrière. Il faudrait aussi que nous parlions de nos représentations sur le post-colonialisme.

Cependant je pense que ce n'est pas ni lieu ni le moment, même si ces thèmes ont émergé des ateliers et que la synthèse se doit de les mentionner. Je crois que les ateliers n'ont pas parlé que de cela et je trouve quelque peu dommage qu'on focalise dessus. Par contre, cela montre concrètement qu'il nous faut un débat de fond assez rapidement sur ces questions afin que nous puissions déterminer, aussi bien dans notre pratique que dans ce que nous portons politiquement, quelle est la position du Planning. Nous devons organiser un débat assez rapidement.

Participant

Je voudrais clarifier certains points. Je suis d'origine palestinienne ; nous avons une culture judéo-chrétienne et une culture musulmane. Mais notre culture vit dans une situation de blocage, en partie en raison d'un état de colonisation et de la présence de forces étrangères qui, en outre, portent une autre culture. Si la laïcité était une des composantes de la lutte ou du changement de la société occidentale, nous n'avons jusqu'à présent pas pris notre chemin parce que nous sommes bloqués. En Afghanistan, pays évoqué par une camarade, la situation qui prévaut est aussi une situation de colonisation. Un des prétextes de la guerre menée par les États-Unis était la libération de la femme. Que deviennent les femmes, dans cette histoire ? Je pense que ce ne sont pas seulement les talibans qui sont l'ennemi des femmes mais aussi les Américains et les Européens. C'est la présence des forces militaires américaines mais aussi européennes qui a causé la guerre. Maintenant c'est de pire en pire pour les femmes afghanes, à cause de toutes les conséquences de cette colonisation. Et on fait passer cette situation sur le compte de l'islam.

Même les femmes arabes, les immigrées qui vivent ici sont dans cette situation de blocage. Quand vous parlez d'interculture, vous devriez aussi comprendre l'histoire et le blocage de cette catégorie culturelle.

Participant

Par rapport à l'Afghanistan, une journaliste anglaise parlait de cette femme qui a été horriblement mutilée, avec le nez et les oreilles coupés et elle concluait en disant « *Voilà les raisons pour lesquelles nous devons rester en Afghanistan* ». Moi, j'appelle ça de la récupération. C'est tout.

Participant

Tout le monde me demande de recentrer le débat... Le sujet de la culture, la politique relais et des liens avec l'éducation nationale ont été abordés, ainsi que la question de la posture de l'animateur et de la tension qui le tiraille entre son combat politique et sa position d'informateur. Je laisse donc un peu la salle s'exprimer en toute liberté avant de reprendre le fil conducteur.

Participant

J'invite ma camarade mauricienne à se rapprocher aussi de Mayotte et de la Réunion pour travailler

ensemble dans l'Océan indien et unir nos forces, ce dont nous avons bien besoin !

S'agissant de la synthèse, je suis un peu estomaquée parce que je m'attendais à quelque chose de beaucoup plus concret. Je sais que l'art de la synthèse est un art difficile, où il faut être précis et bref à la fois. Toujours est-il que je n'ai pas retrouvé ce qui a été dit dans les ateliers. Selon moi, le relativisme culturel, la laïcité sont des notions très abstraites. Le combat transversal ne me dit rien non plus, je suis désolée de le dire. C'est peut-être parce que je suis nouvelle ou que je viens d'une autre île lointaine, peut-être même d'une autre planète ! Mais ces choses ne me parlent pas. Je m'attendais à des éléments beaucoup plus concrets. Je m'attendais aussi, en sortant de cette salle, à avoir des pistes pour travailler sur le rôle de l'animatrice et l'éducation à la sexualité à ramener à mes camarades qui sont restées là-bas.

Participante

Je voulais intervenir à nouveau pour dire que dans les ateliers j'avais trouvé que l'après-midi nous avons eu du mal à travailler sur les objectifs dans nos animations, notamment l'objectif politique et sur la manière dont nous nous positionnions, entre nos interventions et la manière dont nous faisons avancer nos idées. L'articulation n'est pas toujours évidente.

Par ailleurs, j'aimerais formuler une remarque. Selon moi, il y a eu trop d'intervenants sur ces deux jours. Cela n'a pas permis d'exploiter le potentiel que nous avons en interne et qui s'exprime par exemple lors des ateliers, que j'ai beaucoup aimés. Nous allons chercher des gens à l'extérieur... Certes, c'est intéressant mais les tables-rondes avec les intervenants, mais la réflexion gagnerait à être menée au sein du mouvement.

Claire RICCIARDI (animatrice)

Quelqu'un d'autre veut-il prendre la parole ?

Participante

Je comprends la copine qui dit avoir besoin de concret. C'est cependant difficile de reprendre tout ce qui a été dit. Ce qui ressortait d'un des ateliers que j'animais l'après-midi portait sur la nécessité de clarification des objectifs du Planning. Il s'agit de déterminer très concrètement comment les traduire sur le terrain, sachant que notre terrain nous amène parfois à repenser la manière dont nous allons les mettre en œuvre.

Un exemple très concret et très bête, que vous avez forcément toutes vécu, concerne les interventions en milieu scolaire. Est-ce que par exemple, nous devons aller intervenir dans les établissements scolaires, négocier, former des personnes relais et vérifier que les choses continueront à bien fonctionner après le projet, ou bien est-ce que nous devons choisir trois établissements sur notre département ? D'un côté, notre vocation de mouvement d'éducation populaire est de couvrir un maximum d'endroits, d'aller à la rencontre de différents publics et de tenter de faire bouger un peu les choses, quitte à accepter de travailler dans des conditions qui ne sont parfois pas optimales. D'un autre côté, travailler avec peu d'établissements permet de prendre le temps, d'approfondir, de se retrouver après le projet, avec l'équipe pédagogique ou l'équipe éducative en place, pour analyser ce qui a été fait, si ça a marché ou pas, pourquoi, et comment faire autrement...

Ces deux objectifs contradictoires créent des tensions quand de manière très concrète, nous nous demandons comment nous allons vivre les choses sur le terrain.

À une certaine époque, il y a eu des pèlerines. Ne pouvons-nous pas ré impulser un mouvement où nous pourrions partager et confronter nos pratiques en région et en inter-région, aller travailler avec d'autres ? Claire a bien rappelé que cela se passe entre pairs, entre nous.

Ce que nous avons essayé de faire dans les ateliers, c'est de se positionner en tant qu'animatrices de l'atelier, mais comme vous. Animer un atelier nous ne le faisons ni plus ni moins que d'autres, nous sommes juste là pour parler de notre travail et essayer de prendre un peu de recul par rapport au terrain. Comment travailler très concrètement ensemble ? À 250 personnes, ce n'est pas possible.

Participante

Je te remercie d'avoir dit ce que tu as dit. Il m'a semblé tout à l'heure avoir entendu dire que nous n'étions pas dans le concret. Je crois que dans chaque atelier, nous AVONS parlé de pratique. Ce qui manque maintenant, c'est sans doute l'organisation de temps ou de commissions pour échanger et analyser.

Je voudrais aussi préciser que quand moi j'emploie le mot « mot magique », il est un tantinet péjoratif. Il faut que nous fassions attention car ce sont de nos valeurs dont nous parlons. C'est très facile de parler de mots magiques pour arrêter le débat. J'aimerais qu'on arrive à des pistes plus concrètes.

Delphine Bitton

Il nous manque effectivement de l'analyse de la pratique mais je pense que nous manquons avant tout fondamentalement de formation et plus précisément de formation politiques de conseillères conjugales et familiales. Par ailleurs, les personnes qui sont formées ne doivent pas s'imaginer que c'est définitif. Il serait tout à fait bienvenu que nous nous prenions en main au niveau de la formation, sans attendre que des formations nationales soient organisées. Des formations et des rencontres peuvent très bien se faire entre régions et entre AD.

Participante

Par rapport à l'organisation de formation, nous constatons que peu de personnes s'inscrivent. Nous passons des mois à les préparer et au final, nous faisons une formation avec 10 ou 11 inscriptions, les AD prétextant qu'elles ne peuvent pas « lâcher » leurs militantes. D'accord pour de la formation, encore faudrait-il s'investir davantage quand on en fait.

Participante

J'ai beaucoup entendu la question de l'analyse de la pratique, qui croise la question des objectifs politiques. Pourtant, au même titre que nous n'avons pas à attendre qu'il y ait des formations au niveau national, nous ne devons pas non plus attendre que les objectifs politiques ne soient définis qu'au niveau national. L'analyse de la pratique se fait dans les deux sens : elle détermine des objectifs politiques et les questionne. Il me semble que ce mot magique est aussi un objet de fascination important. Comment poursuivre cette analyse de la pratique qui a tendance à être abandonnée ? Les « pèlerines » représentent un travail énorme ! Néanmoins il est vrai que des regroupements par AD pourraient se faire. Je crois que nous avons tout de même des pistes de travail, même s'il est compliqué de donner des exemples précis dans une assemblée plénière. Ce que j'ai entendu de cette fin de synthèse était effectivement cette question laïcité/culture.

Participante

En parlant des pistes de travail et de l'importance du politique, je rappelle que le CA national est une instance de travail nationale, dont l'intérêt est de regrouper des délégués de toutes les associations départementales. Mais on a le sentiment que les conseils d'administration nationaux ne sont pas toujours préparés dans les AD. Peut-être devrions-nous aussi prévoir ce débat-là d'ici quelques mois pour que ce travail puisse se faire au sein des AD et au sein des régions. Les administratrices au CA national pourraient représenter leurs AD et régions, et établiraient une feuille de route des priorités, parmi lesquelles nous avons déjà identifié la question de la formation, de la question de la laïcité et l'analyse de la pratique.

À partir de cette université d'été, nous pourrions travailler avec la commission sur des pistes que nous vous renverrons et que nous vous demanderons de travailler en AD afin de mettre en place des outils au sein du Mouvement pour avancer sur les trois questions précitées en particulier. C'est un travail important à faire.

Perspectives : travailler avec les jeunes sur l'éducation sexualisée ?

Dalila Touami (animatrice)

Avant d'entamer la dernière table-ronde, la dernière table-ronde va commencer, avec des intervenants que je vais vous présenter. Ils vont nous parler de ce qu'ils font et de la manière dont ils s'intègrent dans le travail réalisé autour de l'éducation sexualisée.

Antoine EVENOU est président de l'UNL (Union nationale des lycéens).

Gabriel SZEFTTEL est président de la LMDE (La Mutuelle Des Etudiants), avec laquelle nous entretenons beaucoup de liens depuis un certain nombre d'années

Azwaw DJEBARA est vice-président de l'UNEF, syndicat étudiant, dont il représente le président.

Merci à tous les trois d'être là !

Nous allons donc travailler autour de la façon de trouver des pistes de partenariat sur la question de l'éducation sexualisée puisque les lycéens et les étudiants sont directement concernés.

Nous allons d'abord demander à Gabriel de nous parler des enquêtes qu'a réalisées la LMDE sur les questions de prévention des risques sexuels et sur les questions de violence parmi les étudiants, ce qui nous apportera déjà un éclairage. Ensuite, au-delà de la question des risques et des comportements sexuels, nous discuterons de comment l'éducation sexualisée, et dans les structures de la LMDE et dans ses actions, prend en compte les assignations de genre.

Nous poserons la même question à Azwaw et à Antoine, sachant que j'aurais peut-être une deuxième question à poser par la suite, dont je vais vous parler rapidement : comment faire pour les jeunes qui ne sont ni étudiants ni lycéens ? Cette question nous interroge d'autant que ce sont des publics que nous rencontrons très souvent.

Que pouvons-nous faire pour eux ? Que pourrions-nous éventuellement construire ? Avez-vous des expériences ?

Comment imaginer l'éducation par les pairs ?

Gabriel SZEFTTEL, Président - LMDE

Bonjour à toutes et à tous. Je vais tâcher de surveiller l'heure pour me limiter dans le temps, puisque j'ai bien entendu l'une d'entre vous tout à l'heure dire qu'il y avait trop d'intervenants extérieurs... Je vais donc faire une intervention courte et donner quelques chiffres qui serviront au débat à la fois sur le recours à la contraception en milieu universitaire et sur les violences faites aux jeunes étudiantes. Je vais également vous fournir quelques éléments sur ce que fait La Mutuelle Des Etudiants (LMDE) très concrètement et quelques pistes pour aller plus loin et toucher tous les jeunes, y compris ceux qui ne sont ni lycéens ni étudiants.

En plus de rembourser aux étudiants leurs dépenses de santé, une des missions fondamentales de La Mutuelle Des Etudiants consiste à mener un certain nombre d'enquêtes afin d'obtenir un panorama régulier et précis de la situation sanitaire et sociale et des comportements de santé des étudiants. Ainsi non seulement elle-même dispose d'éléments d'information mais elle peut aussi alimenter un certain nombre d'organisations (je pense notamment à l'UNEF) dans leurs revendications auprès des pouvoirs publics. Par ailleurs, cela permet à La mutuelle des étudiants de mettre en œuvre très concrètement, des mesures au niveau des remboursements qu'elle peut effectuer, les constats qu'elle tire de ses enquêtes.

Parmi les chiffres que je vais vous donner, certains sont tirés de notre enquête nationale de 2005 et d'autres de notre deuxième enquête nationale, en 2008. Je ne manquerai pas de revenir l'année prochaine pour vous livrer ceux de la troisième enquête dont les chiffres sortiront au mois de mai 2011. Même si ces chiffres datent un peu, je pense qu'ils reflètent toujours la réalité étudiante.

Un premier élément, connu, est l'augmentation entre 2005 et 2008 des rapports sexuels dans la

population étudiante, qui sont passés de 79 % des étudiants à près de 80 %. L'âge moyen est légèrement supérieur à 17 ans. Nous sommes même en deçà de l'enseignement supérieur et touchons également les lycéens, ce qui bien évidemment conforte l'ensemble des acteurs et la Mutuelle des étudiants dans la nécessité d'intervenir, d'informer et de sensibiliser dès le plus jeune âge sur ces questions-là.

En ce qui concerne la contraception, le constat fort est que l'information et la connaissance des étudiantes et étudiants sont largement insuffisantes. Ainsi, 15 % des étudiants déclarent ne pas avoir disposé d'une information suffisante sur la contraception au moment du premier rapport. Ce chiffre n'est pas négligeable. Un étudiant sur quatre n'utilise pas de moyen de contraception de façon habituelle dans ses rapports sexuels. Un autre élément est le décalage entre les hommes et les femmes. 23 % des étudiants garçons déclarent ne pas connaître le moyen de contraception de leur partenaire. Cela montre bien que le combat sur la contraception est l'affaire de toutes et tous. En dernier recours, de toutes. Toutefois les garçons doivent aussi y être sensibilisés. Ce combat est déterminant puisque les chiffres mettent en exergue ce décalage très important. Autres éléments intervenant dans le recours à la contraception : les déterminismes sociaux, qui s'avèrent très présents. Les données sont tirées en termes de catégories socioprofessionnelles CSP - et CSP +. Chez les filles, les étudiantes issues de classes populaires sont 16 % à recourir à la contraception alors que les jeunes filles issues des classes moyennes et plus aisées sont 65 %. Le même clivage considérable se retrouve sensiblement chez les étudiantes boursières et non boursières, recoupant les éléments sociaux basés sur les CSP. Au niveau de la contraception, les chiffres montrent une sur-représentation de la pilule d'où, j'y reviendrai ensuite, sur la nécessité d'informer largement sur les autres moyens de contraception à la disposition des jeunes filles.

S'agissant de l'IVG, je vais aller rapidement parce que je pense que les chiffres de la population jeune sont similaires à ceux en population générale. Nous constatons une légère augmentation du recours à l'IVG dans la population jeune et, surtout, des difficultés majeures pour y recourir. Dans nos enquêtes, 27 % des jeunes filles qui ont eu recours à l'IVG déclarent avoir rencontré des difficultés. Ce chiffre ne concerne évidemment pas que les jeunes et que les étudiantes. Mais, chiffre spécifiquement étudiant, 13 % déclarent des difficultés liées aux délais, ce qui conduit un certain nombre d'entre elles, comme vous le savez, à se diriger vers l'étranger. La demi-conclusion de ces éléments est évidemment que l'information est plus que jamais nécessaire, mais pas seulement elle. En effet, l'information brute, c'est bien mais l'interaction et l'échange sur ces questions demeurent plus qu'indispensables.

Pour en terminer avec les chiffres, un panorama sur les violences. Tous les éléments que je vais donner reposant sur du déclaratif et des questionnaires anonymes, ils sont probablement sous-estimés. 24 % des étudiantes déclarent avoir subi des injures sexistes sur leur lieu d'étude durant les six mois précédant l'enquête. 18 % déclarent des agressions sexuelles, de la tentative à l'agression consommée en passant par les attouchements. Il est très significatif de constater que le taux de plaintes n'est que de 9 %. Un travail important est évidemment à faire. La Mutuelle des étudiants travaille depuis un moment sur ce sujet des violences faites aux femmes, qui constituent historiquement un combat important dans la mutualité étudiante nationale. On pouvait croire que l'enseignement supérieur pouvait être assimilé à un relatif havre de paix en matière de discriminations sexuelles, il ne l'est finalement pas du tout. Les chiffres parlent hélas d'eux-mêmes. Ils doivent se recouper avec ceux de la population générale mais, là où le bât blesse, c'est qu'il n'y a aucune action ni traitement spécifique pour l'enseignement supérieur alors que nous sommes quand même dans un cadre particulier. Peut-être qu'Azawaw reviendra sur ce point mais, à mon sens, une violence particulièrement ciblée sur les femmes s'exerce aussi au travers du système universitaire en lui-même : le cours magistral, les mandarins, les amphithéâtres de 800 personnes... Je pense que nous avons un travail considérable à accomplir de ce point de vue-là.

Je profiterai des quelques minutes qui me restent pour dépeindre un peu ce que fait la Mutuelle des étudiants, qui travaille d'ores et déjà en collaboration avec Le Planning Familial et peut-être pour décrire les pistes de collaboration auxquelles je pense. Si je n'ai pas le temps, je le ferai au cours d'un échange ultérieur avec vous. Que faisons-nous ? Vous n'êtes pas sans savoir que la prise en charge des dépenses de santé, de façon globale, diminue. L'assurance maladie, par une série de mesures (déremboursements, hausse du forfait hospitalier, ticket modérateur, j'en passe...), recule. Cela conduit les étudiants à être de plus en plus nombreux à renoncer à se soigner et à recourir au système de soins. Globalement,

lorsqu'un jeune est faiblement habitué à recourir au système de soins, cela ne touche pas seulement la grippe mais aussi les questions de contraception et d'IVG.

Notre vocation n'est évidemment pas de remplacer la sécurité sociale obligatoire devant ces mesures ; néanmoins nous essayons de renforcer un certain nombre de prises en charge que nous réalisons au titre de notre activité mutualiste non lucrative mais privée. Les étudiants qui adhèrent et qui cotisent déterminent les orientations et ce qu'il faut prendre en charge. Cela fait quelques années que la Mutuelle des étudiants a opéré des choix politiques essentiels. Je pense à la prise en charge d'actes médicaux ou médicaments qui ne sont pas du tout prises en charge par le régime général de la sécurité sociale obligatoire, telles que la pilule de 3e et 4e génération, l'anneau vaginal, les patchs contraceptifs et à divers autres éléments.

Certes, nous ne sommes pas très riches, les moyens sociaux des étudiants étant limités; toujours est-il qu'il y a une vraie idée derrière : mais nous souhaitons offrir aux étudiants la possibilité d'être remboursés de choses de soins qui ne sont pas pris en charge par la Sécurité sociale. Je pense que le remboursement de tous les moyens contraceptifs à 100 % constitue une revendication que porte aussi le Planning. En attendant que le gouvernement prenne ses responsabilités, des organismes s'organisent pour le faire.

À côté de ce que la sécurité sociale ne couvre pas, il y a aussi des remboursements où elle intervient mais où nous allons plus loin. Nous allons également plus loin sur des actes que l'Assurance Maladie ne prend pas du tout en charge. C'est le cas pour l'IVG à 100 %. Nous proposons par ailleurs de nombreux forfaits que nous proposons aux étudiants, comme l'achat de préservatifs masculins ou féminins en pharmacie. Bien que ces derniers soient peu utilisés par les étudiants – probablement parce qu'il ne fonctionne que pour les préservatifs achetés en pharmacie et pas pour ceux achetés en supermarché, sachant que nous visons aussi la qualité du préservatif – cela permet néanmoins, à mon sens, de démocratiser en partie l'achat de préservatifs et de le faire de manière solidaire puisque, je le rappelle, la Mutuelle des étudiants est à but non lucratif.

Les actions en direction des lycéens, relativement nouvelles, montre la nécessité d'un dialogue en amont. Lorsque les jeunes arrivent dans l'enseignement supérieur, un certain nombre de comportements sont déjà bien ancrés. Le Planning Familial intervient beaucoup en milieu scolaire, pour La mutuelle des étudiants c'est un peu nouveau. Nous avons mis au point une mini garantie – dont je vous épargnerai les détails – que nous présentons de façon un peu ludique afin de faciliter la prise de contact et d'accrocher les jeunes sur des sujets éminemment graves et importants.

Pour conclure, nos actions dites de prévention sont assez larges : éducation à la santé, à la sexualité, éducation sexualisée. Le panel couvert est étendu, allant de l'audition aux addictions en passant par la sexualité. Nous tentons d'appliquer trois principes :

- Un discours non moralisateur, sans quoi le jeune risque de ne pas écouter.
- Une prévention par les pairs semble indispensable. Ce n'est pas seulement intuitif ; des études réalisées sur le terrain mettent en exergue la différence de perception lorsqu'un jeune parle à un jeune. Cela nécessite évidemment de la formation en amont ; il ne s'agit pas de lâcher dans la nature des jeunes susceptibles de donner des informations qui ne seraient ni rigoureuses ni pertinentes.
- La recherche d'outils appropriés, avec autant que possible une dimension ludique. Bien sûr, quand on parle du VIH ou d'IVG, nous pouvons être confrontés à des cas un peu lourds et qu'il est parfois délicat d'adopter un mode ludique.

Il faut pourtant mener des actions de prévention, et nous allons maintenant sur des lieux un peu nouveaux pour nous. Jusqu'à présent nous agissions sur les campus, auprès d'étudiants qui ont du mal à se loger, qui courent d'un amphi plein à craquer à un autre, qui ne se restaurent pas suffisamment à midi... Essayez de leur parler d'IVG, de contraception et de sexualité ! Même sur d'autres sujets, comme l'alcool, c'est compliqué. Si nous intervenons peu – voire pas du tout – sur l'éducation sexualisée, depuis quelques années nous allons parler aux jeunes des addictions sur leurs lieux de vie et

sur leurs lieux festifs. Cette initiative est partie de la « rue de la soif » de Rennes, pour ceux qui connaissent, qui a soulevé un problème de santé publique. Nous avons répondu à un appel d'offres lancé par la mairie et par l'ANPAA (association Nationale de Prévention en Alcoologie) que nous avons gagné. Ainsi, trois fois par semaine, des équipes de jeunes – qui sont évidemment formées pour – vont au contact des étudiants sur leurs lieux de sociabilité autres que le campus faire de la prévention santé, en parallèle des interventions en milieu scolaire du Planning. Cela permet non seulement de les sensibiliser différemment mais aussi, très souvent, d'obtenir une écoute nettement meilleure et plus efficace que celle des étudiants qui courent à droite et à gauche et ne souhaitent pas forcément qu'on les enquiquine avec des questions qu'ils n'ont pas envie d'entendre. Nous allons également sur des festivals de musique, à la Fête de l'Huma où nous partageons notre stand avec le Planning...

Dalila Touami (animatrice)

Merci Gabriel.

Comme pour les autres tables-rondes, nous allons écouter chacun des intervenants avant de donner la parole à la salle. Nous avons prévu 45 minutes de débat, ce qui laissera largement le temps aux participantes et participants de poser des questions et de creuser les sujets. Je donne la parole à Antoine, de l'Union Nationale des Lycéens.

Antoine EVENOU, Président, UNL

Bonjour à toutes et à tous. Tout d'abord, merci au Planning d'avoir invité l'UNL à votre université d'été. Je pense que nous ne travaillons malheureusement pas assez ensemble alors qu'il serait pourtant nécessaire que les lycéens et le Planning puissent communiquer ensemble et mener des expertises conjointement, comme le travail que l'UNL et La Mutuelle Des Etudiants accomplissent en collaboration sur le milieu lycéen.

Ce travail est d'autant plus important aujourd'hui que les stéréotypes présents dans la société persistent malgré tous les combats que nous menons depuis des années. Non seulement nos combats doivent être poursuivis mais ils doivent s'amplifier, notamment ceux sur l'égalité femmes-hommes, sur les questions d'homophobie, de la liberté et du plaisir.

En regardant l'ordre du jour de votre université d'été, j'ai vu qu'elle se consacrait aussi à ces thèmes. Or, au vu de l'ordre moral qui persiste dans notre société, je pense que la question de la liberté du plaisir s'inscrit bel et bien au cœur des discussions.

Pour revenir sur la table-ronde « *éducation à la sexualité et éducation sexualisée* », je pense qu'il est assez important de mettre en avant ces questions, dont l'évocation s'avère quasiment inexistante aujourd'hui au lycée, au collège et *a fortiori* au primaire. Ce n'est en aucun cas de votre faute, bien au contraire. Il y a 5 000 lycées en France et encore plus de collèges. Il est compliqué pour vos militants d'être partout à la fois, je le conçois parfaitement. Je sais que vous faites le travail que vous pouvez et que vous vous donnez à fond. Malheureusement, le gouvernement doit aussi faire des efforts de ce côté-là, notamment en appliquant réellement le décret mis en place il y a quelques années.

D'autre part, les tabous que l'on peut observer dans la société sur les différentes questions que j'ai évoquées tout à l'heure restent des tabous forts. Le conservatisme ambiant fait que nous n'arrivons pas à avancer sur ces problématiques. Même des gens qui pourraient se prétendre progressistes, ayant une éducation datant de quelques années, ont du mal à appréhender certaines questions, à en parler et à faire de l'éducation sur ces sujets-là.

Je prendrai l'exemple qui me semble être le plus flagrant, celui des classes de 4^e et de 3^e, période charnière pour les jeunes et moment où ils expriment le plus le besoin d'avoir une éducation à la sexualité et de comprendre les choses. Souvent, ils n'en ont pas ou très peu et se retournent vers deux éléments :

- D'un côté, leurs pairs. Or ceux-ci d'une part ne savent pas forcément quoi leur répondre et d'autre part n'osent pas forcément. Le jeune de 14 ou 15 ans ne va pas réussir à obtenir les réponses qu'il cherche.

- Il va alors se retourner vers internet, où on constate un certain nombre de dérives et qui n'est pas forcément le meilleur media pour trouver des réponses ! Comme cela a été dit dans les ateliers tout à l'heure : le porno prend une place de plus en plus considérable, avec toutes les conséquences que cela implique et la reproduction de tous les stéréotypes sociaux sur la femme soumise.

Pourquoi ne dispense-t-on pas autant d'éducation à la sexualité qu'il en faudrait aux 4^e et 3^e ? Parce qu'on les considère comme étant trop jeunes ? Parce qu'on a peur de les choquer ? De les déstabiliser psychologiquement ou encore de ruiner leur scolarité ? Ce discours, on l'entend malheureusement trop souvent. Il correspond à une réalité qui est une « contre éducation sexualisée ».

Pour en revenir à l'éducation sexualisée, qui elle est rarissime, dans les programmes scolaires, dans les enseignements qui sont donnés tout au long de la scolarité, les notions d'égalité femmes-hommes, de lutte contre l'homophobie et de libertés et de plaisir sont quasi inexistantes. Certes, on parle du droit de vote des femmes, c'est bien, sauf que ça s'arrête souvent là. Il y a quand même un petit pas à franchir. Ce ne sont hélas ni Le Planning Familial ni l'UNL qui écrivent les programmes scolaires, et c'est bien dommage ! Je pense que l'objectif est que nous puissions, un jour, détenir la direction de la DGESCO et que nous puissions écrire l'ensemble des programmes scolaires ! Là, nous avancerions !

Des notions enseignées reflètent encore des clichés qui sont diffusés à l'ensemble des élèves. Sachant que l'école reflète la société, quand l'élève sort de l'école, et bien il reproduit forcément ces clichés. Les chiffres que donnait Gabriel tout à l'heure sont révélateurs de tout ce qu'on peut enseigner aux élèves au cours de leur scolarité, du primaire au lycée et par la suite à l'université.

Je pense qu'un élément primordial de progrès en la matière consisterait à réussir à changer les enseignements qui sont donnés, à instaurer les notions nécessaires pour faire changer la représentation qu'on peut avoir des rapports sociaux dans la société et à permettre d'assurer l'égalité des droits entre les personnes, quelle que soit leur origine ou leur orientation sexuelle.

Si dans les programmes on dit que la femme est soumise, de fait c'est qu'elle n'est pas l'égal de l'homme. Si on dit que l'homosexuel a un problème mental, quand l'élève sort de l'école, il garde cette représentation. Quand on dit que la liberté du plaisir est un problème, surtout pour les jeunes, cela pose aussi un problème quand on sort de l'école. Les jeunes continuent à reproduire les schémas qui leur sont inculqués au cours de leur scolarité.

Je pense que la véritable question est de savoir comment associer les jeunes à l'éducation sexualisée et comment – en associant Le Planning Familial, l'UNL, l'UNEF, la Mutuelle des étudiants et beaucoup d'autres acteurs – mettre les jeunes en dynamique pour qu'eux-mêmes soient acteurs de l'éducation sexualisée. Il s'agit d'aboutir à ce qu'eux-mêmes puissent aussi « éduquer » leurs camarades de classe en discutant avec eux. On en revient à la question de l'éducation populaire, qui est posée ici. Nous avons tous un rôle d'éducation populaire. Nous spécifiquement avec les lycéens, et vous davantage avec les jeunes en général. Plus nous arriverons à former de jeunes sur ces questions, plus ces jeunes pourront en former d'autres. Cet effet boule de neige permettrait de faire changer les choses.

Sur un plan purement scolaire, le nombre des IMS (interventions en milieu scolaire) doit augmenter. Je pense que le gouvernement a aussi la responsabilité financière de vous donner, ainsi qu'à d'autres organisations, les moyens de le faire dans plus de lycées et le plus souvent possible afin de rencontrer le plus de jeunes possible, qu'ils soient en primaire, au collège, au lycée – et aussi en BTS et en prépa qui sont quand même logés dans les lycées.

Concernant la transformation des programmes scolaires, sans aller jusqu'à faire main basse sur la DGESCO, il existe des possibilités et des marges de manœuvre. Les programmes scolaires sont revus chaque année.

Dernier élément, la formation des enseignants devrait tout de même davantage prendre en compte ces questions-là. Seulement, quand on voit la réforme de la formation des enseignants qui vient d'être mise en place, s'imaginer qu'on pourrait intégrer un module d'éducation à la sexualité et d'éducation sexualisée relève de l'utopie. Il faudrait donc une nouvelle réforme faisant une place bien spécifique à

l'éducation sexualisée car c'est comme cela que nous ferons avancer l'égalité des droits dans la société. Si le jeune bénéficie d'interventions en milieu scolaire, s'il a des enseignants qui lui apportent les connaissances nécessaires sur ces sujets, il deviendra lui-même acteur de ce changement, transmettant ses connaissances à d'autres.

Le deuxième point porte sur les relations entre Le Planning Familial et les autres organisations, notamment de jeunesse, pour envisager des formations partagées, des actions communes et partager l'expertise sur ces sujets.

Si je vous donne moins de chiffres que Gabriel, c'est que nous rencontrons des difficultés à obtenir des données sur les lycéens et collégiens et d'acquérir une véritable expertise sur leurs connaissances, leurs attentes et leurs besoins en matière d'éducation à la sexualité et l'éducation sexualisée. J'en discutais avec une camarade du SNES-FSU tout à l'heure : je pense qu'il y a une réelle nécessité à ce que nous travaillions ensemble afin de construire cette expertise sur ces sujets. À partir de là, je pense que le ministère de l'Éducation nationale sera obligé de modifier les directives prises au niveau national parce qu'il y aura des données fiables à l'appui.

C'est à partir d'une enquête par exemple que nous pourrions vraiment construire sur le fond et le travail que nous pourrions mener ensemble ne pourra qu'être intéressant. Il reste beaucoup de travail à accomplir, autant sur l'éducation formelle que sur l'éducation informelle, sur l'éducation scolaire que périscolaire.

Et ceci est d'autant plus vrai dans le contexte actuel, où on supprime les centres IVG ou de remise en cause de ce droit, où on diminue les moyens alloués au Planning familial, où on applique de perpétuelles politiques de discriminations allant des étrangers aux homosexuels...

Dans ce contexte, je vous dis bravo pour le courage dont vous faites preuve et vous félicite pour le combat que vous continuez de mener, alors les moyens financiers sont constamment en baisse!

Bravo pour votre université d'été. Je crois que le travail doit continuer et je vous remercie.

(Applaudissements nourris)

Dalila Touami (animatrice)

Super ! En tout cas merci Antoine d'avoir balayé un peu tous les sujets qui nous tiennent à cœur. Je passe la parole à Azwaw.

Azwaw DJEBARA, Vice-Président, UNEF

Après cette intervention très enflammée, je tenais tout d'abord à vous remercier de nous avoir invités à votre université d'été. Cela reflète les bonnes relations que nous entretenons déjà depuis un certain nombre d'années, avec beaucoup de liens locaux. Notamment, la présence de nombreux militantes et militantes du Planning familial dans les formations régionales de l'UNEF permet à nos militants d'acquérir divers outils très importants à mettre en œuvre au quotidien sur les universités. Je tenais également à excuser Jean-Baptiste PREVOST, le président de l'UNEF, qui ne peut malheureusement pas être présent parmi nous, étant retenu à Paris pour un meeting sur la question des retraites à la Fête de l'Humanité. C'est aussi un combat qui nous anime tous. Je pense que vous ferez preuve de compréhension.

Pour entrer dans le vif du sujet, les différents intervenants sont revenus sur les blocages qui existent au sein du système éducatif. Gabriel a donné un élément central : nous, dans l'enseignement supérieur, nous arrivons en dernière position, après tout ce qui s'est passé et tout ce qui a été généré dès la petite enfance et par la suite, au cours de l'adolescence, dans l'enseignement secondaire.

Aujourd'hui, nous avons une structure universitaire. L'université, alors qu'elle a une mission d'ouverture sur la société et qu'elle doit permettre la diffusion du savoir et le progrès pour l'ensemble de la société, est aujourd'hui un peu refermée sur elle-même.

Déjà que nous avons des difficultés à intégrer toutes les dimensions de genre dans le secondaire, je ne vous dis pas les tabous et le black-out qui règnent dans l'enseignement supérieur à ce niveau-là ! C'est le

no man's land. À l'université, c'est très simple : le jeune est là pour suivre une formation disciplinaire, dont il ne doit jamais s'écarter, même quand sa discipline peut avoir un lien direct avec des problématiques liées à la sexualité.

On le constate particulièrement au niveau de la filière médicale, où sont formés les médecins de demain. Les questions de la contraception et de l'avortement y restent des questions taboues, rejetées par le corps enseignant. Encore plus grave, elles sont aujourd'hui rejetées par les étudiants eux-mêmes. Il se produit à l'heure actuelle une réaction très dure des étudiants en médecine. Nous essayons de nous battre, avec les moyens que nous avons. Malheureusement, l'UNEF était minoritaire en termes de syndicalisation des étudiants en médecine au moment des élections. C'est très dur. Je pense qu'il y a des déclics politiques à avoir. Nous aurons notamment besoin de l'aide de tous les militants féministes pour faire en sorte que la réaction provienne des universités de médecine car il est intolérable que les futurs médecins du pays continuent à être formés sur une base qui ne permettra pas de répondre aux attentes de la population.

Dans le reste de la sphère universitaire, la reproduction des rapports de domination sociaux entre les sexes est également visible.

Alors qu'une majorité de jeunes femmes obtiennent le baccalauréat, au final elles se retrouvent de plus en plus minoritaires en fin de course. Plus le nombre d'années d'études augmente, moins il y a de filles. On constate notamment que le corps enseignant à l'université est composé d'une écrasante majorité d'hommes.

Ce phénomène se retrouve au sein même des filières, avec une répartition sexuée des filles, dont 70 % se retrouvent dans les filières littéraires. Dans les filières scientifiques en revanche, il n'y a que 44 % de filles. Les stéréotypes véhiculés tout au long du primaire et du secondaire se répercutent dans la répartition filles-garçons dans les disciplines : les mathématiques et la réflexion logique étant, comme tout le monde le sait, des attributs masculins alors que la douceur de vivre des études littéraires est faite pour les filles, qui aiment lire et qui écrivent bien...

Ces éléments qui ont marqué les jeunes tout au long de leur parcours éducatif se manifestent de manière très concrète quand il faut faire un choix décisif, celui de leur orientation scolaire dans l'enseignement supérieur qui va conditionner les débouchés professionnels et l'organisation de la vie sociale pendant les 40 ou 50 années à suivre.

Voici les nœuds du problème auquel nous sommes aujourd'hui confrontés.

Malheureusement, l'UNEF n'a pas toutes les réponses pour lutter contre ces stéréotypes. Toutefois il y a plusieurs facteurs à notre décharge, comme le travail en amont évoqué par Antoine au niveau de la structure éducative secondaire touchant à l'évolution des programmes et au rapport à l'éducation. Nous pensons qu'une profonde révolution est à opérer au niveau des structures et de la transmission du savoir pour éviter que les parcours ne soient trop spécialisés. En effet, la spécialisation induit aussi des éléments de déterminisme inculqués antérieurement. Quand on fait choisir à un lycéen un parcours purement scientifique – ou purement littéraire – dès qu'il pose le pied à l'université, il est mis dans une case correspondant aux prérequis où ce qui s'est passé auparavant dans sa scolarité tient une place principale.

Comment éviter cette coupure et d'avoir à faire ces choix trop spécialisés ? L'université doit acquérir une ouverture sur la société et sur ces questions. Nous devons, côte à côte, mener le combat pour faire sauter les verrous. Le Planning Familial ne réalise quasiment pas d'interventions en milieu universitaire. Entre les enseignements que l'étudiant doit valider dans le cadre de sa formation universitaire et les différents éléments de vie, cela ne lui laisse pas de temps pas forcément d'accéder aux centres d'information et ou de planification.

Par ailleurs, il n'existe pas de lieu de sociabilité où l'on peut traiter un certain nombre de problématiques. Dans les universités, il y a aujourd'hui ce qu'on appelle les médecines préventives universitaires, lieu qui doit théoriquement permettre d'évoquer diverses questions liées à la sexualité. Des personnels sont mis à la disposition des étudiants, dont des membres du corps médical, des

psychologues entre autres. Toujours est-il qu'aujourd'hui ces structures médicales et préventives sont progressivement abandonnées par les pouvoirs publics, ne bénéficiant pas des financements nécessaires. Il se produit un engorgement alors que chaque étudiant devrait pouvoir bénéficier d'une consultation auprès de la médecine préventive lors de sa première année. C'est loin d'être le cas ; la majorité des étudiants n'a même aucune consultation sur l'ensemble de son parcours universitaire. On constate également un retard en matière de prescription des moyens de contraception, les médecins n'ayant pas la possibilité de prescrire la pilule alors que les personnels médicaux connaissent les rythmes de vie des étudiants et peuvent répondre à leurs spécificités. Il serait nécessaire de remédier à cette situation.

Le dernier élément est lié aux missions d'égalité hommes-femmes qui existent aujourd'hui dans certaines universités. Leur développement constituera un moyen de faire évoluer le corps enseignant et de sensibiliser les étudiants à l'éducation sexualisée et à l'éducation à la sexualité. Ces missions s'exercent notamment dans le domaine de l'analyse très précise des rapports de domination qui perdurent au sein de l'instruction universitaire. Elles ne sont pas soutenues financièrement et sont les premières à pâtir des baisses budgétaires. Ces missions égalité hommes-femmes sont la plupart du temps assurées par des personnels précaires, qui n'ont pas le temps de s'investir sur la durée et de monter des projets structurants susceptibles de faire évoluer la structure universitaire.

Je pense qu'il y a un travail à accomplir à ce niveau, à la fois pour soutenir les initiatives qui existent déjà et pour que les militantes et militants puissent s'investir. En effet, il s'agit surtout à ce jour de structures principalement salariales, avec très peu de présence militante. Comment arriver, nous, à investir ce type de sphères pour pouvoir les soutenir politiquement et leur apporter notre expertise ? Comment favoriser leur développement dans les endroits où elles n'existent pas encore ?

Dernier élément sur les attentes des jeunes par rapport à ces questions : notre organisation a une attente de formation plus importante. À l'heure actuelle, autant nos militants syndicaux sont très aguerris sur toutes les composantes politiques de la lutte des femmes pour l'égalité des droits – la plupart des jeunes connaissent *grosso modo* les temps politiques forts, qui font partie des programmes éducatifs (8 mars, 25 novembre...) – autant ils ont un déficit de formation, d'écoute, d'accueil et d'orientation. Nous avons une attente de formation sur ces éléments pour que tous nos camarades militants puissent être efficaces au quotidien dans leur combat pour l'égalité et faire en sorte que l'université ne soit un jour plus le lieu de la reproduction sociale de la domination entre les sexes. Je vous remercie.

Dalila Touami (animatrice)

Merci Azwaw.

Avant de donner la parole à la salle, je voudrais juste rappeler la piste que nous imaginions quant à ce que nous pourrions construire avec les jeunes qui ne sont ni étudiants ni lycéens. Comment faire du relais par rapport à eux ? Pour cette réflexion, nous avons besoin de tous.

Nous avons aussi à réfléchir à comment, dans nos propres organisations, les vôtres comme les nôtres, on s'ouvre à des publics différents, issus d'autres cultures ou que l'on ne touche pas car ils ne sont pas dans les institutions « classiques ». Comment les rapports de domination sociale traversent-ils les rapports sociaux ?

Nous allons prendre les questions des différents intervenants.

Participante

À Montpellier, nous avons commencé à mener une réflexion sur la déclinaison au niveau local du partenariat national que nous avons avec la Mutuelle des étudiants. Comment réussir à intervenir plus fort, à créer des relais dans les universités avec des étudiants qui seraient co-formés par exemple par le Planning, La mutuelle des étudiants et l'UNEF pour mettre en œuvre un accueil dans les universités ? Je sais que cela se fait déjà dans certaines universités en France, dont le nombre reste restreint : Grenoble, Nantes, Rennes et Bordeaux. (Bordeaux, ils sont forts !)

Chez nous, apparemment cela s'est fait mais n'a pas marché. Une des propositions évoquées est de se

déplacer sur les lieux de festivité des étudiants plutôt que sur les lieux universitaires parce que sur ces lieux, justement il y a le regard des autres. Ce phénomène se produit peut-être moins au niveau du lycée ou au collège, en 4^e et en 3^e, parce que c'est l'ensemble du groupe de la classe qui est impliqué. De plus, ce ne sont pas les élèves qui sont demandeurs mais l'établissement.

Même si je sais que des problèmes de moyens se posent, je pense que cette déclinaison est à creuser. Les militants de la LMDE ou de l'UNEF ont aussi leurs activités propres, ce qui pose la question des personnes disponibles.

S'agissant des études de médecine, je crois que ce qu'a dit Azwaw est vraiment fondamental. Montpellier est aussi une ville universitaire importante et reconnue pour la médecine. À ce sujet, il y a eu un bug sur la projection du film « *L'avortement, une liberté fragile* » de Régis Sauder, qui devait être co-organisée par l'UNEF, la LMDE et Le Planning Familial. Finalement, il n'y a eu... personne. Ce n'était pas seulement lié au désintérêt ou rejet des étudiants en médecine qui n'ont pas voulu venir mais aussi à un problème d'organisation. Cela dit, je sais qu'une des étudiantes de l'UNEF qui était passée dans les amphis annoncer la diffusion du film s'est entendue traiter de pute... Il s'agit de nos futurs médecins !

C'est pourtant fondamental de sensibiliser sur ces sujets les futurs médecins qui demain pratiqueront des interruptions volontaires de grossesse. Où sont passés les médecins militants d'avant ? Pourquoi personne ne s'intéresse à ces questions en études de médecine ? Cela paraît fou mais c'est la réalité. Une étudiante en médecine est venue nous voir et a adhéré au Planning à Montpellier. Elle était tellement heureuse de trouver un lieu où elle puisse parler d'IVG ! Jamais elle n'avait eu l'occasion de le faire pendant ses études alors qu'elle en était à sa 7^e année !

Par ailleurs, concernant les lycées et les collèges – puisque l'UNL semble avoir également des adhérents collégiens – le collège est tout de même le lieu où il y a encore tous les élèves. Après des bifurcations se font et il se produit un écrémage social.

Je suis convaincue de la nécessité de la formation des pairs, dont nous avons déjà parlé hier, mais je pense aussi aux fédérations de parents d'élèves. Les fédérations de parents sont aussi présentes de la maternelle à la fin du lycée. La FCPE est très favorable aux positions du Planning, comme avec la LMDE, l'UNL...

Participante

Je voudrais parler avec la LMDE d'un problème que nous avons rencontré à Bordeaux. Nous avons accueilli une jeune étudiante française d'origine turque qui devait être mariée d'office en Turquie au lendemain de ses examens. Nous lui avons proposé de quitter l'endroit où elle était et nous lui avons trouvé un lieu d'accueil. Actuellement, elle est sur Bordeaux. Elle était recherchée par ses frères et menacée et il fallait lui changer ses papiers. Eh bien, nous nous sommes heurtées à d'énormes difficultés de la part de la Sécurité Sociale et de la LMDE, pour effacer les traces de données personnelles dans son dossier et éviter qu'elle ne soit retrouvée. Ce cas-là n'est pas prévu par la sécurité sociale. Nous avons réussi à le faire, avec l'aide d'une employée de la LMDE qui a été super ! Elle a fait envoyer les papiers pour les remboursements de la jeune femme, chez une de ses copines de la LMDE de Poitiers qui les a ensuite renvoyés à Bordeaux. Cette personne a été très sympa mais il faudrait un système officiel au niveau de la Sécurité Sociale et de la LMDE pour permettre de ne pas remonter jusqu'à la jeune femme qui se trouve dans ce genre de situation, qui est recherchée, et que connaissent souvent des étudiantes. Le Planning devrait travailler avec la Sécurité Sociale pour la protection et l'éloignement des femmes victimes de violences conjugales, où la problématique se pose de manière identique.

Participante

J'aurais à la fois une question et une critique à propos de l'éducation par les pairs. Comment vous les syndicalistes concevez-vous cette éducation par les pairs sachant que nous, au Planning, nous recevons tout de même des gens que vous avez publiquement et médiatiquement dénoncés comme étant des casseurs pendant le mouvement anti CPE ? Je souhaite relativiser quelque peu cette éducation par les pairs parce que je ne suis pas sûre que l'âge suffise à être pair de quelqu'un. Pendant le mouvement anti

CPE, il y a eu une désolidarisation et une criminalisation totale de ceux qui affrontaient la police pendant les manifs. Ni l'UNEF ni l'UNL n'ont hésité à y aller franco.

Participante

Bonjour, je suis enseignante chercheuse, en sociologie. Nous discutons quelque peu du genre et je confirme votre constat sur le fait qu'à l'université, plus on monte dans la hiérarchie et moins il y a de femmes. Certes, les enseignantes sont très souvent des femmes, mais elles ont des statuts précaires. Les professeurs, eux, sont le plus souvent des hommes.

Ma question s'adresse aux trois représentants de mutuelle et syndicats et notamment à l'UNEF. Je voudrais savoir où vous en êtes dans vos instances et dans les instances de direction par rapport à la mixité ?

Participante

Juste une intervention sur la question des étudiants en médecine. Je suis du Planning Familial de Lille. Nous allons dorénavant pouvoir officiellement accueillir en stage des étudiants en médecine dans les centres de planification. Ainsi, Le Planning devient un lieu de stage reconnu et officiel pour les étudiants en médecine. La DRASS du Nord-Pas-de-Calais a œuvré avec nous pour cette reconnaissance. Nous recevrons deux étudiants, de novembre à mai et de mai à novembre. Je pense que c'est important pour former des médecins qui soient plus au fait des questions d'IVG et de contraception.

Participante

Hier, lors de mon l'atelier, il a été proposé un travail éventuel avec les pairs et nous nous sommes demandé si une collaboration avec les délégués de classe, pour avoir quelqu'un sur place après les interventions par exemple, serait judicieuse.

Participante

Par rapport aux étudiants en médecine, je voudrais rajouter qu'à Poitiers les professeurs sont venus nous demander la formation de leurs étudiants. Cette année, nous allons mettre en place une formation de trois fois deux jours sur « Féminin-masculin, sexualité, comment en parler ? » avec les internes étudiants en médecine, volontaires bien sûr.

Dalila Touami (animatrice)

Nous allons commencer à écouter les réponses avant de reprendre une deuxième série de questions.

Gabriel SZEFTTEL

Je voulais tout d'abord bien sûr également remercier le Planning de nous avoir invités !

La mixité dans nos instances... C'est une bonne question !

Il faut savoir qu'il y a un turn-over très important à la LMDE comme à l'UNEF, et de façon encore plus flagrante à l'UNL. À ce jour, au sein du bureau national de la Mutuelle des étudiants (qui a eu une présidente il y a quelques années), c'est quasiment la parité. Cela a été majoritairement féminin il y a quelques mois. On ne sait pas ce que réserve l'avenir mais les choses bougent assez vite.

Je n'ai pas tout compris au sujet de la traçabilité mais je pense que nous disposons d'un levier. Les deux éléments qui viennent d'être cités me paraissent primordiaux.

S'agissant des études de médecine, dont j'ai parlé avec Azwaw pour l'UNEF, je serai moins sévère que lui parce que ce sont aussi des étudiants qui sont formatés par un système et un corps enseignant. Sans aborder l'orientation politique globale du corps médical français, il est problématique d'avoir des générations de jeunes médecins – car c'est un problème non seulement pour ces étudiants-là mais aussi pour les générations suivantes – dont l'absence de formation dans certains domaines représente un problème pour la santé publique et le droit à l'IVG. Nous avons des difficultés à aller dans les facultés de médecine mais également une vraie responsabilité. Pour la LMDE, c'est plus simple mais je crois que

nos organisations devraient travailler très vite à définir des priorités et à trouver des pistes de travail en commun. Quant aux permanences communes, il faudrait en organiser davantage, avec les moyens dont nous disposons.

Azwaw DJEBARA

Par rapport à la question sur la composition des instances de l'UNEF, les nôtres – notamment le bureau national – sont aujourd'hui composées de manière à peu près paritaire. On retrouve le même schéma qu'à la LMDE, avec beaucoup de turn-over et selon les périodes il peut y avoir beaucoup plus de filles en responsabilité que de garçons, en particulier dans les sections locales. Très récemment, en province, la grande majorité des présidents de sections locales étaient des présidentes. Par ailleurs, il existe un lien de cause à effet avec la structure universitaire : les étudiants qui peuvent le plus s'investir dans l'engagement syndical et y consacrer le plus de temps sont dans des filières qui leur en laissent la possibilité, à savoir les filières littéraires, autrement dit celles qui comptent le plus de filles. Nous avons davantage de mal à toucher la population étudiante qui suit ses études en écoles ou des études scientifiques, car leur nombre d'heures de cours est plus important.

Nous ne sommes pas hermétiques à ce qui se passe à l'extérieur, dont nous subissons aussi les contrecoups de la répartition sexuée qui prévaut aujourd'hui dans l'enseignement supérieur. Le combat féministe qui vise à gommer quelques mauvaises habitudes qui existent malheureusement dans beaucoup d'organisations, comme dans le reste de la société depuis très longtemps, est aussi un combat permanent de l'UNEF. Les cadres de discussion doivent permettre autant aux filles qu'aux garçons d'intervenir, de s'émanciper et dire ce qu'elles et ils ont envie de dire.

Ce combat reste en permanence une préoccupation parce que nous savons qu'il n'est pas derrière nous. Ce n'est pas parce que le combat féministe est un combat important pour nous, que tout se passe bien et qu'il n'y a aucune question à se poser en interne de notre organisation.

S'agissant des autres éléments qui ont été mentionnés, je souscris totalement à la difficulté évoquée par rapport à Montpellier. Étant un ancien étudiant montpelliérain, je connais un peu la faculté de médecine et j'ai vu comment cela se passait quand nous venions parler d'un certain nombre de choses. Si une fille vient annoncer la diffusion dans les amphis d'un film sur l'avortement, c'est une pute. Si ça avait été un garçon, ça aurait été un pédé. Montpellier a aussi la caractéristique d'être LA faculté historique, depuis le moyen-âge... Il faut aussi souligner les points positifs dans d'autres fâcs. Je n'étais pas au courant que des choses se passaient à Poitiers ou à Lille.

Nous devons arriver à mutualiser ces bonnes pratiques pour que toutes nos sections locales en soient informées. Le phénomène « ça se passe ailleurs, ça peut aussi se passer ici » peut nous permettre de convaincre les directions d'unités de formation en médecine de nous laisser intervenir, voire de nous apporter un soutien dans nos interventions, notamment en ce qui concerne la possibilité d'intégrer des stages étudiants au sein du Planning ou d'avoir certains outils de formation. Cette mutualisation est urgente pour que, tous ensemble, nous puissions exercer des pressions. Je souscris totalement à la proposition de Gabriel sur la manière dont nos différentes organisations doivent arriver à travailler ensemble sur la question des études médicales.

La dernière question portait sur les jeunes déscolarisés.

Je n'ai pas tout compris à l'intervention sur la division de la jeunesse qu'aurait entretenue l'UNEF au moment du CPE. Je pense que, bien au contraire, notre parole était unitaire, à l'inverse de ce que tentait de faire le gouvernement en opposant la jeunesse diplômée, la jeunesse des universités à la jeunesse déscolarisée. Nous avons beaucoup œuvré afin que la question de la jeunesse soit vue sous un seul prisme : celui des inspirations d'une seule et même classe générationnelle.

Nous pensons qu'aujourd'hui il y a une situation problématique car nous avons du mal à approcher les jeunes déscolarisés et les jeunes en milieux ruraux. Les jeunes de banlieue sont davantage touchés par la déscolarisation. Certains éléments arrivent très tôt, dès le primaire et le secondaire. Il faut que nous entretenions des relations avec d'autres organisations, qui ont la possibilité de toucher ces jeunes-là. Je sais par exemple que beaucoup de jeunes s'organisent autour de la question de l'éducation populaire des

jeunes dans les milieux ruraux. Il y a plusieurs organisations au niveau national avec lesquelles nous pouvons travailler. Ces réseaux doivent être mutualisés afin d'obtenir une expertise plus juste. En effet je suis aujourd'hui dans l'incapacité de vous dire quelles sont les attentes, quels sont les besoins de ces jeunes et comment y répondre afin d'éviter une fracture entre la jeunesse universitaire et la jeunesse exclue du système scolaire, qui subirait alors une double peine, restant sous l'emprise du déterminisme que nous souhaitons combattre.

Antoine EVENOU

Je partage de A à Z l'analyse du CPE et celle des jeunes déscolarisés que vient de dresser Azwaw. Je n'ai rien de plus à ajouter.

S'agissant du travail avec les délégués de classe, je pense qu'il peut représenter un bon vecteur pour faire passer les messages dans les classes. Néanmoins, le conseil de vie lycéenne a peut-être davantage de poids et de moyens que le délégué de classe pour mener des campagnes au sein des établissements scolaires. Nous portons la revendication d'un conseil de la vie collégienne, qui pourrait permettre ce genre d'accroche. Il regrouperait 10 élus et 10 lycéens qui auraient la capacité de faire passer l'information et de mener des campagnes dans les lycées. Même réduite, ils bénéficieraient d'une capacité financière leur permettant de monter des projets assez importants sur toutes ces questions-là, lycée par lycée et collège par collège, afin de faire changer les habitudes. Ceci pourrait être fait en relation avec Le Planning Familial et les différentes organisations, notamment l'UNL.

Concernant la mixité au sein des organisations, les filles sont clairement majoritaires dans l'équipe nationale de l'UNL. Historiquement, depuis le début de l'UNL, il s'est produit non pas de manière voulue mais de manière naturelle une alternance entre filles et garçons à la tête de l'organisation. Là, vous êtes tombées sur un garçon, je suis désolé ! Avant, c'était une fille ! Le turnover est certes important à l'UNEF et à la Mutuelle des étudiants mais il l'est encore plus à l'UNL. J'ai 19 ans et je suis le plus « vieux » de l'organisation ! En moyenne un militant reste trois ans ; monter dans l'équipe nationale prend un an ou un an et demi. Nous sommes actuellement six filles et trois garçons dans l'équipe nationale et cela peut être l'inverse. La question centrale, qu'a très bien posée Azwaw, consiste plutôt à savoir quel espace on laisse aux gens dans la discussion. Je pense que le même espace est laissé aux filles et aux garçons.

Quant à la question sur la formation des pairs, nous avons évoqué les organisations avec lesquelles travailler dans les lycées. La FCPE est tout de même la première organisation de parents d'élèves. Elle couvre tout le territoire et c'est une grosse machine. Des formations en interne de la FCPE, voire des formations communes Planning Familial/FCPE/UNL pourraient permettre de toucher les parents d'élèves, les lycéens et de changer les choses. Je crois que tout le travail que les organisations pourront accomplir en lien les unes avec les autres ne saurait qu'être bénéfique pour les lycées. Certes, ce n'est pas l'éducation sexualisée, telle que nous la voudrions, toujours est-il que ce serait un petit plus qui à mon avis serait important dans le contexte actuel.

Je voudrais revenir sur deux ou trois éléments. Déjà, au lycée, on observe la différence entre les classes de L où il y a 34 filles sur 35 élèves et l'inverse en S. Je crois que c'est encore plus impressionnant au lycée qu'à l'université, où les filières sont beaucoup plus diversifiées ! Sans parler des filières professionnelles où il est exceptionnel qu'il y ait une fille. J'étais dans un lycée à moitié professionnel ; il y avait une fille sur six classes professionnelles. Ça marque quand même ! Dès le plus jeune âge, on offre plutôt un livre à une fille et une clé à molette au garçon ! L'éducation forge les mêmes stéréotypes qui se perpétuent par la suite.

Dernier élément, nous avons parlé du conservatisme ambiant, de la société patriarcale. Azwaw a fait référence au combat féministe que nous pouvons mener tous les jours. Quand on parle d'école publique laïque, c'est aussi pour dire qu'aujourd'hui, quand on met les religions au centre de l'éducation, quand on place les conditions d'origine culturelle au cœur de l'éducation, on crée des discriminations de fait. La laïcité et, surtout, l'école publique représentent aussi la possibilité de créer l'égalité au sein des établissements et au sein des enseignements. Et tant qu'il y aura une école privée, il y aura des discriminations.

Ludivine LABBE- UNEF

Bonjour à toutes et à tous.

J'aurais voulu revenir plus spécifiquement sur les conditions d'accès à l'IVG pour les étudiantes et sur la question de la contraception à l'université. Les chiffres de l'enquête de la LMDE le montraient, nous avons besoin d'une intervention spécifique sur ces questions parce qu'on voit qu'avec la prédominance de la pilule, il y a encore beaucoup de jeunes femmes, notamment des étudiantes, qui ne connaissent pas forcément les autres modes de contraception. Beaucoup d'étudiantes méconnaissent même l'accès à la pilule et son mode d'utilisation.

La question de l'IVG constitue encore un tabou beaucoup trop grand dans les universités. Bien sûr, on ne va pas avoir le discours sur « l'avortement, c'est mal », etc. mais on va tomber dans un processus beaucoup plus pernicieux de culpabilisation des étudiantes qui veulent avorter. Je pense que nous devons faire en sorte de combattre ces logiques de culpabilisation.

Comment faire pour que les jeunes se saisissent de ces questions ? Je crois qu'il faut envisager les réponses sous des perspectives militantes. C'est ce que nous essayons de faire à l'UNEF, notamment dans la perspective de la manifestation du 6 novembre, où nous allons distribuer des tracts dans les universités dénonçant la fermeture des centres IVG et tenter de sensibiliser les jeunes sur la question de l'avortement. Je pense que cette démarche est indispensable pour que les jeunes puissent s'emparer de ces questions. Il faut montrer que ce n'est pas seulement une question sanitaire mais aussi une question politique, une question militante, une question de droit de femmes, tout en rappelant les grands combats qui ont été menés pour l'avortement, ceux menés pour obtenir le droit de faire de la publicité sur l'utilisation de contraceptifs. Je pense que cette question est encore beaucoup trop éludée à l'université.

Il faut réhabiliter le terme de « féminisme » dans les universités. Les facultés de médecine atteignent vraiment le summum en matière de machisme et de patriarcat. J'ai eu l'occasion d'y aller pendant les élections universitaires et la stigmatisation des femmes y est vraiment criante et très alarmante. Elle l'est aussi, mais à un degré moindre dans le reste des filières. Je pense que nous devons vraiment réinstaurer cette dynamique militante dans les universités.

Pour en revenir à l'IVG et la contraception, on considère beaucoup trop la contraception comme une réponse au problème que serait l'IVG. Or je pense que nous devons en finir avec cette question : l'IVG est un droit ; la contraception ne peut pas être une solution pour en finir avec les IVG. Nous devons casser cette logique, qui s'avère beaucoup trop présente dans les esprits des jeunes et notamment des étudiantes.

Je voudrais parler rapidement des réseaux pro-vie, ou plutôt anti-choix comme je préfère les appeler, qui existent dans les universités. Ils utilisent des logiques très subtiles de culpabilisation des étudiantes qui veulent avorter. Notre rôle de syndicat étudiant consiste aussi à aller à l'encontre de tout cela. C'est ce que nous allons nous employer à faire dans les semaines et les mois à venir, en particulier dans la perspective de manifestations.

Quant au féminisme à l'intérieur de notre organisation, l'UNEF, comme l'université, est perméable à toutes les inégalités qui peuvent subsister dans la société. Néanmoins nous progressons sur ce point, même s'il reste évidemment beaucoup de choses à faire. Par exemple, nous avons voté dans nos instances que tous nos week-ends de formation régionaux pour les militants de l'UNEF comprendraient des formations obligatoires sur les droits des femmes et sur le féminisme. Nous mettons également ceci en place au niveau des instances nationales.

Il s'agit d'insuffler un nouveau souffle au combat féministe dans les universités auprès de la jeunesse. C'est indispensable pour gagner sur la question de l'IVG, notamment dans les perspectives de fermetures de centres qui existent aujourd'hui.

Dalila Touami (animatrice)

Nous n'avons plus beaucoup de temps. Nous allons prendre une ou deux interventions.

Participante

En matière de témoignage sur ce qui peut être fait avec le milieu étudiant, sur Marseille, nous intervenons auprès des sages-femmes, des infirmières, des éducateurs spécialisés, mais aussi auprès des médecins. Ils ont monté, à l'adresse des 2^e et 3^e années, un module optionnel d'éducation à la sexualité où, à la fin, ils interviennent auprès de collégiens et dans lequel nous intervenons également, avec l'équipe de médecine de l'hôpital Nord. Nous intervenons aussi auprès des 5^e et 6^e années quand ils choisissent l'option gynécologie dans leur parcours de médecins généralistes. Par ailleurs, nous avons construit des formations en unités d'enseignement libre pour les sportifs, les STAPS qui, je crois existent dans d'autres disciplines. Cependant le doyen a changé... Il est donc aussi possible d'intervenir à ces niveaux-là et il existe des niches où nous pouvons monter des actions qui en jettent !

Pour reparler de l'université de Luminy à Marseille, ils sont très éloignés mais, sur le campus, il y a les beaux-arts, des scientifiques, des techniques... Cela fait quand même du monde. Or il n'y a pas le moindre distributeur de préservatifs sur le campus alors que la première pharmacie est à 10 minutes en voiture ou à une demi-heure de bus. Cela peut sembler anecdotique mais du travail pratico-pratique est peut-être envisageable de ce côté-là. Je sais que les syndicats sont présents dans les CROUS, etc.

Danielle Gaudry

Je remercie Ludivine de son discours, qui m'a enthousiasmée et me permet de me dire que les relais se font.

Je voudrais poser aux organisations qui sont à la tribune une question sur leur travail sur l'accès aux droits, en particulier au droit à l'assurance maladie des jeunes mineures et jeunes majeures, et par rapport au secret vis-à-vis de la famille. C'est vraiment un de nos soucis, dans nos permanences et dans notre pratique, où ces jeunes viennent nous voir pour des demandes d'IVG mais en étant encore ayants-droits de l'assurance maladie de leurs parents. Lorsqu'elles sont mineures, elles sont prises en charge mais quand elles sont majeures, il n'y a pas de gratuité des actes. Certains actes requièrent l'intervention des mutuelles des parents. Où en êtes-vous dans votre réflexion par rapport à ces jeunes majeurs ou mineurs, en particulier pour la contraception ?

Participante

Ce n'est pas vraiment une question mais plutôt un point de vue.

Au Planning, on parle de la contraception, de l'IVG, de la sexualité... mais on parle aussi du sida. On a aussi ce discours autour de la prévention et de l'aide aux femmes et aux couples concernés par le VIH. Nous savons que les contaminations connaissent de nouveaux pics chez les jeunes. Nous avons participé à des formations très intéressantes avec la LMDE autour de la sexualité et du VIH, maladie sexuellement transmissible.

Enfin, je trouve très bien que ce soit des hommes qui soient venus nous parler de tout ça. Cela fait plaisir d'entendre des hommes qui ont des positions féministes et c'est en même temps réconfortant. Je tenais à le dire.

Participante

Je vais rebondir sur ce que tu as dit. Je suis souvent assez mal à l'aise avec la façon que nous avons d'aborder les hommes qui viennent nous parler de notre féminisme. Vous nous avez remerciées de vous avoir invités. Moi je voudrais vous remercier d'avoir accepté de venir, parce que c'est toujours compliqué.

Ce que j'ai vu et entendu, ce sont des jeunes qui sont des garçons mais qui sont convaincus par nos valeurs, qui les défendent aussi bien que nous. Nous nous interrogeons sur l'espace qu'on laisse aux filles à l'UNEF... Nous nous interrogeons-nous sur l'espace que nous laissons aux garçons au Planning familial ? Je pense que nos combats, nos valeurs, notre philosophie avanceraient beaucoup plus vite si nous acceptions qu'il ne suffit pas d'être une femme pour défendre le féminisme.

Antoine EVENNOU

Concernant l'accès à l'assurance maladie pour les mineurs sans l'autorisation de leurs parents, c'est un débat très compliqué et législativement très dur à faire passer.

Il y a deux choses. D'une part, un travail avec la mutuelle sur la qui n'est pas une assurance maladie mais qui permet quand même d'accéder à certains soins et peut être prise sans l'autorisation des parents. C'est déjà une avancée. D'autre part, il y a un gros travail sur les régions. Toutes celles de gauche, exceptée l'Alsace ont promis dans leur programme un pass santé pour les jeunes. J'en attends toujours la couleur, mais elles l'ont dit. Nous continuons de mener le combat pour que les régions l'appliquent réellement et que tous les jeunes collégiens et lycéens puissent avoir accès à ce pass contraception. Cela leur permettrait d'avoir accès de manière autonome à la santé en général et de ne pas être liés perpétuellement à leurs parents qui pourraient leur dire « Ne va pas chez un gynécologue, on ne sait jamais » ! Ce genre de réactions existe malheureusement encore et nous pourrions les faire taire uniquement à partir du moment où les jeunes seront autonomes sur ces questions-là.

J'ai beaucoup aimé la remarque sur la parité au Planning Familial. Je n'ai pas osé la faire au début en blague mais effectivement j'en profite ! Non seulement venir ici ne nous pose aucun problème mais je pense que nous avons été très heureux d'être là aujourd'hui. Ça a été un très bon moment. Je pense que deux choses nous attendent pour les mois qui viennent : le travail que nous menons ensemble et le 6 novembre qui se profile. Je vous remercie.

Gabriel SZEFTTEL

Quelques mots rapides pour quand même clarifier un point tout en recoupant les questionnements de tout à l'heure sur la traçabilité.

Sans retracer tout l'historique, un étudiant qui est au régime étudiant – et c'est bien le sens d'avoir un régime étudiant autonome – est autonome du point de vue de ses parents, de ses remboursements et de ses dépenses de soins. C'est un élément majeur et la promotion de l'autonomie du jeune constitue évidemment un argument majeur pour nous.

La difficulté surgit si le jeune n'est pas en régime complémentaire à la Mutuelle des étudiants mais sur la mutuelle de ses parents. En matière de santé, la jeune fille ne peut alors effectivement pas aller voir le gynécologue incognito ni le jeune garçon aller voir un psychologue sans que ses parents ne soient au courant. Du point de vue du régime obligatoire, la plus stricte confidentialité est assurée. La loi m'interdit même de verser les remboursements aux parents ou m'y autorise seulement de manière temporaire. Les remboursements doivent être faits à l'étudiant, qu'il soit majeur ou non. Le critère repose sur le fait qu'accéder à l'enseignement supérieur fait accéder au régime étudiant, y compris à 17 ans.

Pour les lycéens, ce sont peut-être des revendications que porte l'UNL ?

Je souhaite rappeler deux ou trois éléments.

Tout d'abord, nous accomplissions quand même des choses ensemble, régulièrement. Le Planning est intervenu dans des séances de formation de la LMDE ou des séances de formation communes LMDE-MGEN (la Mutuelle Générale de l'Éducation Nationale). Il y a aussi un gros travail avec beaucoup d'organisations pour avancer sur ces questions. Je voudrais citer une action qui n'est pas encore totalement mise en place mais qui devrait l'être très prochainement, dans la lignée de ce qu'a fait notre prédécesseur, la MNEF – que certains d'entre vous ont bien connue. Dans les années 70, la MNEF organisait des cars pour emmener les jeunes filles se faire avorter à l'étranger. La LMDE va, avec le Planning, essayer de prendre en partie en charge les frais de déplacements des jeunes filles contraintes de partir à l'étranger, pourvu qu'elles soient étudiantes et *un peu* adhérentes à la LMDE.

C'est aussi comme cela que l'on peut rentrer en résistance car je crois qu'aujourd'hui, sur ces questions-là, nous avons bien besoin de le faire.

Je conclurai sur un élément qui est le cœur de la problématique que nous nous posons : comment aller par l'éducation à la sexualité ou l'éducation sexualisée dans les quartiers ?

Vous avez avec vous des organisations de jeunesse qui ont quand même de par leur statut et par l'organisation de la scolarité des publics très ciblés et délimités : l'UNEF – que je connais bien puisque j'en suis un ancien dirigeant – travaille sur les étudiants, la LMDE est un régime étudiant et je n'ai pas le droit de couvrir d'autres publics. L'UNL quant à elle concerne les lycéens.

Comment toucher cette jeunesse ?

Comme Azwaw l'a très bien dit, il existe une aspiration commune à tous ces jeunes seulement ils ne sont pas aux mêmes endroits et il faut pouvoir les toucher.

Très concrètement, je ne sais pas si nous sommes en capacité de débarquer demain avec des militants de l'UNL, du Planning, de la LMDE et de l'UNEF dans les quartiers. Je pense que la priorité est de repolitiser ce débat et cette démarche déjà au niveau de la jeunesse scolarisée car nous savons que même si la jeunesse n'a qu'une aspiration, dans l'histoire politique des luttes sociales c'est aussi la jeunesse scolarisée qui a porté un certain nombre de choses pour l'ensemble des jeunes.

Dans un premier temps, essayons donc déjà de repolitiser les débats liés à l'IVG, à la contraception, aux droits des femmes, les violences faites aux femmes chez les jeunes. Faisons en sorte que les jeunes, particulièrement les jeunes scolarisés, se ressaisissent de ces questions et ne les considèrent plus comme des acquis sociaux sur lesquels aucun gouvernement ne reviendra. Nous savons que c'est faux.

Dans un deuxième temps, nous pourrions peut-être passer à toute la jeunesse.

Il faut de l'organisation or, malheureusement, les jeunes de quartiers n'ont pas d'organisations spécifiques qui les représentent et qui pourraient à la fois servir d'interlocuteurs et à déployer une politique. J'ai évidemment été ravi d'être parmi vous et je reviendrai si vous me réinvitez !

Azwaw DJEBARA

J'ai également été ravi d'être invité et je pense qu'il y a une qualité de débat, une ouverture et une qualité d'accueil qui sont importantes. C'est pour cela que nous vous répondrons par une invitation très rapide : dès le mois d'octobre, vous êtes invitées dans tous nos week-ends régionaux de formation, dont Ludivine a parlé. Nous avons des formations O.BLI.GA.TOI.RES au féminisme...

Participante

Vous pouvez les mettre en ligne sur le site Internet du Planning.

Azwaw DJEBARA

Nous pourrions les mettre sur le site du Planning pour que d'autres étudiants, qui ne sont pas forcément à l'UNEF, puissent y accéder.

D'ici là, je pense qu'il faut que nous arrivions à travailler certains points sur lesquels nous devons progresser parce que nous avons aussi des terrains sur lesquels nos camarades sont aujourd'hui un peu en retard. Je pense par exemple à l'éducation à la sexualité, éléments qu'il faudra que nous intégrions à nos week-ends de formation. Je compte sur l'ensemble des sections locales du Planning familial pour venir participer à ces week-ends. Nous allons très rapidement nous mettre en relation avec vous pour vous transmettre les dates. Je ne doute pas qu'à certains endroits ces week-ends se préparent déjà depuis longtemps. Cela fait un certain nombre de mois et d'années que nous avons lancé des relations qui doivent aujourd'hui se poursuivre et s'amplifier avec des initiatives à définir très rapidement.

Nous devons travailler sur le long terme, tous ensemble. Nous sommes conscients d'un certain nombre de vos verrous aujourd'hui et je pense que par l'action commune et le travail main dans la main sur les lieux où le Planning a le plus de facilité pour entrer et les lieux sur lesquels nous UNEF avons la possibilité de ramener du monde, c'est aussi comme cela que nous arriverons à faire passer nos idées et à changer un peu les choses.

Cette réunion plénière est motif de beaucoup d'espoir. Il faut vite lancer la balle pour qu'elle ne retombe pas et que nous puissions avoir des résultats très rapidement. Je vous remercie.

Dalila Touami (animatrice)

Merci beaucoup à tous. Contrairement à ce que j'ai dit tout à l'heure, nous avons maintenant la clôture de l'université d'été, qui va être faite par Carine Favier et Delphine Bitton.

Clôture

Delphine Bitton, Présidente, Le Planning Familial Aquitaine

Je vais commencer par quelques remarques, d'après le sentiment des personnes présentes que j'ai pu entendre de ci de là lors de ces journées.

Je voudrais également remercier toute l'équipe du bureau et de la commission éducation à la sexualité qui a travaillé au moins toute l'année sur le contenu et le déroulement de l'université d'été. Il est très courageux de participer à cette préparation parce que c'est toujours prendre le risque de s'exposer à des critiques, souvent très vives chez nous ! J'aimerais vraiment remercier l'équipe et dire que pour moi les échanges ont été très riches.

Au niveau du contenu, à chaque université d'été nous nous sentons frustrées parce que nous mesurons toute l'étendue de la réflexion qui nous reste à approfondir sur des aspects qu'on pense bien connaître. Sur cette question de l'éducation à la sexualité il reste vraiment beaucoup de chemin à parcourir.

Ce qui me marque également est qu'il me semble qu'aujourd'hui nous devons non seulement interpréter le mot « éducation » au sens d'émancipation mais aussi, le mot « sexualité » au sens politique du terme, et également le terme de « sexualisation ».

Il m'apparaît aussi qu'il nous faudra très vite replacer la question de l'éducation à la sexualité dans nos luttes politiques et dans le contexte de la lutte pour les établissements d'information (« titre 1 »), contre la fermeture des centres IVG et pour le système de retraites, l'intégration de formation sur la contraception et l'IVG dans les études médicales...

Il y a donc beaucoup de perspectives, sur lesquelles nous allons nous empresser de réfléchir pour agir très rapidement.

Je passe la parole à Michèle DELAUNAY, députée de la Gironde et qui nous a fait l'amitié et l'honneur de venir nous voir.

Michèle DELAUNAY, députée de la Gironde

Quelques mots très rapides, en tant que députée pour prolonger ce qui a été dit à propos de l'accès aux soins et à la couverture sociale des mineurs. Depuis un an à la recherche d'une réponse à la question portant sur le vaccin contre le cancer du col de l'utérus : celle de la responsabilité en cas de complication de ce vaccin, quand il a été prodigué à une mineure en l'absence d'autorisation parentale. J'ai interrogé la ministre de la Santé et j'ai obtenu pas vraiment obtenu de réponses.

Le Planning Familial n'est pas un mouvement récent mais il est mieux : il est un mouvement fondamentalement jeune, au sens où il est précurseur. Depuis sa création il a anticipé les évolutions de la société, l'émancipation des femmes et répondant aux besoins d'avancées sur le plan individuel, collectif, législatif. Je crois que c'est dans sa capacité à anticiper que l'on reconnaît la jeunesse d'un mouvement. Je dois vous dire que ce que je vois aujourd'hui, c'est la diversité dans cette assemblée, au moins en âge... Je peux vous assurer que si nous avions dans une réunion politique cette diversité d'âges, de sexes et de générations, nous en serions très heureux.

Vous abordez des problèmes, avec beaucoup de liberté et beaucoup de courage, avant même qu'ils ne se posent véritablement à la conscience de tous et au fur et à mesure qu'ils se posent.

Il y a une petite ombre au tableau ; j'ai un différend avec Le Planning, même si c'est un peu une plaisanterie : je n'ai jamais beaucoup aimé le slogan « *Le droit des femmes à disposer de leur corps* ». Je ne sais pas ce qu'il en est pour le vôtre mais moi quand je dis à mon corps « tu vas faire ça ! », il répond « Moi ? », l'air étonné. Il n'est pas forcément en état de « suivre le Mouvement ».

Autrement dit, je crois que vous avez fait beaucoup mieux : essayer de faire que les femmes vivent en harmonie avec leur corps et que le corps et l'esprit décident ensemble de ce qui est bon pour elles, sans l'intervention d'un tiers (généralement masculin). Nous en avons toutes bénéficié et les plus jeunes en bénéficient encore des batailles qui ont été menées. La bataille continuera, relayées par les plus jeunes, après vous vous avoir écoutés, n'ai pas le moindre doute.

Deuxième point, vous abordez des sujets qui sont fondamentaux et difficiles. Je regrette de n'avoir pas pu être présente à la soirée qui concernait les transgenres. C'est un sujet sur lequel je m'engage à l'Assemblée. C'est l'exemple d'une question qui a émergé récemment et qui est infiniment complexe, ne serait-ce que dans sa dénomination. Je crois qu'il faut que nous veillions toutes et tous à ne pas parler de transsexualité mais bien d'identité transgenre. C'est un sujet beaucoup plus complet et complexe que la seule sexualité. Le législateur que je suis depuis peu en prend toute la mesure quand il cherche, en concertation avec les transidentitaires à faire évoluer les lois de manière harmonieuse et bénéfique.

C'est un sujet qui pose aussi le problème des rapports entre l'anormalité et le pathologique. Être anormal à sa naissance ne veut pas dire être malade !

Une vraie question se pose également en termes financiers. Comme vous le savez, la transidentité a été retirée de la liste des affections psychiatriques. C'est une belle initiative, bien qu'elle ait été décriée par des psychiatres qui ne considèrent pas qu'une affection psychiatrique soit stigmatisante et qu'ils sont des patients comme les autres, mais ils doivent comprendre que ça peut l'être, pour leurs patients. Seulement, quand on dit qu'il n'y a plus de maladie, il n'y a plus de remboursement. On ne peut pas parler de quelque chose d'accidentel bien que le génétique puisse être considéré comme tel.

Vous avez également abordé lors d'un débat la question qui me semble plus fondamentale que jamais : celle de l'éducation. L'éducation et encore l'éducation et toujours l'éducation ! J'ai entendu une intervention concernant la réaffirmation de la volonté que l'école laïque s'engageait à faire en sorte qu'il n'y ait pas de discriminations et que malheureusement l'école privée nous paraissait fort en retard. Mêmes les confessions s'aperçoivent aussi qu'un mouvement se crée à la fois en termes de mixité sociale, de mixité tout court et de progressisme. Un mouvement de chrétiens pour l'école laïque ! Ils commencent à comprendre que le vrai nœud de l'éducation actuellement n'est pas dans la ghettoïsation mais au contraire dans la mixité scolaire, dans la progression commune de tous les enfants et bien sûr des deux sexes.

L'éducation est un sujet majeur pour moi. J'étais encore au lycée Montesquieu il y a quelques jours, pour l'inauguration des nouveaux locaux et la nouvelle proviseure m'a dit « il faut que vous fassiez quelque chose, personne n'en parle », au sujet de la montée considérable des propos machistes, discriminants, méprisants à l'égard des jeunes filles et des jeunes femmes. C'est quelque chose qui nous inquiète tous les jours et contre quoi, si nous sommes seuls, nous ne pourrions pas **avancer**. J'ai interpellé le ministre sur cette question.

Je pense qu'il faut aussi réfléchir au problème des tenues vestimentaires de certaines jeunes filles qui peuvent être maladroitement, excessives, provocantes. Cependant on ne peut tolérer des propos machistes qui entravent l'évolution et des garçons et des filles. Pendant très longtemps, et en particulier pendant tout le XIX^e et au début du XX^e siècle, on a dit que les femmes étaient traditionnelles, qu'elles perpétuaient les valeurs... C'est totalement faux ! Je crois que plus que jamais en cette formule qui m'est très très chère du philosophe Edgar Morin : « *Les femmes, ces agents secrets de la modernité* ». C'est plus que jamais vrai, nous le démontrons chaque jour et il y a quelques garçons qui partagent ces ambitions. (*Rire*). Bravo pour cette université et pour votre choix de Bordeaux et du Conseil général.

Carine Favier, Présidente, Le Planning Familial

Nous venons de passer ensemble trois jours de réflexion(s), d'échange(s), avec des moments plus ou moins forts selon les goûts et les attentes, dans une atmosphère de convivialité et de respect des points de vue, même si nous ne sommes peut-être pas toujours autant à l'écoute que dans nos animations.

Cette université d'été a été pour un certain nombre de personnes, qui viennent de rentrer au Planning, celle de la découverte, avec ses atouts et ses faiblesses avec lesquelles il faut composer.

Pour certaines ou pour certains, cela a permis de confirmer ou de remettre en perspective « les valeurs du Planning », qu'il est important de re-questionner régulièrement. Ce matin, il a été noté l'importance de l'analyse de la pratique comme outil privilégié. C'est un outil qui devrait être davantage développé pour permettre de vérifier l'adéquation et la cohérence entre les objectifs et nos pratiques. Même si la confédération peut donner l'impulsion en direction des associations départementales, tout ne relève pas

du niveau national. Les départements et les régions doivent aussi agir pour la mettre en œuvre.

Par rapport aux critiques énoncées sur la synthèse des ateliers, j'en appelle à votre indulgence. La commission était jeune et les personnes qui y ont participé n'étaient pas forcément expérimentées dans cet exercice de synthèse, qui englobait 18 ateliers de 25 personnes chacun. Nous sommes un mouvement d'éducation populaire et cela consiste aussi à laisser l'expérience se forger pour construire des savoir-faire. Il faut travailler à la manière dont on peut améliorer les choses sans critiquer les personnes qui s'engagent et amenées à prendre des responsabilités.

Le travail de déconstruction des normes sur la sexualité doit se poursuivre. Nous aussi avons encore du chemin à faire pour réfléchir à la manière dont nous regardons les choses.

Par rapport à la réflexion ébauchée sur les questions identitaires et la transidentité de Michèle Delaunay, c'était une approche identitaire et non sexuelle de l'homosexualité. Il est important que Le Planning travaille sur cette question avec une autre approche que celle qui est généralement adoptée, autour de la sexualité, des pratiques sexuelles et des inquiétudes qu'elles engendrent.

À l'occasion de cette université d'été et au vu des discussions de ce matin, nous ne sommes probablement pas allées assez loin dans notre questionnement sur notre difficulté à accueillir les personnes d'autres cultures, sans pour autant les assigner à leur culture. Nous vivons toutes et tous avec nos représentations. Dans le contexte politique actuel, qui fait de l'étranger un ennemi, il est particulièrement important de s'améliorer sur cette question.

Pour éclairer notre positionnement, le Planning doit inscrire à son agenda un débat interne sur la laïcité. Nous avons vu qu'il existe des variations sur le thème.

Nous devons aussi continuer la construction de notre politique « relais », y compris en direction du personnel de l'éducation nationale. Nos objectifs visent à toucher le plus largement possible les personnes et à ce que le plus de jeunes possible ait accès à ces informations. Nous devons travailler avec les personnels de l'éducation nationale pour construire avec eux la politique d'éducation sexualisée. Cependant, il est important de le faire en partenariat avec les syndicats enseignants, les personnels infirmiers, les fédérations de parents d'élèves mais aussi les collectivités territoriales. D'autres organisations nous ont tendu la main, saisissons-les, afin d'entretenir des liens étroits et d'agir ensemble.

Nous devrions redéfinir notre politique avec nos publics jeunes, en les intégrant davantage en tant qu'acteurs dans la construction de nos projets, et d'autre part, nous devrions développer les relations avec les organisations de jeunesse (la LMDE (projet de convention) l'UNL, pour mieux connaître les attentes des jeunes en s'appuyant sur les conseils de *Vie lycéenne*.

Il s'agit dans ce cadre de construire collectivement une expertise sur les besoins des jeunes qui nous permettra :

- de travailler sur le changement des enseignements
- de développer des formations communes sur l'accès à la santé ;
- d'assurer le maintien de certaines missions à l'égalité dans les universités ;
- d'engager ensemble des actions sur la question des études de médecine
- et de réaliser une mutualisation.

Il est important pour mutualiser de pouvoir recueillir les informations et pour cela, nous avons besoin de la participation de chacun-e. Bref, quand vous faites des choses, pensez à nous le dire !

Enfin, nous devons interpeler les politiques sur l'engagement pour faire avancer l'éducation sexualisée. À l'issue de cette université d'été, je crois que nous avons des choses à dire aux politiques. La question des moyens se pose. De quoi sera fait l'avenir ? Quels financements pour demain dans le cadre des ARS ? Quels moyens pour la mise en œuvre de la circulaire de 2003 dans l'éducation nationale ? Nous ne vous cachons pas que nous avons beaucoup d'inquiétudes quant à la mise en concurrence des associations, une manière évidente de diviser. Il va falloir résister à cette vague et répondre par la

solidarité et non par le chacun pour soi. Nous n'allons pas essayer de tirer notre épingle du jeu en faisant cavalier seul mais de travailler avec les autres afin de dresser un front de résistance face à cette politique.

La réflexion que nous avons menée pendant ces trois jours se déroule dans un contexte politique et social particulier. Nous avons constaté les atteintes répétées aux libertés, assisté au développement d'un racisme et d'une xénophobie d'État et à la remise en cause des droits sociaux. Le dernier exemple est la réforme du système de retraites, dont nous connaissons les portées particulièrement néfastes sur les femmes par la commission d'état. Mais il y a aussi eu la remise en cause de l'accès aux soins avec la loi HPST et ses conséquences, la remise en cause de l'aide médicale d'état (AME). Le projet de ne plus prendre en charge l'IVG dans le cadre de l'AME va empêcher les femmes étrangères d'avoir accès à l'IVG.

Le Planning pourrait rentrer en résistance, retourner dans la clandestinité et proposer des IVG médicamenteuses aux femmes étrangères, de façon illégale.

Plus largement, c'est la survie des associations qui est en jeu. Avec le désengagement de l'État et la réforme des collectivités territoriales qui n'augurent rien de bon pour les mouvements d'éducation populaire, nous sommes bien conscients de la nécessité de se serrer les coudes et de se mobiliser. Selon les retours de différentes régions et associations départementales, les choses ne se passent pas bien. Les ministères sont aux abonnés absents à nos questions et nous allons devoir repartir, le baluchon sur l'épaule, pour réclamer des financements. Le 30 septembre, le CNDVA (Centre National de Développement de la Vie Associative) organise une rencontre pour préparer la riposte. Le Planning sera présent. Nous serons très certainement appelés à des mobilisations départementales et régionales.

Nous savons que les lendemains ne seront pas faciles, pour notamment la défense des établissements d'information (titre 1), dont dépendent en grande partie le financement de nos actions en matière d'éducation à la sexualité. Mais je pense que nous avons puisé dans cette université d'été l'énergie nécessaire pour les futures mobilisations. Faisons aussi du 6 novembre une réussite. Je crois que là nous y sommes fortement poussées par la jeunesse !

Merci à nos partenaires d'avoir participé à notre réflexion et de nous permettre d'avoir d'autres points de vue, ceux de personnes positionnés différemment. Je ne saurais terminer cette université d'été sans remercier les salariéEs de la confédération pour leur implication, les militants de l'AD 33, sa présidente Nicole Blet et particulièrement Danièle Lanssade, qui s'est personnellement beaucoup impliquée.

Bon retour à toutes et à tous et à bientôt pour de nouveaux moments de débats et d'échanges.

Les Apéro-discussion

Transidentité, quand le genre pousse à la marge avec Camille Bernard (Gest)

Camille Bernard

Bonjour, il était avant tout question de discussion et je n'ai pas du tout l'intention de faire un exposé très formaliste sur la transidentité, mais peut-être à répondre à des questions ou dire quelques mots en préalable pour expliquer ce dont il s'agit s'il y a des personnes qui n'ont pas la moindre idée des OVNI que représentent les personnes transidentitaires. Nous avons transmis trois documents, deux interventions, dont l'une intitulée « *La transidentité, un cheminement personnel et social* » et l'autre, signée par mon amie Anne-Gaëlle, intitulée « *La médicalisation, une nécessité ou pas ?* » et enfin un petit texte présentait la transidentité et les personnes transidentitaires par rapport aux démarches du Planning familial et expliquait pourquoi il nous semble aujourd'hui cohérent et pertinent que Le Planning Familial s'intéresse à cette question, dans la mesure où cela répond à une motion adoptée au congrès de l'an dernier. En effet, la motion d'orientation adoptée dit ceci :

« Les actions pour la déconstruction des rapports sociaux de sexe et le refus des assignations s'inscrivent dans l'objectif d'obtenir un changement de société fondé sur une égalité effective et non sur des rapports de domination. »

La présence du Planning dans les luttes contre l'homophobie, la lesbophobie et pour la reconnaissance de la transidentité doit être affirmée ». Nous avons pensé que cette déclaration d'intention était très importante car il n'était pas forcément évident que tout le monde au Planning Familial puisse en mesurer l'intérêt réel. La raison de notre présence ici aujourd'hui repose donc sur l'échange avec vous autour de l'intérêt et de la pertinence de cette motion. En fait, ce que nous disions dans ce texte de présentation est que, bien sûr, les personnes transidentitaires sont des personnes qui ont été longtemps niées, notamment dans leur intégrité y compris psychique. Pour ceux qui suivent un peu cette actualité nous étions, jusqu'en février 2010, considérés comme des personnes malades mentales. Au-delà de cela, nous étions très souvent mis au ban de la société, victimes de rejet, d'exclusion, d'agressions, de tortures, de viols, etc. Les personnes transidentitaires, qu'on appelait systématiquement « les transsexuels », sont longtemps apparues comme un peu le Lumpenproletariat.

Le Planning Familial ne peut évidemment rester indifférent à la situation de personnes opprimées, quelles qu'elles soient ; cependant, ce n'est pas tellement dans une posture de solidarité que son implication nous semblait la plus pertinente. En réalité, pour nous, l'enjeu est un peu différent. À notre sens, et j'aimerais que nous en discutions, la transidentité nous concerne tous directement parce qu'elle interroge les clivages fondamentaux autour desquels se sont construites nos sociétés et qui régissent les rapports sociaux de sexe. L'apparition du concept de genre – il n'est pas nécessaire que je détaille – en tant que sexe culturel ou psycho-social a permis, à partir de la deuxième moitié du XXe siècle, de décrypter les fonctionnements qui ont engendré et entretiennent les inégalités entre hommes et femmes. La répartition des humains en deux genres, femmes et hommes, plaquée sur leur état de femelles ou de mâles en fonction du sexe phénotypique, qui apparaît à la naissance, pose le problème de la subordination du premier au second, qui s'appuie sur des différences morphologiques et physiologiques mais aussi, de manière plus ou moins consciente, sur des normes de rôles, de comportements et d'apparences. Ces normes, qui varient d'une société à l'autre, d'une époque à l'autre, ne sont qu'un produit de la culture. Elles se traduisent par la détermination de caractéristiques dites féminines ou masculines – ces fameux stéréotypes de genre, si pratiques pour justifier la domination masculine - Jusque-là les choses semblent relativement claires et correspondent à un discours que beaucoup d'entre vous avez prononcé bien avant que les personnes transidentitaires ne le fassent. Bien qu'il y ait en tout être humain, une symbiose d'éléments dits masculins ou féminins en proportion très variable, chacun se voit à sa naissance assigner « un cahier des charges » exclusivement masculin ou féminin, au regard de l'apparence de ses organes génitaux. Chacun doit gérer les écarts, voire les contradictions, entre ses caractéristiques physiques et les canons du genre assigné. La plupart y réussissent tant bien que mal mais d'autres ne sont pas en mesure d'assumer ce fameux « cahier des charges » et sont poussés par une force irrésistible à s'identifier de manière intermittente ou permanente à l'autre genre, voire à aucun genre, s'emparant à leur manière du slogan « Mon corps

m'appartient ». Ce sont les personnes transidentitaires, qu'on appelle aussi les « *trans'* » avec une apostrophe, terme global qui recouvre des vécus très divers. Parmi ces vécus, en mettant des cases à partir des deux sexes les plus courants – puisque les humains aiment bien se mettre dans des cases –, on peut parler de transvestis, de transgenres, de transsexuels, d'intergenres ou d'a-genres pour les personnes qui nient le genre... Il existe en fait une multitude de variations sur les deux sexes qui apparaissent le plus couramment à la naissance, ce qui donne ce qu'on appelle par ailleurs les intersexués ou les intersexes, autrefois appelés pseudo-hermaphrodites. Les formules chromosomiques peuvent présenter des variations très fortes avec, en dehors de XY et de XX, des XXY, des XXXY, etc. Il peut même exister des XY qui en fait présentent toutes les caractéristiques de sexe féminin et vice versa.

L'émergence de la visibilité transidentitaire permet d'approfondir l'analyse de genre en dissociant le genre du sexe correspondant. Ce point nous apparaît vraiment comme fondamental. Quelqu'un peut être de sexe féminin et se ressentir du genre masculin ou inversement. Une personne peut également se sentir entre les deux, ou de manière intermittente d'un genre et de l'autre, ou d'aucun genre.

Les personnes transidentitaires sont quelques dizaines ou quelques centaines de milliers en France. Il n'existe pas de statistiques précises, d'autant que beaucoup vivent encore leur questionnement identitaire dans le secret. Les démarches transidentitaires, lorsqu'elles ont lieu, impactent profondément leur entourage, multipliant ainsi le chiffre des personnes directement ou indirectement concernées en demande d'écoute et de soutien.

Les personnes qui entament une transition – c'est-à-dire un passage plus ou moins formalisé d'un genre vers un autre, voire d'un sexe vers un autre quand il y a un changement médical et une réassignation par une chirurgie sexuelle – sont le plus souvent en risque ou en situation d'exclusion. Pour bien des hommes, il est inconcevable que l'un des leurs abandonne un rôle si valorisant. Pour bien des femmes, il est inadmissible que certaines d'entre elles veuillent passer dans le camp des dominants. En outre la réglementation ne permet qu'à certaines de ces personnes de changer d'état-civil, et ce seulement après plusieurs années de transition, une fois celle-ci jugée irréversible. Jusqu'à une époque extrêmement récente, il n'était même pas question d'une transition jugée irréversible, mais exclusivement des personnes qui allaient vers une opération chirurgicale des parties génitales. Ainsi, sans papiers dans leur propre pays, ces personnes sont exclues du marché du travail, de l'accès au logement et soumises à nombre d'humiliations et de tracasseries administratives. Beaucoup sortent d'elles-mêmes du système de santé, notamment dans le sens féminin vers le masculin – nettement moins visible que le sens masculin vers le féminin –, n'osant pas montrer leur corps à un médecin. Bien que n'étant pas malades, ces personnes transidentitaires sont souvent en demande d'actes médicaux visant à transformer leur corps : hormonothérapie, mammoplastie, mastectomie, chirurgie plastique faciale et, le cas échéant, de l'appareil génital.

Cette approche du médical, pour des personnes en bonne santé, n'est pas sans évoquer ce qui se pratique au Planning familial avec la contraception et l'IVG notamment. Nous pouvons être légitimement tentées, en tant que féministes, nous interroger sur des comportements parfois outranciers, sur ces « caricatures de femmes » qui arborent ostensiblement les stéréotypes du genre que nous dénonçons quotidiennement : maquillage, vêtement, talons, postures... Ou, dans le sens FTM (female to male), sur ces personnes nées femmes qui peuvent revendiquer un statut d'homme assorti de clichés liés à la virilité : culturisme, machisme, arrogance, etc. c'est justement en cela qu'il nous semble que Le Planning Familial peut trouver toute sa place dans l'accueil, l'écoute et l'accompagnement des *trans'*. La dimension à laquelle ils aspirent a souvent été vécue dans un tel enfermement que, tel un mouvement de balancier, il est logique qu'elle s'exprime de manière exacerbée.

Il s'agit d'amener la personne à prendre une décision éclairée, qu'elle est fondamentalement la seule à pouvoir prendre. Il s'agit aussi de l'aider à répondre, au terme de la déconstruction de son genre d'origine qu'elle opérera lors de son cheminement, à ces questions essentielles pour trouver son équilibre vital et qui traversent quotidiennement la pratique du conseil conjugal : « *Je veux être une femme, mais quelle femme ?* » ; « *Je veux être un homme, mais quel homme ?* ».

À vous la parole !

Participant

Je crois que dans les rapports sociaux de sexe la question transgenre nous interroge vraiment de façon extrêmement intéressante mais je trouve la manière dont elle est traitée jusqu'à présent insatisfaisante. J'aimerais bien que vous me donniez votre sentiment quand on est dans une situation identitaire, ou sexuelle, ou chromosomique différente, qui fait qu'on ne se sent ni l'un ni l'autre ou pas celui qu'on est, etc. Il s'opère soit un réajustement à la naissance, soit ultérieurement, face au mal-être et à l'aspiration à être l'un ou l'autre, le parcours que tu as indiqué aboutit à toute une transformation, qui est hyper lourde de souffrance. Je me dis qu'il nous interrogerait peut-être encore plus qu'il puisse y avoir le masculin, le féminin, et toute une gamme entre. Et qu'on ne soit pas obligé d'être ou homme ou femme avec un genre qui corresponde à un sexe bien identifié dans lequel on s'enferme également. Y a-t-il parmi vous des personnes qui revendiquent de n'appartenir à aucun des sexes socialement normatifs et l'existence d'une pluralité d'identités ?

Camille BERNARD

J'aime bien les images. L'une, très classique et bien connue, est celle de l'iceberg.

Maintenant encore, alors que la transidentité devient un phénomène de société relativement à la mode et que pas une semaine ne passe sans que la télévision ne diffuse une émission sur le sujet – si possible de télé-réalité, bien croustillante, où on se focalise bien évidemment sur le côté extrêmement spectaculaire qui est que d'un homme on va faire une femme ou que d'une femme on va faire un homme – l'on reste bien soigneusement inscrit dans du binaire. On se focalise sur les personnes qui effectuent un parcours qu'on appelait autrefois un parcours transsexuel, avec un réel passage d'une rive à l'autre de l'humanité... Néanmoins il y a toute la partie immergée de l'iceberg, qui est beaucoup plus importante et beaucoup plus riche peut-être. Même si je conçois d'autant plus facilement que je l'ai vécu le malaise qui peut exister, qui amène à ce changement radical, complet et définitif, je m'interroge souvent.

On peut difficilement réécrire l'histoire mais, si je n'avais pas traversé 45 ans d'enfermement social, aurais-je eu besoin d'aller aussi loin que je suis allé ? Je n'en sais rien ; je ne peux pas répondre à cette question. Toujours est-il que je me la pose. Ce qui est certain est qu'une grande majorité de personnes transidentitaires aujourd'hui ne sont pas systématiquement dans un cheminement qui va de cette case à l'autre case mais naviguent avec beaucoup plus de liberté, de fluidité. Rien n'est figé puisque, finalement, nous travaillons sur du vivant. Si on veut mettre des échelons dans les icebergs, je vais vous citer un cas de figure vraiment dans les soubassements, à -1 000 m de profondeur. Je suis, parmi mes multiples casquettes, une des responsables d'une association en France qui est une des plus anciennes associations de personnes transidentitaires qu'on appelait autrefois des « personnes travesties » – des personnes de sexe masculin à la base qui éprouvent le besoin d'exprimer un tant soit peu une forme de féminité en revêtant des vêtements féminins. Nous nous retrouvons, une fois de temps en temps, au restaurant ou pour une petite sortie ici ou là. C'est comme une espèce de soupape de sécurité, d'échappatoire. Dans cette association, nous avons réalisé des statistiques et nous nous sommes rendu compte que 75 % des personnes qui la fréquentaient étaient des bons pères de famille, mariés, avec des enfants, et qui n'avaient jamais été capables d'en toucher ne serait-ce qu'un seul mot à leur compagne ou à leur famille. Le degré d'enfermement dans lequel ces personnes vivent, sur le vaste éventail des possibles que nous rencontrons tous les jours dans nos pratiques, m'interpelle réellement. Une autre image que j'aime bien et que je ne peux m'empêcher de vous livrer – celles et ceux qui ont eu le document joint au dossier l'ont peut-être déjà lue – est l'image de la planète.

Je trouve cette image très belle. Sur la planète sur laquelle nous habitons encore, on a deux pôles qui, comme vous avez pu le remarquer, sont relativement inhospitaliers ! Ils se situent dans les extrêmes ; il n'y a pas grand monde qui y habite. On s'aperçoit qu'en fait, sur l'intégralité de cette planète, toute l'humanité se répartit entre les pôles et non pas sur les pôles. Cette image résume un peu ma vision et la vision du GEST de l'humanité : nous ne sommes pas « tout homme » ou « tout femme » ; nous sommes des êtres humains avant tout, avec un peu de tout et surtout avec un potentiel immense et fait pour toutes les caractéristiques de nos personnalités, de bipolarité. Je dis souvent que la personne la plus égoïste peut aussi s'avérer la plus généreuse, la plus courageuse la plus lâche. De même, la plus

masculine peut aussi d'une certaine manière se révéler la plus féminine... Si on veut rester sur le masculin et le féminin à partir de nos fameux critères culturels, cette répartition, cette richesse, cette diversité sur l'ensemble de la planète me paraît être une bonne image concernant la transidentité : on pourrait dire que les personnes transidentitaires sont celles qui logent autour de l'équateur...

Participante

Je vais avoir l'air de me réveiller soudainement sur une question centrale au Planning familial alors que j'y suis depuis 20 ans ! Le Planning travaille à monter une permanence d'accueil pour les personnes trans'. Je voyais qu'on ajoutait de plus en plus d'étiquettes : les hétéros, les homosexuels, les gays, les lesbiennes, les bi, les trans'... Jusqu'à présent ces étiquettes, L, G, B, T... ne me gênaient pas. Ce qui m'interpelle dorénavant, ce sont les questions que ces étiquettes soulèvent sur la sexualité, pas seulement sur le genre. Parfois on met un « s » à sexualités ; cela m'a toujours irritée parce que je dis qu'il y a UNE sexualité humaine, qui prend des formes différentes. Il n'y a pas « des sexualités ». Je me dis que ce n'est pas en multipliant les étiquettes, en parlant de sexualité homo, hétéro, bi ou trans que nous arriverons à mieux aborder les questions de sexualité sans « s ». Qui plus est, du coup, les bi ne seraient pas des gens qui ouvriraient des portes mais qui seraient dans une forme très minoritaire de sexualité. Tu vois ce que je veux dire ? Je trouve que cela questionne beaucoup sur la sexualité d'une manière très large. C'est pour cette raison que ça m'a beaucoup fait rire quand Jessica m'a raconté qu'à Marseille elle avait dit au médecin qui organise le protocole du Planning familial « *Mais, qu'est-ce que Le Planning Familial vient faire là-dedans !* ». Nous nous sommes dit qu'il fallait que nous lui expliquions ce qu'est Le Planning Familial.

Camille BERNARD

Ta question m'interroge d'autant plus que je serais très curieuse de savoir qu'est-ce que c'est que la sexualité trans' ?! C'est comment ? Peut-être quelqu'un va-t-il pouvoir me renseigner dans la salle ? Une fois, un monsieur avec qui j'avais des échanges sympathiques m'a posé la question par mail. Nous avions prévu de nous rencontrer un jour et la question a affleuré tout d'un coup. Il m'a dit « *Au fait, Camille, comment on fait pour faire l'amour avec toi ?* ». C'est effectivement une des raisons pour lesquelles dans notre petit groupuscule, plus ou moins intello, nous essayons de mettre en place des définitions – les humains en ont toujours besoin ! – et d'évacuer quelques mots qui ne nous semblent vraiment pas pertinents pour qualifier ce que nous vivons. Transsexualité ne veut strictement rien dire pour nous ; cela nous ramène à une histoire de sexualité. De quelle sexualité, encore une fois, s'agit-il ? Nous nous positionnons vraiment sur des questionnements identitaires. La question n'est pas « *Qui m'attire socialement ?* » mais « *Qui suis-je fondamentalement ?* ».

Participante

Bonsoir. Merci pour ce que vous venez de dire à propos de la sexualité et pour votre intervention.

Je reviens sur ce que Madame disait sur « un homme, une femme et tout ce qu'il peut y avoir entre ». J'ai envie de poser la question « *Qu'est-ce que c'est un homme, qu'est-ce que c'est une femme ?* ». Certes, dans la rue, on peut dire homme, femme, mais quant à donner une définition... Y a-t-il besoin de dire homme, femme et tout ce qui peut suivre au lieu de dire qu'homme et femme suffit à tout englober ? De toute façon, que sont un homme ou une femme ? On ne peut pas dire qu'une femme est quelqu'un qui met des enfants au monde ; il y a des femmes stériles. Et nous ne sommes pas réduites à cela. Oui, il y a des femmes qui ont des seins et d'autres qui n'en ont pas, chacun ses problèmes ! (*Rire*) Homme et femme, j'ai l'impression que c'est déjà nous tous. Avec toutes nos différences et toutes nos complémentarités.

Participante

Je suis assez contente que nous ayons ce débat au Planning ; cela fait plaisir.

Je voudrais revenir sur ce que vous avez dit dans votre introduction, notamment sur les liens qu'il peut y avoir entre nos luttes, nos combats et nos associations. Sur Lyon, nous travaillons aussi avec une association dont les membres sont venus me voir avec une interrogation. Elles s'étaient battues au départ sur l'accompagnement des personnes qui étaient en transformation, la reconnaissance juridique,

tout le poids médical et le mépris d'un certain nombre de médecins qui pouvait s'exercer. Je trouve qu'il y a un lien à établir avec les luttes que Le Planning Familial a menées, notamment essayer de se détacher de l'emprise du corps médical. Je trouve les perspectives intéressantes. Les personnes de cette association ont commencé à s'apercevoir qu'elles accueillaient aussi des hommes qui étaient devenus des femmes et qui, du coup, se trouvaient confrontés à des violences ou à des stéréotypes auxquels ils n'avaient pas forcément été préparés. J'ai beaucoup apprécié que vous souligniez dans votre introduction qu'il y a aussi toute la déconstruction des stéréotypes à interroger et à effectuer, car il ne s'agit pas seulement de sexualité ou de changement de sexe biologique. Toutes les assignations qu'on nous impose entrent également en ligne de compte. Aussi, je trouve très intéressant d'avoir ce débat aujourd'hui car il y a quantité de liens à faire entre nos associations et les luttes que nous pouvons mener ensemble.

Participant

J'aurais une remarque sur la terminologie. On voit bien que toutes les questions posées sont centrées autour de « C'est quoi un homme », « C'est quoi une femme ? », « C'est quoi la sexualité ? ». Un homme et une femme sont reliés par la sexualité. Tout ce qu'on dit en termes de binarité suppose, derrière, une représentation de ce qu'est la sexualité normale. Qu'on veuille ou pas qu'il y ait une normalité, elle se situe là. Ensuite, le fait qu'il y ait un parcours des mots est très révélateur de la manière dont la société s'approprie une réalité. « Transsexuel » reste le terme majoritairement employé dans la presse, à la télévision. La question de la sexualité se pose donc forcément puisque le terme suppose en arrière-plan une sorte de perversion et pas seulement un changement d'identité ou de genre. Derrière, il y a les travestis, hommes qui « jouent » à être des femmes et penchent du côté de l'homosexualité. En termes de représentation sociale, cette perversion est sous-jacente.

Le fait de jouer sur les mots, de dire qu'il s'agit d'une question d'identité, comme vous le concevez et le formalisez dans les documents que vous produisez, est important car cela re-situe les choses dans leur vrai contexte. Qu'après les gens se projettent sur la sexualité est autre chose. Selon moi, c'est le même problème qui se pose quand on parle d'homosexualité. Aujourd'hui, dans la presse, moult articles évoquent l'homosexualité : dans le sport (j'ai été interrogé sur le sujet), la famille homosexuelle... Or ces articles ne parlent pas d'homosexualité mais de relations (amoureuses) entre personnes du même sexe. Le discours commun réduit à la sexualité des problématiques qui sont beaucoup plus larges, d'où l'importance de la terminologie, l'importance de dire qu'on ne parle pas d'homosexualité ou de transsexualité, ni de sexualité tout court mais simplement de relations entre personnes, de relations entre garçons et filles. Il est tout de même intéressant de s'interroger sur le fait qu'à chaque fois on ramène ces sujets qui relèvent du relationnel entre les personnes, à la sexualité. Pourquoi ? Je n'ai pas la réponse.

Participant

Ça fait vendre !

Participant

Je voudrais faire une remarque sur la notion de sexualité. Je pense que vous le savez déjà toutes et tous mais il faut quand même souligner qu'il n'existe aucune corrélation entre le changement de genre d'une personne et sa sexualité. Des hommes devenant en apparence femmes étaient auparavant totalement hétérosexuels en tant qu'hommes. Ils se retrouvent femmes et sont à nouveau hétérosexuels dans leur genre femme, c'est-à-dire qu'ils ont tendance à aller vers des hommes. Toutes les autres combinaisons se retrouvent. Il y a aussi des hommes qui avant leur transformation étaient avec des femmes et qui, une fois changés, continuent à préférer les femmes, ou sont bi. Il n'y a absolument aucune corrélation entre le changement de genre d'une personne et sa sexualité.

Cela signifie que, la plupart du temps, dans les motivations qui poussent une personne à passer d'un genre à l'autre, ce n'est pas la question sexuelle qui prime. La personne ne cherche pas à résoudre une question d'attraction sexuelle ; le cas échéant, elle irait plutôt vers l'homosexualité. Ce que ces personnes veulent résoudre touche à qui elles sont dans le regard de l'autre. Si je parle de mon cas personnel, j'ai

été hétérosexuel toute ma vie, pendant 55 ans, père de deux enfants, marié, cadre... tout ce qu'il y a de plus normé. Je n'ai jamais eu la moindre tentation homosexuelle. C'était même quelque chose dont, comme beaucoup de gens, je me tenais plutôt à l'écart, pensant que ce n'était pas du tout ma planète. Maintenant que je me sens femme et que je suis vue en tant que femme, être dans les bras d'un homme me convient très bien. Au contraire, ce regard me confirme et m'affirme dans ce que je pense être ma situation de femme. Il est clair que, là aussi, c'est de la programmation culturelle ; c'est parce qu'on dit que les hommes attirent les femmes et que les femmes attirent les hommes... Donc si moi j'attire un homme, c'est que je suis une femme ! Vous voyez toutes ces équations ! Nous sommes bien conscients que dans tout cela il y a de la programmation. N'empêche que. C'est une combinaison parmi toutes celles qui peuvent exister.

Participante

Le titre « *Quand le genre pousse à la marge* », m'a quelque peu interpellé. J'ai non seulement trouvé que ce n'était pas bête mais, de plus, cela m'interroge à la fois sur la transidentité mais aussi sur la question des personnes intersexuelles, qui n'ont pas nécessairement leur place parce qu'elles ne correspondent pas aux cases de l'état-civil. Quand Camille a parlé de la planète, avec deux pôles assez hostiles et le fait que la plupart des gens se plaçaient dans l'intervalle entre les deux, cela m'a rappelé un auteur, un anthropologue dont je ne me souviens plus du nom, qui a beaucoup traité de la question de l'intersexualité. Il parlait d'« *archipel du genre* ». J'aime beaucoup ce concept, qui évite d'avoir hommes d'un côté et femmes de l'autre mais permet d'avoir un dégradé. Cela permet de formuler une multitude de choses et me renvoie à beaucoup d'autres questions, moi qui auparavant parlais toujours de personnes intersexuelles. Je me dis que cela va bien au-delà de la question de l'intersexualité. Merci pour ce débat.

Camille BERNARD

Concernant le titre, c'est en fait la réponse de la bergère au berger puisque deux ou trois personnes qui avaient commencé à préparer cet atelier nous avaient proposé comme titre « *Transidentité, quand la marge interpelle le genre* ». J'ai bien entendu demandé, où se situait la marge ! Nous avons préféré retourner les choses. Eh bien oui, on retourne toujours les choses, nous !

Participante

J'aimerais partager une petite réflexion avec vous. Cela me dérange quand on parle des hommes, des femmes, et de toute cette marge entre les deux. Mon sentiment est que, mine de rien, nous demeurons dans quelque chose de profondément binaire, de profondément stéréotypé, de profondément genré. Je pense que nous ne découvrons rien en la matière car, alors que des personnes réalisent ce travail aux États-Unis et au Canada depuis des années, il n'a débuté en France que depuis très peu de temps, à travers des personnes comme Marie-Hélène Boursier. J'aimerais bien que nous menions une réflexion au Planning familial sur le fait de sortir de cette binarité. Le genre est enfermante et nous restons dans quelque chose qui est enfermante. Par exemple, la première fois où j'ai entendu la question « *Est-ce que les lesbiennes sont des femmes ?* » et la réponse « *Non, les lesbiennes ne sont pas des femmes comme les autres* », je me suis dit « c'est quoi cette c...nerie ! ». Maintenant, je me dis mais bien sûr ! En réalité, cela rejoint ce qui a été dit tout à l'heure. À savoir qu'en substance, de toute façon, la femme est forcément associée à la relation à l'homme, et donc à l'hétérosexualité. De toute façon, il s'agit de quelque chose qui est enfermante et il est par conséquent impossible d'associer lesbienne et femme. J'aimerais qu'un jour le mouvement puisse aller dans cette direction.

À la demande de Carine FAVIER – que je remercie de me le rappeler – je voudrais préciser que dans l'AD 34 nous avons eu la chance, il y a trois ou quatre ans, de faire la connaissance de Camille et, à travers elle, de découvrir et de connaître le GEST. Le partenariat entre l'AD 34 et le GEST a commencé par une permanence d'écoute dans le cadre du conseil conjugal et familial et dans l'atmosphère d'écoute et d'ouverture d'esprit très particulières de cet espace.

Nous avons essayé de poursuivre ce partenariat à travers une sensibilisation des professionnels, domaine où il y a énormément à faire. Les professionnels ciblés étaient prioritairement ceux de

l'éducation nationale. Camille a co-animé des formations sur la transidentité. Il faut reconnaître qu'il n'est pas exclu qu'il y ait eu soit une mauvaise communication de notre part, soit une méconnaissance. Toujours est-il que cela a provoqué quelques résistances et peut-être surtout exacerbé chez ces professionnels de l'éducation nationale le sentiment que, de toute façon, autant ils peuvent rencontrer des jeunes en questionnement par rapport à l'homosexualité, autant ils n'en rencontrent jamais en questionnement transidentitaire. Je me questionne beaucoup sur la manière dont nous pouvons évoquer ce sujet dans un établissement scolaire sans tomber dans l'amalgame ou dans la confusion, tout en laissant une place au fait que ce sujet est une réalité qu'on peut ressentir, vivre, et dont on peut parler. Il est vraiment nécessaire de travailler sur le fond de cette question, qui n'est pas facile à aborder. Je pense que Camille pourra évoquer les mouvements dont elle a parlé, qui semblent arriver et qui sont extrêmement préoccupants par rapport aux jeunes. Pour revenir à la première intervention, je voudrais signaler qu'au moins une personne à ma connaissance a réussi, d'un point de vue juridique, à obtenir un non-statut féminin-masculin-mâle-femelle. C'est une personne australienne ; je ne peux dire ni « elle » ni « lui » ! Je trouve cela assez fort car cela représente une véritable reconnaissance. Sur sa carte nationale d'identité, ni sexe biologique ni sexe social ne sont indiqués. C'est une première mondiale. Je ne dis pas qu'il faille soutenir ce genre d'initiatives mais cela doit nous faire réfléchir. Si nous ne pouvons inventer certaines choses, nous pouvons au moins nous les approprier et chercher à rattraper les autres personnes qui sont allées beaucoup plus loin que nous dans cette réflexion.

Camille BERNARD

Je préciserai que la personne en question – qui vient effectivement d'obtenir cette décision gouvernementale en Australie – est intersexe. Elle a refusé pendant de nombreuses années de se faire assigner un sexe masculin ou un sexe féminin parce qu'elle se sent effectivement et de l'un et de l'autre, ce qui est sa réalité physiologique. Sur sa carte d'identité, à « sexe », il est simplement marqué « indéfini ».

Participant

Je voudrais vous demander comment les choses se passent sur les plans administratif, juridique, etc. quand quelqu'un n'a pas de sexe défini ? Cela pose des problèmes pratiques.

Camille BERNARD

Ça ne se passe pas, c'est ce qui est merveilleux dans notre beau pays ! On ne peut pas se situer dans cet entre-deux. Pendant très longtemps, quand un bébé naissait avec ce qu'on appelle une ambiguïté sexuelle, c'est-à-dire un pénis un peu atrophié, ou une vulve avec un clitoris hypertrophié, les médecins avaient tendance, avec ou parfois sans, l'accord des familles, à rectifier fissa et dans le secret du bloc opératoire pour que l'organe sexuel ressemble le plus possible à un garçon ou à une fille. Il n'y a que quelques années qu'on a pris conscience de ce phénomène et qu'on essaie de travailler un peu différemment.

Toujours est-il qu'il y a encore un très long chemin pour les intersexes avant d'arriver à un choix. Il est vrai que c'est difficile et pour les parents et pour les enfants eux-mêmes de ne pas se sentir « comme tous les autres ».

Participant

Vous êtes donc obligés pour avoir une identité juridique, administrative, etc. d'adopter un sexe ?

Camille BERNARD

Nous parlons précisément des intersexes, des personnes qui naissent avec un sexe phénotypique plus ou moins bien affirmé, sachant qu'il existe également des intersexes qui naissent avec une apparence sexuelle « normale » mais avec un sexe gonadique ou un sexe chromosomique qui peuvent tous deux être différents. Des ambiguïtés peuvent – ou pas – apparaître au cours de la vie. L'an dernier, nous avons rencontré Philippe à l'occasion d'un colloque qui a eu lieu à Montpellier sur l'identité de genre. Un des organisateurs du colloque, juriste réputé sur la place montpelliéraine connaissant plusieurs médecins, a interrogé un de ses amis médecins spécialisé en chirurgie gynécologique. Il lui a demandé

comment il procédait quand il rencontrait des personnes ayant une ambiguïté à ce niveau-là. Le médecin lui a répondu que dans la plupart des cas il essayait de faire en sorte que cela ne se sache tout simplement pas. Il y a quelques semaines, il avait reçu une femme d'une trentaine d'années qui avait des testicules qui n'étaient pas descendus. Il lui a dit qu'elle avait des kystes aux ovaires et qu'il fallait l'opérer rapidement. Et on n'en parle plus ! C'était en 2009, je le rappelle.

Sur ce sujet de la binarité, je voudrais quand même faire une remarque importante. Nous sommes soumis et soumises à une dictature impitoyable, à une norme qui ne connaît absolument aucune exception : celle du langage.

Nous n'avons le masculin d'un côté et le féminin de l'autre, d'un point de vue grammatical, « il » ou « elle ». C'est un énorme problème pour tous ceux et celles qui voudraient faire vivre d'autres genres. Dans la vie courante, on n'arrêtera pas de demander à une personne « Monsieur » ou « Madame » ? Même si son passeport ne fait plus mention de son sexe et même si (surtout si) elle est androgyne. Il n'existe aucun mot pour dire je suis il/elle ou elle/il. Nous sommes dans une structure de langage et de pensée qui, de toute manière, est impitoyable sur la répartition binaire femmes/hommes. Cela rend les choses très difficiles pour gérer l'entredeux.

En fin de compte, on dira « Monsieur » à un homme même très féminin et « Madame » à une femme même très masculine. Ce qui ne résoudra pas le problème de la personne qui est de dire « *mais moi je suis très féminin et je ne veux pas qu'on m'appelle Monsieur, parce que moi, mon problème est d'être appelé Madame* ». Quelque chose se joue dans le domaine de la nomination, dans le fait d'être interpellé, appelé. Pour bien des trans', dont je pense faire partie, je pense que le problème d'être reconnu par ses pairs est supérieur à celui de l'opération. Je dirai que l'opération est la cerise sur le gâteau, l'ultime conformation esthétique, dont on sait qu'elle n'est que superficielle. On n'est que dans la chirurgie plastique et il n'y a absolument rien de changé dans le fondamental de l'être, dont le changement se limite à la chirurgie.

En revanche, il y a « être dit ». En plus, l'« être dit » éventuellement de manière tout à fait officielle et adoubée par l'état lui-même puisque sur une carte d'identité, un passeport ou une carte vitale on va être DIT femme. C'est, pour beaucoup, le graal.

Ce besoin n'existe justement que parce qu'il n'y a que le « il » et que le « elle » alors que s'il existait quelque chose entre les deux, combien des personnes dont je parle, moi par exemple, seraient satisfaites d'être nommées entre les deux ? Je ne sais pas, peut-être pas tant que ça. En tout cas certainement pas toutes et loin de là. Ce point est donc extrêmement compliqué. Je formulerai une autre remarque sur ce sujet, ou plutôt une question. On peut voir des garçons qui sont des homosexuels très efféminés, qui d'ailleurs vont éventuellement jouer le rôle de *drag Queens* ou de travestis dans ces cabarets, etc. mais qui à aucun moment ne vont véritablement réclamer dans la vie courante qu'on les appelle Madame. Alors même qu'ils sont peut-être, dans leur couple, dans une posture et une appellation extrêmement féminines, leur compagnon pouvant les désigner comme étant « leur femme » se situant alors dans un langage de type de rapport sexuel normé.

Par ailleurs, une femme très masculine va peut-être non seulement vouloir être très masculine mais aussi, à un moment donné vouloir être appelée « Monsieur ». Elle ne voudra pas se limiter à être très masculine. Et si les deux se raccordaient, si la terre était parfaitement ronde et sans crevasses au milieu ? Il y aurait une continuité entre un homme très féminin et une femme très masculine, une sorte de curseur poussant la féminité d'un homme jusqu'à basculer vers les femmes, ou le contraire. Or l'homosexuel très féminin par rapport à la fille très masculine ne se raccorde pas mais s'entrecroisent plutôt. Tout cela est très compliqué, très mystérieux et je ne fais peut-être qu'accroître vos questionnements sur ce sujet.

Participante

Je voudrais revenir sur l'histoire de la bipolarité homme/femme et de l'entre-deux. Il me semble que ce qui organise cette bipolarité, de la même manière que la bipolarité prolétariat/capital, est l'aspect contraignant de ces catégories. On peut le déplorer et penser que ce serait mieux « autrement ». Seulement, du coup, à mon avis, le « autrement » ne serait pas dans l'entre-deux. Je parle au niveau théorique et collectif, c'est-à-dire d'organisation – ou de non-organisation plutôt – de la société. Dans

cette histoire d'entredeux ou de continuum, il me semble que dans un certain nombre d'interventions, nous sommes quand même retombés dans un naturalisme des sexes et des genres (qui pour moi sont synonymes). Et ce, justement parce qu'il n'y a pas de continuum mais qu'il existe une opposition homme/femme qui est posée comme une évidence naturelle.

Il est selon moi patent que la seule perspective, à une échelle non pas individuelle mais collective, est celle de l'abolition et des hommes et des femmes, comme catégorie. Sur le point « comment on reconnaît une femme », etc. il ne faut pas délirer : une femme, on la reconnaît ! C'est celle qui est soumise, en tant que groupe social, à tout un tas de politiques qui ont pour but de réguler et d'organiser la question de la reproduction. Cette question de reproduction, qu'on dit biologique, n'est pas non plus pour moi une histoire naturelle. On s'arrête souvent à cette histoire-là alors que, selon moi, il s'agit vraiment, encore une fois, d'une question sociale.

Dans le mouvement féministe, même les plus matérialistes des féministes se sont souvent arrêtées à cette histoire de reproduction, affirmant que non ! Ce n'est pas le fait que les femmes fassent des enfants qui les définit comme le « groupe femmes ». D'autant que toutes les femmes ne font pas d'enfants, soit parce qu'elles n'en veulent pas, soit parce qu'elles ne peuvent pas. Mais il n'empêche que le groupe des femmes, à l'échelle de la société, comprend les personnes reconnues comme étant celles qui ont la capacité – qu'elles l'aient ou pas individuellement – de faire des enfants. Il m'a semblé tout à l'heure que nous tombions quand même dans un essentialisme sur ces histoires d'hommes et de femmes. J'abuse peut-être en disant cela mais il me semble justement que ce système binaire homme/femme, qui existe pour de bon et qui à la fois nous exploite et nous opprime, nous constitue aussi. Nous n'avons que ce système pour nous penser. Comme le disait Camille en parlant du langage, jusqu'à nouvel ordre nous n'avons que les mots « il » ou « elle », qui nous déterminent pour de bon. On ne s'en défait pas d'un claquement de doigts ! Il me semble que c'est cette bipolarité même qui ne peut faire exister l'homosexualité, la transidentité que comme marge dans le système tel qu'il est organisé.

Tout cela pour dire que oui, nous sommes dans un système contraignant mais que ce n'est pas juste par faiblesse de pensée ou par défaut de radicalité individuelle. Toute la société est organisée sur des bases matérielles conçues pour que cette bipolarité soit opérationnelle, effective et productive.

Camille BERNARD

Juste un petit mot par rapport à cette intervention. Ce qui m'intéresse est de savoir ce qui fait que cette bipolarité s'est positionnée de cette manière ? À quoi renvoie-t-elle fondamentalement ?

Moi, j'aime bien me reporter à la manière dont nos sociétés se sont construites. Notamment à la manière dont on traitait non pas les personnes transidentitaires – puisqu'on ne les avait pas définies comme telles – mais les personnes intersexe dans l'antiquité grecque ou romaine. À cette époque se sont passés des faits extrêmement intéressants et instructifs sur la manière dont les choses se sont ensuite ancrées dans l'inconscient collectif. En Grèce antique, l'enfant qui naissait avec cette ambiguïté sexuelle (ni vraiment homme ni vraiment femme) échappait à la sphère privée et devenait une affaire d'état. On obligeait la famille à l'exposer sur la place publique ! À l'époque on mêlait souvent les affaires d'état et les affaires divines ; ... Ainsi, les devins étaient sollicités pour interroger les dieux afin de savoir ce qu'il fallait faire de l'enfant. Systématiquement, la réponse était la suivante : il ne faut pas mettre à mort l'enfant parce que si on le tue, et surtout si on l'enterre ou si on le brûle sur le sol de la cité, il va se multiplier par parthénogénèse et cela va être l'horreur. Il faut donc l'évacuer de la cité et laisser les dieux décider de son sort. Mettons l'enfant dans une corbeille et jetons-le sur le fleuve ou en pleine mer ; Poséidon se débrouillera avec lui ! Au-delà du côté plus ou moins amusant de la chose, cela nous interpelle sur ce clivage fondamental, qui remonte à la nuit des temps, que constitue cette peur panique dans l'humanité que l'espèce ne puisse plus continuer à être à partir du moment où il n'y a pas une séparation clairement affichée entre ceux ou celles qui vont porter des enfants et ceux ou celles qui vont pouvoir aider à la conception des enfants. Aujourd'hui, dans nos sociétés dites « avancées », on brouille complètement les cartes. Vous avez sans doute entendu parler de ce transsexuel d'origine femme aux États-Unis (maintenant il y en a un en Espagne), qui a subi des traitements hormonaux, qui a une barbe, qui est chauve, etc. et qui, pour la troisième fois, vient de mettre au monde un enfant qu'il a porté...

Participant

Au début, tu as parlé du « cahier des charges » que chacun a à la naissance. En fait, ce que je trouve intéressant c'est qu'en fait je pense personnellement que la transidentité concerne tout le monde dans le sens où, en fin de compte, très peu de gens arrivent à remplir l'intégralité de ce cahier des charges. Au final, on en revient à la notion de la différence entre sexe et genre. Coller de manière parfaite au genre social demeure une exception. Ensuite, effectivement, en fonction du niveau de discordance entre le sexe biologique et le genre théorique qu'on est censé remplir du fait du premier, et en fonction du décalage qu'il peut y avoir – ou pas – selon les gens, le niveau de souffrance va être plus ou moins important. Ce n'est pas une question de marge mais que tout le monde est concerné.

Participant

Je reviens à l'exemple grec. J'imagine que des parents – une mère, un père – ont dû, devant ce risque de l'exposition publique de l'enfant et de son exil dans un panier livré au gré des flots, cacher ce problème. Je trouve effarant de nos jours qu'un médecin n'ose pas dire la vérité à un individu et lui révéler ce qu'il a découvert, l'amenant à affronter le risque de sa mise à mort sociale, et préfère lui parler de prétendus kystes aux ovaires. Nous sommes encore dans la situation où on livre l'enfant dans un panier aux caprices d'un fleuve... Le problème continue à être caché. Quand des parents doivent découvrir aujourd'hui ce souci sur leur enfant, la question qu'ils doivent immédiatement se poser est de savoir comment ils vont pouvoir l'aider et l'aimer. D'accord, tant qu'il est bébé, c'est neutre, mais cela ne dure pas longtemps. On ne sait pas vraiment ce qu'on peut faire pour aider l'enfant.

Camille BERNARD

Oui. À la limite, bien qu'il soit difficile de doser la souffrance des uns et des autres, c'est là que la transidentité est encore plus déconcertante. Pour l'entourage, c'est : « Nom d'un chien ! J'avais une fille qui ressemblait vraiment à une fille, qui était faite comme une fille, tout à fait normale et comme il faut, avec tout l'attirail nécessaire. Qu'est-ce qui fait qu'à un moment donné cette fille me dit qu'elle est un garçon ? » Ou le contraire : qu'est-ce qui fait que mon garçon, avec son service trois pièces, me dit qu'il est une fille ! Et qu'il veut vivre et être reconnu en tant que femme dans la société. C'est effectivement extrêmement déconcertant. Épauler la famille et l'entourage, qui se retrouvent complètement largués, fait partie des missions qui nous paraissent extrêmement importantes, à nous qui accueillons des permanences ou des groupes de parole des personnes transidentitaires.

Participant

Nous sommes trois conseillères conjugales. Nous t'avons rencontré en 2007 à Montpellier, dans le cadre de notre formation. Nous sommes venues chez toi, tu as fait une super bonne bouffe... Cela a été notre plus grand bonheur et nous nous en souviendrons toujours. Dans les années 80 – j'étais alors chanteuse d'un groupe de rock – j'avais vu des émissions où des personnes alors appelées « les transsexuels ». Certains avaient interpellé les pouvoirs publics sur l'état-civil et la non prise en compte de leur situation. La souffrance qui émanait de ces personnes m'avait beaucoup interpellée et énormément touchée. Et j'ai vraiment été très contente de te rencontrer.

Camille BERNARD

Merci de ton témoignage. En réponse, je dirai juste un mot. Je ne voudrais pas qu'on se polarise sur transidentité = souffrance. Pour deux raisons. La première c'est que je ne pense pas qu'on puisse mesurer le degré de souffrance chez les êtres humains. Je crois que chacun et chacune – pas seulement les personnes transidentitaires, bien loin de là – se trimbale un sacré sac à dos. La deuxième chose est qu'à partir du moment où il y a une parole et qu'elle peut s'exprimer, la transidentité peut réellement être un chemin de bonheur, d'épanouissement de soi, et pas uniquement un chemin de souffrance... C'est là que l'entourage, l'accueil, l'écoute, le soutien sont des données essentielles.

Participant

Tu parles d'un message positif. Avant, tu as évoqué tes enfants. Est-ce un message facile à leur faire passer ?

Participante

Bonjour. Est-ce que c'est facile ? Non. Camille parlait d'authenticité et de bonheur à aller dans un sens parce que nous nous y sentons mieux nous-mêmes. La démarche repose sur ce point. Il s'agit de dire à son enfant la vérité et, s'il y a effectivement de l'amour, je pense que cela fonctionne bien. Toujours est-il que ce n'est pas facile.

Camille BERNARD

Quand j'ai appris la nouvelle à mes enfants, ma fille avait presque 30 ans et mon fils 25 ans. Avant, ils ne savaient absolument rien. Cela s'est passé avec beaucoup de douleur mais aussi avec beaucoup de respect. Ils ont mis trois ans avant d'accepter de me revoir mais maintenant cela se régularise. Cela dépend donc fortement de l'âge des enfants. Sur le plan psychologique, il se produit de toute manière de la part des proches et des enfants une crainte de perdre la personne, une sorte de « petite mort », qui constitue une grande frayeur. Les gens pensent que la personne qu'ils ont connue va mourir et ils ne sont pas sûrs qu'ils vont aimer la nouvelle personne. Peut-être même redoutent-ils de la détester ou d'être dégoûtés par elle. Il y a aussi la peur que la personne qui quitte sa précédente vie ne quitte tout, y compris ses enfants, et qu'elle jette le bébé avec l'eau du bain. Un jour ma fille en pleurs m'a avoué au téléphone qu'elle avait peur que je ne veuille plus la voir et que je cherche à la rejeter en même temps que ma vie antérieure. Or je n'ai pas rejeté ma vie antérieure ; je l'assume et elle a aussi eu de bons moments.

Les proches ont aussi très peur que les choses se passent mal au niveau chirurgical. Il faut arriver à prendre en compte tous ces phénomènes, qui sont très douloureux. Si vous avez affaire à des familles où cela se passe, l'union du couple est fondamentale pour faire passer le message aux enfants. Si cela s'est bien passé pour certains des enfants que je connais, c'était parce que le père et la mère ont su rester unis. Supposons que ce soit l'homme qui transite. Si la femme est capable de servir de médiatrice entre l'homme qui transite et les enfants, cela facilite énormément les choses. En revanche, j'ai constaté que ça se passe mal quand un des deux veut transiter et que le conjoint, choqué, se trouve en position d'hostilité et complètement dans le conflit. Les enfants se retrouvent, comme dans un cas de divorce, à devoir choisir un peu entre l'un et l'autre. Évidemment, le poids de la société et tout l'entourage les poussent à dire que la personne qui est en tort est cette espèce de monstre, de malade, de pervers qui est en train de changer de sexe, de genre. Et que ce n'est pas elle qu'on peut adopter : il faut rester avec la personne qui semble normale. Voilà mon expérience personnelle. Mon meilleur conseil est que les parents expliquent tous les deux aux enfants ce qui se passe.

Participante

Il est également très important pour l'enfant de savoir, si c'est le papa qui devient une femme, que le papa existe toujours. Cela peut sembler paradoxal mais, alors que dans la rue tout le monde m'appelle madame, ma fille m'appelle papa. Il y a peut-être d'autres deuils, sur l'image, etc. mais il n'y a pas de deuil du père. Je ne suis pas devenue une deuxième maman ; je ne serais jamais maman. Je suis bien son père et je crois que ce point est très important.

Participante

Mon fils m'a envoyé une carte postale des États-Unis où il a quand même écrit « Anne-Gaëlle » alors que ma fille met juste « A. ». C'est la première fois qu'il le fait, et j'apprécie ! Il a même rajouté « papa » sur le côté !

Participante

Je crois que l'idée de cette discussion était, après la motion votée l'an dernier par le Planning, et surtout après la bonne démonstration que nous a faite Isabelle CLAIR du lien entre sexisme, homophobie, lesbophobie – et même transphobie bien que vous n'aimiez pas qu'on l'appelle comme cela – de voir comment le mouvement peut se saisir de ces questions. Une permanence existe déjà, dans l'Hérault. Le processus est enclenché et il s'agit dorénavant de voir comment il est possible de vraiment nous approprier ces questions pour que le Planning puisse être identifié en tant que lieu de parole vers

lesquels des personnes peuvent se tourner. Le but est que le Planning se sente suffisamment armé par rapport à ces questions pour apporter à ces personnes, des éléments plus techniques ou pouvoir les envoyer vers d'autres structures associatives. Le Planning Familial souhaite jouer dans ce domaine le même rôle que celui qu'il ambitionne de jouer en établissements scolaires sur les questions de sexisme, d'homophobie et, plus récemment, de lesbophobie.

Participante

J'ai eu quelques expériences au téléphone, après avoir parlé de l'intervention dans notre formation CCF. Des amis m'ont envoyé d'autres amis dont un membre de la famille était dans un parcours transsexuel. Il a annoncé à sa famille du jour au lendemain qu'il voulait changer de sexe. Ma posture a vraiment consisté d'une part à dédramatiser la situation, qui était vraiment très tendue, et d'autre part de remettre à plat les définitions car il y avait une confusion totale entre homosexualité et transidentité. Je voudrais savoir si vous menez des entretiens par téléphone ?

Camille BERNARD

Cela nous amène effectivement à dire quelques mots sur ce que nous faisons au GEST, Groupe d'Études sur la Transidentité. Nous avons beaucoup travaillé avec Le Planning Familial de l'Hérault sur la formation, en particulier de travailleurs sociaux, ainsi que l'information auprès des publics divers qui nous contactent. Aujourd'hui nous essayons de répondre, les unes et les autres, à toutes les questions qui nous arrivent soit par téléphone soit par mail sur notre site www.transidentité.fr. Le problème est qu'étant un tout petit groupe nous ne disposons pas de moyens démesurés et il n'est pas facile de répondre à toutes les questions. Certes, il existe sur l'ensemble du territoire français un certain nombre d'associations de personnes transidentitaires. Cependant elles sont plus souvent sur le terrain de la revendication – il y a effectivement beaucoup de choses à revendiquer – mais moins sur l'accueil, l'écoute et l'accompagnement. Il semble bien évident que nous n'allons pas pouvoir mener des entretiens téléphoniques à tous vents sur la France entière. Il y a quelques semaines encore, Marie-Pierre Martinet, secrétaire générale, m'a sollicité pour répondre à une personne qui avait contacté la confédération. De plus, nous appelons vraiment de tous nos vœux le fait que des personnes soient formées à l'écoute et l'accueil leur permettant de répondre aux questions les plus fondamentales et les plus évidentes.

Par ailleurs, nous éditons de petites brochures, dont nous vous avons apporté quelques exemplaires. Ils sont à disposition. La première brochure, intitulée « *Parents et proches, notre enfant nous dit* » est conçue pour apporter quelques notions élémentaires très soft mais surtout pour dédramatiser, pour déculpabiliser les parents qui, souvent, se retrouvent dans des situations extrêmement difficiles quand leur enfant leur annonce la nouvelle et se demandent ce qu'ils ont bien pu faire pour que leur enfant « soit comme ça ». Une deuxième brochure « *Accueillir les personnes transidentitaires* », destinée aux personnels de santé et aux travailleurs sociaux, donne davantage d'éléments et va plus en profondeur. Nous sommes en train d'éditer une troisième brochure, qui va sortir à peu près dans un mois, à destination du monde de l'entreprise et des employeurs. Récemment, nous avons également édité une carte postale indique le site de notre association et qui peut être distribuée. Si nous sommes venues aujourd'hui toutes les trois, c'est parce que nous avons vraiment très envie que Le Planning Familial prenne cette question à bras le corps. Il nous semble essentiel qu'il y ait un réseau, un maillage sur l'ensemble du territoire national pour accueillir, écouter, et accompagner.

Carine FAVIER

Je voudrais rajouter qu'il faudra peut-être mettre en place des formations en interne. L'objectif de la rencontre d'aujourd'hui était double. D'une part cette réflexion va dans le sens du thème de l'université d'été et d'autre part il s'agissait de toucher le plus largement possible les AD afin éventuellement de susciter des vocations et l'envie de se former pour pouvoir jouer ce rôle. Nous pourrions, en fonction des demandes, travailler sur la mise en place d'une formation nationale et de différents outils qui vont permettre aux associations départementales qui souhaitent se lancer dans cet accompagnement de le faire dans des conditions satisfaisantes pour l'accueil des personnes.

Participante

Je voudrais savoir si c'est un hasard que vous soyez trois hommes devenus trois femmes et qu'il n'y ait pas de femmes devenues hommes ?

Camille BERNARD

Les statistiques font apparaître autant de personnes qui transitent dans le sens FTM (female to male) que dans le sens MTF (male to female). Mais dans le sens FTM, nous avons affaire à des personnes qui ont été élevées comme des filles, aussi est-il rare qu'elles s'affirment de manière aussi évidente et aussi visible que nous pouvons le faire, nous qui avons gardé le poids de l'éducation masculine. Ceci dit, au sein de notre petite structure, nous travaillons avec un groupe de jeunes FTM. En effet, les choses sont en train de bouger et nous avons des jeunes FTM extrêmement actifs et en demande de visibilité, ce qui n'était pas le cas autrefois. Au niveau des traitements hormonaux, c'est très différent dans un sens ou dans l'autre. Dans le sens MTF, on a beau faire tout ce qu'on voudra, les attributs masculins vont devoir être « éradiqués » (poils de la barbe, etc). Alors que dans l'autre sens FTM, après quelques injections de testostérone, la voix va muer naturellement, la barbe ou moustache se mettent à pousser et, avec un peu de chance, une calvitie apparaît... Une transition physique dans le sens FTM peut s'opérer en trois mois, avec des résultats prodigieux et des signes de virilité spectaculaires, même si ces personnes vont demeurer totalement invisibles, y compris dans leur transition, aux yeux de la société.

Bien que cela ne soit pas apparent aujourd'hui, nôtre rôle comporte aussi celui de la prévention. On pratique beaucoup la politique de l'autruche à dire que la transidentité ou le transsexualisme ne représentent qu'un epsilon de la population. Mais, on commence, notamment sur Internet, à voir apparaître des mouvements avec des jeunes filles biologiques qui disent qu'elles en ont marre d'être dominées par les mecs en permanence et sont attirées vers une transition FTM. Et finalement, si elles se prenaient quelques shoots de testostérone, elles aussi pourraient devenir des hommes. Je n'y croyais pas quand on a commencé à m'en parler mais, un jour où j'animais un atelier à l'AD 44, j'y ai été confrontée directement. Un jeune FTM m'a interpellée à la sortie, il m'a dit que cela n'allait pas du tout bien pour lui parce qu'il s'apercevait qu'il avait fait une transition trop rapidement. Il avait pris des hormones et s'était fait enlever les seins. Or aujourd'hui il se rendait compte qu'il avait une part de féminité qu'il voudrait vivre et avait commencé des séances d'épilation laser pour enlever sa barbe...

Participante

Je voudrais tout d'abord poser une question sur votre prise de conscience féministe. Est-elle liée à votre changement d'identité ou remonte-t-elle à quand vous étiez un homme ? Ma deuxième question est : pourquoi vous êtes-vous tournée vers le Planning et non vers le centre gay et lesbien ?

Camille BERNARD

À la première question, je vais répondre que je n'ai jamais « été un homme » ; je ne me suis jamais « sentie » un homme. Je me suis sentie un être humain avec un sexe masculin mais pas du tout un homme ! Si je me suis tournée vers le Planning, c'est simplement parce que j'y ai trouvé des personnes qui étaient dans l'écoute. Je ne me sentais absolument pas concernée par un problème de sexualité ou d'homosexualité. Je ne voyais donc pas pourquoi me tourner vers un centre gay-lesbien. Ma prise de conscience féministe est liée à un certain nombre de prises de conscience qui remontent à très loin dans ma vie. Les injustices, quelles qu'elles soient, m'ont toujours révoltée. La question féministe est inscrite au cœur de mes préoccupations comme bien d'autres questions, avant tout humanistes.

Plaisir féminin, et sex toys avec Anne-Catline AMADEÏ

Anne-Catline AMADEÏ

Je me présente, je m'appelle Anne Catline AMADEÏ. Je suis conseillère conjugale mais j'organise également des réunions de sex toys à domicile, selon le même principe que *Tupperware*, pour ne pas les citer ! Cela se passe à la maison, entre copines.

On m'a demandé de vous présenter une réunion sex toys. Le but n'est pas de vendre des produits mais de vous présenter une réunion type. Nous avons longuement débattu avec Béatrice pour savoir si je vous montrais tous les produits que je présente dans mes réunions ou si j'en retirais certains, par exemple la lingerie, qui pourrait vous faire réagir vivement. Finalement, nous avons décidé de tout vous présenter. La présentation sera suivie par un débat.

Le but de ce débat sera de voir les normes que peuvent véhiculer une telle présentation et une telle vente de sex-toys. Nous verrons ce qui vous fait réagir et ce qui fait vibrer notre fibre féminine, si tant est qu'elle vibre... Ne vous inquiétez pas, j'ai plein de trucs pour vous faire vibrer !

Et surtout, est-ce que les sex-toys ne seraient pas un moyen de parler différemment du plaisir féminin, de l'orgasme, du jeu de couple ? Sujets dont nous pouvons avoir du mal à parler en animations. Dans mes réunions, je rencontre des jeunes femmes majeures mais jeunes. Nous allons essayer de débattre ensemble sur tout cela.

La marque que je représente est *Soft Paris*. Elle porte bien son nom puisqu'il n'y a pas de trucs trop hards ou de choses trop violentes.

Dans un premier temps je vais vous présenter de la lingerie avant de vous montrer des cosmétiques. Vous verrez que chez *Soft Paris* nous sommes assez gourmandes et que les cosmétiques se mangent ! Ensuite je vous montrerai tout ce qui est jeux pour couples et nous finirons par les sex-toys, les jouets intimes.

Pendant les soirées, je demande toujours s'il y a des filles qui veulent essayer la lingerie. Toute notre lingerie est taille unique. On peut la porter quand on est enceinte. Qu'on ait de gros tétés ou de petits, ça marche aussi ! La première, c'est Jennifer, il y a des super noms à chaque fois ! Jennifer existe en noir et en blanc et rencontre un grand succès chez les femmes enceintes et celles qui ont une grosse poitrine. Pour les femmes enceintes aussi – mais pas que – on a GINGER, qui est de la lingerie qu'on va pouvoir garder pendant nos câlins. J'explique : on demande à notre partenaire d'ouvrir délicatement et comme ça il peut aller manger ce qu'il y a à l'intérieur ! Ça peut marcher aussi pour l'allaitement. Ginger, il y a de la petite dentelle en bas mais il y a aussi une ouverture dans le dos, qui tombe juste au-dessus de la naissance des fesses.

Toutes nos nuisettes sont livrées avec des strings mais le string minimaliste, le string ficelle. Le string ficelle n'est pas top au niveau des bourrelets, on a souvent un bourrelet au-dessus et un bourrelet en dessous. Donc moi je préfère le petit boxer. Quand je vous disais qu'on garde la lingerie de *Soft Paris* quand on fait des câlins, c'est que, bien sûr, ça s'ouvre ! Par contre, c'est assez large et quand on le porte on n'a pas l'impression d'être complètement nue. Ça couvre bien.

Comme autre moyen pour enlever sa culotte délicatement, on va avoir la culotte vibrante passionnée ! Rien que ça !

Cette culotte se défait délicatement, tac tac tac, et oups, comme ça on est prête ! Il y a une petite poche à l'intérieur. En fait, souvent, dans nos dessous, on a ce petit renfort, que *Soft Paris* a agrandi pour y glisser l'œuf vibrant avec la télécommande ! Qui a une portée, attention, de 10 mètres, et qui marche à l'extérieur ! D'accord ?

Il y a plusieurs fréquences, donc même si la voisine a le même... on donne la télécommande à son partenaire, qui peut l'actionner et le mettre en route. Une fois qu'on est habillée, bien sexy, qu'on s'est mise bien en valeur, qu'on a mis notre petit œuf dans notre culotte, qu'on a donné la télécommande à

notre partenaire, on va commencer à rentrer un peu plus en matière...

Donc là, je vais vous présenter des huiles de massage.

Celle-ci porte bien son nom : elle s'appelle délicieuse. C'est une huile de massage chauffante et comestible. Je vais demander à celles de devant d'être mes cobayes. Je vais leur faire la même chose que ce que je fais... Oh ! la petite maline !

Je vais vous mettre une goutte à l'intérieur du poignet et vous allez masser un peu. Soufflez, ça chauffe, et après, vous mangez ! C'est parfumé à la pomme d'amour.

Souvent on me demande si ça colle. Il y a du sucre. Non, ce n'est pas bio et ce n'est pas de l'aspartame. Mais en même temps on ne mange pas tout le pot, ce n'est pas le but ! Pas tout d'un coup en tout cas, même si on a un gros partenaire, entends-je à ma droite !

La lingerie, je ne vous le cache pas, est fabriquée en Chine mais les cosmétiques sont faits aux États-Unis, qui ont une réglementation drastique sur les cosmétiques (pas d'animaux, etc.). Notre directrice est très à cheval là-dessus. Est-ce que ça colle, c'est ce que je disais. Ça colle un peu mais moins que de la confiture ou du Nutella.

Ensuite, dans la gamme qui se mange, nous avons également des lubrifiants. On a le goût grenadine, vanille et caramel. On n'a pas encore les goûts salés : merguez, bacon, etc.

Les huiles de massage ne sont pas faites pour être appliquées sur les parties intimes. Cela dit, elles se mangent, or la bouche est une muqueuse. Il n'y a donc aucun risque si les parties génitales viennent à être en contact avec.

Le lubrifiant quant à lui est vraiment fait pour les parties intimes. On peut en mettre sur le corps également. Puisque certains sont à base de silicone, ils ont un bon effet hydratant.

Pas toujours les mêmes !

Je vais vous demander à toutes les trois de mettre votre poing à l'intérieur de votre main, d'essayer de rentrer un doigt et je vais vous mettre un peu de lubrifiant que vous pourrez manger après... Donc forcément, ça glisse tout seul. Ce qui est un peu le but du lubrifiant ! Oui, vous pouvez le manger, celui-ci est à la grenadine.

Elle est allée goûter chez la voisine, je ne le crois pas !

Ensuite nous avons un produit dont la bouteille est toute petite mais dont l'effet est maximum. Il s'appelle *Indécente* et est fait pour nous les femmes. Il va s'appliquer sur le clitoris et avoir un effet chauffant. Dans les réunions, je le fais essayer. Les filles partent aux toilettes et s'en mettent sur le clitoris. Donc ça chauffe, ça titille et du coup ça a un vrai pouvoir excitant et donne envie de passer à l'action.

Là, on est bien chauffée... je ne parle pas de la salle mais j'imagine à la maison... on est habillée, on a fait nos huiles de massage, au cas où on a besoin d'être un peu excitée, on va mettre *Indécente* et ensuite on va pouvoir commencer à jouer.

Il y a bien évidemment les traditionnelles menottes, livrées avec des clés fictives puisqu'il est interdit de vendre des menottes qui ferment. Elles existent en rose ou en noir, vraiment la panoplie parfaite !

Et, bien sûr, le fouet !

Je vous rappelle que la marque est Soft Paris, donc avant de faire mal avec ça, il faut vraiment s'arracher un bras.

Ça fait mal, hein ! Mais bon, comme elle a été gentille, je peux aussi lui faire des papouilles avec ceci. Celui-là n'existe qu'en rose, si on n'aime pas le rose tant pis, on est servi !

Ensuite, on va avoir les jeux pour couple et le retour de Miss *Indécente*...

Je te donnerai un échantillon pour essayer à la maison.

En général *Indécente* fait un effet froid au début. Dans cinq ou dix minutes, elle risque de se lever, ce sera

la preuve que cela a fonctionné. Si tu ne voulais pas te faire remarquer, c'est fichu !

Ensuite, on va pouvoir jouer avec notre partenaire.

D'abord, les cœurs. Il y en a cinq dans la gamme. Ce sont des cœurs avec une petite pince à épiler, comme les messages au restaurant. Donc on pioche... Celui-ci, c'est kamasutra. Il y a bien sûr les 69 positions. On va avoir l'explication de la position (d'un côté en néerlandais et de l'autre côté en français), le petit schéma et son joli nom, par exemple « le bond du tigre ». Souvent on n'a pas envie de lire « levez la jambe gauche... », etc. C'est compliqué. Le petit schéma, lui, est bien explicite.

Deuxième jeu, les petits dés. Ils sont assez connus, et sont sur l'I Phone par exemple. Ils sont phosphorescents, donc on les voit dans la nuit. Sur un dé vous avez les parties du corps : les fesses, les pieds, les lèvres (celles que vous voulez !), les seins, le nombril et un joker si vous voulez rajouter une partie du corps que vous aimez bien. Sur l'autre dé, il y a des verbes : lécher, titiller, mordiller, embrasser, caresser et le joker. On joue avec son partenaire... là par exemple lécher les lèvres, celles que je veux.

On a aussi une petite lampe et des petits stylos lumineux pour s'écrire des choses sur le corps et pour faire style un parcours fléché ou autre. Petit détail, ne pas aller en discothèque une fois qu'on a écrit des cochonneries sur son corps ! Il faut le savoir.

Ah ! ça y est, il y a une demoiselle qui a chaud là, au premier rang ! Je vous garantis que ça chauffe ! J'ai intérêt à planquer les sex-toys !

Chez Soft Paris, on a une gamme de trois accessoires. Je vais en présenter un. Celui-ci est pour la levrette.

Assistante, à quatre pattes !

Donc vous imaginez, je suis monsieur, d'accord... ou madame avec un sex-toy ceinture...

Ben oui, c'est tout, on va s'arrêter là, désolée hein !

On a aussi des lanières pour pouvoir s'accrocher à une porte pour que notre partenaire puisse nous prendre debout. Ainsi qu'une autre pour pouvoir tenir en position du missionnaire avec une lanière qui va passer derrière le cou pour tenir longtemps quand on n'a pas d'abdos ! Celle-là gardez-la pour le débat de tout à l'heure.

Ensuite, ce qui fait moins débat, les boules de geisha. Elles ont deux fonctions : la première pour la rééducation du périnée et ensuite, à l'intérieur, il y a des petites billes métalliques qui, quand on va bouger, vont résonner à l'intérieur du vagin et du coup provoquer une excitation.

Je vais passer directement aux sex-toys parce que je vais manquer de temps.

Celui-ci s'appelle le *Realistic fluo* et se voit dans la nuit, c'est pratique. Realistic, on comprend pourquoi. Et il va vibrer plus ou moins fort en tournant une manivelle.

On va avoir différentes formes mais la plupart vont avoir un côté rebiqué comme ça pour aller chercher ce qu'on appelle le point G. Celui-là aussi gardez-le pour le débat tout à l'heure ! Il existe différentes vitesses et différentes matières, silicone ou plastique. À chacune de chercher la texture qu'elle va préférer.

Je vous en présente rapidement un dernier, le fameux rabbit ! Rabbit parce que de profil il a une tête de lapin. Oui, il tourne, je vois qu'il y a des connaisseuses !

Il fait tête chercheuse, il est gaucher mais il est aussi droitier, avec des petites billes de massage métalliques qui vont masser l'entrée du vagin. Mais il va aussi faire la joie de notre clitoris grâce à ses petites oreilles ! ça fait rêver, hein !

Juste une précision : tous les sex-toys sont à utiliser avec un lubrifiant, même si on a une lubrification naturelle importante. Pourquoi ? Parce qu'on ne va pas utiliser un sex-toy de la même manière qu'un sexe ou des doigts. Les vibrations sont souvent assez fortes et du coup la sécheresse va venir très vite. Quant au clitoris, il ne se lubrifie pas naturellement et quand on a les oreilles de lapin sur le clitoris, c'est

aussi vraiment pour se protéger.

Voilà, c'était super rapide ! Je vous dirai ce que je dis en réunion : nous sommes plusieurs ambassadrices sur toute la France ; si vous voulez faire une réunion chez vous, n'hésitez pas à prendre des cartes avant de partir. Par ailleurs, Soft Paris recrute, donc si vous avez envie de faire le même métier que moi... nous prenons aussi les hommes.

Le prix : les lubrifiants, c'est une vingtaine d'euros. Les sex-toys vont de 25 à 69 € le plus cher, qui est rechargeable sur secteur.

Comme un portable, oui !

Avant de passer au débat, niveau représentation, nous avons un petit rouge à lèvres dans notre sac et nous allons nous remaquiller aux toilettes comme le font les stars de cinéma sauf que, quand on tourne ça vibre. C'est à passer sur le corps, etc. comme le petit canard.

Merci beaucoup. Place au débat. Nous n'aurons qu'une quinzaine de minutes.

Participante

J'ai juste envie de poser une question à Anne-Catline. Je ne sais pas si tu as l'habitude de faire ces présentations devant autant de monde...

Anne-Catline AMADEÏ

Ah non !

Participante

Est-ce qu'il y a autant de rires ?

Anne-Catline AMADEÏ

Dans les réunions ça rigole pas mal surtout qu'en plus de la présentation je fais des jeux. Par exemple les lanières je les accroche à la porte et je mets une fille dessus... toutes les filles essaient *Indécente* et font participer les autres...

Elle, elle a le sourire !

On fait aussi piocher des positions de kamasutra, on fait des devinettes avec des questions coquines, des questions sur la sexualité également. C'est assez animé.

Mais devant autant de personnes, c'est une première ! (*Rire*)

En général, les réunions se font à domicile, il n'y a souvent que des femmes, sept ou huit... mais souvent après les femmes me demandent de faire des réunions en couple, avec leur partenaire.

Participante

C'est quel genre de public ?

Anne-Catline AMADEÏ

J'ai toutes les tranches d'âge, tous les milieux sociaux. La tranche d'âge la moins représentée est la mienne, entre 30 et 40 ans. Il y a un trou...

Il y a un trou, oui, forcément ! Alors, je ne sais pas si c'est générationnel ou qu'on a les enfants, ou qu'on n'a pas besoin de ça... Mais alors pourquoi on en aurait besoin à 40 ans ou à 20 ans ? Je ne sais pas. Je passe le micro.

Participante

J'ai hésité à intervenir parce que je suis assez en colère de ce que je viens de voir et d'entendre. Effectivement, c'est bien calqué sur une réunion *Tupperware*. Ensuite, je trouve dommage qu'au Planning familial, on puisse exposer une telle représentation de la sexualité des femmes, aussi rose, aussi « soft ». La société porte très bien son nom. Aussi soumise. On est encore complètement dans la

représentation du plaisir de l'homme. Le plaisir des femmes, mais pour l'homme.

Pour connaître les sex-toys, je considère que ce que vous présentez là est un marché de dupes.

On est encore dans l'idée que les femmes veulent *qu'on leur fasse l'amour* (je vais être très vulgaire, désolée) mais *qu'on ne les baise pas*. Je crois qu'il faut un peu dépasser ce stade Il y a des godes nettement plus intéressants. Je ne suis absolument pas contre les sex-toys, bien au contraire ; et cela aurait été un vrai débat plutôt que de présenter de la lingerie, etc. Je ne suis pas non plus contre la lingerie, quoique...

C'est un peu douteux de parler des bourrelets dans ces termes ; les bourrelets, c'est très bien. Bien que vous ayez quand même évoqué la ceinture gode (heureusement), votre présentation était très hétérocentrée, ce que je regrette.

Je suis navrée si je peux sembler agressive, là. ce n'est vraiment pas contre vous. Mais je suis désolée de voir qu'on représente encore la sexualité des femmes sous cet aspect-là alors qu'il y aurait tellement d'autres choses à dire sur la vraie réalité de ce dont les femmes ont envie et que beaucoup, malheureusement, n'arrivent pas encore à vivre.

Faire une représentation comme celle qui vient d'être faite montre qu'on reste encore enfermé dans une sexualité pour les hommes.

Participant

Je suis en grande partie d'accord avec ce qu'a été dit sur la représentation de la sexualité féminine que cela donne. Les sex-toys qui sont présentés là donnent une image d'une sexualité féminine au sens où nous, nous la rejetons parce qu'il correspond à l'assignation à la douceur, au rose.

Participant

C'est difficile de faire du politique sans s'exposer, donc je vais choisir de m'exposer. Il se trouve que j'utilise les sex toys, et que je trouve que c'est un super objet de complicité avec ses partenaires et il se trouve qu'en l'occurrence je les utilise avec MA partenaire. Je ne pense pas être la reproduction d'une sexualité hétérosexuelle ; je trouve simplement qu'il y a des objets que je trouve rigolos et très satisfaisants. Certes, ils ne remplacent pas un doigt, comme j'ai pu le dire tout à l'heure avec quelqu'un. Ça n'a rien à voir, c'est complémentaire. Et c'est un JEU ! Je crois qu'il faut vraiment se détacher de quelque chose qui est resté enfermé dans une vision féministe à la con ! je suis désolée. C'est un JEU et c'est vachement bon ! Il faut aussi accorder aux femmes le droit d'avoir envie de baiser et de se faire baiser !

Participant

Je suis d'accord avec ce que tu as dit mais j'émettrai des restrictions. Je suis aussi d'accord avec Cathy. La seule chose qui me gêne dans tout ça, c'est que j'ai l'impression qu'on installe une nouvelle norme, c'est-à-dire qu'il faut que les femmes aient du plaisir. Si on n'en a pas, on est vraiment connes. Toi, tu n'as pas de plaisir ? Eh bien, tu es conne. Tu n'as qu'à prendre un sex-toy, franchement ! Tout le monde a du plaisir avec ça. Tu n'y arrives pas ? Ben alors ? Ce n'est pas possible, ça ! Prends un sex-toy, tu vas en avoir... Fais-toi lécher, mets-toi du machin et tout...

C'est une nouvelle norme qu'on est en train d'installer dans cette société hypersexualisée. Qu'on se fasse des guilis avec ça, moi je m'en fous. Moi mes doigts me suffisent largement ; mais que toi tu préfères le plastique, c'est très bien, je n'ai rien contre.

Participant

Je vais rebondir sur ce que tu disais. Une copine CCF m'a offert des menottes pour mon anniversaire et quand j'ai ouvert mon cadeau je l'ai refermé en me disant ouh là là ! je n'utiliserai jamais ça ! Elles sont noires mais en fait j'ai un petit problème, c'est qu'elles sont trop petites pour mon compagnon et ça ne peut marcher que pour moi ! Donc je voulais vous signaler que j'aimerais bien que vous en fassiez des un peu plus grandes !

Participante

Je voulais dire que pour une fois bravo ! On aborde enfin le plaisir féminin !

Cette présentation a au moins ce mérite. D'autre part, quelle que soit notre sexualité (bi, hétéro, homo, en solo, il faut aussi penser qu'il y a des femmes qui ne vivent pas forcément avec un partenaire...), l'important, c'est de se faire plaisir. Et pourquoi pas ? Je crois que c'est aussi un moyen, entre copines de parler de sexualité, de s'échanger des tuyaux...

La question que je voulais poser c'est, est-ce que dans les réunions que vous faites, cela va au-delà du simple fait de présenter les outils, les appareils ? Est-ce que la question du plaisir entre partenaires est abordée ?

Anne-Catline AMADEÏ

En fait je présente « mes appareils », ensuite je passe dans une autre pièce pour prendre les commandes mais également pour répondre aux questions plus intimes. À Soft Paris nous suivons une formation sur les plaisirs, toutes les maladies qu'on peut rencontrer et qui peuvent sinon mettre en péril tout du moins mettre en difficulté la sexualité. Il y a tout un discours qui peut être donné s'il existe une demande. Dans les réunions, en général les filles se connaissent, ce sont des amies. Mais elles disent souvent que jamais elles n'avaient parlé vraiment entre elles de sexualité et de plaisir. En fait, au cours de ces réunions, elles se redécouvrent entre elles et parlent davantage de choses qu'elles n'abordaient pas avant.

Participante

Juste une remarque sur ce qui a été dit. Nous sommes très contents de parler du plaisir féminin. Je crois qu'effectivement on peut aussi parler du plaisir masculin. un objet comme celui-là peut rentrer dans un anus masculin ou féminin et faire du bien autant à un homme qu'à une femme, que ce soit dans un couple hétéro ou homosexuel. Je pense que cela va au-delà de la question du plaisir des femmes ou féminin.

Participante

Moi c'est vous qui m'intéressez ! Comment êtes-vous arrivée à exercer cette profession ? Sans rentrer dans les détails, est-ce que ça rapporte ?

Anne-Catline AMADEÏ

J'aime bien le « sans rentrer dans les détails » !

Comment j'en suis venue là ? J'habitais Marseille, que j'ai quittée pour suivre mon conjoint dans l'Isère, et je me suis retrouvée dans un village de 500 habitants où je ne connaissais personne... Et je me suis mise aux sex-toys ! Non, je rigole ! J'ai été invitée par une voisine à une réunion sex-toys. La nana qui faisait la réunion a dit qu'elle recrutait et donc je me suis lancée. Au début déjà, par ma pratique et ma formation de conseillère conjugale, je me sentais à l'aise pour animer une réunion comme ça et parler de sexualité me plaisait bien. C'était aussi pour me sortir de chez moi. En réalité il est vrai qu'au début je ne voyais vraiment que le côté gadgets et ventes ; je ne voyais pas du tout l'aspect dialogue sur la sexualité avec des femmes. Mais en fait maintenant j'y prends vraiment goût parce que j'aborde des sujets que j'étais à mille lieues de pouvoir aborder avec des femmes et des couples que je ne connais ni d'Adam ni d'Ève. Je pense en particulier à un couple de retraités assez âgés qui ont redécouvert une sexualité parce qu'on en a parlé, parce qu'il y a des produits... J'aborde des sujets que même en tant que conseillère conjugale je ne pourrais pas aborder – même si je cherche toujours un poste de conseillère conjugale ! Je ne pourrais pas toucher les gens aussi intimement dans leur sexualité, ce qui me plaît bien.

Et puis, ça rapporte. On est payé à la commission, donc ça dépend des ventes. En général, pour vous donner un ordre d'idée, j'arrive à faire 100 € pour ma poche par soirée. Après, c'est comme Tupperware : si je monte mon équipe, je touche sur les commissions des copines et ainsi de suite. Voilà.

Participante

Je n'ai rien contre les sex-toys mais je voudrais intervenir sur autre chose : le côté marchandisation. L'une de nous disait « j'ai mes doigts ». J'ai mes doigts, j'ai ma langue, j'ai mon imagination... et là, on me vend des moyens de me procurer du plaisir. Il me semble que, dans ma longue carrière, je m'en suis procuré pas mal, sans avoir besoin de tout ça. Je n'ai rien contre, je le répète, et je pense qu'Anne-Catline, tu expliques très bien l'intérêt que ces réunions peuvent avoir, et pour toi et pour les gens qui y participent. Ce qui me perturbe, c'est juste le côté « le fric » qui vient au milieu : acheter le petit machin qui coûte 80 € que je vais mettre juste pour qu'on me l'enlève ! Ce qui me gêne, c'est le côté « il faut des choses qu'on achète pour avoir du plaisir » qui m'embête. Qu'on en parle, ça c'est le côté intéressant.

Participante

J'avoue que je suis extrêmement déçue parce que les nuisettes ça fait 200 ans qu'on les vend sur la Redoute...

Anne-Catline AMADEÏ

Les sex-toys aussi, on va dire !

Participante

... les sex-toys aussi. Je suis incroyablement déçue par les sex-toys que vous proposez. Je pensais que ça serait un peu plus « clitoriodiennement » centré ! La roulette à 12 langues n'y est pas.

Je trouve qu'on est dans un truc un peu masculin, un peu « on va faire plaisir à notre mec avec des trucs »... Ça on le sait, il suffit d'entrer dans n'importe quel sex-shop. J'aurais aimé que ce soit un peu plus branché justement sur le plaisir féminin, le plaisir éventuellement solitaire. Je suis déçue. Voilà.

Participante

D'accord, donc la prochaine fois, Anne-Catline, tu viendras avec un peu plus de « marchandise » !

Moi, je crois qu'il faut faire attention aussi au fait qu'à trop vouloir rejeter les normes on finit par en créer. Et s'interdire des choses qui pourraient être sympathiques. Si certains préfèrent leurs doigts et d'autres autre chose, libre à eux. On s'achète bien des godasses et des machins pour se mettre dans les cheveux ! On peut bien s'acheter des trucs pour se faire plaisir si on en a envie.

La première fois où j'ai vu Anne-Catline et son étalage, c'était à la fin de la remise des prix de la formation des conseillères conjugales et familiales, quand elles passaient leur mémoire. Elle nous a présenté ça. Ce qui m'a frappée, c'est que ça à beau faire 20 ou 25 ans que j'étais dans l'AD, c'était la première fois où, avec les copines, nous avons discuté d'un certain nombre de choses que je connais pourtant depuis belle lurette.

Au Planning, pour parler de plaisir, il faut quand même se lever de bonne heure !

D'accord, il y a toujours de la récupération financière. On peut aussi le dire pour la pornographie, on peut aussi s'interdire de regarder comment vit la société aujourd'hui et s'enfermer dans un modèle qu'on voudrait pur, beau... la maison des Bisounours !

Il n'empêche qu'aujourd'hui il y a une demande aussi parce qu'il y a, comme on le voit, une marchandisation. Moi je dis que l'inverse est vrai aussi : si cette marchandisation existe, c'est aussi le fait que les femmes s'autorisent quelque chose qui était effectivement masculin. Et qui l'est peut-être encore...

Peut-être que le Planning pourrait s'occuper de la création de sex-toys féministes ! Je lance un appel d'offres ! Mais cela veut surtout dire que jusqu'à maintenant pour entrer dans un sex-shop quand on était une femme il fallait quand même avoir... du culot.

J'ai bien vu notre tronche à toutes autour des machins, à nous demander « on va commander devant les copines ou pas ? ». Si on n'est pas obligé d'avoir envie de sex-toys, on n'est pas obligé non plus de dire « je n'ai rien contre mais... ». Ce qui revient à « je suis contre », il faut être clair ! Il faut se rendre

compte que c'est aussi une libération dans notre tête que de se dire que l'accès au plaisir – y compris avec des outils, des objets, ce que vous voudrez –, est aussi du côté des femmes. Il y a certainement à réfléchir, à améliorer, à critiquer... c'est la marque du fait que nous nous autorisons des choses que nous n'aurions pas osé affirmer publiquement auparavant. Ça se faisait en cachette, entre copines discrètement.

C'est aussi pour cette raison que nous avons voulu intégrer ce thème et le fait que ça soit devenu public à la question de la sexualité dans l'université d'été. En effet, cela pose question : tout le monde n'est pas obligé d'en avoir envie ou d'être d'accord, toujours est-il que cela existe, que cela fait partie du quotidien des femmes. La preuve : même dans son trou perdu de l'Isère, Anne-Catline trouve plein de nanas à la recherche de trucs !

Participant

Les jeunes aussi en parlent souvent, au cours des animations qu'on fait avec eux ; ils en parlent énormément. Alors la moindre des choses est de savoir de quoi ils nous parlent !

J'ai le souvenir d'un gamin de sixième qui demandait « qu'est-ce que c'est, le gode ? » et d'un autre qui lui avait répondu « le gode, ben, c'est pour se foutre dans la chatte ! ». J'ai le souvenir de ça. Des gamins de sixième !!!

Participant

Je me demandais si les hommes pouvaient avoir peur que les femmes puissent avoir du plaisir sans eux en se servant de sex-toys ? D'autre part, si on n'utilise pas de sex-toys, est-ce qu'on n'est pas considéré comme n'étant pas moderne ?

Participant

Il y a une définition de l'éducation populaire que j'aime bien, qui est la mienne : c'est un processus de démocratisation du savoir. Pour moi, les sex-toys sont un processus de démocratisation de la sexualité.

Juste un petit témoignage. J'ai été à Amsterdam pendant les vacances et j'ai eu l'occasion d'entrer dans des sex-shops avec ma partenaire parce qu'on aime bien ça. Là-bas, c'est quand même assez extraordinaire parce que c'est complètement ouvert, ça n'a rien de glauque et en plus il y a des objets qu'on ne trouve pas encore ici, des trucs complètement nouveaux et délirants. Et quelqu'un vous explique comment ça marche ! Il y a des couples hétérosexuels, homosexuels, gays, lesbiens... et on échange entre nous. Il se trouve que j'ai échangé avec un couple hétérosexuel (dans un anglais qui valait ce qu'il valait !) mais c'était « vous avez déjà essayé ? Non, et vous ? »... C'était génial ! Pour moi, ça, c'est de la démocratisation de la sexualité.

Participant

Je voudrais juste rajouter que, chez les jeunes, beaucoup de filles que je connais ont connu l'orgasme seules, grâce aux sex-toys. Elles ont découvert leur plaisir, le périnée... Peut-être que demain elles auront davantage de plaisir avec leur partenaire quel qu'il soit, grâce à ces toys. Parce qu'elles vont se connaître mieux. Ça peut être bien, aussi, de connaître son corps avant de connaître une autre personne ! Ou plusieurs...

Participant

Je fais beaucoup de prévention VIH depuis très longtemps et j'ai pas mal de copains gays. Du coup, nous parlons beaucoup de plaisir et ils m'expliquent comment s'en procurer, ce que ça leur fait, ce que ça me fait... Donc depuis longtemps je savais que la prostate était une zone très sensible et que, la sodomie ne concerne peut-être pas forcément que les filles. Les garçons qui se privent de pénétration anale se privent aussi d'une certaine forme de plaisir.